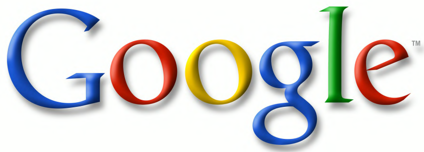
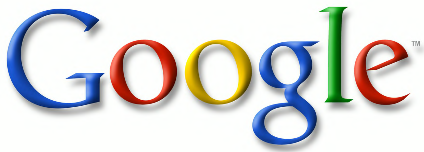
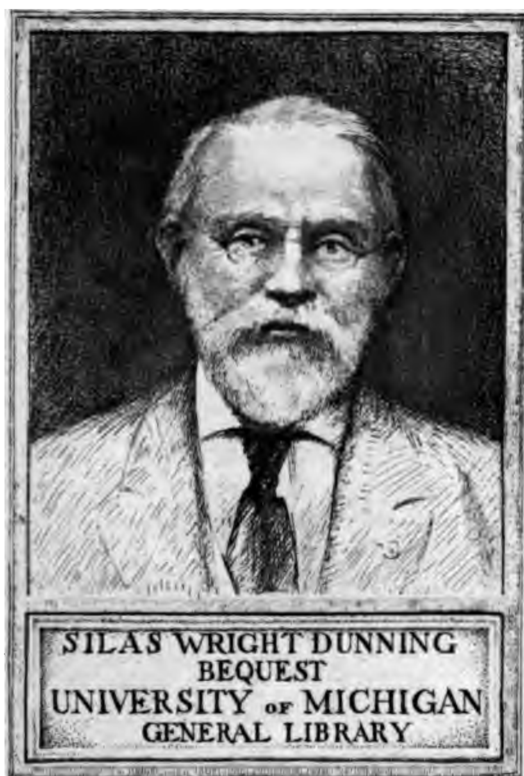



Google


SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY



LES RELATIONS DIPLOMATIQUES

DE LA RUSSIE ET DE LA FRANCE

1808—1812

GRAND-DUC NICOLAS MIKHAÏLOWITCH

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES

DE LA RUSSIE ET DE LA FRANCE

d'après les rapports des ambassadeurs

D'ALEXANDRE ET DE NAPOLÉON

1808—1812

TOME I

ST-PÉTERSBOURG
MANUFACTURE DES PAPIERS DE L'ÉTAT
1905



L'Empereur Alexandre I.

D'après un portrait appartenant à la Comtesse Mordvinoff.

INTRODUCTION GÉNÉRALE.

Le lecteur trouvera dans le présent Ouvrage les rapports envoyés de Pétersbourg par les ambassadeurs de France Caulaincourt et Lauriston à l'empereur Napoléon et au ministre des affaires étrangères Champagny, duc de Cadore, ainsi que les rapports envoyés de Paris par le prince Alexandre Kourakine à l'empereur Alexandre et au chancelier comte Nicolas Romantzoff. On y a aussi fait entrer les instructions données aux ambassadeurs par les ministres des affaires étrangères français et russe, et on a terminé par des lettres particulières du prince Kourakine à l'impératrice Marie Féodorowna *) et par les lettres écrites par le comte Nesselrode à Spéransky en 1810 et 1811, dont la majeure partie a paru dans le III volume des Mémoires de Nesselrode.

En publiant au complet pour la première fois ces documents, tant officiels que privés, de l'ambassadeur de France à Pétersbourg et du représentant de la Russie à Paris, j'espère combler une lacune. Je dis une lacune, parce que les rapports du général Savary, duc de Rovigo, et du comte Pierre Tolstoï, prédécesseurs de Caulaincourt et du prince Kourakine, ont paru intégralement dans les volumes LXXXIII et LXXXIX du *Recueil de la Société Impériale*

*) Collection de manuscrits de P. Dachkoff.

Historique de Russie, et les lettres écrites de Paris par le colonel A. Czernicheff à l'empereur et au chancelier en 1809, 1810 et 1811, dans le volume XXI du même *Recueil.* Quant aux rapports de Caulaincourt, quelques-uns ont bien été cités par Albert Vandal dans son livre *Napoléon et Alexandre* et par Tatichtcheff dans *Alexandre et Napoléon,* et de même les lettres du prince Kourakine ont bien été l'objet de nombreuses références de Schilder dans son *Histoire du règne de l'empereur Alexandre Ier,* mais ni les uns ni les autres de ces documents n'ont été publiés en Russie dans leur ensemble, et il me semble qu'il y a quelque intérêt à faire connaître au public russe ces monuments historiques des relations de deux monarques qui se proposèrent un moment de se partager non seulement l'Europe, mais aussi le reste du monde.

L'entrevue de Tilsitt et les conventions qui y furent arrêtées devaient donner une impulsion nouvelle à la politique européenne, et, si Napoléon resta fidèle au système qu'il avait adopté, l'empereur Alexandre, au contraire, changea brusquement d'un seul coup sa politique, en dépit de la majorité de ses conseillers et de l'opinion publique en Russie. Ces événements ont été l'objet de nombreux travaux d'historiens russes et surtout français, mais on n'est guère arrivé jusqu'à présent à préciser le rôle de chacun des acteurs de l'entrevue de Tilsitt. L'historien qui a su le mieux déterminer le sens de cette rencontre historique et de ses conséquences est encore M. Vandal, et pourtant il ne s'est pas montré complètement impartial dans son appréciation des actes et des idées des deux empereurs.

Tout en reconnaissant la difficulté du problème, je vais tâcher d'éclaircir dans cette Préface, non seulement le rôle

des monarques, mais aussi celui de leurs collaborateurs, dont aucun ne vit clair dans le jeu subtil entrepris par Alexandre avec son terrible rival.

L'empereur Alexandre dut se trouver dans un état moral pénible lors de sa rencontre avec Napoléon à Tilsitt.

Bien des sentiments opposés agitaient l'âme du puissant souverain; d'un côté, une certaine impression d'humiliation à la suite des revers tout récents de ses troupes à Austerlitz et à Friedland; de l'autre, la curiosité de voir enfin, et d'entrer en relations personnelles avec lui, l'invincible capitaine, l'homme de génie, sur lequel toute l'Europe avait les yeux fixés.

L'impression produite par Napoléon sur Alexandre fut un enchantement subit, et dès les premières heures de l'entrevue, l'empereur des Français sut fasciner ce jeune rival à l'air inexpérimenté. Eludant adroitement toutes les questions qui auraient pu affecter ou blesser l'amour-propre d'Alexandre, Napoléon toucha fort habilement les cordes sensibles de l'esprit prompt qu'était l'empereur de Russie.

Il est difficile de se rendre un compte exact de l'engouement d'Alexandre dans les premiers moments de l'entrevue: il fut si intense que toutes les propositions de Napoléon le trouvèrent favorablement prévenu. Les négociations furent poussées vivement, et, dès le 25 juin (7 juillet) 1807, les deux parties conclurent un traité de paix, des articles séparés et secrets et un traité d'alliance *), signés d'une part par les princes Alexandre Kourakine et Dmitri Lobanoff-Rostowsky et, de l'autre,

---

*) Il y eut en outre une convention additionnelle, signée par le prince D. Lobanoff et par Berthier, dictée par Napoléon lui-même et approuvée par Alexandre *(V. Tatichtcheff,* op. cit., *p. 619).*

par Talleyrand. Le nom même des signataires russes atteste que l'empereur Alexandre avait tenu à choisir comme plénipotentiaires, pour un acte historique de cette importance, des collaborateurs neutres, qui n'eussent pas encore eu l'occasion de faire preuve de sentiments anti-français.

Ces pièces ne portent pas la signature du ministre des affaires étrangères, le baron Boudberg: pour complaire à Napoléon, Alexandre l'avait tenu complètement à l'écart des négociations, quoiqu'il vînt seulement d'être mis à la tête du ministère comme successeur du prince Adam Czartorysky, ennemi déclaré de l'union franco-russe, et qu'il fût resté tout le temps à Tilsitt. Mais l'origine allemande du baron Boudberg aurait pu éveiller la défiance de Napoléon, et, pour la société russe, les noms des deux grands-seigneurs bien connus du siècle de Catherine et de Paul devaient être une garantie rassurante.

Or, à cette époque, toutes les attaques de l'opposition, à la tête de laquelle était le comte Simon Worontzoff, fixé à Londres, et des triumvirs qui se retiraient de la scène, étaient dirigées contre la personnalité incapable et terne du baron Boudberg, auquel on attribuait à tort le rapprochement de l'empereur Alexandre avec Napoléon. Je ne peux m'empêcher de voir là un fait bien caractéristique, qui montre nettement comment des hommes placés aussi près du souverain que le comte P. Stroganoff et Novossiltzoff pouvaient se tromper sur ses véritables intentions au point d'admettre sans difficulté qu'il se fût livré à une influence nouvelle, celle d'un personnage fort peu connu de lui et hors d'âge comme l'allemand baltique Boudberg. Mais ce fut l'erreur de bien d'autres et celle aussi de toute la société pétersbourgeoise que de croire que

l'empereur Alexandre s'était remis entièrement aux mains de Bonaparte, sacrifiant ainsi les intérêts de la politique russe au prestige de Napoléon.

En suivant attentivement les traits de cet insaisissable caractère d'Alexandre Pavlowitch, un observateur subtil pouvait apercevoir dès Tilsitt des lueurs de ce qui fut si nettement accusé à la seconde entrevue, celle d'Erfurt.

Le rôle le plus effacé à Tilsitt fut celui du roi de Prusse Frédéric-Guillaume, soigneusement tenu à l'écart des négociations et évité dans toute conversation prolongée, tant par Alexandre que par Napoléon. Mais dans les intervalles des entrevues apparaissait la radieuse image de la reine Louise de Prusse, à laquelle Alexandre n'était pas complètement indifférent.

Aux minutes où elle désespérait du sort de sa patrie, la reine Louise n'avait d'autre recours que le regard accueillant et le sourire langoureux des yeux d'Alexandre et d'autre espoir que les paroles rassurantes de la phrase énigmatique échappée des lèvres du souverain russe: «Tout cela est pour le mieux; on le verra plus tard». Aussi peut-on admettre avec une certitude presque entière que tous ces engouements apparents d'Alexandre, à Tilsitt et immédiatement après, n'étaient cependant pas assez profonds pour lui faire oublier le passé *) et l'empêcher de penser sérieusement à l'avenir.

Les sentiments de vanité et d'amour-propre trouvèrent une apparence de satisfaction, mais la sensation de la blessure récente ne pouvait guère se dissiper: elle ne se dissipa pas non plus.

---

*) On sait les allusions que fit Napoléon, encore premier consul, aux événements de mars 1801 et au rôle qu'y avait joué Alexandre: le monarque russe en était parfaitement au fait.

Tout autre devait être l'état d'âme de Napoléon. La marche victorieuse des événements de son règne entraînant, les succès invraisemblables des armes françaises en Italie, en Autriche et en Allemagne *), le ravalement moral de la nation allemande et en particulier de la Prusse, enfin la rapidité même de cette suite d'immenses succès, tout cela nécessitait un temps d'arrêt.

L'orgueil de la Russie s'était laissé ployer en 1805 et dans la dernière campagne de 1807, mais il y avait à compter avec la puissance de ce colosse, surtout en présence d'un autre ennemi, le peuple anglais, toujours habitué à agir avec méthode et ténacité. Et voilà l'occasion qui se présente d'ouvrir une ère nouvelle en se rapprochant du représentant de la Russie, et d'entrer personnellement en rapports directs avec lui.

Avec sa facilité et sa promptitude à pénétrer les individus et à s'assimiler les milieux, Napoléon crut avoir complètement saisi à Tilsitt le caractère de son nouvel allié. La séduisante perspective d'un partage de l'univers entre la Russie et la France, la lutte, acharnée de part et d'autre, contre la puissance de l'Angleterre, l'examen approfondi de toutes les questions de politique extérieure, et l'encens brûlé à profusion au charmeur qu'était le maître de la Russie, tout ramena Napoléon à Paris dans les dispositions les plus radieuses. Il était convaincu d'avoir remporté une victoire morale sur Alexandre, et se préparait à moissonner de nouveaux lauriers, fort de sa bonne étoile et de son alliance avec la Russie **).

---

*) La renaissance de la Prusse date de la fin de 1807.

**) Immédiatement après Tilsitt, Napoléon a eu des moments de doute.

Mais c'est précisément là que l'attendait une prompte désillusion.

Immédiatement après les accolades de Tilsitt, Napoléon envoya à Pétersbourg un plénipotentiaire provisoire, le général Savary. On ne peut dire que le choix ait été particulièrement heureux. Plus policier que général, n'ayant guère de vernis mondain, Savary avait été, peu de temps encore auparavant, un des principaux acteurs de la malheureuse affaire de l'exécution du duc d'Enghien (1804). Il trouva bien l'accueil le plus affable près de notre souverain, qui ne lui ménagea ni amabilités, ni honneurs; mais presque toute la haute société pétersbourgeoise lui témoigna de la malveillance, de la froideur, de l'hostilité même. Ne passant guère un jour sans recevoir d'affront de quelque représentant de l'aristocratie de la capitale, le français ne savait que penser, s'irritait et ne pouvait cacher son dépit, dans la conviction où il était que l'amitié des monarques devait être également partagée par la société. Napoléon n'a pas eu l'intention de laisser le duc de Rovigo longtemps à St-Pétersbourg. Savary était éclaireur. Il ne tarda pas à être remplacé par le général Caulaincourt, ayant rang de grand écuyer près de Napoléon. Caulaincourt jouissait de la confiance particulière de l'empereur des Français, il était déjà (depuis 1801) connu de notre souverain, enfin il était investi du titre d'ambassadeur. Il arriva à Pétersbourg en décembre 1807.

L'empereur Alexandre prévint, là encore, son nouvel allié en empressement: le comte Pierre Tolstoï, nommé ambassadeur à Paris, avait présenté ses lettres de créance à Fontainebleau dès le 6 novembre (nouveau style) de la même année. Le choix du comte Tolstoï n'était guère heureux non plus.

Soldat du temps de l'impératrice Catherine II, habile général, mais fort peu diplomate, ennemi déclaré de l'union franco-russe, de plus homme de peu de clairvoyance et de facultés médiocres, le comte Pierre Tolstoï sentit bien lui-même dans quelle position gênante il allait se trouver à Paris. Ce n'est qu'à son corps défendant qu'il se soumit à la volonté de l'empereur, qui, une fois arrêtée une désignation pour un poste de confiance, n'aimait jamais à revenir sur sa décision, et n'était tranquille que quand il avait atteint son but. De la part du comte Tolstoï, c'était mal connaître le caractère de l'empereur Alexandre que de ne pas deviner que le sacrifice qu'il faisait à ses convictions personnelles serait vite oublié. En outre, s'il avait consenti à affronter les difficultés et les responsabilités de la position, ce n'était que sur les instances de son frère, le comte Nicolas, grand maréchal de la Cour et compagnon de l'empereur dans tous ses déplacements. Le grand maréchal avait encouru le mécontentement d'Alexandre à Tilsitt même, et, en adroit courtisan, il eut vite pris son parti de se faire violence pour s'adapter au changement *).

Vandal fait un portrait fort juste du nouvel ambassadeur de Russie à Paris: «Chez lui, rien qui dénotât l'espoir d'une intimité durable entre les deux Etats et le désir d'y contribuer, rien qui sentît l'ambassadeur d'une puissance amie. On eût dit plutôt d'un parlementaire envoyé au quartier général ennemi un soir de bataille malheureuse. Ce messager mesure toutes ses paroles, présente un front

*) Gratifié à Tilsitt de la Légion d'Honneur, le comte N. Tolstoï avait déclaré à l'empereur Alexandre que cette décoration ne saurait être portée en même temps que celle de St-André: de toute sa vie (il mourut en 1816), il ne fut décoré de St-André.

grave, douloureux, impénétrable, et s'efforce avant tout de sauvegarder sa dignité de vaincu; tel était le modèle d'après lequel Tolstoï semblait s'être composé un rôle» *(Napoléon et Alexandre, 1er vol., p. 196).*

Le nouvel ambassadeur de France, le général Caulaincourt, arriva à Pétersbourg le 5/17 décembre 1807, et s'installa dans la maison qui avait été préparée spécialement pour lui sur le quai de la Néva. C'était bien l'homme qu'il fallait pour le poste de confiance où le plaçait l'empereur des Français.

Armand-Louis de Caulaincourt, duc de Vicence (1775—1827), appartenait à une vieille famille noble de Picardie. Il entra de bonne heure au service militaire, fut emprisonné avec beaucoup d'autres en 1793, mais eut la fortune d'être relâché, et, après le 9 Thermidor, fut nommé aide de camp du général Aubert du Bayet, qu'il accompagna en mission diplomatique à Venise et Constantinople. En 1799, Caulaincourt se distingua comme colonel du 2e cuirassiers à Hohenlinden. Deux ans plus tard, il fut de la suite du général Hédouville, envoyé en négociations à Pétersbourg: arrivé dans cette ville avant son chef, il fit pour la première fois connaissance avec l'empereur Alexandre, auquel il produisit une excellente impression.

Peu après son retour de Russie, Caulaincourt fut nommé aide de camp du Premier Consul, puis, lors de la proclamation de l'Empire, fut fait grand écuyer de la cour de Napoléon, et devint rapidement un des plus intimes de l'empereur des Français. En 1804, Caulaincourt se trouva impliqué à tort dans l'affaire de l'arrestation du duc d'Enghien, pour avoir été à cette époque même chargé de l'arrestation d'émigrés sur le territoire du duché de Bade.

Le soupçon blessa profondément Caulaincourt et assombrit le reste de sa vie, le bruit de sa participation à l'odieuse affaire s'étant répandu dans le public avec insistance, et n'ayant pas été, naturellement, sans pénétrer jusqu'en Russie. En 1805, Caulaincourt, déjà général de division, fit la campagne d'Austerlitz; il accompagna aussi Napoléon dans les campagnes de 1806 et 1807. Ambassadeur à Pétersbourg de décembre 1807 jusqu'à l'été de 1811, il resta aux côtés de Napoléon pendant la Guerre Patriotique et, après le désastre de la Bérézina, fit avec lui la retraite jusqu'à Paris. En 1814, lui échut le rôle fort délicat de plénipotentiaire français au congrès de Châtillon; enfin, ministre des affaires étrangères la même année, ainsi qu'au retour de Napoléon de l'Ile d'Elbe, Caulaincourt termina là sa carrière politique. A la Restauration des Bourbons, il se retira dans ses terres, où il resta jusqu'à sa mort (1827), s'occupant de la rédaction de ses mémoires, jusqu'à ce jour inédits et conservés dans les archives de ses héritiers dans la ligne féminine, les comtes d'Espeuilles-Vicence. Ces mémoires fourniraient certainement beaucoup de matériaux susceptibles de jeter une lumière nouvelle sur l'époque agitée où Caulaincourt joua son rôle, mais la famille estime que le temps n'est pas encore venu de les publier, d'abord, comme elle l'explique, parce qu'ils renferment des appréciations assez vives sur la plupart des personnages du premier Empire, ensuite, et plus probablement, parce qu'à partir de 1810, le rôle de Caulaincourt lui-même fut équivoque à l'égard de la politique de Napoléon.

A cette courte notice biographique préliminaire sur l'ambassadeur de France près de notre cour, j'ajouterai ce qui suit.

Ce fut pour Caulaincourt une tâche peu facile et souvent fort délicate que d'entrer en rapports immédiats presque de chaque jour avec l'empereur Alexandre. Le diplomate français dut déployer beaucoup d'intelligence, de finesse et de tact, d'abord pour étudier son caractère sans qu'il s'en doutât, puis pour se concilier en même temps sa confiance. Il était indispensable d'observer toutes les formes de l'étiquette, d'étudier la société de Pétersbourg et de ne pas perdre de vue les intérêts de Napoléon, auquel il n'était pas toujours si facile de complaire.

Caulaincourt eut assez vite fait de comprendre le caractère d'Alexandre, mais l'empereur eut encore plus vite fait de styler l'ambassadeur, et, en fait, il se trouva que la confiance réciproque ne dépassait pas certaines limites, l'ambassadeur en ayant au fond plus pour le souverain que celui-ci n'en avait pour lui. Entretiens fréquents et animés sur tous les sujets de politique extérieure, empressement d'Alexandre à mettre Caulaincourt au courant des affaires intérieures dans la mesure qui lui paraissait convenable, à lui, Alexandre, consultations pour diverses nominations de fonctionnaires, invitations presque continuelles à la table de Sa Majesté, tout convainquit définitivement Caulaincourt de la pureté des intentions d'Alexandre d'être effectivement allié et ami fidèle de Napoléon. Cette conviction se manifesta particulièrement à la veille de l'entrevue d'Erfurt (15/27 septembre 1808).

Dans la suite, surtout depuis la campagne de 1809 qui fut le grand désenchantement d'Alexandre, se fait sentir une certaine défiance; mais l'empereur russe sut conserver son prestige jusqu'à la fin du séjour de Caulaincourt, c'est-à-dire immédiatement jusqu'à la rupture de 1811. L'en-

gouement de l'ambassadeur pour la personnalité du souverain lui fut souvent souligné par Napoléon, et, pendant la campagne de 1812, Caulaincourt s'entendit plus d'une fois appeler «Monsieur le Russe», sans trop de fondement, du reste. Les rapports de Caulaincourt montrent clairement tous les soins et les efforts qu'il mettait à se conformer rigoureusement au programme qui lui avait été fixé et la difficulté qu'il avait à arriver à quoi que ce soit de positif sur nombre de questions brûlantes. Dans cet ordre d'idées, le chancelier comte Romantzoff seconda à merveille la volonté souveraine de l'empereur, sans tomber une seule fois dans les pièges de toute sorte dont s'efforçait de l'entourer Caulaincourt. Tout finissait ordinairement par des promesses des plus flatteuses et par des démonstrations de sympathies franco-russes, où Romantzoff excellait. Le comte tira fort habilement parti des attaques acharnées que lui valaient de la part de la société russe le rapprochement et l'alliance avec la France, et donna à maintes reprises à entendre à Caulaincourt qu'il était presque le seul des dignitaires russes dont la sincérité ne fît aucun doute. C'est ainsi que se passa toute l'année 1808, en épanchements réciproques de sentiments d'amitié et en préoccupations relatives à la consolidation de l'entente. Pour resserrer davantage les liens déjà existants, on décida une entrevue personnelle des deux empereurs, qui aurait lieu l'automne de la même année à Erfurt. Il est intéressant de suivre dans les rapports de l'ambassadeur de France comme l'empereur Alexandre sut le convaincre de ses sentiments inébranlables pour Napoléon et comme il lui renouvelait souvent ces assurances d'une amitié et d'un amour à toute épreuve. Le 4 avril 1808 *), Alexandre dit à l'ambas-

*) Toutes les dates des rapports de Caulaincourt sont nouveau style.

sadeur: «Je lui suis franchement attaché, et il l'éprouvera en toute circonstance; je suis prêt à tout».

Le 20 avril: «Ma confiance dans l'empereur est toujours la même. Je tiens à l'alliance de la France par attachement personnel pour lui, et parce que je crois que c'est l'alliance naturelle et raisonnable de la Russie: vous voyez que je vous parle franchement».

Le 27 avril: «Moi, je désire qu'il soit heureux, car je me suis attaché à lui à Tilsitt; je croyais qu'il avait rempli toutes les pages de l'histoire, mais il lui en reste encore une belle pour l'Espagne» . . . . Comme cela est caractéristique! Et plus loin, à la même date: «Personne n'est plus son admirateur que moi: vous savez mieux qu'un autre que ce sentiment date de loin. Je ne lui désire donc que le calme nécessaire pour jouir de tout ce qu'il a fait aussi comme législateur» . . . . Et encore, en date du même jour: «Je profitai de l'occasion pour dire à l'empereur que je l'engageais à se méfier de Pozzo di Borgo, arrivé ici depuis quatre jours, qu'il est vendu aux Autrichiens et même aux Anglais. L'empereur me répondit, *dit Caulaincourt,* qu'il connaissait l'homme, mais que d'honnêtes gens ne pouvaient faire ce métier, que, pour lui, cette espèce d'hommes était sans importance, qu'afin de se débarrasser, il avait déjà donné des ordres pour qu'il retournât à Vienne».

Cependant, les premiers rapports avec Pozzo di Borgo commencèrent à ce moment, et, dans la suite, il fut ambassadeur de Russie à Paris près la cour des Bourbons à la Restauration *).

*) Et pourtant telle était l'opinion d'Alexandre sur Pozzo, qu'il méprisait. Voir les lettres d'Alexandre au comte Chouvaloff en 1810, conservées aux archives de l'Etat.

Le 12 juin, Alexandre dit: «Il faut s'attacher à un système, le suivre franchement et ne pas être ami à demi» . . . . Le 24 juin: «Etablissez-vous à la campagne *(à Kamenny-Ostroff)* près de moi, pour que je vous voie souvent: tâchez d'avoir la maison qui a vue sur moi».

Le 4 juillet: «Je ne suis pas de ces alliés d'un an ou de deux, je suis l'allié de l'empereur pour toujours. De petites contrariétés ne me changeront pas».

Le 10 juillet: «Pour moi, je n'ai qu'une manière de voir: je crois que la géographie veut notre alliance, qu'elle est par conséquent dans l'intérêt de mon Empire. Je marche donc franchement dans ce sens; aucun obstacle ne m'arrêtera, comme aucun petit désagrément ne m'a changé. Je ne donne de l'importance qu'aux choses qui viennent de l'empereur, et je porte dans tous mes arrangements avec lui un sentiment de droiture qui ne peut que mener à tout bien terminer. Notre entrevue donnera, j'espère, des avantages réciproques aux deux Etats; je ne suis ni ne serai jaloux d'aucun de ceux qu'a ou que peut avoir l'empereur» . . . . Et encore le même jour: «Je n'ai jamais varié dans mon admiration pour l'empereur et je ne varierai pas dans l'attachement que je lui porte maintenant, pas plus qu'au système qui me lie au sien. Il y a aujourd'hui un an des ratifications de Tilsitt: l'empereur me doit cette justice, qu'aucune difficulté, aucun obstacle ne m'a arrêté pour remplir tous les engagements que j'ai pris. Maintenant mandez bien à l'empereur que je me fais une fête de le voir».

Le 24 juillet: «Je ne sais pas ce que c'est que d'être ami ou allié à demi. C'est dans les circonstances difficiles

que l'empereur me trouvera. Je vous parle franchement, je ne vous déguise rien, vous le savez» . . . . Et plus loin: «Quant à moi, je vous ai dit plusieurs fois le cas que je fais de vous et l'attachement que je vous porte. Que ne puis-je avoir près de l'empereur quelqu'un qui lui soit aussi agréable et qui marche franchement dans mes intentions!» . . . . «Répétez bien à l'empereur que l'état d'alliance et d'amitié où nous sommes n'est pas un vain mot pour moi, et qu'il l'éprouvera en toute circonstance».

Le 31 juillet: «Je vous le jure, général, rien ne nous brouillera, de mon côté du moins, je vous en réponds: je ne dévierai pas du système que j'ai adopté et de la marche que je me suis tracée».

Le 22 août: «Je vois avec d'autant plus de plaisir approcher l'époque de l'entrevue, que nous y resserrerons, j'espère, nos liens de manière à ce que rien ne puisse les rompre ni les altérer».

Le 23 août, Caulaincourt rapporte à Napoléon: «On ne mande rien à M. de Tolstoï sur l'entrevue; Romantzoff dit même hautement qu'il ne faut pas lui en parler» . . . . Ainsi donc, tout en préparant avec tant de soin l'entrevue, on cache à notre ambassadeur à Paris, le comte Tolstoï, tous les pourparlers et tous les préparatifs à ce sujet! Plus on témoigne de confiance à Caulaincourt, moins on en accorde au comte Tolstoï. Et cependant les protestations d'amitié continuent.

Le 24 août: «Dites bien à l'empereur qu'il peut et qu'il doit compter sur moi en toute circonstance; les assurances ne sont rien, mais les effets lui prouveront avec le temps que tout est sincère de notre part. Je ne suis pas

de ceux qui veulent à toute force voir encore le monde tel qu'il était il y a vingt ans: il faut partir du point où nous sommes».

Le 26 août: «L'empereur Napoléon me connaîtra et finira par voir quelle confiance il doit mettre en moi et combien ma marche est droite; pour le moment actuel, je suis surtout enchanté de l'entrevue».

Du même jour encore: «Général, je vous fais juge de la conduite que nous tenons depuis que vous êtes ici. Rien ne m'a fait changer, j'ai compté sur l'empereur le premier jour comme aujourd'hui; rien ne m'a fait varier, et, je vous le répète, dans les revers comme dans la prospérité, il doit compter sur moi».

Le 7 septembre: «Je veux faire à l'empereur des amis. Rappelez-vous la devise que vous avez sur son buste: «Grand dans la guerre, grand dans la paix, grand dans les alliances». L'évacuation de la Prusse n'a jamais dû être la condition de celle des provinces turques. Les paroles de l'empereur sont aussi sacrées pour moi que des traités: l'un et l'autre devaient me faire espérer pour la Prusse un sort moins malheureux».

Quel ne devait pas être l'état d'âme de Caulaincourt après ces protestations si nombreuses, si fréquentes d'amour et d'amitié sincères de l'empereur Alexandre pour Napoléon!

On se dit que le diplomate le mieux trempé pouvait se trouver déconcerté en présence de ce torrent d'épanchements et de toutes les amabilités dont le souverain comblait le représentant de son allié *). Effectivement, l'am-

*) On a donné, aux *Annexes,* à la fin du volume, le relevé détaillé de toutes les invitations de Caulaincourt à la table de Sa Majesté, d'après le Journal du fourrier de la chambre du 5 décembre 1807 au 6 mai 1811.

bassadeur fut plus d'une fois sans savoir à quoi s'en tenir, comme le montrent ses rapports, mais, somme toute, il ne douta plus de la sincérité des déclarations d'Alexandre, et envisagea radieusement l'entrevue prochaine d'Erfurt, qui devait couronner et affermir l'alliance de la Russie et de la France. Malheureusement, les lettres particulières adressées à cette époque par l'empereur Napoléon à Caulaincourt sont encore inédites et restent aux archives des héritiers de Caulaincourt; mais on peut admettre avec certitude que Napoléon n'était pas toujours sans improuver la conduite de son ambassadeur, comme on le voit dans ces mêmes rapports de Caulaincourt. Parfois celui-ci s'abandonnait au désespoir, ne sachant comment complaire à son maître, et voici comment il donne carrière à cet état d'âme.

Il écrit le 22 mai: «Je préfère être blâmé à cacher quelque chose à V. M.: je réclame donc un peu d'indulgence dans l'occasion; plus d'expérience et je ferai mieux, car ce n'est pas ma faute si je ne la sers pas comme Elle veut l'être. Quand V. M. me blâme, je cherche à mieux faire et me tais, mais quand Elle me dit de rester français, je sens bien, au sentiment profond de douleur que j'éprouve, que je le suis à Pétersbourg comme quand j'avais l'honneur d'être à ses côtés. J'ose croire que V. M. a de moi l'opinion que j'ai fait mes preuves. Si Elle avait daigné penser que sa plume est le burin de l'histoire, peut-être n'aurait-Elle pas abreuvé d'une telle amertume un serviteur dont Elle a éprouvé la fidélité et le dévouement. Pardonnez, Sire, ce cri de désespoir! Serais-je digne de vous servir, si je ne défendais pas mon honneur plus que je ne défendrais ma vie? D'autres peuvent servir V. M. avec plus de

talents, mais mon dévouement, mon respectueux attachement, ma fidélité, Sire, le disputent à tous» ....
«Je ne puis dire à V. M. à quel point je suis affecté; près d'Elle, un signe d'improbation peine tant, qu'Elle croira facilement qu'une marque de mécontentement est un coup de foudre à mille lieues».

Il est probable qu'une telle explosion de désespoir est due à des paroles de blâme, témoignant d'un certain manque de confiance, qui était particulièrement pénible pour l'ambassadeur. Un mois plus tard, le 29 juin, Caulaincourt écrit encore:

«Si ceux qui ont l'honneur d'être près de V. M. n'ont pas toujours le bonheur de la contenter, un regard de bienveillance les console dans la journée: à 600 lieues d'Elle, l'impression de sa sévérité ne me quitte pas. Si mon zèle en suivant la route qu'Elle m'a tracée a été trop loin, c'est avec une intention si louable, Sire, que je mérite peut-être plus que de l'indulgence. Des reproches sans aucun encouragement, quand je sers V. M. de cœur et d'âme, m'atterrent; j'ose le lui avouer, parce que, si je ne suis pas au lit depuis six semaines, c'est parce qu'on se porte bien le jour d'une bataille. Je supplie V. M. d'excuser ce cri de malheur; si je lui appartenais moins, je n'aurais pas osé le laisser aller jusqu'à Elle».

Ces déclarations de Caulaincourt coïncident avec ses entretiens d'amour de mai et juin 1808 avec l'empereur et Romantzoff, au cours des négociations sur la cession de la Silésie et sur les affaires de Turquie et de Suède. Mais l'ambassadeur est fermement convaincu qu'il accomplit rigoureusement son devoir sans s'écarter de ses instructions; il continue à communiquer franchement tous les plus menus

détails de Pétersbourg, et se persuade définitivement à la fin d'août de la sincérité de notre souverain.

Voici ce qu'il écrit le 28 août: «Le langage de l'empereur est amical et confiant, celui du ministre *(Romantzoff)* ne l'a jamais été autant; il part après-demain *(pour Erfurt),* ne voyageant pas vite. Paroles comme actions, tout me prouve que V. M. peut compter sur cette cour, quels que soient les événements».

Et le 8 septembre: «L'empereur........... me paraît aussi attaché à V. M. et à son système qu'il pouvait l'être à Tilsitt. Il a à cœur les affaires de la Prusse, plutôt, je crois, comme sentiment qui se croit blessé que comme affaire publique: il eût voulu paraître à Kœnigsberg comme le sauveur.

«Depuis que les contrariétés se sont multipliées avec les événements, j'observe plus attentivement que jamais le souverain et tout ce qui marque. Je n'ai vu aucun changement, toutes les relations sont les mêmes, on vient aussi souvent et avec le même empressement chez moi, et chacun garde la mesure qu'on sait qui plaît au maître et qu'il veut».

En un mot, l'empereur Alexandre et Romantzoff en étaient arrivés à leurs fins: l'ambassadeur de France ne laissait pas de croire à leurs sentiments, sans la moindre arrière-pensée.

Alexandre arrêtait tous les détails avec virtuosité; Romantzoff exécutait aveuglément et avec succès toutes les indications du souverain.

Ainsi passèrent les jours jusqu'à l'entrevue d'Erfurt. Et que donna l'entrevue elle-même? Sans qu'il soit besoin d'entrer dans le détail de ce qui se passa à Erfurt,

puisque Schilder et Vandal, chacun de leur côté, en ont presque en même temps retracé le tableau, et que divers mémoires complètent la description des solennités, il est une chose d'évidente: c'est que les résultats en furent négatifs pour les deux parties.

Il y eut bien une convention secrète signée le 30 septembre (12 octobre), mais personne n'avait guère l'intention d'en exécuter les clauses. Si, jusqu'alors, depuis Tilsitt, la mauvaise foi avait été le fait d'une des parties surtout, après Erfurt, elle devint celui de toutes les deux, tout en se cachant sous les dehors de la confiance et de l'amitié: à cet égard, Napoléon n'avait rien à envier à Alexandre et le lui disputait en excès d'attentions envers tout ce qui était russe *). C'est à Erfurt même que fut décidé le remplacement du comte P. Tolstoï par le prince Alexandre Kourakine, qui paraissait être le représentant préféré des intérêts russes, et qui plaisait également, tant à Napoléon qu'à l'impératrice mère, personnellement favorable à ce choix.

C'était fini du rôle malheureux du comte P. Tolstoï; il avait voulu, sans doute, se tenir à la lettre des instructions du souverain, qui lui avait dit en le nommant à Paris: «Rappelez-vous bien une chose, c'est que ce n'est pas du tout un diplomate qu'il me faut, mais un brave et honnête soldat, et c'est justement ce que vous êtes». Il resta bien lui-même, et, quoi que pût faire Napoléon pour nouer avec lui des relations d'amitié plus étroites, il ne sortit pas

---

*) Réception du prince Kourakine et du chancelier Romantzoff à Paris, amabilités témoignées au colonel Czernicheff, particulièrement au moment de la campagne d'Autriche de 1809, où Czernicheff resta invariablement attaché à la personne de Napoléon, etc.

de son cadre «d'honnête soldat», ou, s'il en sortait, c'était toujours sans succès, pour tout brouiller et s'attirer les réprimandes d'Alexandre et de Romantzoff. A Erfurt aussi, Tolstoï se trouva là comme par hasard, sur une invitation tardive de Napoléon; il y était arrivé après tout le monde et resta inaperçu. Sentant lui-même toute son inutilité et le ridicule de sa position, il écrivit à l'empereur une lettre que celui-ci reçut en route pour Erfurt, lettre si typique, que je la cite en entier.

«Sire, V. M. I., dans une lettre dont Elle daigna m'honorer avant mon départ, voulut bien me promettre de déférer à la première demande de rappel que je mettrais aux pieds de son trône. Voilà bientôt un an que je supporte le fardeau d'un poste auquel il m'est impossible de me faire. Votre Majesté, après que plusieurs personnes s'y sont refusées, m'a ordonné de l'accepter, et je me suis soumis à son auguste volonté. Mais tout a son terme, Sire, et je ne puis encore croire que je sois le seul qui n'ait plus accès à la clémence de Votre Majesté. Lorsque chaque jour prouve davantage combien il est facile à chacun de vos sujets, sans autre titre que le privilège de se retirer du service, d'avoir recours à votre justice et de l'obtenir, la malheureuse position de ma famille, mes affaires délabrées, ma santé perdue, tout me force à vous demander, Sire, cette dernière grâce. Je ne fais rien ici, rien absolument, et je ne suis d'aucune utilité, comme Votre Majesté le sait trop bien Elle-même. Tout autre remplirait cette mission mieux que moi, et plusieurs personnes beaucoup mieux; car je ne puis me cacher que je deviens ridicule, et au gouvernement auprès duquel je suis accrédité, et au public au milieu duquel je dois figurer.

« Mon état me devient insupportable, Sire, je suis vraiment malade, et je le deviendrai davantage, si la bienveillance de V. M. I. ne vient à mon secours et ne m'accorde mon congé pour me donner les moyens et l'espérance de me rétablir avant l'hiver et la mauvaise saison » *(Recueil de la Société Impériale Historique de Russie, t. LXXXIX, p. 680).*

Ainsi le comte Tolstoï s'est de lui-même avisé qu'il devient « ridicule » aux yeux du gouvernement près duquel il représente la Russie, et demande instamment à être relevé de sa charge.

Cependant, à son retour de Tilsitt, l'empereur Alexandre avait choisi précisément le comte P. Tolstoï, malgré toutes ses prières de nommer quelqu'un d'autre à un poste comportant des responsabilités comme celui du premier ambassadeur russe près la cour de Bonaparte.

C'est un fait qui me paraît remarquable que cette nomination du comte Tolstoï à Paris à un moment où, semble-t-il, il importait particulièrement d'avoir en France un homme à la hauteur de sa mission, au moment où se nouaient des liens d'amitié entre les deux empereurs. Est-il possible que l'empereur Alexandre n'ait pu faire un autre choix pour une tâche aussi épineuse, s'il voulait réellement après Tilsitt contracter avec Napoléon une amitié indissoluble?! L'empereur des Français avait bien fait déménager le général Savary de Pétersbourg sans autre forme de procès, quand il s'était aperçu que le choix n'en était pas heureux, pour le remplacer par quelqu'un de son entourage immédiat, Caulaincourt. Alexandre non plus ne manquait pas dans le sien de personnages tout prêts à aller à Paris avec plaisir. Or, il laisse Tolstoï une année entière en

France, tout en disant à Caulaincourt son regret de n'avoir pas sous la main un homme comme lui, Caulaincourt, qui soit également agréable aux deux monarques. Enfin, ce n'est qu'à Erfurt qu'Alexandre découvre tout d'un coup un dignitaire convenable dans la personne du prince Kourakine, ami de sa mère, et, le 1/13 octobre, il écrit à Napoléon à Erfurt :

« Monsieur mon frère,

« Ayant jugé à propos de donner une autre destination au lieutenant-général comte Tolstoï, qui avait été accrédité auprès de Votre Majesté en qualité de mon ambassadeur, je crois devoir la prévenir de ce rappel, en la priant d'agréer le congé qu'il prendra d'Elle. Jaloux, du reste, de maintenir dans toute leur intégrité les liens intimes qui m'unissent à Votre Majesté, je ne tarderai pas à remplacer le comte de Tolstoï par un autre ambassadeur qui puisse être agréable à Votre Majesté.

« Sur ce, je prie Dieu, Monsieur mon frère, qu'il veuille tenir Votre Majesté en sa sainte et digne garde.

« De Votre Majesté Impériale le bon frère,

Alexandre ».

(Recueil de la Société Impériale Historique de Russie, T. LXXXIX, p. 693).

Jeu si subtil, qu'il échappe à toute espèce de commentaires ! Voilà l'amitié mise en train : tiens, je t'envoie un général quelconque, dont je ne fais moi-même aucun cas comme diplomate. L'amitié commence à baisser : je t'envoie un homme de ton choix, aux manières raffinées, un ami de ma mère, qui connaît bien l'Europe et que tu m'as désigné toi-même. Toi, au moins, tu as la main plus

heureuse: ton Caulaincourt, il est bien à sa place, je l'aime, je l'apprécie, je le mets au courant de tout. Maintenant te voilà aussi avec un grand seigneur qui va faire ton affaire!

La première année d'alliance montra que Caulaincourt jouissait au même degré de la confiance des deux empereurs, tandis que Tolstoï n'avait celle d'aucun des deux. Et Tolstoï avait raison quand il écrivait au souverain: «Je ne suis rien ici, rien absolument et d'aucune utilité, comme V. M. le sait trop bien Elle-même».

Aussi ne puis-je être d'accord avec Schilder quand il en a surtout à Talleyrand et lui attribue une influence prépondérante sur l'empereur Alexandre à Erfurt. Quand on voit dans Schilder *) que ce furent «les menées perfides de Talleyrand» qui confirmèrent définitivement le souverain dans sa nouvelle manière d'envisager les rapports avec Napoléon, on n'a qu'à jeter un regard en arrière pour s'apercevoir qu'Alexandre se rendait parfaitement compte de tout: quant à ses intentions en allant à Erfurt, elles sont franchement exposées dans une de ses lettres à sa mère, l'impératrice douairière Marie Féodorowna.

Voici ce que l'empereur Alexandre, déjà en route pour Erfurt, écrit à sa mère, en réponse à une lettre du 25 août 1808.

«Votre lettre, chère Maman, et le sujet dont elle traite m'imposent le devoir d'y répondre avec toute la confiance et la franchise dont je me sens susceptible. Son contenu est trop grave, trop important, pour que je puisse admettre dans ma réponse un autre sentiment que celui de mes

*) Schilder n'a fait que suivre Vandal.

devoirs envers ma patrie et de la place que j'y occupe. Ce n'est donc que sous ce seul point de vue que je vais discuter sur les intérêts de la Russie, intérêts qui m'ont été et qui me seront toujours plus chers que tout au monde. Son bien-être a fait uniquement l'objet de tous mes soins: c'est vers ce but seul que constamment ont tendu tous mes efforts, toutes mes démarches. Pour mettre plus d'ordre dans ce que j'ai à dire, je vais suivre exactement celui dans lequel votre lettre est tracée.

«1°) Sans entrer dans tous les détails qu'une discussion sur le tableau de l'état général des affaires dans l'étranger amènerait, je me contenterai d'énoncer quelques faits que je crois difficile de réfuter sans blesser la vérité.

«Après la malheureuse lutte que nous avons soutenue contre la France, elle est restée la plus forte entre les trois puissances du continent encore existantes, et telle par sa position, par ses moyens, à pouvoir triompher non seulement de chacune d'elles séparément, mais même de toutes les deux réunies ensemble.

«N'était-il pas de l'intérêt de la Russie d'être bien avec ce colosse redoutable, avec ce seul ennemi vraiment dangereux que la Russie peut avoir?

«Pour qu'il soit permis d'espérer raisonnablement que la France ne cherchera pas à nuire à la Russie, il faut qu'elle y trouve son intérêt; lui seul est le guide ordinaire dans la conduite politique des états. Il faut que la France puisse croire que son intérêt politique peut s'allier avec celui de la Russie; dès qu'elle n'aura pas cette croyance, elle ne verra plus dans la Russie qu'un ennemi qu'il sera de son intérêt de tâcher de détruire. Il est à présumer par contre que la France préférera toujours l'amitié de la Russie,

dès qu'elle pourra être compatible avec son intérêt politique, à un état de guerre ou d'inimitié avec elle, car, malgré sa supériorité de forces, elle a éprouvé déjà combien une lutte pareille lui était onéreuse.

«Si quelque espoir de paix sur le continent était probable, n'était-ce pas par l'union entre la Russie et la France qu'on pouvait se flatter d'y atteindre?

«Etait-il à présumer que Bonaparte ne connût pas la prépondérance de ses forces, de ses moyens, de sa position locale, et l'espoir de l'obliger à suivre une marche autre que la sienne n'est-il pas chimérique?

«Quel autre moyen pouvait donc avoir la Russie pour conserver son union avec la France, que celui d'entrer pour quelque temps dans ses vues et lui prouver qu'elle peut rester sans méfiance sur ses intentions et ses plans?

«C'est à ce résultat que devaient tendre tous nos efforts, pour pouvoir respirer pendant quelque temps librement et augmenter pendant ce temps si précieux nos moyens, nos forces. Mais ce n'est que dans le plus profond silence que nous devions y travailler et non en publiant nos armements, nos préparatifs sur les places publiques et en déclamant hautement contre celui dont nous nous défions.

«2°) Je passe au second article, sur le but de l'entrevue. Elle a été demandée longtemps avant le commencement des affaires d'Espagne; par conséquent, ces affaires n'en ont donc pas pu être le motif. Il s'agit de terminer tant de choses restées en suspens et sur lesquelles Napoléon ne veut pas venir à la conclusion par intermédiaire ou par écrit! La force étant dans ses mains, il faut en venir à l'entrevue qu'il désire, ou renoncer à cette con-

clusion si essentielle pour les intérêts de la Russie. Arrêter une nouvelle effusion de sang serait encore un but dont l'utilité ne peut pas être contestée: ce serait sauver l'Autriche et conserver ses moyens pour le vrai moment où elle pourra les employer pour le bien général. Ce moment peut être près, mais il n'a pas sonné encore; l'accélérer serait tout gâter, tout perdre. Tout porte à croire que Napoléon ne veut pas la guerre avec l'Autriche. Cette dernière ne peut la commencer qu'en s'aveuglant sur ses vrais intérêts et court risque de se précipiter dans un abîme dont il ne sera plus possible de la retirer. Si l'entrevue n'aurait que le seul résultat d'avoir empêché une calamité aussi déplorable, elle compenserait encore avec usure les désagréments qui en sont inséparables.

«Quant aux affaires d'Espagne, l'impulsion leur est donnée et l'entrevue d'Erfurt ne saurait l'arrêter. Ce n'est pas une armée russe qui pourra marcher dans ce pays. Napoléon en a de reste pour agir de deux côtés avec supériorité de forces. C'est la Providence divine seule qui décidera de l'issue que doivent avoir les affaires d'Espagne et c'est cette issue qui décidera de la conduite que les états auront à tenir après.

«3°) Le moment choisi pour l'époque de l'entrevue est justement tel, qu'il m'impose l'obligation de n'avoir pas l'air de l'éluder. Nos intérêts dans ces derniers temps nous ont commandé une union étroite avec la France; nous avons tout fait pour lui prouver la sincérité, la loyauté de notre conduite. Faut-il, pour un instant de revers qu'éprouve Napoléon, gâter tout notre ouvrage et donner des doutes sur nos vraies intentions? Le revers qu'il éprouve peut être momentané; ne devons-nous pas être sûrs alors

de nous attirer toute sa vengeance, et sommes-nous déjà en mesure de la braver?

«Si ces revers doivent continuer, la confiance que nous mettons maintenant dans notre système ne nous causera aucun embarras; nous le verrons tranquillement tomber si telle est la volonté de la Providence, et il est plus que probable que les états de l'Europe, trop fatigués des calamités auxquelles ils ont été en proie depuis si longtemps, ne penseront pas à commencer une lutte avec la Russie par vengeance, uniquement pour avoir été unie à Napoléon dans un temps où chacune d'elles le recherchait pareillement. Mais ce que je désire avant tout, c'est qu'on me prouve d'où on déduit cette chute si prochaine d'un empire aussi puissant qu'est la France dans ce moment? A-t-on oublié qu'elle a su résister à l'Europe entière liguée contre elle, pendant qu'elle-même était en proie à toutes les factions, à une guerre civile dans la Vendée, quand, au lieu d'une armée, elle n'avait que des gardes nationales, et, à sa tête, un gouvernement faible, vacillant, culbuté tant de fois par un autre tout aussi faible. Et dans ce moment, qu'elle est régie par un homme extraordinaire, dont les talents, le génie ne peuvent être contestés, avec toute la force que lui donne le pouvoir le plus absolu, secondé de tous les moyens les plus redoutables, à la tête d'une armée aguerrie, expérimentée depuis quinze années de guerre, on veut que ce même empire croule parce que deux corps français imprudemment conduits ont eu le dessous devant des forces supérieures! Qu'il me soit permis du moins de ne pas partager une opinion pareille. Les chimères n'ont été que trop funestes à l'Europe entière: il serait temps qu'elles cessassent de guider les cabinets et

qu'on veuille enfin envisager les choses telles qu'elles sont dans la réalité, en s'abstenant de toute prévention. Si la Providence a décrété la chute de cet empire colossal, je doute qu'elle puisse être soudaine, mais, si tel est même le cas, il est plus prudent d'attendre qu'il soit croulé pour prendre son parti. Telle est mon opinion.

« 4°) Il ne me reste plus qu'à répondre au quatrième point, sur les suites de l'entrevue. C'est celui qui est le plus difficile et je ne me permettrai sûrement pas de me prononcer sur des conséquences que Dieu seul peut connaître et qu'il nous est à peine donné de prévoir. Je me contenterai de dire que ce serait criminel de ma part, si je m'arrêtais dans ce que je crois utile aux intérêts de l'empire pour des propos qu'on se permet dans le public sans nulle connaissance de cause, sans approfondir les circonstances, sans vouloir même être éclairés sur les motifs. Cela serait là trahir mes devoirs pour courir après le triste avantage de me trouver d'accord avec le qu'en dira-t-on du moment, aussi vacillant que le sont les individus qui le font naître. Dans ma conduite politique, je ne puis suivre que ma conscience, ma meilleure conviction, que ce désir qui ne me quitte jamais d'être utile à ma patrie. C'est la chose, Maman, que j'ai cru de mon devoir de vous tracer en réponse à votre lettre; j'avoue qu'il m'est pénible de voir que, quand je n'ai en vue que les intérêts de la Russie, les sentiments qui font le mobile de ma conduite puissent être autant méconnus.

« Je vous baise mille et mille fois les mains ».

(Rousskaïa Starina, 1898, T. 98, fasc. IV, p. 17).

Ainsi donc, les entretiens avec Talleyrand n'avaient pu que convaincre l'empereur de Russie qu'il y avait au sein

de l'entourage immédiat de Napoléon des traîtres qui manœuvraient sous main, et dont on pouvait se servir le moment venu. Un fait bien plus significatif fut la présence à Erfurt du baron Vincent, représentant occulte de l'Autriche: Metternich n'avait pas été admis par Napoléon comme représentant officiel de cette puissance et était resté à Paris comme ambassadeur. Depuis longtemps, les menées de l'Autriche ne passaient pas inaperçues à Pétersbourg, et Vienne était alors le rendez-vous des mécontents faits dans tous les pays par le régime napoléonien. Metternich, lui, suivait de près à Paris les rapports franco-russes, et employait sa plume experte à entretenir dans Alexandre des sentiments de défiance à l'égard de Napoléon. Il me semble que c'est bien Metternich qui sut le premier deviner les intentions de notre souverain et s'arranger en conséquence jusqu'au moment du congrès de Vienne, en 1815.

Talleyrand, au contraire, poursuivait exclusivement ses intérêts personnels, et c'est pourquoi je n'admets pas que ses entretiens avec Alexandre aient pu avoir une influence décisive lors de l'entrevue d'Erfurt. Après la campagne d'Espagne, Napoléon adressa publiquement à Talleyrand l'expression de son mépris: on la trouve particulièrement en relief dans les Mémoires de Pasquier *), et les scènes de

---

*) «Vous êtes un voleur, un lâche, un homme sans foi, vous ne croyez pas en Dieu; vous avez toute votre vie manqué à tous vos devoirs, vous avez trompé, trahi tout le monde. Il n'y a pour vous rien de sacré: vous vendriez votre père. Je vous ai comblé de biens, et il n'y a rien dont vous ne soyez capable contre moi. Ainsi, depuis dix mois, vous avez l'impudeur, parce que vous supposez, à tort et à travers, que mes affaires en Espagne vont mal, de dire à qui veut l'entendre que vous avez toujours blâmé mon entreprise sur ce royaume, tandis que c'est vous qui m'en avez donné la première idée, qui m'y avez persévéramment poussé. Et cet

ce genre n'étaient un secret pour personne. Si les entretiens de l'empereur Alexandre avec Talleyrand pouvaient l'amuser et lui donner à penser sur la lâcheté humaine, sans doute ses conversations personnelles avec Napoléon étaient plus intéressantes et plus instructives.

Dans ces conversations, Alexandre se montra à la hauteur de sa mission, et, malgré quelques éclats de l'indomptable Corse, ne sortit pas une fois de lui-même. Sur Napoléon, l'empereur de Russie ne produisit nullement l'impression favorable de Tilsitt, un an auparavant, et cela se comprend. A cette époque, au lendemain d'Austerlitz et de Friedland, Alexandre avait l'air d'un jeune homme sans prétention, l'oreille suspendue aux lèvres du grand capitaine: maintenant il lui parlait d'égal à égal, en allié fidèle dont Napoléon avait besoin.

On ne saurait attribuer l'attitude d'Alexandre à Tilsitt à son inexpérience ou à sa jeunesse: ce serait là une erreur. Au contraire, notre souverain y fit preuve d'un tact invraisemblable, d'une merveilleuse retenue, d'un talent de charmeur pour séduire Napoléon et d'une appréciation parfaitement juste des circonstances. Maintenant ce n'était plus cela, et à Erfurt, Alexandre resta fidèle à lui-même et au programme qu'il s'était tracé après Tilsitt et qu'il avait depuis lors rigoureusement suivi. Il fallait bien de l'empire sur soi-même pour aller à Erfurt affermir aux yeux du monde entier l'alliance avec Napoléon, en ayant par-devers soi des intentions radicalement contraires.

---

homme, ce malheureux *(le duc d'Enghien)*, par qui ai-je été averti du lieu de sa résidence? Qui m'a excité à sévir contre lui? Quels sont donc vos projets? Que voulez-vous, qu'espérez-vous? Vous mériteriez que je vous brisasse comme verre: j'en ai le pouvoir, mais je vous méprise trop pour en prendre la peine» *(Mémoires du chancelier Pasquier, Paris, 1893, T. I, p. 358).*

Aussi bien, Alexandre n'eut qu'à se louer des résultats obtenus dans l'autre sens à sa seconde entrevue avec Napoléon. A son retour à Pétersbourg, sa satisfaction se manifesta dans toute une suite de fêtes et de bals qui témoignèrent des heureux résultats du soi-disant affermissement de l'alliance avec la France.

Bien entendu, Napoléon fut abasourdi de l'attitude d'Alexandre, de l'amitié duquel Caulaincourt parlait dans ses rapports si fréquemment et si naturellement que l'empereur des Français exprima ainsi sa perplexité à son ambassadeur: «Votre Alexandre est têtu comme une mule: il fait le sourd sur ce qu'il ne veut pas entendre». En outre, les allusions pressantes d'Alexandre et le désir nettement formulé d'une nouvelle entrevue avec Napoléon, sur lequel il revenait avec une sorte d'insistance particulière, ne pouvaient faire moins que de déconcerter Napoléon. Lui aussi, sans doute, il désirait une entrevue, mais il le demandait plus modérément.

De nombreux soucis absorbaient à ce moment l'attention de Napoléon: d'une part, l'état inquiétant des affaires d'Espagne; de l'autre, les préparatifs militaires de l'Autriche et les intrigues croissantes de l'Angleterre.

Tout cela pouvait trouver un palliatif dans une alliance solide avec la Russie, sur laquelle il pouvait entièrement compter, sur la foi des incessantes protestations d'amitié du souverain (Le 24 juillet, Alexandre disait à Caulaincourt: «Je ne sais pas ce que c'est que d'être allié ou ami à demi. C'est dans les circonstances difficiles que l'empereur me trouvera». *T. II, p. 236).* Et tout à coup, au lieu d'un complet assentiment, des paroles nébuleuses, des réponses évasives, et rien que de tranquilles assurances de son empressement à être toujours agréable à son allié.

Napoléon était bien intrigué, mais n'attribuait les choses qu'à l'entêtement d'Alexandre et aux pratiques de divers personnages auxquels le souverain russe, avec son amabilité naturelle, parlait à Erfurt. En un mot, Napoléon n'était pas sans éprouver déjà un commencement de défiance, mais il était loin de penser que tous ses plans fussent menacés d'une ruine prochaine. Du reste, personne ne s'en douta davantage, ni les collaborateurs immédiats d'Alexandre, comme Romantzoff et Kourakine, ni même Caulaincourt et Champagny. Peut-être, seul, Metternich pénétra le secret de l'empereur, mais il eut la prudence de ne rien dire à Talleyrand de ses conjectures qu'à mots couverts.

Avec cela, le monde entier suivait avidement l'entrevue prolongée des monarques. Tous les princes régnants d'Allemagne se précipitèrent à Erfurt pour leur présenter leurs hommages, tous en quête d'un regard de faveur, avec le souci de la satisfaction de leurs menus intérêts et une foi profonde dans la solidité de la puissante alliance. La manière adroite dont Alexandre évita Berlin en venant à Erfurt, son entrevue rapide à Kœnigsberg avec l'infortuné couple royal de Prusse, dont il défendait si chaudement les intérêts si peu de temps auparavant, l'absence à Erfurt de l'empereur François et des archiducs d'Autriche, tout cela dut faire une impression profonde sur l'Allemagne, dont les rois, grands-ducs et ducs frais émoulus n'aspiraient qu'à de nouvelles grâces de Napoléon. Le bruit qui s'était répandu de la possibilité d'un mariage entre l'empereur des Français et une des grandes-duchesses de Russie contribua à donner confiance dans l'indissolubilité de l'alliance. Le projet de voyage du chancelier comte Romantzoff

à Paris, enfin le choix du prince Kourakine comme ambassadeur près la cour des Tuileries, tout cela ne fit qu'ajouter à l'éclat des solennités de la brillante entrevue d'Erfurt.

Le nouvel ambassadeur de Russie, le prince Alexandre Borissowitch Kourakine, était déjà à cette époque conseiller privé de 1-e classe, chancelier des Ordres russes et membre du Conseil de l'Empire depuis sa fondation. Il avait 56 ans (né en 1752, † 1818). Camarade d'enfance et compagnon de jeux de l'empereur Paul, qui fut élevé sous la tutelle des frères Panine, le jeune prince fut envoyé en 1766 au collège Albert à Kiel et voyagea beaucoup en Allemagne. Endetté par des frasques de jeunesse, il dut rentrer en Russie en 1769, mais pour peu de temps: l'année suivante, il retournait à l'étranger achever son éducation. Cette fois, il alla à Leyde, où faisaient alors leurs études d'autres jeunes gens de notre aristocratie, entre autres les frères Nicolas et Serge Romantzoff, Youssoupoff, Gagarine, le comte N. Chérémétéff et bien d'autres encore.

Il passa près de dix-huit mois à Leyde, puis alla voyager en Angleterre et en France avec son ami le comte N. Chérémétéff, et, l'été de 1773, rentra en Russie. Là, il fit partie, avec le comte André Razoumowsky et N. Saltykoff, de l'entourage du césarewitch Paul Pétrowitch après son premier mariage avec la princesse de Darmstadt. A la mort de la grande-duchesse, Kourakine accompagna le césarewitch à Berlin, et après son mariage avec la princesse de Wurtemberg, qui avait reçu lors de sa conversion à l'orthodoxie le nom de Marie Féodorowna, fut envoyé porter la nouvelle de cet événement en Suède, où il passa quelques mois, et d'où il écrivit au comte Panine

de fort intéressants rapports. En 1781, lors du voyage que fit le césarewitch à l'étranger sous le nom de comte du Nord, Kourakine resta invariablement à ses côtés, et ce fut là qu'il se fit connaître à la grande-duchesse, qui le tenait en haute estime. Pourtant il ne tarda pas à tomber en disgrâce à la suite d'une lettre que lui avait adressée le jeune aide de camp Bibikoff et qui fut interceptée: il dut se retirer dans ses terres.

Dans sa retraite, le prince se consacra tout entier à l'embellissement de sa magnifique propriété de Nadejdino, gouvernement de Saratoff, et sut lui donner grand air: la maison fut restaurée princièrement, enrichie de collections de tableaux et d'objets rares de toute sorte et entourée d'un parc modèle. A son avènement pourtant, Paul n'oublia pas son vieil ami, le rappela à Pétersbourg et le combla de faveurs. En septembre 1798, Kourakine retomba en disgrâce et se retira de nouveau à Nadejdino. Il rentra à Pétersbourg quelques mois avant la catastrophe de mars 1801 et fut un des invités du dernier dîner de l'empereur, le 11 mars.

Sous Alexandre, Kourakine conserva le titre de vice-chancelier et gérant du collège des affaires étrangères jusqu'au 5 septembre 1802. Il transmit alors cette fonction au comte Alexandre Romanowitch Worontzoff et fut nommé chancelier des Ordres russes et décoré de St-Wladimir de 1-e classe. Après Austerlitz, Kourakine présenta à l'empereur une note sur un projet de rapprochement avec la France, moyennant une augmentation des forces militaires de la Russie en vue de la défense de ses frontières.

Le 18 juillet, le prince fut nommé ambassadeur à Vienne, et, l'année suivante, il accompagna l'empereur à

Tilsitt, où il signa, le 26 juin, avec le prince D. Lobanoff la fameuse convention d'alliance.

La nomination de Kourakine pour Paris date de l'automne de 1808: il y resta jusqu'à la rupture avec la France en 1812. Dès lors, il se tint à l'écart des affaires: il souffrait des brûlures qu'il avait reçues à l'incendie de l'ambassade d'Autriche au bal de Schwartzenberg, et mourut en 1818.

Il fut inhumé, selon la volonté de l'impératrice Marie Féodorowna, à Pavlowsk; on peut encore aujourd'hui lire sur son tombeau l'inscription: «A l'ami de mon mari».

Ainsi donc, lorsque l'empereur Alexandre juge à propos d'appeler le prince Kourakine au poste d'ambassadeur à Paris, on ne peut considérer ce choix comme fortuit. Le prince avait bien les qualités, l'expérience et les connaissances qui pouvaient être l'apanage du représentant de la Russie près la cour de Napoléon. En outre, la confiance que lui témoignait incessamment l'impératrice douairière pouvait servir de caution pour ses actes à Paris.

Mais les contemporains n'étaient pas sans faire quelques réserves sur les talents diplomatiques du prince Kourakine, et, dans la suite, il se trouva des historiens qui jugèrent sa carrière stérile et se montrèrent sceptiques à l'endroit de ses capacités. Une telle appréciation n'est guère justifiée; elle est plutôt entachée de partialité. L'ambassadeur eut à compter avec les caractères des deux monarques: il y avait beaucoup de choses qu'on l'empêchait de voir, ou même qu'on lui passait entièrement sous silence; les fréquents voyages du colonel Czernicheff, en lui montrant qu'Alexandre n'avait pas en lui une confiance absolue, le blessaient dans son amour-propre, fort sensible, et pourtant, sa vanité

naturelle ne s'en offusquait pas; on peut voir d'après ses rapports que très souvent ses jugements étaient parfaitement sains et logiques, et ses idées sur la lutte qui allait s'engager avec Napoléon, d'une exactitude et une justesse remarquables.

Le prince Kourakine n'était pas encore arrivé, qu'il y avait déjà à Paris notre ministre des affaires étrangères, le comte Romantzoff, qui y était venu presque immédiatement après Erfurt. Napoléon lui témoigna une attention particulière et fit le nécessaire pour qu'il continuât, après son départ pour l'Espagne, à jouir à Paris de la plus large hospitalité. Il ne perdit pas son temps, fit connaissance en détail avec toutes les sociétés de Paris, avec les grands corps de l'Etat napoléonien, ainsi qu'avec tous les monuments de caractère scientifique ou artistique, dont il était en général grand amateur.

Le 11/23 janvier 1809, Napoléon rentra impromptu dans sa capitale, en grande partie pour avoir encore le temps de s'entendre avec Romantzoff au sujet des affaires d'Autriche, qui prenaient une tournure grave. Peu auparavant était arrivé de Vienne le nouvel ambassadeur russe, le prince Kourakine.

Les entretiens de Napoléon avec le ministre russe ne tendaient qu'à l'amener à obtenir le concours actif de la Russie dans le cas d'une rupture définitive avec la monarchie des Habsbourgs, que peut-être il voulait éviter, si c'était encore possible. Mais les instructions données à Romantzoff par l'empereur Alexandre étaient en opposition avec les espérances et les désirs de Napoléon: le souverain russe voulait tout faire pour empêcher la guerre entre la France et l'Autriche, car il considérait la destruction de cette monarchie comme désastreuse pour les intérêts de la

Russie. On conçoit dès lors pourquoi Napoléon fut mécontent de l'indécision du comte Romantzoff: insensible aux cajoleries, et, le cas échéant, aux menaces, celui-ci restait fidèle aux instructions reçues, s'abstenant de toute réponse positive, à la grande indignation de Napoléon et de Champagny. Si en outre on tient compte des visites fréquentes de Talleyrand et des entretiens de Romantzoff avec Metternich, chacun à la poursuite de son but, le mécontentement de Napoléon deviendra parfaitement concevable. Il fut à son comble quand notre ministre jugea plus prudent, en mars 1809, de quitter Paris pour retourner à Pétersbourg, sans avoir répondu aux espérances que Napoléon avait fondées sur lui, mais après s'être bien mis au courant de la situation à Paris.

C'est à ce moment que se place l'arrivée à Pétersbourg de l'envoyé spécial de l'empereur d'Autriche, le prince Schwartzenberg, à qui était dévolue la mission de tout faire pour empêcher l'intervention active de la Russie dans la guerre en perspective entre la France et l'Autriche.

Il reçut en fait un accueil extrêmement froid et sec, ce qui ne l'empêcha pas d'arriver à ses fins, en dépit de toutes les attaques dirigées par Caulaincourt en vue d'évincer vivement cet intrus. Les rapports de l'ambassadeur de France montrent comme il eut de la peine à évoluer, au milieu des divers courants qui régnaient alors dans notre capitale, au milieu des plus belles promesses d'Alexandre et de Romantzoff et de leurs incessantes assurances de l'empressement que mettrait la Russie à seconder les vues de Napoléon sur l'Autriche.

Pour compléter l'évidence, je cite des extraits des rapports de Caulaincourt.

Le 5 novembre 1808, peu après le retour d'Erfurt, l'ambassadeur écrit: «On fera donc l'impossible pour faire entendre raison au cabinet de Vienne s'il avait réellement des intentions hostiles. S'il les met à exécution, tout m'annonce que la Russie agira franchement; l'empereur n'hésite jamais à me l'assurer, quand je lui en parle».

Le 23 novembre: «L'empereur....... me traîte avec plus de distinction, et semble accorder à votre ambassadeur plus de confiance que jamais».

Le 8 décembre: «L'empereur montre la plus grande et la plus entière confiance dans les mesures militaires que V. M. adoptera; il paraît sentir que ses intérêts sont liés aux succès de V. M. et désirer sincèrement que les affaires d'Espagne se terminent promptement et comme Elle peut le souhaiter. Il me le répète chaque fois qu'il me voit, presque chaque jour, et ajoute souvent que la paix avec l'Angleterre, par conséquent la tranquillité du monde, en dépend».

Parfois percent de légers reproches à l'adresse de Napoléon. C'est ainsi qu'en décembre, Caulaincourt rapporte les paroles suivantes de l'empereur: «Ma conduite envers l'empereur contraste trop avec celle qu'il tient envers moi dans les affaires de la Prusse, pour que je ne le prie pas de le remarquer. Il sentira, je l'espère, que j'ai le droit d'attendre et de recevoir plus de réciprocité».

Et aussi, dans la même conversation: «L'empereur m'a répété ce que j'ai eu l'honneur de mander dans mes précédentes dépêches à V. M., qu'Elle devait compter sur lui, et que le temps lui prouverait combien il était franchement attaché à son système; qu'il s'expliquerait avec M. de Schwartzenberg..... de manière à ce qu'on connût

bien ses intentions à Vienne . . . . S. M. ajouta cette réflexion:

«Vous voyez, général, comme j'agis toujours avec l'empereur; j'espère qu'il en fera de même avec moi, et que vous m'annoncerez bientôt qu'il a donné des ordres pour qu'on exécute, à l'égard de la Prusse, ce qu'il m'a promis lui-même. Il m'en coûte de parler de ces sortes d'affaires; aussi je m'en explique franchement pour que cela ne prenne pas un caractère diplomatique et se termine dans la pensée d'Erfurt. Tenez, j'y vais franchement. Point de chicanes! Nous sommes l'un et l'autre trop puissants, et l'empereur a trop de gloire et d'esprit, pour user de ces moyens».

«L'empereur finit par me dire que sa politique était à découvert, comme ses sentiments pour V. M., que M. de Schwartzenberg, ni personne ne le changerait; qu'il agirait avec mesure, parce qu'il regardait l'existence de l'Autriche comme nécessaire, indispensable même à l'équilibre politique des grandes puissances, qu'il ne voulait pas la pousser à des mesures qui mettraient le continent en feu, mais que, si elle bougeait et attaquait la France, V. M. pouvait compter sur lui».

Le 15 janvier 1809, Caulaincourt écrit: «L'empereur me paraît fermement attaché à l'alliance de V. M.; il est tous les jours mieux pour moi et me témoigne sur tout, même sur ses affaires intérieures, une grande confiance. . . . . . L'ambassadeur de France règne à Pétersbourg; il fait croire ce qu'il veut à l'empereur Alexandre: bientôt il rédigera aussi les ukases».

Le 5 février, description du bal donné par l'ambassadeur de France: «L'impératrice mère est venue chez moi

au grand étonnement de beaucoup de gens, qui voulaient que ce fût impossible; la manière dont elle y a été, le temps qu'elle y est restée ont encore plus surpris. Pour l'empereur, il montrait si visiblement sa satisfaction et son intérêt pour l'ambassadeur de V. M., que chacun tâchait de l'imiter. Cette soirée est, je crois, un grand pas de fait pour l'opinion de ce pays, et il en reviendra sans doute quelque chose à Vienne. Les nouvelles qu'on en reçoit ne sont pas à l'avantage des Russes qui y habitent».

Ceci est une allusion à la conduite anti-française du comte P. Tolstoï, du prince André Razoumowsky et de la princesse Bagration, qui résidaient alors à Vienne.

Du même jour, l'ambassadeur continue son rapport sur le ton le plus radieux: «En deux mots, je crois que V. M. peut compter sur l'empereur, et que l'empereur n'a rien à craindre. Sa confiance en moi, ses préférences sont de tous les moments, et telles que je ne puis les énumérer à V. M. Je ne m'en laisse cependant pas éblouir et je sens avant tout ce que je dois à la confiance de mon maître et à la sûreté de son empire».

A la même date, dans la nuit, Caulaincourt rapporte encore une conversation qu'il a eue avec l'empereur. Voici ce que lui avait dit Alexandre: «Je tiens à ce qu'on ait confiance en moi, et l'avenir prouvera, autant que les événements qui se sont passés depuis un an, que celle de l'empereur est fondée. Vous connaissez mon opinion sur l'Autriche; je tiens à sa conservation par cela même que j'attache un grand prix à mon alliance avec vous et que je ménage tout ce qui tend à la conserver, même à la resserrer. Mais l'Autriche est-elle réellement hostile? Veut-elle une leçon? Elle l'aura! Au reste, je crois encore

qu'elle n'est que maladroite, peut-être aussi malveillante; mais cela tient plus à quelques individus qu'à l'empereur François. Au reste, je vous promets de faire expliquer Schwartzenberg catégoriquement, et vous saurez mot pour mot le résultat de nos conférences».

«. . . . . Répétez-lui, général, que je ne suis pas un ingrat, que, dans les petites comme dans les grandes choses, il peut compter sur moi. Dites-lui aussi tout le plaisir que m'a fait votre bal: tout le monde en est enchanté, et moi, je ne puis vous dire combien j'ai été satisfait de me trouver en France, et chez un homme que j'estime et aime autant que vous. Romantzoff espère voir bientôt l'empereur Napoléon; il est dans un si bon esprit, il parle si bien de Paris, de la France, de la Famille Impériale, de la Cour, de tout ce qu'il voit, que j'espère que l'empereur l'appréciera et qu'il aura été content de lui. C'est mon désir».

Le 14 février, Caulaincourt rapporte les paroles suivantes de l'empereur Alexandre dans une conversation avec le prince de Schwartzenberg:

«. . . . . Je vous le dirai même, ajouta S. M., non seulement il n'a rien été fait contre vous, comme je vous l'ai fait dire, mais l'idée de l'empereur Napoléon, comme la mienne, a toujours été de vous associer à tout ce qui pouvait se passer d'important en Europe. Nous étions dans cette pensée quand M. de Vincent est arrivé à Erfurt, quand les bruits de vos armements, vos soupçons, vos refus à mes insinuations, ont été la réponse la plus claire qu'ait obtenue la confiance que je vous témoignais. Mes intentions n'ont pas changé, celles de l'empereur Napoléon seront encore les mêmes si vous tenez enfin

le langage et prenez les mesures qui constituent l'état de paix. J'ai été franc avec vous, dès l'été dernier, dès vos premiers armements, voulant éviter que vous ne portiez les choses au point où elles en sont venues. Je vous ai fait déclarer, sans y être obligé, que j'avais des engagements avec la France, et que j'y tiendrais, que rien ne m'en empêcherait. J'ai été loyal avec vous: l'avez-vous été avec moi? Moi, je n'ai changé en rien, et, si vous bougez, je marche. Croyez-vous que je sois sans moyens pour cela, parce que j'ai des troupes contre la Suède et la Turquie? D'autres peuvent se tromper, mais vous qui êtes militaire, vous qui avez vu mon armée quand elle a traversé l'Europe pour votre cause, vous connaissez mes moyens».

Qu'une conversation de cette nature entre l'empereur Alexandre et Schwartzenberg pût tranquilliser l'ambassadeur de France, on le conçoit. Mais l'empereur rapportait-il bien tout ce qu'il avait dit au général autrichien, il est permis d'en douter: Schwartzenberg déclare à son gouvernement que ses entretiens avec l'empereur de Russie lui donnent l'impression qu'il est peu probable que la Russie prête un concours effectif à son alliée la France, et que, s'il y a dans les paroles du souverain des allusions menaçantes, ce n'est qu'en apparence.

On verra que l'empereur Alexandre soutint son rôle jusqu'au jour même de la rupture entre Napoléon et l'Autriche.

Le 21 février, il dit à l'ambassadeur: «J'ai toujours déclaré que je ne voulais pas disputer sur les mots, et que je ne voulais entrer dans aucune guerre d'agression contre l'Autriche, mais que si elle attaquait, l'empereur pouvait

compter sur moi. J'ai été franc; l'empereur connaît donc depuis longtemps mes intentions, il voit mon but. Attendons plutôt un peu. Forçons l'Autriche à se mettre tout à fait dans son tort, et je vous garantis que je marcherai franchement contre elle, quelles que soient les conséquences de ce parti, parce que je suis, je le répète, esclave de ma parole et que l'empereur peut compter sur moi».

Le 22 février, Caulaincourt écrit avec satisfaction: «Depuis que j'ai l'honneur de traiter des affaires avec l'empereur Alexandre, je ne l'ai jamais trouvé aussi préparé et aussi prononcé dans une question qu'il l'a été dans celle-ci: jamais il n'a parlé avec autant de chaleur, quoique je misse, dans mon raisonnement comme dans mon ton, toute la mesure d'un homme qui peut convaincre par des faits et qui n'a d'autre but que de conserver la paix. . . . . L'espoir de terminer des différends politiques comme on apaise une querelle de famille flatte l'esprit philanthropique de l'empereur au point qu'aucun raisonnement ne change le fond de son opinion».

Et, à la même date, Caulaincourt ajoute, dans un supplément à son rapport: «L'empereur a trop peu de confiance dans les talents du prince Kourakine, il le croit trop faible: il serait, m'a dit S. M., même la dupe de M. de Metternich».

Le prince Kourakine était-il «la dupe de Metternich», toujours est-il qu'il se rendait nettement compte de la situation, comme on le voit dans une de ses lettres, qui ne date que du 21 janvier (2 février) 1809:

«Tout fait croire qu'il est décidé ici *(à Paris)* de ne plus permettre à l'Autriche de conserver son état

de paix. Cette nouvelle guerre paraît déterminée et fait présager des suites et des malheurs incalculables pour l'Europe»...... Et plus loin: «Si l'Autriche est forcée à cette lutte, qu'elle cherche tant à éviter *(ici Kourakine se trompait),* elle y succombera. Permettez que je le dise, Sire, pour éloigner de vos frontières un voisin dangereux et redoutable, c'est à vous à être son protecteur, son ange tutélaire. Votre voix seule pourra la sauver! Votre amour pour la paix, votre sollicitude pour l'humanité souffrante, vos sentiments élevés, loyaux et justes ont à être son unique égide».

Un mois plus tard, le prince Kourakine précise encore sa manière de penser dans une lettre à l'empereur en date du 23 février (4 mars) 1809.

«Sire, c'est avec tout le zèle, avec tout le dévouement que Votre Majesté Impériale me connaît et auxquels Elle a bien voulu accorder souvent les témoignages les plus honorables de sa Haute approbation, que j'ose porter aux pieds de son Trône les instances les plus respectueuses pour l'engager à parcourir sans délai le mémoire ci-joint, composé à la fin de l'année dernière pour l'empereur Napoléon et d'après ses ordres; il contient ses plus secrètes arrière-pensées, en un mot, sa pensée tout entière. Il a constamment dans son cabinet plusieurs hommes à talents, chargés de sa part, à chaque époque qui présente des mutations importantes dans la politique de l'Europe, de rédiger sous ses yeux de semblables mémoires, d'après les données qu'il leur en fournit lui-même. Il les appelle ses *Miroirs,* et c'est toujours sur les principes énoncés dans le dernier de ces ouvrages que se base tout ce qu'il fait publier sur l'état des affaires générales. Votre Majesté

Impériale se convaincra qu'en effet les idées que l'on avance dans celui que j'ai l'honneur de lui présenter sont sans cesse reproduites dans les notes du Moniteur et dans toutes les publications officielles du gouvernement français. Je garantirais l'authenticité de ce mémoire, s'il ne portait pas l'empreinte de son auteur, si un autre que Napoléon pouvait en avoir conçu et suggéré les principes. Il s'y montre dans tout son jour. Ses vues politiques sur la destruction des empires, sur l'affermissement de sa dynastie, car c'est pour elle seule et non pour la France qu'il travaille, toutes les conceptions sont tout entières de lui. Les adulations, les torts qu'on prête aux puissances du continent envers la France pour la justifier de ses intentions hostiles et destructives, appartiennent à la bassesse du rédacteur; c'est dans ce sens qu'écrivent et agissent tous les ministres et tous les agents français, car ce n'est que par là principalement qu'ils peuvent espérer de se concilier la faveur de leur maître. Au reste, toute réflexion est inutile lorsque les faits parlent. Ce mémoire dévoile toute la politique de Napoléon; l'expérience l'a depuis longtemps dénoncée à l'Europe, et, en vous soumettant, Sire, cette pièce importante, je crois n'avoir fait qu'y ajouter le plus ample développement de ses projets. Formés dans son esprit depuis qu'il règne, il les étend à mesure qu'il parvient à les réaliser; ils sont sans bornes, comme jusqu'à présent son bonheur est sans nuages».

Il est très possible que l'empereur n'attribuât pas d'importance particulière aux craintes de son ambassadeur et agît de son propre chef, mais il est indubitable que des paroles de cette nature, de la part d'un grand seigneur, homme d'âge et de confiance, ne pouvaient que confirmer

Alexandre dans sa manière d'agir. Qui fut d'ailleurs davantage «la dupe de Metternich», de l'empereur ou de Kourakine, c'est ce que montre nettement la suite des événements.

Mais revenons à Caulaincourt, qui ne se lassait pas de rapporter à Napoléon ce que lui communiquait l'empereur Alexandre de ses conversations avec Schwartzenberg.

Le 25 février, le souverain dit à l'ambassadeur: «Croyez-moi, à Vienne, on ne se méprendra pas à ce ton, et j'ai de bonnes raisons de croire que Schwartzenberg a écrit comme un homme qui a trouvé dans ma modération même la preuve que j'étais clairvoyant et que mon parti était pris, que, de gré ou de force, il fallait que l'Autriche vécût en paix».

Le 27 février, nouveau récit de conversation avec Schwartzenberg: «Il faut faire cesser cet état d'incertitude», dit le souverain au diplomate, «plus près de la guerre que de la paix. Ne vous y trompez pas, je vous le répète, je vous sacrifierai jusqu'au dernier homme pour vous forcer à la paix, que vous troublez sans raison» . . . .
«Schwartzenberg», ajoute l'empereur, «fut plus embarrassé que jamais pour répondre, et montrait un homme dont la loyauté est aux prises avec ses instructions. Il ne me donna aucune assurance positive de paix, parut dans le doute même sur ce que sa cour pourrait faire pour arrêter l'impulsion donnée à l'opinion».

Il est évident que le prince Schwartzenberg devait éprouver un certain embarras à la suite de tous ces entretiens avec l'empereur et de tout ce qu'il voyait et entendait à Pétersbourg. Mais il ne s'en rendait pas moins parfaite-

ment compte de la situation et assurait son gouvernement que la Russie ne lèverait pas le doigt dans la guerre qui allait éclater entre l'Autriche et Napoléon. Cependant Caulaincourt croyait toujours à la bonne foi du cabinet russe et ne doutait pas du concours actif d'Alexandre.

Le 28 février 1809, il écrivait: «Dans le public on parle de la guerre de l'Autriche avec la Russie comme d'une chose positive; cette mesure trouve peu d'approbateurs, mais moins de censeurs cependant qu'il n'y en aurait eu il y a six mois».

«S. M. voulut bien m'accorder une audience à 6 heures du soir; elle dura deux heures. L'empereur, après m'avoir assuré qu'il allait encore presser la marche de ses troupes, daigna me donner les assurances les plus positives que V. M. pouvait compter sur lui, qu'il ne demandait qu'une seule chose, c'est qu'en prenant des positions avantageuses qui assurassent les débouchés, on laissât les Autrichiens combler la mesure en faisant les premiers mouvements hostiles, pour bien prouver à l'Europe toute la fausseté de leurs actions comme la duplicité de leur conduite. S. M., prenant une carte en russe, me montra l'emplacement déjà tracé de ses quatre divisions et la destination donnée aux réserves de cavalerie, en m'ajoutant que tous les ordres étaient partis comme Elle me l'avait promis».

Le 2 mars, l'empereur dit à Caulaincourt:

«Vous me connaissez, général: rien ne sera retardé; l'empereur éprouvera en toutes circonstances combien j'y vais franchement, mais qu'il pense un peu aussi aux choses qu'il m'a promises et auxquelles il sait que je m'intéresse».

« L'empereur daigna me dire ensuite », ajoute Caulaincourt, « qu'il verrait le lendemain l'ambassadeur d'Autriche et que je pouvais compter qu'il lui parlerait de la manière la plus ferme ». . . . . .

« Pendant la première partie de la conversation, notamment pendant que l'empereur me parlait de ses dépêches de Paris, il me parut extraordinairement préoccupé et moins communicatif que de coutume. La fin de la conversation sur l'Autriche fut bonne ».

Le 12 mars, le ton de Caulaincourt est moins positif: «Comme je l'ai précédemment mandé à V. M., la coopération de la Russie était devenue pour moi presque une certitude; ce n'est plus qu'une espérance: je ne néglige rien pour qu'elle se réalise et j'ai, je crois, assez lié l'empereur, dont les intentions me paraissent toujours droites, pour croire encore au succès de cette négociation, mais, je ne dois pas le laisser ignorer à V. M., Elle a ouvert une porte que j'avais tenue fermée, en disant au comte de Romantzoff qu'Elle ne pensait pas que cette guerre fût une des circonstances ou un des cas prévus par le traité. Cela mit l'empereur d'autant plus à son aise avec moi, que, tout en gardant les ménagements convenables pour son caractère et dus à sa loyauté, je m'étais attaché à la lettre du traité, en parlant toujours de la coopération comme d'une chose qui ne pouvait être douteuse, puisque les armements de l'Autriche, la mobilisation de son armée et ses relations avec l'Angleterre étaient postérieurs à la convention d'Erfurt et que toutes ses actions portaient d'ailleurs le cachet de l'Angleterre ».

Le 22 mars, le ton devient plus affirmatif sur le concours de la Russie: « V. M. verra, par les rapports,

qu'Elle peut compter sur la coopération de la Russie. Le résultat de toutes les conférences est que l'empereur comme son ministre en sont venus à l'entière conviction que l'attitude hostile de l'Autriche est une affaire anglaise, que la Russie, même sans engagements, ne pourrait rester neutre si la guerre éclate, et que son choix, n'eût-elle même pas d'engagements avec V. M., la porte à s'unir à Elle . . . . Le comte de Romantzoff est bien, est très bien; mes relations avec lui ne peuvent être plus intimes: il parle de V. M. comme devraient toujours le faire ses plus fidèles sujets».

De la même date encore, la conclusion suivante:

«Au milieu des vœux et des espérances des uns et des craintes de tous, il est trois choses constantes aujourd'hui à Pétersbourg:

1° c'est que ce cabinet marche droit, que l'empereur agira franchement si la guerre éclate;

2° c'est qu'on se fait un point d'honneur de cette nécessité politique, quoiqu'on désire, et veuille, à quelque prix que ce soit, le maintien de la paix, par la crainte des conséquences politiques de la guerre, sur lesquelles on s'explique aujourd'hui comme il y a six semaines;

3° enfin, c'est que jamais circonstance ne sera peut-être plus favorable à V. M. pour donner à l'Autriche une leçon bien méritée».

Peu auparavant (17 mars), l'empereur Alexandre avait exprimé à l'ambassadeur sa satisfaction de la conduite du comte Romantzoff à Paris: «L'empereur ajouta: «Je suis fort content de Romantzoff, et doublement, parce qu'il a été, j'espère, apprécié par l'empereur, et qu'il a pu le convaincre combien il devait avoir confiance en moi

et combien lui et moi tenons à l'alliance qui m'unit à la France. Vous savez ce que je vous ai souvent dit: le temps prouvera à l'empereur combien je suis loyal. Dans le commencement, il se défiait de moi, peut-être encore il n'y a pas longtemps; mais je pense qu'il rend maintenant tout à fait justice à ma loyauté. Je n'ai rien à vous dire sur ce qui s'est passé dans les conférences avec l'empereur Napoléon; Romantzoff lui a tenu le même langage que moi à son ambassadeur».

L'humeur de Caulaincourt reste la même, comme on le voit dans les passages suivants, bien caractéristiques (8 avril): «M. de Schwartzenberg a fait jouer tous les ressorts, depuis l'impératrice mère jusqu'à Madame Narichkine, mais vainement. Personne ne doute que la Russie n'agisse, en cas de guerre contre l'Autriche; les ordres donnés sont connus. J'ai même quelques raisons de croire que l'empereur a fait plus qu'il ne dit. . . . . .

«L'impératrice mère aurait fait un long sermon à Romantzoff sur son engouement pour la France, lui aurait reproché qu'il déshonorait l'empereur et la Russie en aidant l'ambassadeur de France à consommer la perte de l'Autriche. Elle se serait plainte à lui de l'influence de la France sur l'empereur; c'est à tel point, lui dit-elle, que non seulement tout se règle d'après l'impulsion qu'elle donne, mais les individus sont obligés de faire la cour à l'ambassadeur pour avoir de l'emploi et être bien vus par l'empereur. Le comte aurait répondu qu'il était toujours rangé du côté des gens d'esprit, qu'il ne pouvait s'intéresser à des fous».

Et plus loin: «Cet ambassadeur *(Kourakine)* m'écrit, ajouta S. M., une lettre qui m'a fait grand plaisir: je crois

enfin avoir trouvé un homme dans le système, et c'est ce que je voulais. Il paraît, à la confiance que lui témoigne l'empereur Napoléon, qu'il lui convient: c'est l'essentiel; il n'aime sans doute pas plus que moi les nouveaux visages. Je suis donc charmé que mon ambassadeur soit aussi bien vu de l'empereur que vous l'êtes ici de moi. Kourakine ne tarit pas sur les distinctions dont lui et les siens sont l'objet; remerciez-en, je vous prie, l'empereur pour moi».

Le 16 avril, l'ambassadeur de France se risque à proposer à Napoléon un nouveau moyen d'agir sur notre empereur: «Une lettre de V. M. à l'empereur, ou une à moi avec quelques cajoleries pour lui et écrite de manière à ce que je puisse la lui montrer, ferait beaucoup pour la marche de nouveaux corps: en en appelant à son obligeance, à sa loyauté, lui disant qu'on compte sur lui, V. M. en obtiendra ce qu'Elle voudra; le désir de la rencontrer, le plaisir de voir des troupes feront le reste. Il faut s'y prendre d'avance, car rien ne se fait vite ici. J'en suis venu au point que l'empereur regarde la conduite de l'Autriche comme l'effet d'une intrigue toute anglaise; c'est pour lui la couleur la plus ennemie. . . . . . .

«Le comte de Romantzoff ne peut pas être mieux. Il m'a montré la réponse qu'il a reçue de V. M. et ne perd pas une occasion de me dire, même de me prouver, qu'il est bien décidé et qu'il marche franchement dans le système. «L'empereur Napoléon sait que j'étais sans arrière-pensée avec lui, que j'osais même quelquefois ne pas être de son avis, me disait-il ce matin. Je pense ici comme à Paris, M. l'ambassadeur, et le temps prouvera à l'empereur combien il doit compter sur nous».

Du même jour, une autre conversation avec Alexandre: L'empereur Alexandre me répondit: «Quant à ma collaboration, vous pouvez y compter: elle sera franche et entière. . . . .

«Les divisions sont réunies à la frontière *à une marche,* les cantonnements très resserrés. L'armée peut s'ébranler et entrer en vingt-quatre heures en Galicie . . . . J'ai promis à l'empereur, je remplirai tous mes engagements, mais l'argent me manquera quand les troupes seront hors du pays. Cette nouvelle guerre fera encore baisser le change, il n'y a pas de doute: calculez-en donc les conséquences; ceci est une réflexion, mais qui ne m'empêchera pas, je vous le répète, de remplir mes engagements. . . . . . .

«...... J'ai nommé le prince Galitzine pour commander cette armée: c'est un homme que le soldat aime beaucoup et qu'il verra arriver avec plaisir . . . . Quant à la Russie, je vous parle franchement, me dit l'empereur, si la monarchie Autrichienne doit éprouver des démembrements, la Russie ne peut souffrir que la Galicie, en tout ou en partie, passe dans d'autres mains que les siennes, car tout ce qui serait ajouté de ce côté au duché de Varsovie serait un acheminement au rétablissement de la Pologne, et, par là, contraire au premier intérêt de la Russie».

Une fois cette vue d'ensemble bien arrêtée, l'empereur Alexandre la développe encore dans la suite de la conversation, en appelant l'attention de l'ambassadeur sur la situation politique en Europe en général, et en Autriche en particulier. La question polonaise était si nettement posée, qu'il n'y avait à s'attendre de ce côté à aucune

hésitation. En outre, l'empereur insistait constamment sur ce que la guerre avec l'Autriche et l'abaissement ultérieur de cette puissance n'étaient nullement à souhaiter pour les intérêts communs de la Russie et de la France. Dans de longues conversations, l'empereur renouvela bien à tout propos la promesse de son concours actif en faveur de Napoléon, mais il était fermement décidé, cela ne fait aucun doute, à ne pas se mêler de cette nouvelle guerre. Néanmoins, ni Caulaincourt, ni Napoléon n'avaient encore perdu l'espérance que les promesses de la Russie seraient réellement exécutées.

Le séjour prolongé du prince Schwartzenberg à Pétersbourg, malgré l'ouverture menaçante des hostilités contre l'Autriche, donna naissance dans la capitale à bien des rumeurs qui déconcertèrent fortement Caulaincourt. Mais l'empereur faisait tout pour rassurer l'ambassadeur et le persuader de la fermeté de ses sentiments amicaux pour Napoléon.

C'est ainsi que, le 10 mai, Caulaincourt rapporte:

«On fait courir toutes sortes de bruits fâcheux; je n'y crois pas, mais, que ces nouvelles soient vraies ou non, je ne varierai jamais. C'est d'ailleurs dans les revers qu'on peut le mieux distinguer ses véritables amis et l'empereur Napoléon verra combien il doit compter sur moi».

Le 18 mai: «S. M. avait aussi daigné m'engager à dîner pour le lendemain. Le ministre, que je vis à l'heure du dîner dans le salon de l'empereur, avant que S. M. n'y passât, me dit: «L'empereur veut tout vous communiquer lui-même, mais je suis bien aise de vous confier cependant tout de suite que c'est chose faite: M. de Schwartzenberg

aura ses passeports demain. Nous n'allons pas vite en affaires, nous sommes lents, vous le voyez, mais nous marchons droit, et l'empereur Napoléon éprouvera toujours, comme il l'a déjà fait, la loyauté de l'empereur Alexandre dans l'alliance».

Cependant Schwartzenberg, tout en ayant reçu son passeport, faisait traîner son départ en longueur, au grand dépit de Caulaincourt. Quant à l'empereur et au comte Romantzoff, ils rassuraient l'ambassadeur en lui disant qu'on ne pouvait exiger trop carrément le départ de l'envoyé autrichien, qu'il y avait certaines formes à observer: Metternich aussi était resté longtemps sans quitter Paris, et c'était là une circonstance à laquelle il ne fallait pas en général attacher d'importance. Ce qu'il y avait encore de plus original, c'était la lenteur avec laquelle le nouveau commandant en chef, le prince Serge Galitzine, se préparait à rejoindre son armée, différant son départ, tantôt sous le prétexte du mariage de son fils, tantôt pour raisons de santé. Et c'est encore à Caulaincourt qu'est dévolu le soin de rappeler incessamment à l'empereur et à Romantzoff leurs promesses et de presser le prince Galitzine.

Le 20 mai, l'ambassadeur de France rapporte: «Hier, j'ai eu l'honneur d'écrire à V. M. par le courrier que je lui ai expédié, aujourd'hui, par M. Gorgoly, aide de camp de l'empereur. Tout marche un peu lentement ici, mais franchement dans le système de l'alliance; c'est si prononcé que les incrédules n'en doutent même plus. Les victoires de V. M. ont fait un grand et salutaire effet sur la multitude: elles lui en ont imposé, et la publication des pièces et des rapports sur l'Autriche l'a un peu éclairée; on ne croit plus à l'innocence des vues de cette puissance.....

L'empereur a réellement montré du caractère dans cette circonstance, et le comte de Romantzoff la détermination d'un homme d'état.

«Si les intentions du maître sont bien secondées, la besogne doit aller vite en Galicie, car les Autrichiens n'ont pas les moyens de résister».

Le 28 mai: «L'empereur me fit sur-le-champ demander. Il me parut fort piqué des doutes que je montrais sur la conduite du prince Galitzine, me dit que je devais avoir toute confiance dans ce qu'il m'avait dit, qu'il était d'autant plus blessé que je partageasse les doutes des Polonais, qu'il avait toujours mis beaucoup de confiance en moi, qu'il avait même de l'amitié pour moi, etc., etc. L'explication fut vive. Je répondis avec un grand calme que ma conduite prouvait toute la confiance que je plaçais en S. M., que je lui répétais, comme je l'avais dit au comte de Romantzoff, que je n'avais pas un doute sur ses intentions ni sur celles de son ministre, mais que la conduite de ses généraux, les retards continuels qu'ils apportaient à l'exécution de ses ordres, ne m'inspiraient pas, je l'avouais, la même confiance».

Caulaincourt, dans la suite de la conversation, insiste pour une action plus énergique: «Je lui dis que la position de son armée prouvait qu'il y avait loin de l'effet aux paroles, que c'était, au reste, plus pour l'honneur de la Russie et celui de sa parole Impériale que je regrettais ces retards pour notre utilité, V. M. ayant déjà fait seule le gros de la besogne. J'ajoutai que j'étais peiné pour S. M., dont les intentions droites et la loyauté m'étaient connues, que son armée ne fût pas encore entrée en Galicie, quand celle de V. M. serait déjà à Vienne».

A quoi l'empereur Alexandre répond: «Ma position, toutes les guerres que j'ai à soutenir, tout ce que j'ai fait pour l'alliance, mon langage à Vienne et ici, tout sera, je l'espère, apprécié comme cela doit l'être par l'empereur Napoléon. Puisque nous n'avons pu empêcher la guerre, sauver l'Autriche de sa ruine et l'Europe de ce bouleversement, je suis sans arrière-pensée, général, je vous le répète, je ferai la guerre à l'Autriche avec autant de vigueur que j'ai mis de soins et de prix à maintenir la paix».

«S. M. a encore ajouté que la droiture de ses intentions et de sa conduite lui avait fait encore plus vivement sentir l'injustice des doutes qu'on montrait à Varsovie et surtout les plaintes que j'avais portées contre les retards de son armée, qu'au reste, Elle me remerciait de lui parler franchement, que tout n'en irait que mieux, qu'Elle aimait à me traiter comme quelqu'un qu'Elle aimait et estimait. (En me disant cela, S. M. daigna m'embrasser)».

Malgré toutes ces promesses et le baiser touchant dont fut gratifié Caulaincourt, nos troupes ne bougeaient toujours pas, et, à ce moment, Napoléon foudroyait déjà les Autrichiens.

Bientôt, avec toute sa patience, l'ambassadeur finit par perdre lui-même toute espérance et se plaignit amèrement à l'empereur des Français de l'attitude plus qu'ambiguë de notre gouvernement.

Le 5 juin, il écrit: «Quant à l'armée russe, l'empereur comme le ministre m'ont témoigné les mêmes regrets, le même mécontentement que précédemment, sur les retards apportés par les généraux, qu'on attribue toujours aux débordements, à la difficulté des communications».

Le 6 juin: «L'empereur daigne me traiter toujours avec la même bonté, quoiqu'il ait été un moment piqué des observations que j'ai été obligé de faire sur les retards du prince Galitzine; elles lui ont valu une lettre forte, qui le stimulera peut-être pour l'avenir. On n'a pas une haute opinion des talents de ce général: l'empereur ne lui en croit sans doute pas davantage; c'est l'embarras d'en trouver un autre qui l'a placé là, et surtout la convenance d'y mettre un russe dont le nom et les relations nationalisassent cette guerre».

Toute la série des rapports suivants témoigne dans le même sens, mais on ne saurait admettre que la lenteur de prince Galitzine fût uniquement sa faute: elle était certainement attribuable aux instructions reçues de Pétersbourg. Une lettre d'un de nos généraux, le prince Alexis Gortchakoff, surprise par Caulaincourt, lui montra que les troupes russes, non seulement restaient inactives, mais encore fraternisaient avec les Autrichiens.

Enfin Caulaincourt lui-même arriva à la conviction que toutes ces conversations aimables et remplies de promesses n'étaient qu'une habile manœuvre destinée à déguiser les intentions réelles du souverain russe.

Voici des extraits des rapports de l'ambassadeur en date des 17 et 18 juin: «L'empereur Napoléon», lui avait dit l'empereur Alexandre, «est trop bon juge militaire et politique pour ne pas apprécier tout ce que j'ai fait pour la cause commune par ma détermination. Il sentira qu'ayant déjà quatre guerres sur les bras, j'ai fait l'impossible; s'il y a eu quelques retards, si tout ne va pas précisément comme je le voudrais, c'est qu'il faut faire face partout et en même temps. Puis, je n'ai pas fait les hommes que je

suis obligé d'employer. L'essentiel était le mouvement politique, et, sous ce rapport, il n'y a eu aucun ajournement».

Quelle amère ironie n'y a-t-il pas dans ces paroles à l'adresse de l'envoyé français?

Et effectivement, Caulaincourt ajoute de son côté une remarque assez mordante: «Malgré les retards du prince Galitzine, et maintenant ceux de la division laissée aux environs de Bialystock (sans doute par la crainte d'un mouvement dans les provinces polonaises), l'empereur croit *avoir fait l'impossible (souligné dans l'original)* pour l'alliance: c'est ainsi que S. M. et son ministre répondent à mes plaintes».

Quelle dut être la désillusion de Napoléon! Il ne cacha pas non plus son dépit lorsqu'il reçut, dans les derniers jours de mai, sur les champs de bataille d'Essling et de Lobau, les rapports de Caulaincourt à Pétersbourg et ceux de Poniatowsky en Pologne.

Albert Vandal rend à merveille cet état d'esprit dans les lignes suivantes: «A tous ces signes, Napoléon comprit que les Russes, n'ayant rien fait jusqu'à présent, ayant volontairement perdu deux mois, n'agiraient jamais avec efficacité, et la certitude de cette défection lui fut particulièrement sensible au lendemain d'un échec, en ces heures d'épreuve où se font connaître les dévouements vrais. Alors, le reste de confiance qu'il conservait dans son allié, malgré de successives déceptions, s'abattit d'un seul coup. Plus soupçonneux, plus perspicace que son ambassadeur, qui croit toujours à la loyauté du Tsar et rejette sur les sous-ordres la responsabilité des retards, il va droit à la vérité, perce à jour le jeu d'Alexandre, comme s'il eût

assisté aux entretiens de ce monarque avec Schwartzenberg, et prononce sur sa bonne foi un sanglant verdict. Cet arrêt, il importe que Caulaincourt le connaisse, afin de régler en conséquence sa conduite et ses discours. Napoléon lui fait tenir par Champagny une lettre remarquable; c'est à la fois un épanchement et une instruction: la colère, l'indignation y parlent tout d'abord, et c'est à la fin seulement que la politique reprend ses droits et formule ses réserves.

«Monsieur l'ambassadeur, écrit Champagny le 2 juin, l'empereur ne veut pas que je vous cache que les dernières circonstances lui ont fait beaucoup perdre de la confiance que lui inspirait l'alliance de la Russie, et qu'elles sont pour lui des indices de la mauvaise foi de ce cabinet. On n'avait jamais vu prétendre garder l'ambassadeur de la puissance à laquelle on déclarait la guerre... Six semaines sont écoulées, et l'armée russe n'a pas fait un mouvement, et l'armée autrichienne occupe le grand-duché comme une de ses provinces.

«Le cœur de l'empereur est blessé; il n'écrit pas à cause de cela à l'empereur Alexandre: il ne peut pas lui témoigner une confiance qu'il n'éprouve plus. Il ne dit rien, il ne se plaint pas; il renferme en lui-même son déplaisir, mais il n'apprécie plus l'alliance de la Russie... Quarante mille hommes que la Russie aurait fait entrer dans le grand-duché auraient rendu un véritable service, et auraient au moins entretenu quelque illusion sur un fantôme d'alliance.

«L'empereur a mieux aimé que je vous écrivisse ces mots que de vous envoyer dix pages d'instructions, mais il veut que vous regardiez comme annulées vos anciennes

instructions. Ayez l'attitude convenable, paraissez satisfait; mais ne prenez aucun engagement, et ne vous mêlez en aucune manière des affaires de la Russie avec la Suède et la Turquie; remplissez vos fonctions d'ambassadeur avec grâce et dignité, ne faites que ce que vous avez strictement à faire; mais qu'on n'aperçoive aucun changement dans vos manières et dans votre conduite. Que la cour de Russie soit toujours contente de vous autant que vous paraissez l'être d'elle; par cela même que l'empereur ne croit plus à l'alliance de la Russie, il lui importe davantage que cette croyance, dont il est désabusé, soit partagée par toute l'Europe. Anéantissez cette lettre du moment que vous l'aurez lue, et qu'il n'en reste aucune trace ».

Bien que les troupes russes eussent passé la frontière autrichienne le 3 juin (nouveau style), soit plus de cinquante jours après que les Français avaient commencé à se battre, le prince Galitzine évitait obstinément le combat avec les Autrichiens et entrait tranquillement en Galicie dans la direction de Lublin et Sandomir.

Il y avait donc bien appui comme fait matériel: les Russes avaient mis le pied sur le territoire autrichien. Mais où et quand?

C'était une sorte de dérision, et non le concours actif sur lequel Napoléon avait le droit absolu de compter après ce torrent de promesses que lui avait transmises littéralement Caulaincourt.

Quelles vues pouvait donc poursuivre le fidèle ami et allié de Tilsitt et d'Erfurt?

Ce n'est qu'à ce moment que Napoléon comprit de quoi il s'agissait, et l'instruction ci-dessus, adressée à

Champagny le 2 juin, donne nettement l'indication de ce que devra être le rôle ultérieur de l'ambassadeur de France à Pétersbourg.

Il est plus que vraisemblable que l'empereur Alexandre attendait les événements, auxquels il pouvait se conformer en tournant bride à tout moment d'un côté ou de l'autre.

Il ne désirait pas la guerre entre l'Autriche et la France, cela ne fait aucun doute, et en cela il était sincère. Mais une fois qu'il eut échoué dans ses efforts pour arrêter les dispositions belliqueuses de la cour de Vienne, il ne lui resta plus qu'un parti, empêcher la destruction complète de la monarchie des Habsbourgs. Et il y réussit.

M. Vandal dit que ce fut à son détriment et voit là l'origine de la question polonaise.

Est-ce bien exact? Est-ce que les Polonais, dans le cas d'une intervention active du gouvernement russe, auraient pu contenir leurs secrètes espérances et, le moment venu de l'écroulement de l'Autriche sous les efforts de la coalition, s'empêcher d'exiger la restauration du royaume de Pologne? Evidemment non, et alors, au lieu de l'abaissement de l'Autriche, on risquait la reconstitution sur notre frontière occidentale d'une Pologne manifestement hostile à la Russie et empressée à tout instant aux ordres de Napoléon, sur qui les Polonais fondaient même sans cela toutes leurs espérances. La politique adoptée par Alexandre conduisait sinon à la solution de la question polonaise, du moins à son ajournement, tandis qu'en cas de rupture entre la Russie et la France, les Polonais, qui servaient déjà dans les rangs de l'armée de Napoléon, qui avaient moissonné d'immortels lauriers à Somo-Sierra, n'auraient pas manqué de se ranger du côté de Napoléon,

dont les émissaires inondaient déjà tout le duché de Varsovie et la Saxe. La fidélité des Polonais, Alexandre n'y comptait pas; mais il ne voulait pas les voir former un corps indépendant d'alliés de Napoléon, restaurateur du royaume de Pologne.

La sagesse de la politique du souverain russe saute aux yeux, surtout si on n'oublie pas l'influence que pouvaient avoir, auparavant le prince Adam Czartorysky, et maintenant M[me] Narichkine, née Tchetvertinsky, polonaise acharnée de cœur. Quant à l'expectative d'Alexandre, elle consistait à agir conformément à la tournure que prendrait la guerre de Napoléon avec l'Autriche. Si, contre toute probabilité, l'Autriche était victorieuse, on pouvait l'appuyer avec l'armée du prince Galitzine et renoncer à l'alliance avec la France. Si, comme toujours, c'était Napoléon qui triomphait, Alexandre laissait ses forces inactives et n'avait qu'à empêcher le partage définitif de l'Autriche et à rester allié de Bonaparte, en attendant pour rompre des circonstances plus avantageuses.

Il y a une phrase bien caractéristique, dite à Caulaincourt, qui jette la lumière sur les intentions véritables du souverain.

Le 22 avril, l'empereur Alexandre avait dit, entre autres choses, à Caulaincourt: «Je vois avec regret cette guerre s'allumer; vous savez ce que je pense sur ses conséquences: l'Autriche détruite, plus de barrière entre nous...... Ces guerres entre les nations éclairées font rétrograder la civilisation. Je regarde celle-ci, pour le monde en général, pour vous comme pour nous, comme une calamité. Ce n'est pas, je vous jure, par pitié pour l'Autriche, car je ne lui ai pas encore pardonné 1805, et

je lui pardonne encore moins sa conduite actuelle et ses liaisons avec l'Angleterre. Elle mérite une fière leçon, et, malgré les réflexions que je vous fais, l'empereur peut compter que je le seconderai de tous mes moyens: je ferai tout ce que je pourrai; qu'il soit seulement modéré dans ses succès, qu'il donne la leçon bonne, et qu'il ne détruise pas ce qu'il a, autant que moi, tant d'intérêt à conserver».

Dans ce peu de mots tiennent en quelque sorte, nous semble-t-il, toute la politique d'Alexandre et toutes ses pensées secrètes. Il y a là de la philanthropie, il y a là de l'amertume causée par le désastre d'Austerlitz, il y a même enfin des allusions lointaines à la rupture future: «Qu'il soit seulement modéré dans ses succès».

Dans cette conversation tient, je le répète, toute l'âme compliquée d'Alexandre Pavlowitch. Il est plus que vraisemblable que Napoléon finit enfin par concevoir les intentions véritables de son enjôleur d'allié. Du moins sa tactique ultérieure change brusquement; on le voit bien sur le fait dans les instructions à Caulaincourt, et dès lors, l'idée d'une rupture prochaine avec la Russie ne quitte plus Napoléon. Maintenant lui aussi, comme Alexandre, va tout faire pour dissimuler son jeu. Les épanchements vont continuer à la surface; il va y avoir de sa part, nous le verrons, encore bien des amabilités de faites: mais tous les rêves d'alliance durable et profitable avec la Russie s'évanouissent pour toujours.

Napoléon est fermement décidé à terminer le plus tôt possible la guerre d'Espagne, sans d'ailleurs pouvoir y réussir, pour jeter ensuite toutes ses forces sur la Russie.

La guerre des Nations est irrévocablement arrêtée dès maintenant, et, lorsque enfin la rupture éclatera, à son heure, il y aura de fréquents rappels du passé, comme ceci, carrément dit à Balachoff: «Moi, je ne voulais pas la guerre, j'ai été sincère à Tilsitt et à Erfurt: toute la faute de ce qui est arrivé revient à votre souverain».

Si on se reporte aux rapports du prince Kourakine pour la même période, on n'en tire qu'une impression, c'est que notre ambassadeur s'efforçait de tout son pouvoir de prévenir une rupture entre la France et l'Autriche, et que toutes ses sympathies étaient pour celle-ci.

Arrivé de Vienne depuis peu, le prince Kourakine n'était pas encore bien habitué à Paris, et ses relations avec Napoléon n'avaient pas le même caractère d'intimité que celles que nous venons d'analyser. Néanmoins un certain nombre de ses lettres à l'empereur sont bien intéressantes.

Le 28 décembre 1808 (9 janvier 1809), il écrit ce qui suit: «Le comte de Metternich, qui, dans toutes ses conversations avec moi depuis son retour, m'a montré les dispositions les plus favorables envers la Russie, m'en a donné aujourd'hui un témoignage plus positif encore. Il est venu me faire ce matin des ouvertures confidentielles sur un objet trop important pour que je ne me croie obligé d'y fixer la sollicitude de Votre Majesté Impériale. Différents renseignements parvenus à sa cour, et qu'on lui a communiqués pendant le dernier séjour à Vienne, d'autres qu'il a recueillis depuis qu'il est revenu à Paris, s'accordent à constater l'existence effective d'un Comité insurrectionnel à Varsovie, dont les manœuvres tendent à préparer des germes de sédition dans les deux Galicies. Ces opéra-

tions clandestines paraissent avancées au point que, lorsque la France croira le moment de l'explosion venu, il suffira d'allumer la mèche pour faire sauter la mine. Le sort futur de ces provinces est décidé dans les plans de ce Comité; on y a prononcé sur la manière dont elles seront réunies au duché de Varsovie, on a réglé le mode d'après lequel elles seront administrées et on a été même jusqu'à désigner d'avance les individus que l'on se propose de placer à la tête de cette administration. Pour le moment, ces projets et ces tentatives ne sauraient avoir aucun effet, par la surveillance rigoureuse qu'y fait exercer la cour de Vienne; elle est informée sur-le-champ de chaque mouvement séditieux qui se trame, et la force armée très considérable qui s'y trouve est plus que suffisante pour le réprimer et pour contenir les habitants dans les bornes du devoir. Mais c'est sur l'avenir que se portent les inquiétudes de l'ambassadeur d'Autriche; il est intimement convaincu de la nécessité de chercher à contrecarrer dès à présent d'incendiaires manigances, qui entraîneraient les suites les plus fâcheuses si elles étaient négligées. Ce n'est pas seulement aux Galicies qu'elles se bornent: l'influence malveillante de ce Comité insurrectionnel doit s'étendre, par des ramifications très prolongées, jusque dans le centre de nos provinces polonaises, ainsi que m'en a assuré le comte de Metternich. Il m'a surtout rendu attentif au voyage du prince Alexandre Sapieha, un des instruments les plus actifs et les plus utiles dont se serve le gouvernement français dans ces contrées. Indépendamment du but apparent de son voyage, ce prince Sapieha, en l'entreprenant, doit avoir aussi celui plus particulier de se concerter avec le métropolite de Yassy, qu'il connaît beaucoup. Je

nous conviennent et que j'ai constamment soutenu leur utilité, que je me suis permis, Sire, de vous représenter aussi, dans mes premières expéditions de Paris, les maux qui pèsent sur notre commerce par le système prohibitif de la France, et les moyens qui se présentent pour y apporter au moins quelques adoucissements jusqu'à ce que la pacification maritime vienne le rétablir dans son premier état. J'aurais été fort heureux d'apprendre comment Votre Majesté Impériale a daigné accueillir et juger ces respectueuses représentations que j'ai osé lui adresser comme son fidèle sujet, comme le plus ancien serviteur de sa famille. Cette information m'aurait été nécessaire pour ma direction. Je la désirais vivement. J'espérais l'obtenir. Mais, par votre dernier courrier, arrivé avant-hier, je n'ai pas eu le bonheur de recevoir, Sire, aucun ordre ou aucune explication de votre part sur ces objets majeurs. Ce courrier m'a apporté seulement trois dépêches du comte Alexandre Saltykoff, qui même ne regardent pas les affaires courantes. Cette circonstance ne doit-elle pas augmenter mes regrets d'avoir perdu une place où je jouissais de toute la confiance de Votre Majesté Impériale, où ma sphère d'activité était conforme à mon zèle pour son service, tandis qu'ici, je me trouve jusqu'à présent réduit à un état purement contemplatif, à une inactivité à laquelle je ne pouvais me préparer, ayant eu vos ordres, Sire, et les instances réitérées de votre ministre des affaires étrangères, de me rendre à Paris sans le moindre délai? Aucun des ministres de l'empereur Napoléon, ni M. Champagny, ni le prince de Bénévent ne m'ont parlé encore d'affaires; ils ont l'air de l'éviter soigneusement, mes relations avec le ministère français se bornant pour le moment à quelques notes de peu de valeur que

j'ai dû donner sur des réclamations individuelles, et à des dîners que j'en reçois et que je paye à mon tour par d'autres dîners. C'est avec une autre perspective que je suis venu ici. Je m'étais flatté que je pourrais être plus utile encore aux vues et aux intérêts de Votre Majesté Impériale à Paris que je ne l'ai été à Vienne. Cette espérance seule me consolait, Sire, du sacrifice que je vous faisais de ma tranquillité dans mon âge avancé pour n'obéir qu'à votre volonté. Le silence du ministère de Votre Majesté Impériale paralyse tout à fait les développements du désir que j'ai de la servir; et si peut-être, dans sa sagesse, Elle n'a pas trouvé mes idées admissibles, je la supplie au moins, en faveur du sentiment qui me les a inspirées, de daigner me faire connaître les raisons qui l'engagent à les rejeter. Je le considérerai comme un bienfait, que je ne crains pas, Sire, de solliciter de votre justice. Vous m'accorderez par là ces lumières que je réclame pour bien remplir le poste important auquel vous avez daigné m'appeler ici, pour être toujours digne de votre confiance et de vos bontés».

Le 21 janvier (2 février) 1809, le prince rapporte: «Tout fait croire qu'il est décidé ici de ne plus permettre à l'Autriche de conserver son état de paix. Cette nouvelle guerre paraît déterminée et fait présager des suites et des malheurs incalculables pour l'Europe. L'Autriche, par sa puissance et sa situation géographique, pouvait encore contribuer à maintenir sur le continent un reste d'équilibre. Quelque complète que soit son armée, quelque grands que soient ses moyens de défense, manquant de généraux habiles, il est probable qu'elle ne pourra pas résister à l'heureuse étoile de son ancien vainqueur, à l'impétuosité et à l'ha-

bilité de ses nombreuses troupes. Si elle est forcée à cette lutte, qu'elle cherche tant à éviter, elle y succombera. Permettez que je le dise, Sire, pour éloigner de vos frontières un voisin dangereux et redoutable, c'est à vous à être son protecteur, son ange tutélaire. Votre voix seule pourra la sauver! Votre amour pour la paix, votre sollicitude pour l'humanité souffrante, vos sentiments élevés, loyaux et justes ont à être son unique égide».

Il y a là, en peu de mots, l'expression de vues bien nettes, et un appel du cœur à la philanthropie du souverain, fort heureusement placé.

Le 2/14 mars 1809: «Votre aide de camp Gorgoly est venu me trouver ici aujourd'hui, à 7 heures du matin, et m'a rendu parfaitement heureux en me remettant la lettre dont Votre Majesté Impériale m'a honoré le 15 février. Ce que vous daignez me dire, Sire, de votre manière d'envisager les affaires me suffit; elle seule me dirigera toujours dans ma conduite publique. Il est de mon devoir de ne jamais vous taire comment je vois et puis juger les choses; je puis me permettre de vous en faire quelquefois mes respectueuses représentations, et, quand même elles ne seraient pas agréées par Votre Majesté, mon zèle pour son service ne peut être ralenti. Je n'ai qu'un moyen, Sire, de le manifester, de vous le rendre utile et agréable, celui de n'agir que d'après votre volonté; je demande seulement à la connaître! C'est à Votre Majesté à m'en instruire, et à compter ensuite avec une confiance entière sur les effets de mon dévouement pour sa personne et sa gloire. Je n'ai plus rien à désirer, si ce n'est que de vous consacrer le reste de mes jours, de vous servir constamment de mon mieux et de pouvoir contribuer à l'accomplissement de vos

vues, autant que les circonstances et mes forces peuvent m'en donner les moyens!»

C'est l'expression du désir absolu d'agir conformément à des instructions qui paraissent absentes.

Le 8/20 juillet 1809: «Un courrier arrivé hier à l'archi-chancelier lui a porté la nouvelle inattendue, mais heureuse d'un armistice conclu le 12 de ce mois à Znaïm, au moment où les armées en présence allaient renouveler leurs efforts. La paix va sans doute suivre de près ce premier pas qui vient d'être fait pour la ramener, et il est probable que, dans ce moment-ci, l'on travaille déjà à la rédaction du traité définitif.

«Si la monarchie autrichienne est sauvée, c'est à la puissante et généreuse intervention de Votre Majesté Impériale qu'elle le devra. Puisse ce bienfait remplir, Sire, les vues que vous vous êtes proposées; puisse-t-il maintenir désormais d'une manière ferme et durable une barrière précieuse pour vos états, qui leur devient de jour en jour plus nécessaire! L'égarement du ministère autrichien, l'infériorité surtout de leurs généraux, a pensé détruire cette antique monarchie. La puissante et prévoyante main de Votre Majesté Impériale la soutiendra. Si je me permettais de lui annoncer des résultats dès longtemps prévus par sa sagesse, je montrerais à Votre Majesté dans l'avenir, pour prix d'une assistance si sage et si prévoyante, la conservation de son influence politique, qui serait si éminemment compromise si la monarchie autrichienne pouvait cesser d'exister.

«La paix qui, sans doute, va s'effectuer sous les auspices de Votre Majesté Impériale sera solide et résistera aux efforts perturbateurs de l'Angleterre. Cette double

garantie, qu'une cruelle expérience fera si vivement regretter à l'Autriche de n'avoir point acceptée, sera maintenant réclamée par elle avec instance comme le seul garant de la nouvelle existence qui va lui donner la paix, et si, à ce bienfait, Votre Majesté, d'accord avec l'empereur Napoléon, ajoutait celui d'admettre l'Autriche dans son alliance avec la France, quels troubles désormais pourraient agiter encore la surface du continent et retarder le moment où l'Angleterre sera forcée d'écouter la voix de la justice et de la raison? J'ose me flatter de l'espoir que ces réflexions, dictées par le plus véritable zèle pour la gloire et la prospérité de Votre Majesté Impériale, seront accueillies d'Elle avec bonté».

Là encore, tout est dit clair et net.

Les rapports ci-dessus du prince Kourakine montrent qu'il avait sur les choses une vue d'ensemble parfaitement juste, malgré son âge et bien qu'il fût l'homme d'autres temps et d'autres idées, qu'il avait vite fait de saisir de quoi il s'agissait, et qu'il se plaignait tout aussi judicieusement de l'absence d'instructions nettes ou simplement de la mauvaise volonté qu'on apportait à le mettre au courant de tous les secrets de la politique russe. Sans doute, le ton de ces lettres est tout autre que celui de Caulaincourt; rien d'étonnant à cela: l'ambassadeur de France était un grand intime d'Alexandre, tandis que le prince Kourakine ne s'écartait pas du rôle de représentant russe, bien reçu par Napoléon, mais sans le moindre relâchement dans les lois de l'étiquette. La différence est intéressante à observer, et avec les années deviendra encore plus tranchée.

Considérons maintenant les événements qui suivirent la bataille de Wagram (5 et 6 juillet 1809 nouveau style).

Les choses s'étaient encore compliquées et les principaux intérêts en jeu étaient devenus encore plus opposés. A la suite de l'armistice conclu à Znaïm le 30 juin (12 juillet), des négociations de paix étaient engagées dans la petite localité d'Altenbourg sur la frontière hongroise. Le représentant de Napoléon était Champagny, ceux de l'Autriche Metternich et le baron Nugent. Napoléon résidait au château de Schœnbrunn, l'empereur François dans la petite ville de Dotis. Metternich avait pris à tâche de traîner en longueur le plus longtemps possible les pourparlers, et il y réussit puisque la paix de Vienne ne fut signée que le 14 octobre, de brouiller la Russie et la France, et d'apitoyer les deux monarques alliés pour empêcher de trop grands agrandissements territoriaux, auxquels tenait Napoléon. En outre, Metternich avait l'idée de tenter de conclure avec la France une alliance dans le genre de ce qui avait été fait à Tilsitt et à Erfurt par la Russie. A ce propos, M. Vandal fait avec raison la remarque suivante:

«Sans doute, Metternich était loin de songer à un rapprochement sincère avec Napoléon; l'idée d'admettre comme définitivement acquises les conquêtes de la France, la forme nouvelle donnée à l'Europe, ne lui venait pas à l'esprit. Il estimait toutefois que l'Autriche, en s'unissant momentanément à l'empereur, pourrait échapper aux conséquences de sa dernière défaite, éviter de nouvelles mutilations et se mettre à même d'attendre dans une position sûre, commode, avantageuse, l'heure de l'universelle trahison «et le jour de la délivrance commune»; c'était ce qu'il appelait «travailler au salut par des moyens plus doux». Imiter la Russie, avec l'arrière-pensée de prendre sa place dans les faveurs de Napoléon, tel était aujourd'hui son but, son

espoir, et le rêve qu'il caressait eût été d'attacher son nom à un Tilsitt autrichien».

Le diplomate autrichien trouvait plus avantageux de renoncer pour un temps au jeu entrepris avec Alexandre, et, selon l'heureuse expression qu'il emploie dans ses Mémoires, de «travailler au salut par des moyens plus doux».

Dans ses conversations avec l'empereur des Français et avec Champagny, il insiste particulièrement sur l'ambiguïté de l'attitude de la Russie dans les derniers mois, et il exprime même ses regrets de la manière insuffisante dont Alexandre appuie son allié.

Cette tactique astucieuse finit par être couronnée de succès, et les événements justifièrent la finesse de vues de Metternich plus encore qu'il ne pouvait lui-même l'espérer.

Du côté russe, l'empereur Alexandre et le comte Romantzoff ne se décidaient pas à se prononcer nettement, malgré tous les efforts de Caulaincourt pour obtenir des réponses catégoriques, si nécessaires à Napoléon. Il n'y avait de nettement exprimée que l'intention de ne pas prendre part aux négociations de paix et de s'opposer à tout agrandissement du duché de Varsovie.

A la fin d'août revint à Vienne le colonel aide de camp Czernicheff, non plus, cette fois, en qualité de chargé d'affaires, mais pour faciliter la correspondance personnelle des deux monarques. Ce fut lui qui apporta à Napoléon la lettre de l'empereur que voici:

«Monsieur mon Frère,... La possibilité de la paix me fait éprouver une satisfaction réelle. Mes intérêts se trouvent dans la main de Votre Majesté; j'aime à placer une confiance entière dans son amitié pour moi. Elle peut m'en donner un gage certain en se rappelant ce que je lui ai

souvent répété à Tilsitt et à Erfurt sur les intérêts de la Russie par rapport aux affaires de la ci-devant Pologne, et ce que j'ai chargé depuis son ambassadeur de lui exprimer en mon nom. Je me réfère au contenu de la dépêche écrite à la suite de mes entretiens avec lui, s'il a été exact dans ses rapports. Votre Majesté me rendra la justice qu'en commençant la guerre contre l'Autriche, je n'ai rien articulé d'avance pour moi, que j'ai commencé cette guerre en en ayant déjà quatre sur les bras, dont deux par suite de mon système d'alliance avec Elle. Mon plus grand désir est que tout ce qui puisse nuire à cette alliance soit écarté, afin qu'elle puisse se consolider de plus en plus. Je le répète à Votre Majesté, j'aime, dans une circonstance aussi importante, à compter formellement sur son amitié pour moi. Votre Majesté voit toute la franchise et tout l'abandon de confiance que je mets en Elle; j'ai droit d'espérer qu'Elle en usera de même envers moi. Je charge le porteur de cette lettre de remettre également à l'empereur d'Autriche celle que je lui adresse. Il reviendra ensuite attendre les ordres de Votre Majesté». *(Correspondance de Napoléon, XIX, pp. 480—481)*.

M. Vandal dit au sujet de cette lettre: «Une première conclusion se dégageait de sa lecture: l'empereur Alexandre ne se ferait point représenter aux conférences; après avoir abandonné à Napoléon le poids de la guerre, il lui laissait la responsabilité de la paix; il lui confiait l'intérêt russe et le plaçait entre ses mains. Cet intérêt se rapportait exclusivement à la Pologne».

L'appréciation de l'éminent historien est parfaitement juste, et il n'y a rien à y ajouter. Ainsi donc, la politique russe se réduisait bien à l'expectative, mais, si on tient

compte du temps nécessaire aux questions de Napoléon et aux réponses d'Alexandre pour franchir la distance considérable qui séparait les deux capitales, on comprendra les surprises qui attendaient le cabinet russe en octobre 1809.

Ce n'était guère par ses tergiversations excessives et le caractère évasif de ses conversations avec l'ambassadeur de France que l'empereur Alexandre pouvait arriver aux résultats désirés et attendus.

Son allié l'empereur Napoléon n'était plus le même; sa confiance dans la Russie était à tel point ébranlée à la suite de la dernière campagne, qu'il fallait s'attendre à une revanche quelconque de l'amour-propre offensé du grand homme de guerre.

Elle fut prise en octobre, lors de la signature de la paix avec l'Autriche.

Sans anticiper sur les événements, voyons où en était Napoléon. Sa position après la débâcle de l'Autriche se trouvait fort délicate. D'une part, il voulait moissonner le plus de lauriers possible en faisant de grosses acquisitions territoriales; d'autre part, il fallait ménager les intérêts de la Russie en ne se mettant pas à dos le gouvernement russe dans la question polonaise; enfin il fallait, d'une manière ou d'une autre, se montrer bien disposé en faveur des Polonais. Un moment, Napoléon pensa déclarer la Galicie indépendante et mettre sur le trône de Cracovie le plus jeune frère de l'empereur François, le duc de Würtzbourg, qui lui était tout dévoué, mais cette combinaison pouvait indisposer et la Russie et la Pologne. Avec l'idée d'un agrandissement du duché de Varsovie, pour satisfaire les prétentions des Polonais, il fallait partager la Galicie, et peut-être en laisser une partie à l'Autriche en donnant

l'autre, la plus petite, à la Russie. Mais le long silence d'Alexandre ne permettait pas de pénétrer les vues réelles de la Russie.

C'est en présence de cette incertitude que Napoléon fait rédiger par Champagny une instruction étendue, envoyée à Caulaincourt le 12 août nouveau style (reproduite en entier par M. Vandal). On y remarque les indications suivantes:

« Marchez avec mesure, tâtez le terrain, insinuez, discutez, disposez les esprits à des ouvertures plus formelles, ne montrez ni cartes ni dépêches, et prévenez les soupçons au lieu d'éveiller les défiances.

« Dans cette dépêche, je suppose la Galicie entière arrachée à l'Autriche. Si on ne pouvait en obtenir qu'une partie, ce serait seulement le cinquième de cette partie qui appartiendrait à la Russie, et elle serait prise de préférence là où la religion grecque est le plus généralement professée.

« Je reviens sur l'objet de cette lettre pour que vous ne vous y mépreniez pas. Il n'est pas question de faire une ouverture à la Russie, encore moins une proposition directe, mais de sonder ses dispositions, de savoir si l'appât d'un million de population dont elle ferait l'acquisition pourrait la porter à consentir volontiers à ce partage de la Galicie. L'empereur veut avant tout rester en bonne intelligence avec elle; vous ne devez donc rien hasarder de ce qui pourrait la refroidir sur notre cause et l'éloigner de nous. La disposer à accéder aux vues que je vous communique doit être le but de vos efforts. L'empereur vous saura gré du succès, mais il vous recommande de ne rien compromettre ».

Dans ces pourparlers, Napoléon fait preuve d'un remarquable talent de diplomate, qui finit par être couronné d'un succès complet.

Avant de rien dégager de définitif sur les négociations de paix, suivons d'un peu près les rapports de Caulaincourt pour l'été de 1809.

Le 4 juillet 1809, Caulaincourt rapporte: «L'empereur Alexandre croit toujours, relativement à sa position, *avoir fait l'impossible (souligné dans l'original),* dit-il, même depuis que les lenteurs du prince Galitzine ont fait perdre Sandomir. La réserve, le silence même de l'empereur me décèlent qu'il est blessé; ses formes n'ont cependant pas changé, surtout en public: je le vois aussi souvent, il me traite personnellement avec la même bienveillance, mais il coupe court à toutes les conversations d'affaires, et sans abréger les entretiens, ce qui fait que le public ne s'aperçoit de rien».

Et plus loin, les paroles suivantes de Romantzoff à l'empereur Alexandre: «Il y a des moments où l'empereur Napoléon soupçonne tout le monde. Je l'ai vu comme cela à son retour d'Espagne: il avait oublié notre conduite dans les affaires de ce pays et à Erfurt, et il se méfiait de V. M., de moi, de tout le monde. Il me disait lui-même que cette guerre d'Autriche n'était peut-être pas pour nous le cas de l'alliance, sans doute pour me sonder, mais tout cela ne me faisait rien, je ne m'effarouchais pas, je savais que V. M. tenait avant tout à l'alliance. Dans tout ceci, l'empereur Napoléon calcule ce que nous aurions pu faire d'après ce qu'il a fait pour lui; il ne voit que ce qu'il a voulu et qui n'a pas entièrement rempli son but, et ne nous tient pas compte de tout ce qu'il a fallu surmonter

pour le servir comme nous l'avons fait, parce que le fond de son caractère, essentiellement politique, le porte toujours à soupçonner. Il faut voir en lui un grand homme qui ne se maîtrise pas toujours; il n'y a pas de cadre pour son génie. Les guerres du continent l'entraînent toujours au delà de son but».

Ces soupçons de l'empereur inquiètent l'ambassadeur; le 15 juillet, il prie Napoléon d'écrire personnellement à l'empereur Alexandre: «Dans la situation des choses, un mot de V. M. à l'empereur Alexandre dissiperait bien des doutes, même des inquiétudes et du mécontentement; car il en est venu à penser que le silence de V. M., qu'il attribuait dans le principe à ses nombreuses occupations et à la vie active qu'Elle menait, tient à une arrière-pensée, qui l'empêche de répondre au contenu de ses différentes lettres. Je fais de mon mieux pour détruire cette impression, soit directement, soit par ce qui l'entoure, mais je vois à regret que je n'y réussis pas comme je le voudrais».

Enfin la lettre arrive. Voici comment Caulaincourt en rend compte, le 17 juillet: «La lettre de V. M. à l'empereur lui a fait grand plaisir, mais n'a point dissipé les doutes sur la Pologne: je crois même remarquer qu'ils se sont accrus depuis qu'il a vu M. de Czernicheff. Au fond, on se plaint plus de ce qu'on craint pour l'avenir que de l'état actuel; on tient, à ce qu'il paraît, à des assurances écrites: si on les obtient, on sera fort content. Quoi qu'on dise et promette, je doute que le prince Galitzine agisse si les hostilités recommencent, ou se mette même en rapports de correspondance avec V. M., avant qu'on n'ait une réponse. J'éclaircirai cela sous peu de jours».

Du 26 juillet, conversation sur les affaires de Pologne: «L'empereur reprit là-dessus la conversation qu'il avait eue précédemment avec moi sur les affaires de la Pologne. Il s'étendit longuement sur tous les griefs qu'il croyait avoir, sur la nécessité où on l'avait mis de demander des explications par écrit. Il me dit avoir approuvé la note que M. de Romantzoff devait me remettre. Il se plaignit beaucoup de la conduite qu'on tenait envers lui dans ces affaires de Pologne, s'appuya toujours sur ce qu'il avait été franchement, sur ce qu'il avait cru impossible, jusqu'à l'événement, que V. M. récompensât sa loyauté, sa conduite envers Elle, en autorisant des projets qu'Elle savait si opposés à ses intérêts. Je répondis que ces projets n'étaient que dans la tête, ou plutôt dans l'esprit de malveillance, de ses généraux, de ses agents à l'étranger, qu'il devait ajouter quelque foi aux assurances que je lui avais données, à celles que je lui répétais, que tous ces griefs n'étaient que des on-dit, démentis par les faits, par la mesure même prise par V. M. pour que rien ne fût fait en Galicie au nom du grand-duché, qu'Elle lui prouvait, au contraire, en faisant prendre possession en son nom des conquêtes du 9[e] corps, combien Elle désirait entrer dans ses vues, que c'était répondre par un cartel à des intentions amicales que de remettre une note quand on s'était toujours expliqué de confiance sur toutes choses, que c'était rentrer dans l'ancienne routine diplomatique pour rien, que les agents politiques ne devaient se blesser de rien de ce qu'un souverain leur faisait l'honneur de leur dire, mais que cette marche annonçait cependant peu de confiance. Je passe à V. M. tout ce que l'empereur me répondit de personnellement obligeant. Il ajouta à cela qu'il convenait des lenteurs, des mauvaises opérations du prince Galitzine; il me

répéta tout ce qu'il m'avait dit précédemment sur les causes de ces retards, comme sur la vieille routine des gens peu capables. «Si ce n'était pas, me dit-il, avoir l'air de se justifier de torts qui ne sont pas de notre côté, depuis toutes ces *histoires polonaises,* je vous montrerais ma correspondance avec le prince Galitzine: vous y trouveriez la preuve que j'ai été dc parole sur tout et qu'il n'a pas dépendu de moi que les choses n'allassent autrement. Malgré ce qui s'est passé et l'embarras que ces affaires de Pologne mettent dans ma position, je lui ai encore écrit de Borgo. Vous ne l'auriez pas fait vous-même d'une manière plus positive; certes, je ne l'ai pas ménagé, mais, tout en condamnant ses lenteurs, il faut un peu se mettre à sa place: que ferait l'empereur, s'il marchait avec 50.000 hommes laissant sa frontière ouverte et dégarnie, et qu'on en armât 50.000 sur ses derrières? Voilà cependant la position du prince Galitzine en Galicie».

Et plus loin: «Si l'empereur tient à l'alliance et ne veut rien de contraire à mon honneur comme aux intérêts de mon Empire, il doit s'expliquer avec plaisir et en avoir à me tranquilliser: comme je suis sans ambition, je ne suis pas difficile à contenter. Si l'empereur a d'autres projets, il est bon que je sache à quoi m'en tenir; il le faut même pour mes peuples, car, en accréditant peut-être l'opinion que Messieurs du grand-duché cherchent déjà à émettre pour rallier tout à eux, que c'est d'accord avec moi que l'on veut restaurer la Pologne, cela peut-il tomber sous le sens à ceux qui ont la plus légère idée de notre politique, de nos intérêts»?

«Quant à la note, S. M. me dit: «Elle sera dans les termes qui conviennent à l'attachement que j'ai pour l'empe-

reur Napoléon et au prix que j'attache à notre alliance et à son estime. C'est pour conserver cette alliance, avant qu'on y porte atteinte, que je veux m'expliquer maintenant de manière à ce qu'il ne reste pas un doute. Que l'empereur fasse cesser les justes inquiétudes qu'on m'a données, et il verra, soit contre l'Autriche, soit contre l'Angleterre, avec quelle loyauté je le seconderai».

Conclusion de l'entretien: «L'empereur, en souriant, me dit: «J'avais prévu ces tracasseries polonaises, mais je vous avais si franchement expliqué mon opinion sur cela, que, confiant en l'empereur, j'ai passé là-dessus par le seul désir de le servir. Je vais vous parler franchement: vous m'assurez que l'empereur ne veut rien qui puisse troubler la tranquillité de mes Etats, vous dites que je ne m'inquiète que d'on-dit; eh bien, général, je vous assure qu'il y a des faits plus que vous ne pensez. Nous connaissons aussi la valeur des mots et de ce qui s'imprime; puis l'empereur lui-même a dit un jour à Czernicheff, en causant, qu'il prévoyait que nous aurions de la peine à être d'accord sur les affaires de Pologne, que cela serait difficile à arranger, qu'il pensait cependant qu'il y aurait des moyens de s'entendre. Ceci est assez clair, ce me semble, mais moi qui ne vois pas de moyens, qui ne veux aucun changement nouveau, qui ne puis consentir à aucun, comme je vous l'ai dit depuis longtemps, je m'explique avant qu'on ne puisse s'en faire un moyen de discorde: l'empereur appréciera, j'espère, ma franchise».

«L'empereur daigna me donner ensuite à lire la lettre de V. M., en ajoutant: «Elle m'a fait grand plaisir, je ne fais point de politique avec lui, personne ne lui désire plus sincèrement des succès et ne s'en réjouit plus réellement. Dans tout ce qui peut l'intéresser, vous devez savoir que

je cherche même à ne pas lui laisser un doute sur mon opinion, sur mes vues: je vais au-devant. J'espère donc que, dans cette circonstance, il en fera de même pour moi, s'il tient à moi et à notre alliance comme je tiens à lui et à elle».

«L'empereur m'a témoigné plusieurs fois sa reconnaissance pour toutes les marques de bonté dont M. de Czernicheff a été l'objet; il m'a chargé de remercier V. M. de la Légion d'Honneur qu'Elle daignait m'annoncer pour cet officier, en ajoutant: «Je la lui verrai porter avec d'autant plus de plaisir, que je voudrais l'avoir méritée et la recevoir de la même manière que lui, et à côté de l'empereur».

L'inquiétude sur le sort de la Galicie dans la solution de la question polonaise est au premier plan, et, bien que tous les entretiens portent le masque de l'amabilité, Caulaincourt a de la peine à agir selon la volonté de son maître.

Le 2 août, l'aide de camp Gorgoly avait apporté une lettre de Napoléon. Caulaincourt écrit à ce propos:

«La lettre dont Votre Majesté a chargé M. Gorgoly pour l'empereur Alexandre lui a fait grand plaisir, il me l'a dit et cela se voyait. J'obéis à ses ordres en expédiant un courrier à V. M. pour lui rendre compte de la dernière conversation, qui se trouve consignée dans le rapport du 3 août qui est ci-joint.

«On parle plus que jamais des affaires de Pologne; l'exaspération des esprits contre l'empereur et le comte de Romantzoff en est augmentée. On met cela en avant comme un projet avoué, comme une chose arrêtée par V. M.: Elle ne peut se faire une idée de l'effet que cela produit sur cette vaniteuse noblesse. L'empereur ne s'en inquiète pas: il a, je crois, raison, car tout fume plus que cela ne brûle

ici. Je n'ai pas encore vu la fermentation à ce point et aussi générale; ce qu'a dit le grand-duc et les bavardages de l'impératrice mère y contribuent: l'empereur et le ministre restent calmes au milieu de cette agitation et en imposent réellement.

«On se rend aujourd'hui à Péterhof pour les fêtes; cela, et la négociation avec la Suède, que la prochaine arrivée des plénipotentiaires à Frédérikshamm doit ouvrir, distraira.

«J'envoie à V.M. un ouvrage imprimé ici, sur «L'art de la Guerre»; on l'attribue à un général Phull, prussien au service de la Russie, dont l'empereur fait beaucoup de cas. Il a eu le bon esprit de prédire les succès de cette campagne, même quand l'Allemagne nous inondait de ses mauvaises nouvelles.

«M. Gorgoly parle bien de tout ce qu'il a vu et surtout dans un bon esprit; il m'a dit la même chose que l'empereur de sa conversation avec l'archiduc Ferdinand. Comme tous les Russes, il se plaint beaucoup du prince Poniatowsky et de ce qui se passe à son armée: il dit l'animosité de part et d'autre à son comble.

«Le ton, la bienveillance particulière dont m'honore l'empereur n'ont pas changé. Il était touché de la lettre de V.M., blessé que je n'eusse répondu par aucun engagement sur les affaires de Pologne: il paraissait m'en adresser un reproche et croire que V.M. voulait abuser de la confiance qu'il dit lui avoir témoignée; il tient surtout à ce qu'Elle appuie son attachement. A la fin de la conversation, la confiance s'est rétablie, sa bonté pour moi a été la même; je ne me suis engagé sur rien, mais l'empereur, même le comte de Romantzoff paraissent croire que V.M. les satisfera. Elle doit s'attendre à les trouver pressants, car ils sont au

fond véritablement inquiets, et tout ce qui vient du dehors, comme tout ce qui se passe ici, est fait pour accréditer cette opinion. Le comte Romantzoff dit que les Polonais et leurs affaires sont comme le vin de Champagne, qui mousse, mais ne se conserve pas, qu'ils ne peuvent faire une nation».

Le 3 août, nouvelle conversation sur la Pologne: «Eh bien, en peu de mots, je vais vous répéter ce que je vous ai souvent dit, général, et dont je ne me départirai jamais, car je ne puis sacrifier l'intérêt de mon Empire, celui de mes peuples à mon attachement pour l'empereur Napoléon. Dans la situation actuelle des choses, je ne veux rien pour moi, pas plus une province qu'un village. Le monde n'est pas assez grand pour que nous puissions nous arranger sur les affaires de la Pologne, s'il est question de sa restauration d'une manière quelconque: voilà toute ma pensée; je n'ai pas attendu à aujourd'hui pour vous la dire, pour que l'empereur Napoléon la connaisse. Ceci est invariable, il n'y a point à entrer en discussion sur ce point. Je désire que vous le mandiez tout de suite à l'empereur Napoléon; vous lui direz en même temps tout le plaisir que m'a fait sa lettre, tout le prix que j'attache à son amitié, et qu'il doit compter sur moi et sur l'assistance de l'alliance dans toutes les circonstances. Il voit, par les affaires de Suède, comme par toute ma conduite, que je marche fidèlement dans le système. Peut-être la paix va-t-elle se faire, peut-être la guerre recommencera-t-elle? En tout état de cause, il doit compter sur moi. Mandez-lui ces propres paroles: qu'il fasse répondre à ma note et me rassure, comme je dois l'être, sur la Galicie, et qu'il donne alors des ordres à Galitzine comme à un de ses divisionnaires, qu'il dispose

de mon armée comme d'une division à lui. Vous voyez ma confiance en lui, et comme je veux qu'il soit servi et secondé: tant qu'on ne me donnera pas de sujets d'inquiétude, je suis sans arrière-pensée».

«L'empereur s'étendit sur tout ce qu'on a fait et dit, selon lui, pour amener cette restauration de la Pologne. Il me dit que, plein de confiance en V. M., prenant pour règle de la conduite qu'Elle tiendrait vis-à-vis de lui celle qu'il avait tenue envers Elle, il n'avait jamais voulu croire à tout ce qu'on lui rapportait, jusqu'à ce que les faits l'eussent forcé à s'expliquer officiellement, comme il l'avait fait précédemment de confiance, pour éviter cela et ne point laisser de doutes sur ses intentions.

«L'empereur me reprocha ensuite de ne pas avoir répondu au contenu de sa note. Il me dit que je m'étais montré avant la guerre disposé à faire les arrangements qui pouvaient lui convenir ou le tranquilliser par rapport à la Galicie, que je lui annonçais alors être si fondé, si autorisé à conclure ceux qu'il jugerait nécessaires, qu'il était inconcevable que je ne puisse rien répondre aujourd'hui, qu'il ne voyait pas ce qu'il pouvait y avoir de changé à cet égard, qu'aucune circonstance ne changeait ses intentions ou sa conduite pour tout ce qui pouvait non seulement tranquilliser, mais même seconder son allié, que V. M. devait avoir apprécié la délicatesse qu'il avait mise à n'exiger alors aucun engagement pour agir, qu'il avait pensé que la bonne foi devait, plus que la politique, servir de cachet à toutes les relations de l'alliance qui unissait les deux souverains comme les deux empires, que sans cela, c'était la reléguer dans la classe des transactions politiques ordinaires, ce qu'il n'avait pas voulu».

LXXXVI

Le 19 août, Caulaincourt communique ce qui suit: «L'inquiétude et la fermentation sont ici à leur comble; l'empereur seul est calme et paraît même rassuré et plus confiant depuis quelques jours. Il n'en est pas de même de ce qui l'entoure, et tout ce qui vient des provinces est dans le même esprit. Depuis que j'ai l'honneur de servir en Russie, je n'ai jamais vu autant d'agitation, mais elle n'influe pas sur le souverain: comme toujours, il se raidit plus qu'il ne cède à cette opinion; en cela elle m'a servi plus qu'elle ne m'a nui. Chacun me parle et m'attaque même sur les affaires de Pologne; les fidèles serviteurs de l'empereur, tels que le comte Tolstoï et quelques autres, sont les plus effrayés. J'impute tout cela aux bêtises et aux lenteurs du prince Galitzine: on commence à être fort d'accord sur cela; l'empereur est le seul qui le défende un peu. Je me sers de toutes les voies pour ranimer la confiance de l'empereur et pour dissiper les inquiétudes. Le cri général est qu'il faut tout sacrifier, plutôt que souffrir que la Galicie soit réunie au grand-duché; ce sont aussi les mots sacramentaux de l'empereur et du comte de Romantzoff, mais ces paroles n'ont probablement pas toute la valeur qu'on veut leur donner. Obligé à une grande réserve sur ce chapitre pour ne pas achever d'altérer la confiance ébranlée, je ne puis dire à V.M. si un partage quelconque de la Galicie entre la Russie et le grand-duché rendrait la question plus abordable. Tout ce qui m'est revenu sur les réflexions qu'ont produites les articles des journaux ne m'a donné aucune lumière sur cela».

A la même date, l'ambassadeur rapporte encore que l'empereur Alexandre ne veut pas prendre part aux négociations de paix avec l'Autriche: «S.M. me répéta, comme

dans d'autres conversations, qu'Elle ne voulait rien pour Elle, qu'Elle avait intérêt à ce que l'Autriche ne fût pas trop abîmée et affaiblie».

Et encore: «Vous faites la guerre à l'Autriche et nous aussi pour vous: eh bien, vous liez à cette guerre ce qui est le plus contraire à mes intérêts. C'est l'Autriche qui est l'ennemi que nous combattons ensemble, et on attente pendant ce temps à l'indépendance de votre ami, de votre allié».

Enfin, conclusion: «L'empereur me répéta encore que, quant aux intérêts de la Russie, il les remettait dans les mains de V. M., d'une part, pour lui montrer, ainsi qu'à l'Europe et à son Empire, toute sa confiance dans un moment où tout retentissait de ce qui se préparait soi-disant contre ses intérêts, de l'autre, parce que l'envoi d'un négociateur russe était inutile, vu la distance qu'il avait à parcourir et l'époque à laquelle V. M. lui avait offert d'intervenir, qu'il n'arriverait pas à temps et que cela ne pourrait donc que gêner V. M. ou arriver à une époque où tout serait déjà fini, que V. M. menait ses affaires trop vite pour ne pas savoir d'avance qu'il ne pourrait arriver à temps. Il ajouta qu'il ne pouvait désirer que l'Autriche fût trop maltraitée à la paix, mais que, si elle ne la faisait pas et que V. M. le rassurât, Elle pouvait disposer de son armée, parce qu'il désirait pour l'humanité que cette lutte se terminât promptement et prouver d'ailleurs à V. M. qu'il était un franc allié».

Deux des rapports de Caulaincourt en septembre manquent aux archives de France, et c'est très regrettable, car tous deux étaient sans aucun doute d'une grande importance: ils furent enlevés lors de la Restauration.

Le 28 septembre, l'ambassadeur rend compte d'une longue conversation qu'il a eue avec l'empereur, qui recommence visiblement à lui témoigner une entière confiance. La conclusion seule est intéressante:

« Cet entretien de confiance dura fort longtemps. Ensuite il me dit qu'il écrirait lui-même à V. M. pour lui envoyer le traité avec la Suède, qu'il aimait à lui faire hommage de tout et à constater de toutes manières non seulement l'alliance, mais l'amitié qu'il avait pour V. M.

« Il me dit ensuite qu'il avait de bonnes raisons de croire que la lettre portée par M. de Czernicheff et le voyage qu'elle avait fait par le quartier général de V. M. seraient un grand acheminement à la paix, que cela déciderait sans doute l'empereur d'Autriche, puisque cela lui prouverait que tous les bavardages qu'on faisait en Europe n'avaient altéré en rien l'alliance et que la Russie marchait d'accord avec son allié, franchement dans son système, que rien ne pourrait l'en détacher: « Tel a été mon but, me dit l'empereur, et je ne doute pas qu'il n'ait été rempli. L'empereur Napoléon l'aura, j'espère, senti, et vous savez que, sous ce rapport, vous m'avez toujours trouvé non seulement tout disposé à entrer dans vos vues, mais même chaud pour vos intérêts. Si l'empereur n'a donc pas voulu écraser tout à fait l'Autriche, je ne fais pas de doute qu'il l'aura trouvée toute disposée à la paix ».

Pendant que Caulaincourt faisait ses rapports détaillés, d'où il était difficile de dégager, à part les vues nettement exprimées sur la question polonaise, ce que voulait au juste le gouvernement russe, Napoléon continuait son séjour à Vienne, où les négociations de paix avec l'Au-

triche se poursuivaient avec une extrême lenteur. On ne saisit guère, pourquoi Alexandre ne disait clairement qu'il ne souffrirait aucun agrandissement du duché de Varsovie.

Le cabinet de Vienne devinait que le traité de paix ne pouvait guère être signé sans froissements sérieux entre la Russie et la France. Metternich suivait avec soin la marche des événements, s'efforçant de persuader les délégués français que le temps était arrivé où l'Autriche pouvait entrer en rapprochement plus étroit avec le gouvernement français: il comprenait, avec sa perspicacité ordinaire, que l'Autriche pouvait contracter avec ses vainqueurs une convention avantageuse sur les bases de l'accord de Tilsitt, où elle prendrait la place de la Russie, pour mieux réussir un jour, bien entendu, à briser le puissant ennemi commun.

L'idée de ce nouveau rapprochement commença à trouver de plus en plus de partisans, tant chez les Français que chez les Autrichiens. Mais avant de la mettre à exécution, il fallait tout faire pour brouiller les amis de Tilsitt. L'éloignement entre Pétersbourg et Vienne, l'attitude dilatoire et évasive de l'empereur Alexandre, l'impatience de Napoléon de conclure vite la paix, tout favorisait le plan de Metternich.

C'est à ce moment qu'arriva à Vienne le colonel Czernicheff, porteur de lettres autographes du souverain russe à Napoléon et à l'empereur d'Autriche. Dans la lettre à son allié, l'empereur déclare nettement son intention de ne pas prendre part aux négociations de paix et de s'en remettre entièrement à Napoléon pour la défense des intérêts de la Russie. Ces intérêts ne portaient guère que

sur la Pologne, à l'agrandissement territorial de laquelle Alexandre s'opposait.

M. Vandal fait une observation bien juste: «Après avoir abandonné à Napoléon le poids de la guerre, il lui laissait la responsabilité de la paix». *(Napoléon et Alexandre, t. II, p. 135).*

A l'empereur François Alexandre se borne à exprimer ses condoléances et l'espoir d'un prompt aboutissement des négociations. Lieux communs, phrases creuses!

Napoléon prodiguait à Czernicheff les marques d'attention pour bien montrer aux Autrichiens ses bons rapports avec la cour de Russie et accélérer ainsi les négociations. Mais Metternich et Bubna n'étaient guère dupes de ces démonstrations d'amitié. Au contraire, ils devinrent plus hardis sur une question qu'ils avaient jusqu'alors évitée, celle de la Galicie: c'était cette Galicie qui allait faire la pomme de discorde entre la Russie et la France. Napoléon, lui, se trouvait dans une incertitude manifeste; il attendait avec impatience des nouvelles de Caulaincourt dans l'espérance de savoir enfin quelque chose de net sur les vues du gouvernement russe, et hésitait à prendre une résolution définitive. Metternich et Bubna ne perdaient pas leur temps et, dans leurs conversations avec Champagny et Maret, ainsi qu'avec l'empereur lui-même, cherchaient à le mettre de leur côté en tournant en dérision les prétendus services rendus par la Russie dans la dernière campagne et faisant de plus en plus d'allusions à la possibilité de la nouvelle alliance.

Le 12/24 septembre, arriva enfin le rapport attendu de Caulaincourt. Le retard était dû à ce que l'ambassadeur de France n'avait pu voir ni l'empereur ni le chancelier.

Alexandre s'était blessé en tombant de voiture, et le comte Romantzoff était en Finlande. Ce n'est qu'à la fin d'août que Caulaincourt avait pu se faire recevoir par l'empereur: cette fois il échappa au monarque quelques mots qui simplifièrent la tâche de Napoléon.

Dans sa conversation avec l'ambassadeur, Alexandre lui dit, entre autres choses, ceci: «Je ne suis pas assez déraisonnable pour m'opposer à ce que le grand-duché de Varsovie acquière un district de Galicie, s'il est enlevé à l'Autriche».

C'était la première concession, exprimée pour la première fois, relativement à la question.

Napoléon en tira parti sans tarder, en envoyant le 15/27 septembre à Bubna une lettre autographe au nom de l'empereur François, en manière, cette fois, d'ultimatum. En vertu des conditions exigées, la France recevait un million seize cent mille âmes dans l'Empire, quatre cent mille sur le Danube, et deux millions à partager entre la Russie et la Saxe. A cet ultimatum l'empereur François envoya, par le même intermédiaire, une réponse où il suppliait Napoléon de modérer ses exigences. Les pourparlers allaient prendre tout d'un coup un caractère tumultueux. Que d'arguments, de menaces, de propositions Napoléon victorieux n'adressa-t-il pas à l'Autriche dans ce mois de septembre! Tantôt c'était l'intervention de l'empereur Alexandre avec prolongation de l'armistice pendant six mois; tantôt, la rupture immédiate et, pour un peu, le partage total de l'Autriche: en un mot, pressé d'en finir avec la conclusion de la paix et de rentrer à Paris, où sa présence était indispensable, Napoléon intimidait l'empereur François et les plénipotentiaires autrichiens, les mettant littéralement aux abois.

Mais c'était surtout le long silence de l'empereur Alexandre qui irritait Napoléon, et il prit la ferme résolution d'agir de manière à montrer à la Russie son mépris de son attitude énigmatique.

Enfin, le 2/14 octobre, Napoléon signe avec Bubna et le prince de Lichtenstein la convention définitive connue sous le nom de traité de Vienne. Les Autrichiens étaient impuissants à résister davantage: mieux valait se soumettre aux dures exigences du vainqueur que de continuer une lutte inégale. Le traité détachait de l'Autriche une population de trois millions et demi d'âmes, dont quatre cent mille passaient à la Bavière et un million deux cent mille allaient arrondir l'Illyrie française; le roi de Saxe, comme duc de Varsovie, en recevait un million cinq cent mille; quant à la Russie, il ne lui en revenait que quatre cent mille en Galicie.

Après la France, c'était, on le voit, la Pologne qui avait reçu le plus gros accroissement territorial, sous le masque, il est vrai, du royaume de Saxe, puisque le roi de Saxe était duc de Varsovie. Mais ce jeu de paroles ne trompa personne: les faits étaient là.

Il arriva un message de Caulaincourt, en date du 13/25 septembre, mais trop tard: le traité était déjà signé. Que contenait-il? Caulaincourt y faisait savoir qu'Alexandre s'était décidé à se prononcer plus nettement, et voici comment: «Si l'on veut un partage entre moi et le grand-duché, il faudra qu'il ait la petite portion et moi la grande».

Napoléon ne tint aucun compte de ces paroles et se borna à envoyer en réponse par le colonel Czernicheff une lettre autographe à l'empereur Alexandre, où il disait, entre autres choses, ceci:

« J'ai ménagé les intérêts de Votre Majesté comme Elle aurait pu le faire Elle-même, en conciliant le tout avec ce que l'honneur exige de moi ».

Que d'ironie méchante dans ce peu de mots! Rien d'étonnant à ce que l'empereur Alexandre n'ait pu oublier si vite le résultat de son abstention active lors de la guerre de 1809.

Le nouveau procédé de Napoléon, à la suite de ses déconvenues, cajoler, lui aussi, comme Alexandre le cajolait, commença. Et, pour amender la désagréable surprise causée par le traité de Vienne, il fit écrire par Champagny un message détaillé au comte Romantzoff.

Il s'y trouvait exprimé une foule de promesses flatteuses, et une attention particulière y était accordée à la question polonaise.

« L'empereur veut non seulement ne point faire naître l'idée de la renaissance de la Pologne, si éloignée de sa pensée, mais il est disposé à concourir avec l'empereur Alexandre à tout ce qui pourra en effacer le souvenir dans le cœur de ses anciens habitants. Sa Majesté approuve que les mots de Pologne et de Polonais disparaissent non seulement de toutes les transactions politiques, mais même de l'histoire ».

Sans doute, ces propos étonnants ne trompèrent personne; la guerre avec l'Autriche, faite par Napoléon sans le concours actif de la Russie, nous avait donné quatre cent mille Galiciens, et la Pologne, sous le nom de Saxe, acquérait un assez friand morceau. On comprend que, dans la société russe, ce résultat négatif de l'alliance avec la France produisît une impression accablante, et le gouvernement russe se rendait parfaitement compte que les

temps de Tilsitt et d'Erfurt touchaient rapidement à leur fin. Il fallait changer de tactique: le jeu politique se compliquait encore.

Le plus surpris des résultats du traité de Vienne fut notre vieil ambassadeur à Paris, le prince Kourakine. Son état d'esprit ressort nettement d'une curieuse lettre adressée le 21 octobre à l'empereur Alexandre, et dans laquelle Kourakine prenait la liberté de dire avec une pleine franchise ce qu'il pensait de l'état de choses nouvellement créé. L'âme russe du grand seigneur du temps de Catherine s'épanche en un langage ferme dans les lignes de cette lettre. Je cite les passages les plus frappants du long message du prince:

«La nouvelle acquisition adjugée à la Russie dans le traité de Vienne est faite pour produire un juste étonnement, et par le fond, et par la forme de cette cession......

«La Russie semble être mise ainsi sur la même ligne que les autres alliés de la France, les souverains de la Confédération du Rhin, qui ne connaissent plus actuellement d'autres rapports politiques que ceux qui leur seront prescrits par leur Protecteur......

«Seul entre tous les souverains, vous avez conservé, Sire, l'honneur de votre couronne et l'indépendance de votre empire, et en vous tenant aujourd'hui sur une défensive imposante par une armée de deux cent mille hommes toujours maintenue à vos frontières occidentales, il vous sera possible, Sire, d'arrêter encore l'accomplissement des projets destructeurs de ce colosse, élevé sur la ruine de tant d'Etats et de peuples, projets qui ne peuvent plus tendre maintenant qu'à l'abaissement de la Russie, qui existent déjà sans doute dans le fond de la

pensée de Napoléon, et qui certainement ne sont ajournés que pour rendre leur succès d'autant plus sûr......

«Dès à présent, Sire, tandis que l'alliance de Votre Majesté et de l'empereur Napoléon dure encore, ce noyau autour duquel se prépare la réunion de toutes les parties de l'ancienne Pologne jette sourdement des germes d'impatience et de révolte dans les provinces cédées aux Polonais de votre empire, qui n'attendent pour éclater qu'un signal donné par la France......

«J'ose croire que le jour où Napoléon fera éclater les dispositions nouvelles qui s'entretiennent dans son esprit est plus rapproché qu'on ne le pense généralement, puisque dès à présent il cherche peu à les dissimuler. Il semble même vouloir les faire remarquer par les délais qu'il apporte à m'admettre, après son retour, auprès de sa personne et à répondre à la lettre de V. M. que le colonel Gorgoly lui a présentée pendant son voyage......

«Je me crois obligé d'appeler un instant l'attention de Votre Majesté sur cette différence entre l'accueil fait à l'ambassadeur de France et celui que j'ai éprouvé ici, surtout depuis le retour de l'empereur, pour lui rendre plus palpable ce refroidissement, que malheureusement je ne suis que trop fondé à soupçonner».

La conclusion est pleine de franchise et de dignité.

«Je crois avoir rempli le plus saint des devoirs en exposant d'abondance de cœur à V. M. I. le nouvel aspect sous lequel se présentent dans ce moment-ci les affaires générales relativement à la Russie, après les changements qu'un si court espace de temps a fait subir à l'Europe. Personne sans doute ne pourra déguiser ou contredire les dangers que cet ordre de choses produit pour la Russie.

«Je vous supplie, Sire, d'être convaincu que je n'agis que pour l'acquit de ma conscience. Je serais parfaitement heureux si je pouvais réunir à la satisfaction d'avoir fait mon devoir celle de n'avoir point déplu au meilleur des maîtres».

Cette franchise du prince Kourakine ne pouvait guère être trop agréable à l'empereur, qui, dans la suite, laissa plus d'une fois percer du mécontentement et un certain dédain pour les talents de l'ambassadeur. Je ferai aussi remarquer que la lettre, datée du 21 octobre 1809, est évidemment du prince lui-même et de lui seul. Le conseiller d'ambassade comte Nesselrode n'arriva à Paris qu'au mois de mars de l'année suivante; ce n'est donc pas lui qui inspira l'ambassadeur.

Napoléon continuait à tergiverser et, malgré deux demandes écrites de l'ambassadeur, à ne pas le recevoir, ce qui n'était pas sans troubler ni chagriner celui-ci.

Le 26 octobre (7 novembre), dans une lettre à l'empereur Alexandre, le prince dit: «C'est depuis le 15/27 que l'empereur est à Fontainebleau. Jusqu'à présent il n'a rien daigné me faire dire, ni même faire donner de réponse aux deux lettres que j'ai écrites au ministre des relations extérieures pour demander à être admis auprès de lui. Je doute qu'il eût manqué à un semblable procédé envers moi dans un temps où l'alliance de V. M. I. pouvait paraître plus nécessaire à l'accomplissement de ses vœux».

Si on se rappelle qu'en 1807, le choix du souverain était tombé précisément sur Kourakine, le signataire, avec le prince Lobanoff, de la convention de Tilsitt, les observations précédentes acquièrent une portée particulière, et le sens en était parfaitement clair pour l'empereur Alexandre. D'ailleurs les lettres de l'ambassadeur à l'impératrice Marie

Féodorowna témoignent encore plus nettement qu'il se rendait bien compte de sa position, et aussi qu'il avait conscience du rôle qu'il avait à jouer. Les petits côtés du caractère du prince Kourakine, son amour des cérémonies et du faste, sa vanité, sa prodigalité, et, en général, ses habitudes de grand seigneur d'un autre temps, tout cela ne faisait aucun tort à ses talents lorsqu'il s'agissait des intérêts de la Russie, comme il les comprenait.

Le 29 octobre (10 novembre), Napoléon fit enfin au prince Kourakine l'honneur de le recevoir au château de Fontainebleau; l'accueil fut plein de cordialité, et dans un long entretien, l'empereur aborda toutes les questions de politique extérieure, sans excepter celle de Pologne.

Dans ses rapports au souverain russe des 2/14 et 3/15 novembre, l'ambassadeur rend un compte détaillé de cette première audience après la campagne d'Autriche. Malgré toute la prudence de Napoléon, l'ambassadeur y note bien une retenue particulière et une certaine tension qui ne se faisaient pas sentir auparavant.

Je cite quelques passages intéressants de ces lettres. Au sujet de la Pologne, Napoléon avait dit:

«Ce que j'ai fait pour le duché de Varsovie, j'ai cru devoir le faire pour lui donner une existence et pour le consolider. Il faut défendre à vos sujets polonais de prendre service et de rester dans le duché de Varsovie; il faut établir à cet égard des règles générales pour tous les propriétaires et avoir une stricte surveillance sur leur exécution».

Sur quoi le prince Kourakine fait observer: «Ces conseils de l'empereur Napoléon ne renferment-ils pas, Sire, tout ce que je me suis permis de représenter si souvent sur l'article de vos sujets polonais?......

«Il m'est impossible de ne pas représenter à V. M. combien les devoirs de mon poste me deviennent difficiles par la situation isolée dans laquelle je me trouve par le défaut de toutes lumières, par l'attitude passive et toute contemplative que je suis forcé de garder dans des circonstances où le bien du service de V. M. exigerait au contraire que je puisse agir et parler d'une manière précise et déterminée......

«Si je combine avec ces observations celles qui résultent du changement de situation relative qui vient de s'opérer entre V. M. et l'empereur Napoléon et de la diminution de prix qu'a peut-être éprouvée à ses yeux l'alliance de V. M. depuis qu'il a fait dans sa carrière destructive un nouveau pas qui le met à même de n'avoir plus besoin d'alliés puissants en Europe, je ne puis que me fortifier encore davantage dans les appréhensions que je crois de mon devoir de réitérer aujourd'hui à V. M. Puissé-je me tromper dans mes conjectures! Mais, avec le degré de vraisemblance qu'elles ont pour moi, je regarderais comme un crime de les taire à Votre Majesté».

Ainsi s'exprime le prince Kourakine; il ne pouvait du reste s'exprimer autrement. Or, à cette même époque, Napoléon était en proie à une idée nouvelle qui ne lui laissait pas de repos, celle d'un divorce avec l'impératrice Joséphine. Sans enfants et désenchanté de ses frères, Napoléon désirait une descendance mâle pour affermir sa dynastie. Il estimait au-dessous de sa dignité de contracter mariage avec quelque princesse d'une petite cour d'Allemagne: il jeta les yeux sur la Russie et l'Autriche.

A ce moment de sa vie, Napoléon tenait surtout à épouser une grande-duchesse russe. A Erfurt Alexandre

lui-même avait fait allusion à la possibilité de ce mariage. La plus jeune sœur d'Alexandre et la seule qui restât à marier, la grande-duchesse Anne Pavlowna, n'avait pas seize ans: c'est sur elle que Napoléon jeta les yeux. Le désenchantement avait été grand en ce qui concerne le caractère et les procédés de l'empereur Alexandre, mais il restait une dernière épreuve à faire, celle de son amitié, qu'il avait à de si nombreuses reprises répétée à tous les échos.

Toujours prompt dans ses résolutions, Napoléon organise tout un plan d'attaque. Tout d'abord il change brusquement d'attitude envers l'ambassadeur: le prince Kourakine se voit subitement comblé de toute espèce de faveurs et d'égards. Il est invité partout, souvent même à l'exclusion des ambassadeurs des autres puissances; il accompagne Napoléon à la campagne dans tous ses châteaux, il est de toutes les chasses, de tous les dîners, il a sa loge à lui au théâtre.

Le prince s'étonne et se félicite sans savoir à quoi attribuer un tel changement d'attitude: se peut-il qu'il se soit trompé si fort, et ne seraient-ce pas les beaux jours de Tilsitt qui reviennent?

Cela fait, Napoléon envoie à Caulaincourt des instructions secrètes par Champagny, les dicte lui-même et expédie à Pétersbourg courrier sur courrier.

Ce qu'il y avait sous toute cette procédure, le voici: le divorce décidé, Caulaincourt reçoit l'autorisation de faire toutes les concessions sur la question polonaise, avec même le droit de signer une convention spéciale, proposée par le gouvernement russe, mais, et c'est là l'essentiel, il lui est prescrit d'amener l'empereur Alexandre à consentir au mariage de sa sœur avec Napoléon.

L'affaire devait être menée en tête-à-tête entre l'ambassadeur et le souverain russe, le comte Romantzoff lui-même ne devant pas être mis dans le secret; Kourakine, lui, ne sait rien. Le plan d'attaque était bon: en cas de refus, le chemin reste ouvert pour la retraite. Tandis que ces lettres chiffrées volent à Pétersbourg, Caulaincourt ne fait que parler des grandes concessions que le gouvernement russe demande sur la question polonaise.

«Bien», dit Napoléon, «on les fera, mais pressez l'empereur Alexandre de donner vite sa réponse sur la question du mariage».

La distance et le temps n'entrent guère en ligne de compte, tant l'impatience était grande, tant la question du divorce était mûre, et pourtant la distance considérable accroissait les difficultés. Une première lettre de Champagny à Caulaincourt est expédiée le 10/22 novembre; les suivantes partent le 30/12 et le 1/13 décembre.

Dans celle-ci, il est dit à Caulaincourt: «Vous devez donc agir d'après ces trois données positives: 1) que l'empereur préfère, si vous n'avez pas d'objection qui puisse faire changer son opinion, la sœur de l'empereur de Russie; 2) que l'on calcule ici les moments, parce que tout cela est une affaire politique: l'empereur a hâte d'assurer ses grands intérêts par les enfants; 3) qu'on n'attache aucune espèce d'importance aux conditions, même à celles de la religion..... L'empereur désire savoir absolument avant la fin de janvier à quoi s'en tenir». *(Vandal, t. II, pp. 193—194).*

Il fut tenu le même jour (1/13 décembre 1809) une séance significative au Corps Législatif, dans laquelle le ministre de l'intérieur Montalivet lut un rapport sur les affaires au cours de la session écoulée; il y était question

du traité de Vienne et de ses conséquences. Il y était dit à propos des affaires de Pologne: «Le duché de Varsovie s'est agrandi d'une portion de la Galicie. Il eût été facile à l'empereur de réunir à cet état la Galicie toute entière, mais il n'a rien voulu faire qui pût donner de l'inquiétude à son allié l'empereur de Russie. La Galicie de l'ancien partage presque entière est restée au pouvoir de l'Autriche. Sa Majesté n'a jamais eu en vue le rétablissement de la Pologne». (Moniteur *du 14 décembre 1809).*

Il entrait donc dans les vues de Napoléon d'affirmer à la face du monde entier son attitude généreuse envers son allié. C'était une protestation en séance solennelle de sa prévenance envers l'empereur Alexandre. Le colonel Gorgoly fut chargé de porter à Pétersbourg la nouvelle de cet événement: et un tel acte, on ne saurait en effet le nier, ne pouvait que flatter l'amour-propre du gouvernement russe.

La nouvelle n'en trouva pas l'empereur à Pétersbourg; il n'y rentra que le 26 décembre (7 janvier).

Caulaincourt n'avait que le temps d'agir. Les concessions sur la question polonaise furent accueillies avec une joie non exempte de défiance, et le comte Romantzoff fut immédiatement chargé de rédiger une convention additionnelle.

La convention comprenait huit articles, dont l'essentiel était le premier: «Le royaume de Pologne ne sera jamais rétabli». Les autres en découlaient et ne faisaient que compléter les vues générales sur nos rapports avec la Pologne. Dès le 4/16 janvier 1810, Caulaincourt et Romantzoff signaient et l'empereur Alexandre ratifiait. Il ne manquait plus que la ratification de Napoléon. Mais sur la question

principale, celle du mariage avec la grande-duchesse de Russie, Caulaincourt avait assez de peine à se faire donner par l'empereur Alexandre une réponse nette.

Outre ses habituelles réticences de langage, Alexandre avait aussi à compter avec sa mère, l'impératrice douairière Marie Féodorowna. La proposition elle-même flattait peut-être l'amour-propre du souverain, mais l'empereur demanda un délai de dix jours pour avoir le temps de préparer sa mère et de parler avec elle à cœur ouvert. Ce délai fut pour Caulaincourt une grosse déconvenue, qui s'accrut encore lorsque Alexandre lui fit savoir qu'il faudrait encore un nouveau délai de dix jours, l'impératrice mère désirant avoir l'avis de la grande-duchesse Catherine, sa fille, qui résidait à Tver.

Bien que le souverain et l'ambassadeur fussent convenus de ne rien divulguer des pourparlers engagés sur la délicate question du mariage, Alexandre en fit la confidence au comte Romantzoff, qui trouva la proposition nuisible aux intérêts de l'alliance, et s'empressa d'en faire part à Caulaincourt, tout en lui promettant de garder rigoureusement le secret.

Bon gré mal gré, il fallut faire partir un courrier sans réponse à la question principale, celle du consentement au mariage; en revanche, la nouvelle convention relative à la Pologne arriva à Paris juste au moment où Napoléon avait le plus besoin d'une réponse nette à sa demande.

Dans l'intervalle, d'ailleurs, à Paris, les partisans de la combinaison autrichienne ne s'étaient pas endormis, et Metternich, en particulier, faisait force intrigues, avec le concours de personnages de confiance et de l'ambassadeur, le prince Schwartzenberg, le même qui, peu encore auparavant,

résidait à Pétersbourg, où il était resté jusqu'à la rupture entre la France et l'Autriche.

L'affaire était menée fort adroitement et rencontrait en France de plus en plus de partisans parmi les dignitaires influents.

L'impatience de Napoléon allait croissant. Le bruit du divorce courait tous les salons de Paris.

Le 17/29 janvier 1810, Napoléon convoqua un conseil extraordinaire, composé des rois et des princes de sa maison et de hauts dignitaires civils et militaires. Le choix d'une fiancée, telle était la question dont il s'agissait, et chacun des membres de l'assemblée avait le droit de dire franchement son avis. Il ne se dégagea pas de majorité bien nette, mais pourtant les partisans du mariage avec la princesse autrichienne étaient nombreux, et comptaient parmi eux le duc de Bassano et le prince Eugène de Beauharnais.

Pressentant un insuccès du côté russe, Napoléon se ménageait une retraite convenable, qui n'affectât pas sa dignité.

Le 24 janvier (5 février), arriva de Pétersbourg un nouveau courrier porteur de dépêches chiffrées. Après un délai de vingt jours, l'empereur Alexandre ne donnait pas encore de réponse positive, et les causes du retard n'étaient bien, aux yeux de Napoléon, que de simples échappatoires. Alors, tout de suite, il prend une résolution imprévue: sans attendre la réponse définitive de la cour de Russie, il prévient un refus probable en faisant venir le prince Schwartzenberg, et en lui faisant dresser séance tenante un acte de mariage avec l'archiduchesse Marie-Louise, le 26 janvier (7 février). Il ne se contente même pas de l'acte: il arrête lui-même le moment de l'arrivée de la

princesse, qui doit se trouver à Paris le 14/26 février au plus tard.

Comme un homme de guerre sur le champ de bataille, Napoléon prend sa résolution rapidement et la met à exécution sans tarder. Sa sûreté de vues ne l'avait pas trompé: quelques jours plus tard, arriva la réponse définitive de l'empereur Alexandre; c'était un refus. Refus présenté sous une forme parfaitement courtoise: la principale raison alléguée était la jeunesse de la grande-duchesse; on proposait d'attendre encore deux ans. Les courriers s'étaient croisés en route, et il en fut dépêché un nouveau à Pétersbourg avec la nouvelle du mariage de l'empereur des Français avec l'archiduchesse d'Autriche. L'empereur Alexandre fut particulièrement surpris de la soudaineté du changement; quant à Romantzoff, il ne fut pas sans soupçonner carrément Napoléon d'avoir joué double jeu.

Au bout de quelques semaines, arriva à Pétersbourg une autre nouvelle, conséquence logique de la première: Napoléon refusait de donner ratification de la convention relative à la Pologne et se réservait le droit de présenter un contre-projet.

Le refus de la ratification fut fort sensible au gouvernement russe, et on passa encore de longs mois à échanger une correspondance sans fin sur la matière: l'affaire fit long feu.

On peut donc bien considérer février 1810 comme le point culminant de l'alliance franco-russe: à partir de ce moment, l'alliance n'existe plus en réalité que sur le papier. Les anciens amis sont maintenant ennemis; ils ont beau échanger des assurances de leur dévouement à l'alliance: ils n'y croient ni l'un ni l'autre.

Alexandre se jugeait offensé par l'affaire de Pologne et par le refroidissement des sentiments personnels de l'empereur des Français; Napoléon ne pouvait pardonner le refus de la main de la grande-duchesse: il en éprouva du dépit au plus profond de son âme, d'autant plus que c'était une question personnelle et qu'il se savait détesté de l'Autriche après les désastres qu'il lui avait à deux reprises infligés.

Dans la suite, les événements de 1810 et 1811 ne firent qu'augmenter la haine personnelle des anciens amis, comme le montre éloquemment leur correspondance, reproduite par Tatichtcheff dans son livre *Alexandre et Napoléon*.

S'accusant mutuellement d'avoir changé de sentiments et d'avoir trahi les engagements de Tilsitt et d'Erfurt, tous deux s'abandonnaient surtout à leur dépit personnel, souvent au détriment de l'intérêt de leurs peuples.

Depuis l'entrevue d'Erfurt jusqu'en février 1810, le rôle joué par chacun des alliés est particulièrement instructif. Alexandre, comprenant l'alliance à sa manière, n'avait pas voulu prêter à Napoléon l'appui de ses forces lors de la guerre avec l'Autriche et, pendant ce temps, conquérait la Finlande et luttait avec succès contre la Turquie et la Perse; Napoléon, d'un puissant effort, avait vaincu la monarchie autrichienne, mais commençait à éprouver des revers en Espagne et souffrait aussi beaucoup de la politique implacable de l'Angleterre.

La puissance de la France était grande, le prestige de Napoléon en Europe allait croissant; mais l'alliance ne lui donnait toujours pas d'avantages sensibles: la Russie, au contraire, l'employait fort habilement à son propre profit. Alexandre, semble-t-il, aurait dû particulièrement tenir à la consolider, mais on n'observe rien de pareil: au contraire,

on dirait qu'il agit sous main pour desserrer des liens qui comportent pour lui des obligations. Quant à Napoléon, tout en s'emportant souvent parce que l'alliance ne lui donne pas les résultats désirés, il continue à faire des avances amicales en s'efforçant de faire taire la voix intérieure qui lui dit qu'il est dupe. Comment expliquer autrement ses brusques voltes dans la question polonaise et surtout son insistance dans l'affaire du mariage? Il semble avoir comme le pressentiment que la Russie lui creuse sa tombe, et il fait des efforts presque maladifs pour trouver de nouveaux sujets de rapprochement, fermant les yeux sur le jeu évident de son allié et voulant l'attirer à lui d'une manière ou d'une autre, par les menaces ou par la douceur.

Si je m'attarde à ces détails de nature psychologique, c'est surtout pour jeter plus de lumière dans la suite sur la multiplicité des motifs de la rupture de 1812, et pour arrêter plus nettement la part de responsabilité de chacun des deux empereurs.

Le caractère des rapports, dans cette année 1810, tant de Caulaincourt que du prince Kourakine, change à vue d'œil. La position du premier à Pétersbourg devenait encore plus difficile et plus délicate: il fallait louvoyer avec adresse, se répandre en amabilités; quant à l'ambassadeur de Russie à Paris, il s'efforçait de se conformer à «l'esprit de l'alliance», à la solidité de laquelle il n'avait jamais cru, mais sa vanité naturelle le rendait souvent vétilleux. Tandis que Caulaincourt est assailli d'instructions détaillées de Champagny et de Napoléon, le comte Romantzoff et Alexandre négligeaient complètement de tenir le prince Kourakine au courant et préféraient avoir recours à d'autres sources d'informations plus sûres.

Les voyages répétés de l'aide de camp Czernicheff à la cour des Tuileries, où il se sentait comme chez lui, lui permettaient d'envoyer à l'empereur Alexandre des rapports intéressants et détaillés sur ses conversations personnelles avec Napoléon et sur diverses observations qui n'échappaient pas à sa perspicacité. Pratiquant largement la corruption, il réussissait à se procurer toute une collection de renseignements précieux, d'ordre militaire surtout, dont le gouvernement russe avait grand besoin *).

Mais il y avait encore une autre source de renseignements: c'était le comte Nesselrode, conseiller de l'ambassade de Russie, qui échangeait une abondante correspondance avec le conseiller d'état Spéransky.

Cette correspondance embrasse la période du 13/25 mars 1810 au 10/22 septembre 1811.

Le comte Nesselrode adressait à Spéransky une correspondance anonyme avec une clef spéciale pour les noms propres et aussi pour certaines expressions tout entières. Ces lettres étaient remises directement par Spéransky au souverain à l'insu du ministre des affaires étrangères, le comte Romantzoff, et de l'ambassadeur, le prince Kourakine, qui moururent sans même s'être doutés qu'il y avait des rapports spéciaux qui, à cette époque agitée, passaient sans leur entremise.

Il y a actuellement en cours de publication à Paris un recueil de *Lettres et papiers du chancelier comte de Nesselrode (1760—1850), publiés par le comte A. Nesselrode,* dont les deux premiers volumes ont déjà paru en 1904. Le second contient une intéressante autobiographie du comte Nessel-

---

*) *V. Recueil de la Société Impériale Historique de Russie, t. XXI, pp. 1—280.*

rode, dans laquelle le comte lui-même révèle le secret de la correspondance avec Spéransky.

Voici ce que raconte le comte Nesselrode: «Ainsi qu'on aurait dû le prévoir, la manière dont le prince Kourakine s'acquittait de ses fonctions laissait beaucoup à désirer; on lui reprochait surtout le manque d'informations et l'aridité de ses dépêches. Au mois de janvier on me proposa de retourner à Paris sous prétexte d'y négocier un emprunt, mais en réalité dans le but d'établir une correspondance directe avec l'empereur Alexandre par l'entremise de M. Spéransky, qui jouissait alors de toute sa confiance. *(Lettres et papiers du comte de Nesselrode, t. II, p. 69)*... L'emprunt échoua, mais la correspondance s'établit et se poursuivit pendant huit mois, sans que le prince Kourakine ni le ministre des affaires étrangères s'en doutassent. C'étaient mes entretiens avec M. de Talleyrand et quelques autres personnes opposées à la croissante ambition de Napoléon qui en firent les frais. A cette opposition s'était rallié M. de Caulaincourt, alors ambassadeur de France en Russie. Dans des conversations secrètes, il avait rendu l'empereur Alexandre attentif aux dangers dont l'ambition de son maître menaçait la Russie.

«Au printemps de l'année 1811, l'empereur Napoléon, mécontent de sa correspondance, l'avait rappelé et remplacé par le général Lauriston. L'empereur Alexandre, ne voulant pas perdre une source d'informations si précieuse, l'èngagea à se servir, à son retour, de mon entremise pour les lui faire parvenir. Tous ces hommes», ajoute Nesselrode, «ne croyaient pas trahir leur maître, mais le préserver de la fougue de ses passions en l'empêchant de poursuivre ces guerres perpétuelles qui dépeuplaient la France,

l'appauvrissaient et pouvaient finir par d'épouvantables catastrophes».

Ce peu de mots en disent long: ils donnent à penser. Talleyrand trompait Napoléon dès Erfurt, cela était connu; mais que d'autres personnages, sans en excepter Caulaincourt *), aient eu alors la même prétention, ceci est une nouveauté. Je ne vois pas de raison d'avoir de la méfiance à l'endroit de ce que dit Nesselrode, mais il y a pourtant pour moi une question qui reste énigmatique: à quel moment précis Caulaincourt commença-t-il à trahir la politique de Napoléon? Sans doute, la clef de l'énigme se trouve dans les archives de Caulaincourt, mais la famille ne veut pas encore les publier: on voit mieux maintenant pourquoi. Cependant, pour le bien de la vérité historique et aussi pour l'honneur de Caulaincourt, le silence est regrettable **).

Jusqu'ici, de tous les historiens français spécialistes de l'époque napoléonienne, MM. Vandal, Sorel, Masson, aucun n'a jeté l'ombre d'un soupçon sur Caulaincourt, sauf cependant M. Masson, qui a toujours admis la chose comme possible. Aussi m'abstiendrai-je pour le moment de toute conclusion à cet égard.

C'est à l'avenir qu'il est réservé d'éclaircir le rôle de Caulaincourt. Ce qui frappe bien davantage quand on étudie cette époque, c'est la révélation de l'existence d'une correspondance secrète entre Nesselrode et Spéransky.

---

*) Bailleu sous le titre „Caulaincourt négociateur de la paix en 1813" a publié les rapports du comte Chouvaloff sur ces entretiens avec le duc de Vicence et a déjà constaté que Caulaincourt faisait partie de la conspiration en faveur de la paix.

**) A mon grand regret je ne suis pas parvenu à retrouver les lettres de Caulaincourt aux archives de St-Pétersbourg.

Les agents secrets et espions ont été l'apanage de tous les gouvernements de toutes les époques: aussi le rôle de Czernicheff comme agent militaire, par exemple, est-il compréhensible et naturel.

Mais qui étaient Nesselrode et Spéransky? L'un était conseiller d'ambassade, l'autre secrétaire d'état.

Or la responsabilité de la politique de la Russie incombait à Romantzoff et à Kourakine.

Ni Nesselrode, ni Spéransky n'avaient à répondre des intérêts de notre gouvernement, et c'est justement à eux qu'Alexandre avait le plus recours.

Ainsi donc tous les moyens étaient bons au gouvernement russe pour être renseigné sur les intentions de Napoléon dans la lutte qu'il allait avoir à soutenir contre lui.

C'est ce que nous notons également.

Une autre conclusion à tirer de l'existence de la correspondance secrète, est relative au rôle de Spéransky. Un des principaux arguments mis en avant lors de sa chute au commencement de 1812, c'étaient ses soi-disant rapports criminels et secrets avec Napoléon. En réalité, il n'y avait rien de pareil, et c'est au contraire précisément à Spéransky qu'Alexandre dut toute une collection de précieux renseignements.

Comme le raconte Nesselrode, Spéransky fut en correspondance avec le duc de Bassano, qui avait remplacé Champagny en 1811, et se fit donner par lui des indications indispensables sur l'organisation gouvernementale de la France: or on était au temps de la transformation de notre Conseil d'Etat et de l'étude d'autres importantes réformes intérieures. Il ne faut pas oublier que ces années, 1810 et 1811, furent précisément l'apogée de la féconde

activité de Spéransky et les plus beaux jours de sa puissance et de son crédit près de l'empereur. Les contemporains se trompaient dans leurs appréciations à son égard; ses ennemis, dans la personne d'Armfeld, de Balachoff, d'Araktchéeff, veillaient et le calomniaient à outrance. Or Spéransky s'occupait, sourdement et sans bruit, à préparer la lutte d'Alexandre et de Napoléon.

Mais la difficulté qu'il y avait à pénétrer l'âme de l'empereur Alexandre éclate encore dans son attitude avec Nesselrode dans les circonstances suivantes. Au début de 1812, chute de Spéransky: alors, pour aller à Vilna, au lieu du chancelier comte Romantzoff, qui est hors d'âge, l'empereur prend avec lui précisément Nesselrode pour ne plus s'en séparer, et, en 1814, le nomme encore ministre des affaires étrangères.

Dans son autobiographie, Nesselrode donne Spéransky pour „son intime ami", et cependant Alexandre ne se sépare si brusquement de Spéransky que pour mettre près de lui Nesselrode.

La conclusion est aisée. Dans sa manière de se servir des hommes, l'empereur Alexandre se réglait sur les besoins du moment, derrière le voile impénétrable d'un mysticisme indulgent aux faiblesses humaines, ainsi que sur la nécessité de sacrifier les meilleures forces au profit de la situation.

Les idées bienfaisantes de réformes intérieures étaient intégralement immolées aux complications extérieures et tout l'effort portait sur le domaine des nouveaux besoins, des nouvelles combinaisons, des nouvelles rêveries.

Dans un accès de colère et de déconvenue, Napoléon avait gratifié son allié d'une comparaison peu flatteuse:

«C'est un Grec du Bas-Empire». Mais le mot n'était pas heureux: il n'y avait rien de byzantin, si peu que ce fût, dans cet ange de bonnes intentions armé de principes à la Machiavel.

On fera encore couler des flots d'encre avant de jeter une lumière complète sur le caractère énigmatique du Monarque Bienheureux.

A la lecture des lettres du comte Nesselrode, on doit leur rendre la justice qu'elles sont intéressantes, rédigées toujours posément et sérieusement; on y remarque cependant de fréquentes répétitions quand il s'agit des questions préférées de l'auteur: la nécessité de conclure vite la paix avec la Turquie, le remplacement du prince Kourakine par un diplomate plus ferme et plus expérimenté, puis une série de considérations financières, etc. Il perce également un intérêt particulier de Nesselrode pour les destinées de l'Autriche et particulièrement de la Prusse, intérêt qui s'explique facilement par l'origine de l'auteur.

Nesselrode convient franchement que ses récits sont, dans la majorité des cas, fournis directement par «le cousin Henri», c'est-à-dire Talleyrand. Le moment de la rupture projetée avec la France est fixé exactement au printemps de 1812, mais on rencontre sur la Pologne et le duché d'Oldenbourg des considérations originales, dont l'empereur Alexandre ne tint pas compte.

Si on suit les rapports du prince Kourakine pour la même période, on voit que lui aussi se rendait compte de l'état général des affaires: lui aussi insistait pour la conclusion rapide de la paix avec la Turquie, peut-être sous l'influence de Nesselrode et non de sa propre initiative. Sur les affaires de Pologne, les vues du prince Kourakine

sont très nettement exprimées; cela ressort d'une de ses lettres, entre autres, du 4/16 juin 1810. Le prince se plaint que l'absence d'instructions et l'insuffisance de ses pouvoirs l'empêchent de mener plus énergiquement les négociations à ce sujet.

Selon le prince Kourakine, l'idée du mariage de Napoléon avec l'archiduchesse d'Autriche se fait sentir partout: elle se traduit avec une netteté particulière par l'ajournement de la ratification de la convention relative à la Pologne, confirmée dès le 4/16 janvier par l'empereur Alexandre.

Kourakine tire de là la conclusion que Napoléon ne veut pas froisser l'amour-propre des Polonais, dont il va avoir besoin pour la lutte prochaine avec la Russie, et que, démasquant ses véritables intentions, l'empereur des Français rêve malgré tout au rétablissement de la Pologne. Ne voulant pas s'attirer de reproches de la part du cabinet russe, l'ambassadeur croit devoir appeler l'attention de son gouvernement sur cet ajournement de propos délibéré de la convention relative à la Pologne.

A la lecture de ce rapport, on ne peut vraiment accuser le prince de négligence ou d'indifférence à l'égard des intérêts russes.

Dans une autre lettre particulière du 5/17 juin au comte Romantzoff, les idées du prince Kourakine sont exprimées encore plus hardiment et plus nettement: «Je résume donc: soyons amis sans être sa dupe; marchons d'un pas égal avec la France en tout, et ne mettons pas plus de chaleur qu'elle dans nos relations mutuelles. Le refus de la garantie de notre emprunt, la ratification toujours retardée de notre convention, sont des faits clairs, persuasifs et qui n'exigent pas d'explications et de preuves....

Mais ce que je puis vous dire et vous assurer, c'est que je ne me rappelle pas avoir jamais été, en traitant d'affaires, plus humilié et plus fâché; on dit qu'il faut faire «bonne mine à mauvais jeu»: je soutiens que dans cette circonstance nous ne devons pas nous départir de cette régle».

Pour se faire représenter à Paris aux solennités prochaines du mariage, l'empereur Alexandre choisit le frère de l'ambassadeur, le prince Alexis Kourakine, qui avait déjà passé quatre mois entiers dans la capitale de la France. L'ambassadeur en fut enchanté: il se réjouissait comme un enfant de l'arrivée de son frère; il écrivit à ce sujet toute une série de lettres de remerciements à l'impératrice Marie Féodorowna.

Mais, peu après, il fut victime d'un terrible accident. A l'incendie du bal du prince de Schwartzenberg, il ne dut le salut qu'à l'épais brocart de son riche costume, mais il reçut de graves brûlures, qui lui firent longtemps garder le lit. Pendant son absence, les affaires furent gérées par le conseiller d'ambassade comte de Nesselrode.

Avec le prince Alexis Kourakine, l'attitude de Napoléon fut assez sèche au début, mais, quand les affaires d'Espagne eurent pris une tournure défavorable aux armes françaises, le ton devint tout d'un coup meilleur. Tandis que nos armes étaient heureuses en Turquie, les Français éprouvaient des revers au delà des Pyrénées.

Les rapports suivants envoyés de Paris pendant l'automne et l'hiver de 1810 sont consacrés aux affaires d'Espagne.

Les succès du prince Bagration, de Koutouzoff et du comte N. Kamensky inquiétaient Napoléon et n'étaient pas

sans gêner Metternich. Il y avait incessamment des pourparlers en train, mais qui se poursuivaient sans suite tantôt d'un côté, tantôt d'un autre. En un mot, au commencement de 1811, la situation en Europe était plus embrouillée que jamais, et tout faisait prévoir la tourmente, qui ne tarda pas à se déchaîner l'année suivante.

Le contingent des principaux collaborateurs de Napoléon avait subi d'importantes modifications. Dès le mois de juillet 1810, Napoléon avait déplacé Fouché, le ministre de la justice, et mis à sa place le général Savary, ce dont il eut à se repentir dans la suite. Au printemps de 1811, il nomma ministre des affaires étrangères Maret, duc de Bassano, pour remplacer Champagny. Maret passait pour habile diplomate et parfait homme du monde, mais était connu pour sa tendresse à l'égard des Polonais.

Bientôt ce fut le tour de Caulaincourt, dont Napoléon était très mécontent, l'accusant de partialité envers la Russie et le trouvant dupe des démonstrations de sentiment que lui prodiguait Alexandre. Il fut remplacé par le général Lauriston, homme sans manière de voir déterminée et de peu d'expérience comme diplomate. Napoléon estimait avantageux pour lui de renouveler son personnel, en raison des changements survenus dans la situation.

Ce qu'il y a de curieux en général dans l'année 1811, c'est que, malgré l'intention bien arrêtée, tant de la Russie que de la France, de faire la guerre, les deux gouvernements faisaient tout pour convaincre l'Europe de leurs dispositions pacifiques. L'empereur Alexandre en voulait à la nullité et à la mollesse du prince Kourakine: Napoléon, de son côté, Caulaincourt parti, à l'inintelligence et à la maladresse de Lauriston.

Le prince Kourakine, à son tour, se plaignait au comte Romantzoff et à l'impératrice Marie Féodorowna d'être oublié, de n'être tenu au courant de rien d'important, d'en être réduit à Paris à un rôle ridicule; c'était presque ce que répétait Lauriston au duc de Bassano: pourquoi l'avoir fait ambassadeur à la cour de Russie, où sa position est une vraie dérision?

Ce fût alors que commencèrent à s'élever les malentendus d'ordre général. Les motifs ne manquaient pas: mainmise sur les possessions du duc d'Oldenbourg et leur passage sous la domination française; nouveau tarif russe, désavantageux pour les marchandises françaises; blocus continental et vexations imposées au commerce anglais; question de l'avenir du duché de Varsovie; enfin, situation créée dans les Balkans par la guerre de la Russie et de la Turquie et au delà des Pyrénées par celle de la France et de l'Espagne.

La correspondance diplomatique prit un large essor. Ce fut un déluge de notes, conventions, accords, protestations, déclarations de toute sorte, mais le tout n'eut qu'un résultat négatif.

Les rapports du prince Kourakine pour 1811 reflètent bien nettement cet état de choses. Le prince rapporte une série d'entretiens interminables qu'il eut avec Champagny, puis avec Maret, au sujet de la question d'Oldenbourg.

Le 7/19 janvier, les barons Maltzan et Lützow, chargés d'affaires d'Oldenbourg à Paris, firent savoir à l'ambassadeur que les officiers français avaient eu recours à la force pour mettre sous scellés tous les édifices publics et que toutes les possessions du duc, proche parent de notre souverain, étaient en fait passées sous la domination française.

Kourakine rédigea immédiatement une protestation, car c'était là une violation flagrante de l'article XII de la convention de Tilsitt.

Le ministre Champagny s'efforça de tranquilliser l'ambassadeur russe: il lui fit entendre que, précisément en raison des liens de parenté du duc d'Oldenbourg avec l'empereur Alexandre, Napoléon avait l'intention de lui donner une large compensation territoriale en Allemagne. Mais Champagny, avec sa bonne volonté pour arranger cet incident, en fit naître un autre en élevant une protestation au sujet de la violation d'un autre point de la convention de Tilsitt: il s'agissait de la mise en vigueur en Russie du nouveau tarif, si nuisible aux intérêts du commerce français *).

Le 24 janvier (5 février) 1811, le prince Kourakine rapporte: «Notre nouveau tarif a fait ici la plus grande sensation. L'empereur en est très mécontent et le regarde comme équivalent de la paix avec l'Angleterre. C'est pour nous le faire sentir qu'il a été à la dernière audience d'une froideur marquante envers tous les russes et d'une prévenance non moins significative pour tout ce qu'il y avait d'habitants du duché de Varsovie. Il a souvent, et avec beaucoup d'affectation, proféré les mots de Pologne et de Polonais».

Dans une lettre suivante, le 28 janvier (9 février), le prince Kourakine transmet le détail de ses pourparlers avec Champagny: ils consistent essentiellement en concessions réciproques. N'ayant ni instructions, ni pouvoirs, l'ambassadeur demande à Romantzoff ce qu'il faut faire. Presque

*) V. le rapport de Kourakine du 6/18 janvier 1811.

en même temps, il écrit directement à l'empereur une longue lettre pour se faire donner des instructions précises.

Dans l'intervalle, il reçoit la protestation du gouvernement russe contre la mainmise sur le duché d'Oldenbourg, et la remet immédiatement à Champagny pour la faire passer à Napoléon: un accès de goutte l'empêchait de le faire lui-même. Le 8/20 février, Champagny vient en personne chez l'ambassadeur toujours malade, lui rapporter non ouvert l'envoi contenant la protestation: cela, par ordre de l'empereur Napoléon. Le prince a beau dire, le ministre reste inflexible, et, « pour éviter des complications », Kourakine reprend le fameux paquet, non sans penser aux fâcheuses conséquences qui peuvent en résulter pour lui.

Cependant, le colonel Czernicheff, après une série d'intéressantes conversations avec Napoléon, se précipite à Pétersbourg. Au bout d'un mois, il est de retour à Paris, muni de nouvelles indications et porteur de nouvelles exigences.

Sur l'ordre de l'empereur, le chancelier comte Romantzoff fait une sévère réprimande au prince Kourakine pour n'avoir pas exécuté les ordres reçus. Alexandre était outré de l'audace de Napoléon et de la mollesse de son ambassadeur. C'est le paquet non ouvert contenant la protestation, que Kourakine avait eu la faiblesse de reprendre, qui était la cause de la colère impériale. Il faut en convenir, la chose était bien naturelle.

Le prince Kourakine trouva douloureuse et blessante une telle réprimande, à son âge; il s'en ouvre dans ses lettres au chancelier et à l'empereur. Mais il ne lui était pas facile de se justifier, et il est probable que ses lettres ne firent pas l'effet désiré.

Une lettre de lui du 31 mars (12 avril) se termine ainsi: «Pardonnez, Sire, à l'amertume dont mon cœur est rempli cette apologie de ma conduite et la vivacité avec laquelle j'ose la défendre contre ce que M. le chancelier m'a dit être le jugement même de V. M. I., quelque sacrées que soient pour moi ses décisions. Plein de l'espérance que V. M. daignera agréer les raisons que je viens de lui soumettre et qu'Elle verra par conséquent d'un œil moins rigoureux la conduite que je dus tenir dans les circonstances qui m'ont attiré ses reproches, j'ose me flatter, malgré l'âge avancé auquel je suis déjà parvenu et avec tous les différents sacrifices d'amour-propre et de convenance particulière auxquels mon zèle m'a constamment décidé, que mes services longuement éprouvés lui seront encore agréables».....

Peu à peu l'ambassadeur se calma, mais, dans ses lettres à l'impératrice Marie Féodorowna, il se plaignait constamment de la difficulté de sa position à Paris et du sacrifice qu'il avait dû faire à son amour-propre et à son âge pour se soumettre à la volonté de son auguste fils en quittant Vienne, où il se sentait si bien.

Au commencement d'avril, Champagny se retire de la scène, et voilà Kourakine en relations nouvelles avec son successeur, le duc de Bassano. Les premières impressions furent excellentes: le genre raffiné et les manières aimables du nouveau ministre conquirent tout de suite le vieux seigneur russe. Pourtant les relations se trouvèrent bien plus malaisées: le duc de Bassano était un fin diplomate qui s'appliqua surtout à faire de lui sa dupe.

Tout d'abord, Maret lui fait une proposition flatteuse et inattendue, celle de demander à l'empereur Alexandre

des pleins pouvoirs spéciaux lui permettant de traiter lui-même toutes les questions en litige, celles du tarif, du duché d'Oldenbourg et de Pologne. Kourakine ne vit pas le piège, et fut flatté au plus haut point de l'attention du gouvernement français, qui prescrivait en même temps à Caulaincourt d'appuyer la proposition à Pétersbourg.

Le plaisir que fit à l'ambassadeur russe cette perspective de jouer un rôle plus actif est exprimé dans une lettre à l'empereur du 25 avril (7 mai) 1811, dans laquelle il rend un compte détaillé de sa dernière audience à Saint-Cloud, où Napoléon lui avait carrément dit plus d'une fois que, comme ambassadeur, il n'était nullement au courant des véritables intentions du gouvernement russe.

Kourakine finissait sa longue lettre par une demande directe à l'empereur. «J'ose croire, Sire, qu'il est à regretter, pour la perte du temps qui s'écoulera avant que nous puissions nous entendre et tout terminer à l'amiable avec l'empereur Napoléon, que V. M. I. n'ait pas daigné me faire munir préalablement d'instructions suffisantes pour négocier provisoirement sur les indemnités à proposer pour le duché d'Oldenbourg et sur les autres objets qui forment les inquiétudes et les réclamations actuelles de la France. Que V. M. I. daigne m'investir à présent, comme le désire l'empereur Napoléon, de son plein pouvoir pour entamer et conclure la négociation qui regarderait le dédommagement du duc, son oncle, pour la perte de son duché; que V. M. daigne en même temps m'autoriser, en se servant de la même forme, à replacer sur le tapis les affaires du ci-devant royaume de Pologne et à leur donner par une convention nouvelle l'assiette qu'elles doivent avoir pour l'avenir, et j'ose croire qu'avec mon zèle et mon dévouement pour sa personne et

son service, je pourrai réussir à terminer ici ces deux affaires d'une manière plus prompte et beaucoup plus efficace qu'elles ne pourraient l'être à Pétersbourg, dont le grand éloignement de Paris suffit déjà seul pour les priver de cette marche active qui, selon moi, dans les circonstances du moment, est la seule convenable aux intérêts de V. M. I. ».

Il est bien clair que ni l'empereur, ni le comte Romantzoff ne donnèrent leur consentement à cette originale combinaison, ce qui accrut encore le dépit de Napoléon et la mortification du prince Kourakine, qui considéra le refus comme un manque de confiance à son égard. Alexandre ne jugea même pas nécessaire de donner par écrit une réponse quelconque au message du prince, ou simplement de le remercier « de son zèle à le servir et de son dévouement ».

Presque à ce moment même, Nesselrode poussait Spéransky à agir sur l'empereur pour faire mettre à la place de Kourakine, affaibli par l'âge, quelqu'un de plus énergique. Nesselrode était convaincu qu'étant donné la gravité des circonstances, il était indispensable pour la Russie d'avoir à Paris un représentant doué d'autres qualités et jouissant d'une confiance entière et sans réserve de la part du souverain.

L'empereur ne céda pourtant ni aux conseils du comte Nesselrode, ni à la demande de pouvoirs spéciaux du prince Kourakine.

La conclusion nous semble claire.

La lutte avec Napoléon était irrévocablement décidée dans l'esprit du souverain russe, et ce n'étaient pas des personnalités de second ordre qui pouvaient rien empêcher aux événements qui se préparaient.

Le sort était résolument jeté, sur les bords de la Néva, bien que ce fût encore un secret.

Puis la marche générale des affaires prenait un caractère de plus en plus aigu.

La discussion du dédommagement à donner au duc d'Oldenbourg pour la perte de ses domaines héréditaires se poursuivait sans fin et avec de moins en moins de succès. On lui proposa Erfurt avec un petit territoire où il n'y avait même pas un château convenable pour Son Altesse, ce qui fut la principale raison du refus de ce généreux cadeau. Un autre arrangement, dont l'initiative semble bien appartenir à Nesselrode, consistait à mettre le malencontreux prince sur le trône de Varsovie sous la protection de la Russie, et à laisser Erfurt pour le roi de Saxe, ce qui était, paraît-il, susceptible de l'accommoder.

En un mot, il y eut bien des combinaisons d'imaginées: on ne se gêna pas avec les princes régnants d'Allemagne et on fit bon marché de l'amour-propre des Allemands en général; les patriotes de là-bas murmuraient en silence, mais tout devait s'incliner devant la force toute-puissante de Napoléon.

La Russie ne regardait pas de trop près aux vexations infligées au commerce anglais; le blocus continental n'était observé qu'en paroles. Quant au tarif russe, tout en faisant du tort au commerce français, il restait en vigueur.

Le dépit de Napoléon se donnait carrière à chaque instant, tantôt dans des entretiens avec l'ambassadeur de Russie ou avec Czernicheff, tantôt dans les instructions envoyées aux représentants de la France à Pétersbourg.

A la fin de mai, Caulaincourt revenait à Paris; le climat du Nord était nuisible à sa santé. C'est du moins

ce que disait le communiqué officiel, mais tout le monde savait qu'il était rappelé, et cela, pour avoir encouru l'improbation de son maître. Néanmoins, son retour fut l'occasion d'un répit de deux mois, et Napoléon devint plus traitable, car Caulaincourt était arrivé porteur des assurances les plus pacifiques de l'empereur Alexandre et de son consentement à quelques concessions.

Juin et juillet 1811 se passèrent dans une tranquillité relative.

Mais en août, c'est le commencement des surprises. Il y eut un nouveau sujet de malentendu, à la suite d'un entretien significatif de Napoléon avec le prince Kourakine.

C'était dans la salle du trône du palais des Tuileries, le 3/15 août, jour anniversaire de la naissance de Napoléon; on causait debout, en présence des représentants des autres puissances: la conversation dura deux heures.

Malgré sa fatigue, le prince Kourakine rédigea dans la nuit même un rapport détaillé au chancelier comte Romantzoff.

Napoléon s'était plu à dire à l'ambassadeur de Russie, devant tout le monde, les causes de son mécontentement, tant contre l'empereur Alexandre que contre le gouvernement russe.

En un long discours, convenable dans la forme, mais au fond plein de dureté, tout fut dit: des flots d'éloquence déversèrent récriminations, exhortations, conseils, et enfin menaces.

Ce furent surtout les menaces, formulées clair et net, qui bouleversèrent l'imagination de Kourakine: il avait eu connaissance et n'avait pas perdu le souvenir d'une sortie

de ce genre faite par Napoléon à Metternich quelques mois avant la guerre avec l'Autriche.

La même chose sauta aux yeux de tout le monde.

Kourakine termine sa lettre au comte Romantzoff en disant: «Je sens que j'aurais dû adresser un rapport direct à S. M. I. sur cette longue et étonnante conversation dont l'empereur, son allié, m'a honoré, mais, respectant ses occupations et n'ayant pas eu le bonheur de sa part d'aucune réponse depuis près de trois ans que je suis ici, je n'ai osé le faire».

Entre autres reproches à l'adresse du cabinet russe, Napoléon avait dit à l'ambassadeur: «En attendant, on vous ôte un bon secrétaire auquel vous êtes accoutumé, et on vous laisse dans l'embarras sans un bon aide pour vous soulager dans votre travail».

Kourakine répondit que Nesselrode était obligé de partir pour ses affaires particulières, et, dans une de ses lettres suivantes à Romantzoff, il laisse échapper ceci: «Le départ du comte Nesselrode fait, au reste, beaucoup plus de bruit qu'il ne mérite».

On peut en conclure que la collaboration de Nesselrode pesait plutôt à l'ambassadeur et qu'au fond il fut content de son départ. Quant à Nesselrode, ses lettres à Spéransky montrent qu'il était enchanté que Napoléon eût daigné parler de lui dans la fameuse conversation, et le conseiller d'ambassade s'efforçait de faire attribuer à l'épisode une importance particulière. Ces détails, tout insignifiants qu'ils sont, sont dignes d'attention et bien caractéristiques.

En septembre, on apprit à Paris que le gouvernement russe avait envoyé à toutes les cours une déclaration contenant sa protestation contre la mainmise sur le duché

d'Oldenbourg. Cette déclaration fut également remise à tous les princes régnants d'Allemagne, membres de la Confédération du Rhin.

Le duc de Bassano s'empressa d'appeler l'attention du prince Kourakine sur le manque de tact de ce qu'il appelait «le manifeste», à quoi le prince répliquait que ce n'était pas un manifeste, mais une déclaration, et une chose parfaitement naturelle, l'empereur de Russie se trouvant dans l'obligation, comme chef de la maison d'Oldenbourg, de faire quelque chose pour sauvegarder les intérêts de son proche parent. Faute d'instructions, Kourakine était dans l'embarras pour répondre et continuait à se plaindre au chancelier de l'ignorance presque absolue, dit-il, «où on me laisse» *(Lettre du 29 octobre/10 novembre 1811)*.

Dans les lettres particulières de Kourakine au comte Romantzoff, les plaintes sont encore plus nettement formulées. Le prince revient sur le déplacement qui lui a été imposé de Vienne à Paris, soi-disant dans l'intérêt de l'alliance, sur la dissolution, au contraire, de l'alliance dont il se voit, à son âge, le témoin, et sur le rôle piteux qu'on lui laisse, pour comble, jouer à Paris, où tout le monde comprend qu'il a perdu la confiance de son souverain *).

Pourtant Kourakine ne recevait pas un mot de consolation, et les malentendus allaient toujours croissant.

On ne peut qu'admirer le courage avec lequel il faisait face à toutes les contrariétés qui l'accablaient, malgré les infirmités naturelles dues à l'âge et les suites terribles de la catastrophe du bal de Schwartzenberg. Dans ses rapports des derniers mois de 1811, il insiste à maintes reprises sur

*) Lettre du 10/22 novembre 1811.

la nécessité de conclure le plus vite possible la paix avec la Turquie, en raison des armements immenses entrepris en Allemagne et dirigés contre la Russie: les meilleurs maréchaux et généraux sont rappelés d'Espagne, les cadres sont complétés en hâte, on prépare de nouvelles conscriptions; tout indique l'inéluctable rupture.

Le 28 décembre 1811 (9 janvier 1812), Kourakine, dans une lettre à l'impératrice Marie Féodorowna, passe en revue d'une manière circonstanciée l'année qui finit, en mettant bien en relief tous les événements tant passés que présents et en se rendant nettement compte de la triste situation dans laquelle il avait trouvé les choses*).

Reportons-nous maintenant aux rapports du général comte Lauriston partis de Pétersbourg à la même époque. Ce n'était pas chose facile que d'être le successeur de Caulaincourt, qui avait su se poser dans la société pétersbourgeoise et qui jouissait de la confiance spéciale de l'empereur Alexandre et avait son estime non seulement comme ambassadeur, mais aussi comme homme. Lauriston arriva à Pétersbourg en mai 1811, au cœur même des complications et des malentendus. Alexandre s'empressa de le combler d'amabilités, sous toutes les formes qui lui étaient familières: fréquentes invitations à dîner, après dîner conversations en tête-à-tête dans son cabinet, et autres démonstrations de toute nature aux revues et cérémonies.

Lauriston, averti par son prédécesseur, était étonné, mais non déconcerté de ces procédés nouveaux pour lui. Le ton de ses rapports est tranquille: pas de ces enjolivements qu'on observe chez Caulaincourt, pas de ces juge-

*) Même lettre.

ments osés; rien que l'exposé des faits, simple et parfois même non exempt de quelque naïveté.

Dès les premiers moments de son séjour, Lauriston exprime au duc de Bassano son étonnement de voir qu'aucune des questions en litige n'est encore terminée, et explique qu'en raison de la pauvreté de ses instructions, il est souvent réduit à rester sans rien dire, faute de pouvoir prendre un parti en présence de l'attitude ambiguë de l'empereur et du chancelier *). Les premières impressions sont cependant favorables quant aux intentions du cabinet russe, Lauriston atteste à plusieurs reprises qu'Alexandre ne veut pas la guerre, mais qu'il se défendra avec acharnement si Napoléon entre en lutte avec lui **).

Il cite une phrase échappée à Alexandre dans un moment de franchise: «Si l'empereur Napoléon me montrait seulement l'envie de faire un pouce de chemin au-devant de moi, j'aurais bientôt fait une toise au-devant de lui».

Lauriston raconte encore avec étonnement comment Alexandre le fit venir dans son cabinet après dîner et lui lut des lettres de Paris du prince Kourakine: il y avait dans le ton de l'empereur une note d'ironie à l'adresse de son propre ambassadeur et de défiance à l'égard de ses capacités affaiblies par l'âge.

Dans une lettre du 22 juin 1811, Lauriston ne cache pas au duc de Bassano la difficulté de sa tâche à Pétersbourg, étant donné surtout que le cabinet français le tient dans l'ignorance et rend par là plus embarrassante encore une situation déjà malaisée. «On voit, dit l'ambassadeur,

*) Lettre du 29 mai 1811.

**) Même lettre.

que l'empereur et le chancelier attendent avec une égale impatience les résultats du retour de Caulaincourt à Paris: mais je ne sais, moi, comment les tranquilliser, et, je le sens, on est étonné de ma nullité».

Les nouvelles désirées ne tardèrent pas à arriver à Pétersbourg, mais sans satisfaire le gouvernement russe; Lauriston, de son côté, se vit accablé des récriminations de Napoléon et de Maret. Dans une lettre particulière au ministre des affaires étrangères, il s'efforce de se justifier des reproches qui lui sont faits: «Je ne cache pas à Votre Excellence que mon début dans la carrière n'est pas encourageant: j'arrive à Pétersbourg dans un moment très critique, au moment où les armées sont, pour ainsi dire, en présence...... Je réchauffe la confiance de mon mieux, sans flatterie, sans faiblesse; cependant, les seules dépêches que je reçois ne contiennent que des reproches. Il serait difficile que je n'en fusse ni affligé, ni affecté» *(Lettre du 16 juillet 1811)*.

Par un singulier concours de circonstances, les deux ambassadeurs, le comte Lauriston et le prince Kourakine, encourent presque simultanément le mécontentement de leurs gouvernements. Etaient-ce bien eux les coupables? Il est plutôt permis de les chercher plus haut.

Dans son rapport du 16 juillet, le comte Lauriston décrit ainsi les dispositions d'Alexandre: «L'empereur ne veut pas la guerre: il n'attaquera pas; toutes ses mesures sont défensives. Il n'a pas de confiance dans ses généraux. Mais, en cas d'attaque, il cherchera à embarrasser notre marche et à la retarder par la dévastation: tel est le projet qu'on lui suppose. Ce projet lui donne beaucoup de confiance et d'assurance».

Puis, dans ses lettres suivantes, Lauriston raconte comme il est difficile de décider l'empereur à donner au prince Kourakine à Paris les pouvoirs plus étendus auxquels tiennent tant Napoléon et le duc de Bassano. Il arrive à la conviction qu'il faudra, en fin de compte, y renoncer, l'empereur n'ayant absolument aucune confiance dans les capacités de l'ambassadeur. Quant à remplacer le prince Kourakine, Alexandre ne veut pas non plus.

Comme le lui indiquait le comte Romantzoff, l'empereur aurait plutôt consenti à engager à Pétersbourg des pourparlers sur les questions pendantes, pourvu que Lauriston eût les pouvoirs nécessaires. C'est encore toute une série de discussions sans autre résultat que de traîner les choses en longueur. Une chose curieuse, c'est que Lauriston propose à son gouvernement d'employer tous ses efforts à affermir la position du prince Kourakine et à lui faire rendre la confiance d'Alexandre et de Romantzoff.

« Je dois prévenir Votre Excellence que l'empereur et le comte Romantzoff craignent ce qu'ils appellent la faiblesse du prince Kourakine, et probablement les instructions s'en ressentiront. Il faudrait, s'il était possible, ranimer leur confiance dans cet ambassadeur ». Etranges, ces conseils de Lauriston!

Toutes les interminables questions étudiées plus haut d'après les rapports du prince Kourakine et relatives au duché d'Oldenbourg et à celui de Varsovie font dans les lettres de Lauriston le sujet de longs épisodes. Ce qui est également intéressant, ce sont ses impressions sur la fameuse conversation de l'empereur Napoléon avec l'ambassadeur de Russie aux Tuileries.

Il en a la nouvelle à Pétersbourg par les extraits que lui communiquent l'empereur et Romantzoff des rapports du prince Kourakine. Ils lui rappellent la conversation du même genre avec Metternich en 1809, et Alexandre ne cache pas son chagrin de ce que tout s'est passé dans de telles conditions et de ce que tous les assistants ont entendu le monologue de Napoléon, ni son dépit de ce que ce sont encore les Anglais auxquels l'incident fera le plus de plaisir *).

Lauriston, à son tour, est vexé de s'entendre raconter ces détails sans en avoir encore reçu aucune confirmation officielle, et sans en savoir autre chose que ce que lui en disent des lettres particulières de France. Cela ne l'empêche pas d'exprimer encore une fois sa conviction: «Quant à moi, je ne puis m'empêcher de persister dans l'opinion que j'ai émise, son éloignement pour une rupture avec la France et son désir de terminer les différends..... Je puis donc prouver actuellement ce que j'ai toujours avancé: *la Russie ne veut pas la guerre» (Lettre du 29 septembre 1811).*

Quelles que fussent la hardiesse et la franchise des arguments de Lauriston, ils ne firent pas l'effet désiré, et Napoléon lui fit exprimer par le duc de Bassano son mécontentement de ce qu'il n'entendait rien à la situation ni à ses propres obligations.

A quoi Lauriston répondit qu'il n'avait pas demandé son poste et que, n'étant pas diplomate, il croyait n'avoir qu'à dire la vérité toute simple, comme il la comprenait.

Il faut convenir que ces rapports de Lauriston avec Napoléon et Maret n'étaient pas sans analogie avec ceux

*) Lettre du 6 septembre 1811.

d'Alexandre et Romantzoff avec le prince Kourakine. La tension nerveuse avait atteint ses dernières limites, et l'issue de discussions de ce genre n'était pas douteuse.

Ainsi finit l'année 1811, en emportant avec elle les dernières lueurs de cette alliance et de cette amitié, qui avaient donné à un moment tant d'espérances irréalisables. Les événements qui se préparaient pouvaient faire plaisir au vieux comte S. Worontzoff, qui terminait sa carrière à Londres, et aux anciens amis de l'empereur Alexandre, Novossiltzoff et Stroganoff: le moment fatal approchait où on allait résoudre les conventions de Tilsitt et d'Erfurt.

On était arrivé à 1812. A Paris, la saison d'hiver était fort animée. Ce n'étaient que bals, distractions et fêtes.

En même temps, on faisait ouvertement dans toute la France, l'Italie et l'Allemagne d'immenses préparatifs pour la lutte prochaine.

Les lettres de Kourakine sont pleines, d'une part, de descriptions détaillées des fêtes de toute espèce, d'autre part, de récits pénibles sur l'activité fébrile des armements.

Le 3/15 février, l'ambassadeur dit à ce sujet au comte Romantzoff: «Quelque pénible que me devienne de plus en plus le devoir où je suis de rendre compte des vérités dont je suis le témoin et de les recommander sans cesse à l'attention qu'elles exigent, sans apprendre jamais le résultat de mes efforts, je ne puis me départir de la conduite que j'ai tenue ici, et, quoique le silence le plus profond de la part de Votre Excellence sur les objets les plus importants de mes dépêches puisse me faire croire que mes instantes représentations, ou n'inspirent aucune confiance, ou ne sont point approuvées, je les continuerai jusqu'à ce que des

intentions me soient communiquées et me donnent lieu d'avoir une autre conviction; et, puisque je ne puis obtenir qu'il me soit donné d'autres règles de conduite que mes lumières individuelles et ma conscience, c'est elles seules encore que je suivrai».

Plus loin, le prince décrit toute la tension de la situation actuelle, et fait allusion à la justesse de ses observations à Paris pendant toute la durée de son séjour; malheureusement, tous ses arguments et ses raisonnements n'eurent pas l'approbation du gouvernement, qui ne voulut pas détourner à temps les événements menaçants qui se déchaînaient. «Il est pénible pour mon zèle de n'exercer ici que des fonctions apparentes et de perdre aujourd'hui par cet abandon la considération attachée à mon poste et celle que je puis dire avoir acquise personnellement dans toute ma longue carrière. Une telle situation me l'aurait déjà fait quitter depuis longtemps, si mon zèle pour le service et la gloire de notre auguste maître n'était pas plus fort que toute autre considération».

Peut-être semblera-t-il bizarre que je m'arrête aux idées émises par le prince Kourakine, quand on s'accordait à le juger d'une nullité complète comme diplomate. Mais pour l'étude du détail des événements et des vues politiques de l'empereur Alexandre, les indications fournies par ses lettres sont particulièrement précieuses.

Chose curieuse également: pourquoi l'empereur ne remplaça-t-il pas son ambassadeur, s'il était si nul?

Au premier abord, la chose paraît difficile à comprendre, mais si on tient compte des procédés compliqués dont Alexandre était coutumier pour arriver à la réalisation de ses vues, on peut se l'expliquer. Avec le caractère du prince

Kourakine, vétilleux, vaniteux et inclairvoyant, il était facile, en cas de besoin, au gouvernement russe de tout rejeter sur lui pour pouvoir plus facilement dissimuler ses véritables intentions.

En réalité, l'ambassadeur servait de bouc émissaire, et les autres préparaient avec succès tout ce qu'il fallait pour mener à bien la lutte avec Napoléon. Czernicheff et Nesselrode ne perdaient pas leur temps quand ils étaient de passage à Paris. Tout était calculé en temps utile, tout était mis en ligne de compte. Et les pires ennemis de Napoléon passaient peu à peu à Pétersbourg pour élaborer un plan de campagne.

Après un long entretien, le 13/25 février, Napoléon envoie l'aide de camp Czernicheff à l'empereur Alexandre avec une lettre autographe.

Tatichtcheff retrace magistralement cette conversation *).

Il y échappe à Napoléon une phrase curieuse: «Pourquoi, lorsqu'il y a un an de cela, l'empereur Alexandre vous envoya ici pour la dernière fois, ne vous a-t-on pas muni de pouvoirs, malgré que vous ne soyez ici que pour des renseignements militaires»?

Dans les annotations faites par Alexandre aux rapports de Czernicheff, on lit, à propos de la première partie: «Des pouvoirs à un jeune officier, cela serait assez plaisant»! *(Recueil, XXI, p. 134).*

Quant au séjour de Czernicheff pour des renseignements militaires, l'allusion était transparente.

Immédiatement après son départ de Paris, la police découvrit toutes ses attaches secrètes et toutes ses corrup-

---

*) *Alexandre et Napoléon,* pp. 576—584.

tions, et cela par la faute de sa propre imprudence. Il avait eu soin de brûler tous les documents compromettants, mais il avait laissé une note signée «M.», qui fut retrouvée sous un tapis et mit sur la piste des perquisitions à faire. Au nombre des arrestations, il y eut celle d'un gardien de l'ambassade de Russie, et le duc de Bassano dut mettre dans le secret l'excellent Kourakine. On peut se faire une idée de l'effroi de l'ambassadeur. Il ne cacha pas non plus ses sentiments dans ses rapports, et avertit ingénument le comte Romantzoff de l'impossibilité de renvoyer Czernicheff à Paris, ce que personne à Pétersbourg ne pensait plus à faire. La conclusion du prince Kourakine est assez logique: «Tel est le résultat ordinaire des affaires que l'on met entre des mains peu éprouvées parce qu'on n'a qu'une demi-défiance et une demi-confiance en ceux qui seraient appelés naturellement à s'en occuper» *(Lettre du 9/21 mai 1812).*

Voilà ce qu'en pensait le prince Kourakine: c'était spirituellement dit et d'ailleurs bien naturel, à son âge et avec ses idées.

Le 19/31 mars 1812, il se décide à écrire encore une lettre personnelle à l'empereur: il lui expose la nécessité de conclure une alliance avec la Suède et l'Angleterre, en prévision de la lutte terrible qui va s'engager.

En réalité, le rapprochement avec la Suède fut vite fait: un traité d'alliance préalable fut signé avec le comte Löwenhjelm le 24 mars (5 avril) à Pétersbourg; déjà, à la fin de février, le général Suchtelen avait été envoyé à Stockholm comme plénipotentiaire extraordinaire.

L'accord avec l'Angleterre se fit un peu plus tard, et la paix longtemps désirée avec la Turquie ne fut signée que le 16/28 mai 1812.

Bien entendu, Napoléon, lui aussi, prenait de son côté des précautions: au commencement de mars, il avait conclu des traités d'alliance avec la Prusse et l'Autriche. Le rôle de ces deux puissances était assez triste, et surtout pour leurs représentants, le roi Frédéric-Guillaume III et l'empereur François. Mais il n'y avait pas pour eux d'autre solution possible.

Ils avaient éprouvé la force des armes françaises: il fallait aller sous les drapeaux de Napoléon dévaster cette Russie, qui tant de fois avait sauvé de leur perte la Prusse comme l'Autriche.

Peut-être faisait-on entrer en ligne de compte l'incertitude de l'issue de la lutte: en cas de victoire de Napoléon, pourquoi ne pas faire son profit d'acquisitions territoriales aux dépens de la Russie? On pouvait encore compter sur la soi-disant faiblesse de caractère de l'empereur Alexandre, et les politiciens austro-prussiens croyaient que le monarque consentirait à des concessions sans pousser la lutte jusqu'au bout. Mais tous ces calculs se trouvèrent en faute.

Les mois d'attente passaient rapidement.

En avril, Kourakine rapporte de nouveaux entretiens avec Napoléon, mais ce n'étaient de plus en plus que des menaces et des moqueries à l'adresse de la politique russe.

Les troupes françaises avaient déjà occupé tout tranquillement la Prusse et s'approchaient des bords de la Vistule. Kourakine fut chargé d'exiger énergiquement l'évacuation immédiate du royaume de Prusse, ce qui mit Napoléon en rage: c'était pour lui comme une offense personnelle. L'ambassadeur présentait avec insistance cette

demande comme un ultimatum: le duc de Bassano ne faisait que lui représenter l'inanité de ses raisonnements.

C'est alors que le prince Kourakine envoie pour la dernière fois à l'empereur Alexandre un message personnel détaillé, où il lui montre le conflit comme inévitable, lui fait savoir le prochain départ de Napoléon pour Dresde et demande même ses lettres de rappel. En des termes touchants, l'ambassadeur termine en suppliant son souverain de lui conserver à l'avenir sa bienveillance et de ne pas oublier les longues années de service et de dévouement d'un vieillard qui avait déjà servi avec honneur sous son père et sous sa grand'mère l'impératrice Catherine *).

Mais les lettres de rappel étaient présentées, et Kourakine ne recevait toujours pas ses passeports: il alla se fixer au pavillon de Coislin, près de Saint-Cloud, et y resta jusqu'à son départ pour la Russie à la fin de septembre.

Napoléon partit pour Dresde le 28 avril (10 mai) 1812; il y avait convoqué tous les princes régnants d'Allemagne. Le *Moniteur* dit: «L'empereur est parti aujourd'hui pour aller faire l'inspection de la Grande-Armée, réunie sur la Vistule. S. M. l'impératrice accompagnera S. M. l'empereur jusqu'à Dresde, où elle espère jouir du bonheur de voir son auguste famille».

Alexandre prévint Napoléon en partant pour Vilna dès le 9/21 avril rejoindre son armée.

Pour gagner du temps et ne pas donner aux Russes la possibilité d'occuper la Pologne, ce que Napoléon voulait surtout éviter, il envoie encore à Vilna son aide

---

*) Lettre du 26 avril (8 mai) 1812.

de camp le comte de Narbonne avec une lettre à l'empereur Alexandre. L'empereur fit bon accueil à l'envoyé et lui remit une réponse pour Napoléon.

M. Schilder dit dans son travail: «Le jour du départ de Sa Majesté, le comte Romantzoff fit venir l'ambassadeur de France, le comte Lauriston, et le chargea de la part de l'empereur de dire à Napoléon que Sa Majesté restait, à Vilna comme à Pétersbourg, son ami et son allié le plus fidèle, qu'Elle ne voulait pas la guerre et ferait tout pour l'éviter, que son départ pour Vilna était provoqué par la nouvelle du mouvement des Français sur Kœnigsberg et avait pour but d'empêcher les généraux de rien faire qui pût provoquer une rupture».

Connaissant la partialité de Schilder à l'égard de l'empereur Alexandre, on n'est pas sans trouver étranges les lignes qui précèdent.

Est-ce que les paroles de l'empereur étaient vraiment sincères, quand il parlait de «rester son ami et son allié le plus fidèle»? Est-il vraiment possible d'admettre une minute d'hésitation dans l'esprit d'Alexandre à Vilna?

Le 12/24 juin, Napoléon passe avec son armée le Niémen et la frontière de Russie.

Le 13/25, Alexandre envoie de Vilna le général aide de camp Balachoff avec une lettre autographe à l'empereur Napoléon.

Tout le monde connaît la longue conversation qu'eut l'empereur des Français avec le général. Napoléon y répéta tout ce qu'avaient rapporté à maintes reprises Caulaincourt, Lauriston, Czernicheff et Kourakine.

J'arrête l'attention du lecteur sur un passage seulement de cette conversation. Napoléon dit à Balachoff: «Je suis

déjà à Vilna et je ne sais pas encore pourquoi nous nous battons. L'empereur Alexandre prend sur lui toute la responsabilité de cette guerre devant son peuple, et de quelle manière encore! Il a fait la paix avec moi quand la nation ne l'a pas voulue, et maintenant la nation ne veut pas la guerre, et il me la fait».

Dans ces paroles, en fait de responsabilité, Napoléon pensait à une issue de la guerre défavorable pour Alexandre, mais l'idée qui suit, celle qui est relative au caractère de notre souverain, est justement saisie. Quant à la guerre, c'est pour Napoléon lui-même que l'issue en fut malheureuse!

De Moscou, Napoléon fit encore une dernière tentative pour apitoyer l'empereur, mais il ne reçut même pas de réponse.

Tatichtcheff cite une lettre de l'empereur Alexandre au prince héritier de Suède, Bernadotte, au sujet de ce message de Moscou. Elle finit par l'appréciation suivante: «Elle ne contient d'ailleurs que des fanfaronnades».

Et Tatichtcheff émet sur cette appréciation une opinion bien juste: «Mot dur, il se peut, mais il rend bien le sentiment qui, désormais, remplissait seul l'âme d'Alexandre envers celui dont l'amitié lui avait paru un jour «un bienfait des dieux».

En publiant les rapports et les lettres de Caulaincourt et du comte Lauriston, du prince Kourakine et du comte Nesselrode, les instructions du comte Champagny et du comte Romantzoff, j'ai dû faire une préface détaillée. J'y ai successivement passé en revue les documents en question, qui m'ont servi à établir mes conclusions, sans me préoccuper nullement de faire l'histoire des événements.

D'autres écrivains de plus de talent, comme Vandal et Tatichtcheff, ont pu analyser complètement dans leurs œuvres les conditions et le caractère des rapports d'Alexandre et de Napoléon, Tatichtcheff en s'appuyant surtout sur la correspondance personnelle des deux monarques et citant toute une série d'intéressantes lettres autographes (Les autres ont été publiées dans les *Lettres inédites de Napoléon, par L. Lecestre, 1897).* Un autre historien français, Albert Sorel, dans un travail capital, *L'Europe et la Révolution française (8 vol., 1903—1905),* a magistralement exposé le côté psychologique, tant des événements que des rapports personnels; ce travail renferme toute la philosophie de l'époque qui suivit la Révolution et restera le plus bel ornement de la plume de son éminent auteur.

Schilder, dans son *Histoire de l'empereur Alexandre Ier,* ne fait que glisser sur les rapports mutuels des deux monarques, sans entrer dans le détail, et en faisant toute une série d'intéressantes citations.

Les conclusions dégagées ici ne reposent, elles, que sur les rapports des ambassadeurs après la convention d'alliance de Tilsitt.

Comme résumé de tout ce qui a été dit plus haut, suivons encore une fois le développement des rapports des deux empereurs et les vues qu'ils poursuivaient. Autant sont accessibles pour l'historien les intentions de Napoléon, autant sont compliqués et resteront incertains les mobiles d'Alexandre.

Quels étaient les sentiments qui guidaient l'empereur Alexandre lorsqu'il cherchait à Tilsitt à se rapprocher de Napoléon?

En premier lieu, la nécessité de mettre fin à une seconde guerre qui l'épuisait après Eylau et Friedland, et, en second lieu, sa curiosité d'entrer en relations personnelles avec le grand capitaine.

Quel degré de sincérité y avait-il dans l'impression produite par l'empereur Napoléon sur ce monarque de 28 ans? L'enchantement fut-il vraiment si intense? Est-il possible d'admettre que les contemporains aient exagéré la réalité?

Une fois Alexandre décidé au rapprochement en dépit de l'opinion publique en Russie et contrairement aux sentiments de l'impératrice mère et de ses amis les Triumvirs, il fallait pour la forme soutenir le prestige et rester dans la nouvelle direction donnée à la politique russe: il n'y a guère lieu de chercher d'autres raisons aux dispositions d'Alexandre après la paix de Tilsitt.

L'enthousiasme ne pouvait être assez profond pour faire oublier définitivement tout le passé, ni Austerlitz, ni Friedland, ni les paroles échappées à Napoléon, alors Premier Consul, au sujet des événements de mars 1801. On saisit mieux ainsi le sens de la phrase énigmatique dite à Tilsitt à la reine Louise de Prusse: «Tout est pour le mieux: on le verra plus tard».

Au tome VII, paru cette année même, de *L'Europe et la Révolution française,* M. Sorel fait avec raison, au sujet des réflexions d'Alexandre en se rendant pour la première fois à l'entrevue de Tilsitt, l'observation suivante: «On verra que les prétentions d'Alexandre furent précisément celles qui, l'alliance conclue en principe, en suspendirent les effets et promptement y substituèrent la rivalité, puis la guerre. Telle était avant même l'entrevue, telle demeure

la pensée de derrière la tête chez Alexandre, un des hommes les plus suivis qu'il y ait eus».

Nous nous rangeons complètement à cet avis, et nous trouvons à Alexandre un esprit de suite solide dans ses plans de politique extérieure.

Immédiatement après Tilsitt commencèrent les épanchements de tendresse qui se répétèrent avec une telle persévérance, à tout propos et hors de propos, jusqu'au jour de la rupture. C'est le trait le plus caractéristique chez l'empereur Alexandre: il lui valut toute une série de succès politiques, jusqu'au jour où se fit sentir le côté faible du procédé, trop souvent appliqué.

Alexandre avait bien remarqué dès Tilsitt certaines particularités du caractère de Napoléon, puisqu'il écrivait à l'impératrice mère: «Heureusement que Bonaparte, avec tout son génie, a un côté vulnérable: c'est la vanité, et je me suis décidé de faire le sacrifice de mon amour-propre pour le salut de l'Empire». Mais Napoléon, lui aussi, n'avait pas tardé à découvrir ce qu'il y avait sous le masque inné de séduction de son allié.

Ce n'est pourtant qu'après Erfurt que les yeux de Napoléon se dessillèrent.

La correspondance de Caulaincourt avec Napoléon et Champagny nous donne des matériaux particulièrement précieux pour l'étude du programme politique d'Alexandre, tracé d'une main ferme et exécuté avec virtuosité.

De retour à Pétersbourg, l'empereur Alexandre donne à sa politique une orientation nouvelle, sans craindre d'aller à l'encontre de l'opinion publique de la Russie et en rompant avec les collaborateurs des premières années de son

règne. Il fallait de la volonté, du sang-froid, de la retenue, une certaine liberté d'allures: tout cela était bien l'apanage d'Alexandre.

Le choix de collaborateurs pour la nouvelle politique fut moins heureux: cela tient au désir d'Alexandre d'être en rapports personnels avec Napoléon, sans aucun intermédiaire. Tant à Tilsitt qu'à Erfurt, c'est lui-même qui se charge du travail compliqué de la rédaction des stipulations de l'entente avec Napoléon. Les résultats des conversations prolongées des deux monarques n'étaient que visés par les Boudberg, les Romantzoff, les Kourakine. Alexandre laissait de côté comme à dessein les hommes de talent et n'employait que des médiocrités qui fussent les instruments aveugles de ses volontés. C'est ainsi qu'au premier abord, on est frappé du choix de représentants comme le comte Tolstoï et le prince Kourakine; on peut en dire autant de la nomination du comte Romantzoff au ministère des affaires étrangères en remplacement de l'insignifiant baron Boudberg. Cela n'empêchait pas Alexandre d'entretenir des relations avec d'autres, russes et étrangers, pour arriver à ses fins. Il sut se servir de talents comme Talleyrand et Metternich; il n'était pas sans tirer parti des Stein, des Armfeld, des Phull, des Pozzo di Borgo pour le travail à faire sous main: il trouve d'habiles artisans pour l'exécution de ses plans dans la personne des Czernicheff, des Nesselrode et des Balachoff. Savoir se servir des hommes est une qualité rare chez un chef, et, sous ce rapport, quelle distance il y avait entre Alexandre et Napoléon! Réussir à mieux adapter à ses vues l'ambassadeur d'une puissance étrangère, même amie, c'est à peine imaginable. Mais le monarque russe ne se borne pas

à faire de l'ambassadeur de France un jouet entre ses mains: il ne dédaigne pas de le mettre dans les secrets de sa politique intérieure, de lui demander son avis pour des nominations de fonctionnaires, et tout cela sous prétexte que l'ambassadeur est le représentant de son meilleur ami et allié.

C'est encore le même jeu, mais moins prononcé, avec le comte Lauriston, abasourdi sans retour des élans chevaleresques du souverain.

Le voyage d'Erfurt pour resserrer les liens d'amitié avec Napoléon est magistralement exécuté.

Le but de la seconde entrevue, si nettement et complètement expliqué dans la lettre à l'impératrice Marie Féodorowna, était encore un hardi coup d'échecs.

Puis ce sont les soi-disant hésitations quand il s'agit de prêter son concours actif à Napoléon dans la guerre contre l'Autriche, l'envoi incessant d'aides de camp au quartier général de l'armée française, la réception à Pétersbourg du prince Schwartzenberg et les allusions à la leçon de 1805 bien méritée pour l'Autriche, comme il est dit dans une lettre à Napoléon: autant de pages brillantes de la politique du souverain.

Le programme était arrêté et exécuté d'une manière irréprochable.

Après la campagne de 1809, la position devint plus difficile, car Napoléon avait fini par s'apercevoir de ses fautes; mais il était trop tard pour les réparer.

Alexandre parait tous les coups avec adresse et succès.

Son abstention lors des négociations de paix sur les bords du Danube a été l'objet de vives critiques. Mais ici aussi, sa perspicacité ne le trompa pas. Napoléon avait

ressuscité la question polonaise, sur laquelle il pouvait prendre sa revanche à son gré. Tous les coups d'épingle n'eurent pas raison du calme d'Alexandre. Il mit un veto énergique à la restauration du royaume de Pologne et Napoléon ne se risqua pas à aller de front à l'encontre: il chercha à tourner la question en faisant naître mille difficultés pour la compliquer. Quand Napoléon sentit le besoin de consolider l'alliance, en raison de la mauvaise tournure des affaires d'Espagne et de l'impopularité en France de la campagne de 1809, Alexandre se déclara prêt à écouter ses propositions.

Puis il y eut la question du mariage, qui flatta l'amour-propre d'Alexandre, mais qui aboutit tout de même à un refus. C'est à ce moment que commencent les discussions insensées de la ratification de la convention relative à la Pologne, des questions du tarif, du blocus continental et enfin, du duché d'Oldenbourg, qui remplirent 1810 et 1811.

Les cordes sont tendues, mais Alexandre ne perd pas sa présence d'esprit et se prépare à la rupture, en adoptant le rôle bien net de celui qui est attaqué.

Les réticences cessent brusquement: Alexandre prend une attitude bien déterminée, et déclare hautement qu'il ne fera que se défendre, qu'il n'a jamais voulu la guerre et que c'est l'ambition démesurée de Napoléon qui est cause de la rupture.

Métamorphose complète et bien à propos.

Alexandre a la perception bien nette de l'approche d'un moment historique où la masse du peuple russe va avoir à décider non seulement les destinées de sa dynastie, mais encore celles de Napoléon lui-même.

Le souverain russe se met à la tête de son peuple outragé par l'invasion de l'étranger et jure de ne pas poser

les armes tant que le dernier ennemi n'aura pas été chassé du territoire russe.

Ce ne furent ni les Phull, ni les Stein qui fracassèrent la puissance du Corse; ce ne furent pas non plus les talents de Koutouzoff et de Barclay, ni les paroles ambiguës d'Alexandre à l'époque de l'alliance.

La puissance de Napoléon ne fut brisée que par la masse du peuple russe et par la rigueur du climat.

Nous venons de suivre les motifs du rapprochement de Tilsitt du côté d'Alexandre: passons maintenant à celui de Napoléon.

Pour lui, Tilsitt fut un triomphe d'amour-propre inespéré et une trêve nécessaire après trois ans de guerres meurtrières, 1805, 1806, 1807.

Lui, l'enfant de la Révolution, se rapproche de l'héritier traditionnel des tsars moscovites. Il a l'idée d'un partage de l'univers entre la France et la Russie.

Dans ses entretiens prolongés avec Alexandre, Napoléon étudie ce jeune homme à l'air rêveur, et s'efforce de le déconcerter par ses projets grandioses et par son talent particulier d'éloquence. Napoléon ne doute pas d'avoir conquis le jeune cœur de l'empereur de Russie, et cette conviction perce dans toutes les lettres envoyées de Tilsitt à Paris. Faire son profit de l'alliance avec la Russie, c'était une chose bien tentante.

Les rois et les peuples asservis depuis peu pouvaient se soulever contre la domination française; il y avait lieu de consolider les résultats de ses victoires et de s'occuper à organiser les Etats nouvellement créés, ainsi que de réduire à une sujétion et à un affaiblissement complets les monarchies des Habsbourgs et des Hohenzollern.

Pourquoi ne pas faire appel aux services de la Russie, dont le représentant vient gracieusement au-devant de lui avec un sourire accueillant sur les lèvres?

Pour Napoléon, tout cela était si séduisant et si simple, qu'il décide de tenter l'épreuve, sans douter du succès. De retour à Paris après ses triomphes, il nomme le général Savary, puis Caulaincourt, ambassadeurs à Pétersbourg.

Caulaincourt est un des personnages de son entourage le plus proche, et qui jouit de sa confiance depuis longtemps. Il est porteur des instructions les plus circonstanciées sur les affaires d'Allemagne, de Pologne, de Suède et de Turquie. Le nouvel ambassadeur vient relever Savary dès le mois de décembre 1807. Sa position prend rapidement de l'assiette: Alexandre, dès les premiers pas, l'approche de lui, le distingue et le cajole, le préservant en même temps de la malveillance de la haute société. La situation de Caulaincourt devient presque d'un seul coup exceptionnellement favorable à l'accomplissement de sa tâche. Dans des rapports détaillés, il fait part de ses impressions, qui sont presque à chaque page toutes de satisfaction: Alexandre et Romantzoff sont pénétrés de l'esprit de l'alliance, et tout présage de nouveaux lauriers à moissonner sur le terrain du rapprochement. Ainsi passe 1808. En automne se réalise l'entrevue projetée d'Erfurt. Il faut arriver à une union encore plus étroite; il y a à parler encore de quelques questions restées en suspens et en discussion.

Pour l'éclat du décor, Erfurt ne le cède en rien à Tilsitt, et toute l'Allemagne attend frémissante le résultat des pourparlers. Tous les menus intérêts des princes régnants se font jour. Il n'y a que les Habsbourgs qui sont absents:

le baron de Vincent est le seul représentant de l'Autriche offensée *).

Napoléon trouve du changement dans les vues d'Alexandre: il est comme devenu plus viril et ne ressemble plus au jeune homme sans prétentions de Tilsitt. Les entretiens sont plus difficiles: beaucoup de réticences, de promesses vagues; tout se complique.

Mais Napoléon est loin de penser qu'il y a dans sa suite un traître qui saisit toutes les occasions favorables pour souffler à Alexandre de la défiance à son égard. C'était Talleyrand. A Paris déjà, il s'était lié avec l'ambassadeur d'Autriche, comte Metternich, et avait beaucoup parlé avec lui.

Le retour des monarques dans leurs capitales n'est plus la même chose qu'un an auparavant.

Tous deux sont soucieux, mais Alexandre est prévenu, tandis que Napoléon est plein d'espérances. Bientôt les rapports de l'Autriche et de la France deviennent tendus. Une rupture est possible.

En remplacement du comte Tolstoï à Paris, le prince Kourakine est désigné, mais dès avant son arrivée, le ministre des affaires étrangères a fait son apparition.

Cependant Napoléon était en Espagne où les circonstances exigeaient sa présence.

L'empereur des Français revient en hâte dans sa capitale, où l'attendent les représentants de la Russie, son alliée. Dans ses entretiens avec eux, Napoléon arrête la ligne de conduite ultérieure, mais le comte Romantzoff ne cache pas les difficultés qu'on aura à la suivre. Caulaincourt reçoit

---

*) Metternich a essayé de faire inviter l'empereur François, mais Napoléon a refusé brusquement.

de nouvelles instructions en cas de conflit avec l'Autriche. Bientôt Romantzoff retourne à Pétersbourg. Les choses, semblait-il, allaient assez bien. Mais ce fut justement là que commencèrent les difficultés prévues. En vertu de ses engagements, Alexandre devait fournir à son allié l'appui de ses troupes, en cas de rupture avec l'Autriche: la promesse en avait été donnée, et elle avait souvent été confirmée par l'empereur dans ses conversations avec Caulaincourt. Mais les troupes étaient lentes à se concentrer; le commandant en chef, prince Galitzine, tergiversait encore davantage.

A ce moment même, Alexandre était occupé de la réception du couple royal de Prusse et des affaires de Finlande, ce qui ne l'empêcha pas de recevoir l'envoyé extraordinaire prince Schwartzenberg, qui venait l'apitoyer en faveur de l'Autriche.

A Paris, Napoléon et Champagny s'émeuvent, mais Caulaincourt les tranquillise par ses rapports: l'ambassadeur est toujours plein d'optimisme.

Cependant la guerre est déclarée. On se bat déjà en Bavière. Napoléon court sur le théâtre des opérations. Il y trouve le colonel Czernicheff *), envoyé par Alexandre. Puis viennent les journées sanglantes d'Aspern et de Wagram, et de concours des Russes, toujours point.

Napoléon était déconcerté, et il y avait bien de quoi! Mais ses yeux se dessillèrent bientôt.

Alexandre envoie de nouveaux messagers féliciter son allié de ses victoires, et les troupes russes ne faisaient que d'entrer sur le territoire de la Galicie.

Alors tout fut facile à comprendre.

---

*) Bailleu: Lettres de Frédéric-Guillaume à Alexandre des 12 et 19 mai 1809.

Le 2 juin 1809, Caulaincourt reçoit des instructions détaillées pour l'avenir, ainsi qu'un nouveau programme bien déterminé.

Napoléon n'est plus intrigué; il se sent profondément offensé, et, bien entendu, ne pardonnera pas à Alexandre son jeu ambigu. L'alliance entre dans une nouvelle phase.

A Napoléon elle est encore indispensable. Il reste à faire la paix avec l'Autriche: peut-être ici du moins Alexandre lui rendra-t-il quelque service. Nouvelle déconvenue: Alexandre refuse de prendre part aux négociations, dont il laisse toute la responsabilité à son allié victorieux.

La position de Napoléon devient encore plus difficile.

De Paris lui parvient le bruit que la dernière campagne n'est pas populaire: on la considère comme sa guerre à lui, non comme celle de la France. Le peuple et la société sont fatigués; on entend des murmures même parmi les maréchaux et les militaires. Il faut se dépêcher. La paix finit par se faire le 2/14 octobre 1809: nous en savons les conditions.

La Pologne est récompensée, et largement, quoique non ouvertement; la Russie ne fait qu'une insignifiante acquisition territoriale en Galicie. Napoléon rentre à Paris sachant bien que des explications désagréables ne vont pas se faire attendre de Pétersbourg. Un échange animé de correspondance s'engage d'abord sur la question polonaise. Mais les affaires intérieures absorbent l'attention de Napoléon au point qu'il se décide à un nouveau pas, le divorce avec Joséphine. Il lui faut un héritier. De nouveau ses regards se tournent du côté de la Russie: si Alexandre veut bien lui donner la main de sa plus jeune sœur, tout peut encore se réparer.

Ici ce sont encore les mêmes tergiversations, les mêmes réponses ambiguës, en un mot, les procédés déjà connus.

Alors Napoléon tourne bride brusquement et contracte union avec l'archiduchesse d'Autriche.

L'alliance avec la Russie n'existe plus que sur le papier.

La cérémonie du mariage accomplie, il faut rapidement et sans retour préparer la lutte avec la Russie, il faut former une armée grandiose, pour battre l'ingrate alliée.

A ce moment commencent les préparatifs, tant diplomatiques que militaires pour ranger l'Autriche et la Prusse sous les aigles françaises.

La guerre décidée, Napoléon n'avait qu'à gagner du temps pour venir à bout de la lutte difficile contre l'Espagne. Ainsi passèrent 1810 et 1811 dans la fièvre des préparatifs pour l'invasion de la Russie.

La diplomatie vit surgir de nouvelles questions, celles du duché d'Oldenbourg et du tarif, destinées uniquement à détourner l'attention et à traîner les choses en longueur. Au printemps de 1812, tout était prêt, le voyage à Dresde était accompli pour maintenir le prestige en Allemagne, et en juin Napoléon était à Vilna.

Telle fut, brièvement exposée, la politique de Napoléon de Tilsitt à la rupture.

Sur qui retombait la responsabilité de la Guerre Patriotique?

Là-dessus, les historiens ne s'accordent pas, les uns nommant Napoléon, les autres Alexandre.

Nous y répondrons d'un mot. Ce fut Napoléon qui déclara la guerre en franchissant avec ses légions la frontière russe: Alexandre la méditait et ne fit rien pour la détourner, que des démonstrations de dispositions pacifiques.

Avant Wagram Napoléon n'y pensait pas, à la guerre. Ce n'est qu'en 1810, après sa désillusion sur l'amitié d'Alexandre, qu'il se mit à s'y préparer opiniâtrément, et que, ne voyant pas d'autre moyen de soutenir le prestige de son Empire, il décida de mettre tout son enjeu sur une carte, comptant intimider l'adversaire et l'amener à des concessions.

C'est ici qu'apparut la fausseté du calcul.

Alexandre, de même qu'il n'avait pas pardonné à l'Autriche la campagne de 1805, n'oublia pas non plus Austerlitz et attendait avec impatience le moment d'en laver la honte; ne désirant sans doute pas causer une effusion de sang prématurée, il ne se rapprocha de Napoléon que pour le perdre, et, le moment venu, profita d'une manière géniale de toutes les circonstances en se laissant devenir, aux yeux du monde entier, victime de l'astuce et de l'ambition de son allié.

Aussi ne puis-je me ranger à l'opinion contraire de Schilder: «On peut», dit-il, «positivement affirmer qu'au moment où Napoléon dressait ses plans pour la ruine de la Russie, Alexandre, de son côté, ne pensait nullement à la guerre avec la France» *(Histoire de l'empereur Alexandre Ier, t. III, p. 363).*

Je termine en répétant ce que j'ai déjà dit ailleurs *(Le comte Paul Alexandrowitch Stroganoff, t. III, p. 22)* sur «la mémoire sacrée de l'an 1812».

La glorieuse épopée fit une révolution bien plus profonde dans les idées et les sentiments des contemporains que dans l'organisation gouvernementale et militaire des puissances de l'Europe.

La révolution accomplie par 1812 dans l'empereur Alexandre lui-même n'est toujours pas éclaircie, après les

PRÉFACE.

Deux fois, en 1805 et en 1806, le jeune Empereur Alexandre Ier avait fait la guerre à l'«invincible» Napoléon. A la fin de la seconde campagne, après Friedland, sa haine mortelle fit place, à l'étonnement général, à une amitié enthousiaste: sur le radeau du Niémen, près de Tilsitt, les deux empereurs s'embrassèrent, et Alexandre donna à Napoléon une amicale poignée de mains. Pourquoi?

Le 4 juillet 1807, à Tilsitt, Alexandre reçut de Napoléon le billet suivant:

«Monsieur mon Frère,

J'envoie à Votre Majesté une note sur la discussion qui nous occupe. Votre Majesté y verra mon désir de me tenir constamment dans une position d'amitié et d'alliance avec la Russie et d'écarter tout ce qui pourrait s'opposer directement ou indirectement à cette grande et belle pensée.

Napoléon».

La note en question disait que les relations politiques de la France avec la Russie, en raison d'intérêts commerciaux et de considérations géographiques, comportaient un état non seulement d'alliance, mais d'amitié. Napoléon estimait qu'une alliance franco-russe donnerait aux deux puissances la domination sur le continent européen. Sa note

contient une combinaison nouvelle, l'Europe entière divisée en deux parties, en deux grands états: un empire d'Occident, comprenant aussi l'Egypte et la Syrie, avec la France à sa tête, et un empire d'Orient, avec Constantinople et les Balkans, ayant la Russie à sa tête.

Nouveau décor, nouveaux personnages.

Le général Savary, depuis peu ambassadeur à Saint-Pétersbourg, fut rappelé et remplacé par le général Caulaincourt, dont les rapports commencent la présente publication.

Il n'y a guère dans les archives gouvernementales de toute l'Europe de correspondance diplomatique de contenu plus intéressant et de forme plus originale. Outre ses lettres, ses dépêches et ses communications de toute nature, Caulaincourt envoie à Napoléon une espèce particulière de relations, qu'il appelle rapports. Curieux rapports: ils contiennent les paroles authentiques d'Alexandre. La lecture du rapport fait en quelque sorte assister Napoléon à l'entretien de son ambassadeur avec l'Empereur.

La forme des entrevues est toujours la même, bien connue: dès le commencement de son règne, Alexandre, après dîner, se retirait dans son cabinet pour causer avec ses «amis»; maintenant encore, une, deux, trois fois même par semaine, il cause après dîner avec Caulaincourt, parlant de tout, et sans détours, exprimant ses sympathies pour Napoléon, qu'il apprécie très haut et à l'amitié duquel il tient.

Ces conversations avec les amis, je les ai le premier publiées in extenso. Fidèle à mon système, j'entreprends encore ici la publication des entretiens de Caulaincourt.

Ces entretiens étaient si importants, que Caulaincourt ne se contentait pas de les rapporter à Napoléon: il les communiquait aussitôt après à Champagny, le ministre des

affaires étrangères de France. Pour le ministre, c'était généralement un simple exposé qu'il en rédigeait, avec accompagnement, bien entendu, de commentaires sur les paroles de l'Empereur Alexandre, commentaires qui font actuellement le prix de ces documents. Dans les cas relativement rares où Caulaincourt ne fait que répéter textuellement au ministre ce qu'il a déjà dit à Napoléon, nous nous bornons ici à une simple indication.

Les communications intitulées «On dit» présentent un tout autre genre d'intérêt. A côté de paroles authentiques de l'Empereur, l'ambassadeur relate des bruits sans consistance, des cancans mêmes, qui circulent dans la haute société russe. Il ajoute parfois la réserve: «C'est faux», mais tout cela n'en va pas moins à Paris.

Les services de Caulaincourt étaient très appréciés par Napoléon à cette période. Comme ambassadeur, il ne se contentait pas d'exécuter la volonté de son souverain: il la prévenait. On peut en juger d'après les paroles suivantes de sa lettre à Napoléon du 27 juillet 1808: «La dépêche de Votre Majesté du 28 juin ne m'est parvenue que dans la nuit du 22 au 23 juillet. Tout ce qu'Elle désirait savoir a été prévu par mes précédentes lettres».

Le présent volume renferme 67 envois de Caulaincourt, pour les trois premiers mois de son séjour à Pétersbourg, du 20 décembre 1807 au 15 mars 1808, et plus du tiers, 24 sur 67, sont des «rapports», ce qui donne à ce premier volume un intérêt particulier.

Il est en outre orné d'un portrait autotype de l'Empereur Alexandre.

N. M.

LETTRES ET RAPPORTS DE CAULAINCOURT

du 20 décembre 1807 au 15 mars 1808.

1.

Lettre à Champagny.

20 Décembre 1807.

J'ai l'honneur de rendre compte à Votre Excellence que Sa Majesté l'empereur Alexandre a donné pour l'ambassade de France le plus bel hôtel de Pétersbourg et, sans contredit, la plus belle maison après le palais du grand-duc *): elle est en partie magnifiquement meublée, j'y suis descendu d'après l'avis que m'en a fait donner le général Savary **).

Le ministre des apanages ***) met tous les jours un nouvel empressement à savoir ce qui peut m'y être nécessaire ou agréable, mais je me tiens sur la réserve.

*) Constantin, 1779—1831, frère cadet de l'empereur, habitait au palais dit de Marbre.

**) René, duc de Rovigo, 1774—1833; en qualité de colonel de la gendarmerie d'élite, fit en 1804 exécuter la sentence prononcée contre le duc d'Enghien; après s'être distingué à Austerlitz, Eglau, Ostrolenka et Friedland, fut nommé duc de Rovigo, gouverneur de la Prusse, puis, en 1807, ambassadeur à St-Pétersbourg; en 1808, reçut le commandement en chef de l'armée d'Espagne.

***) Gourieff, Dmitri Alexandrowitch, 1751—1825; en 1806, nommé ministre des apanages.

V. E. jugera sans doute convenable qu'il y soit placé un concierge appartenant aux Relations pour en conserver le mobilier; je la prie de me donner ses ordres à cet égard, ainsi que sur le cadeau à faire au ministre des apanages et à l'architecte de la couronne qui bâtit et meubla, et a en quelque sorte remis la maison: on assure qu'il en a été envoyé à M. de Tolstoï *), pour les personnes qui lui ont remis la sienne à Paris, et il paraîtra sans doute convenable à V. E. que la chose se fasse avec une entière réciprocité.

2.

Lettre à Napoléon.

22 Décembre 1807.

Dans l'incertitude où je suis si l'intention de Votre Majesté est que j'aie l'honneur de lui adresser directement le rapport de mes communications avec Sa Majesté l'empereur Alexandre, j'ai l'honneur d'en joindre les deux premiers rapports à cette lettre.

V. M. mettrait le comble à ses bontés et m'aiderait puissamment à la bien servir, si Elle daignait joindre de temps en temps quelques ordres directs à ceux que son ministre sera chargé de me transmettre. Cela ajouterait beaucoup à la confiance que je dois inspirer, surtout si quelques-uns étaient de nature à pouvoir être montrés à l'Empereur.

Il avait remis à M. de Tolstoï une lettre particulière pour S. M. en outre de celle de créance; on m'a demandé si je n'en avais pas.

---

*) Comte Pierre Alexandrowitch, 1761 — 1844, brave général, aimé de Souvoroff; depuis Octobre 1807 jusqu'à Octobre 1808, il fut ministre plénipotentiaire russe à Paris. C'est lui qui a écrit toujours à son maître contre Napoléon et qui a prophétisé l'invasion de 1812.

Rapports à Napoléon.

3.

22 Décembre 1807.

L'empereur. Je suis bien aise de vous revoir, etc., etc. Comment se porte l'empereur? Je suis empressé de savoir de ses nouvelles. (Compliments de part et d'autre, etc.). L'empereur doit être content, j'ai prévenu tous ses desseins. N'a-t-il rien reçu de l'Angleterre?

L'ambassadeur. Non, Sire.

L'empereur. Nous sommes en mesure pour la Suède. J'attends une réponse; d'ici-là on pourra passer (dans ce moment le passage de la Néva n'est pas praticable) et nous agirons si elle ne fait pas ce qu'elle doit. Mais on croit qu'elle prendra le bon parti. On en serait sûr, si le roi était un homme comme un autre. Quelques nouvelles particulières veulent que ses dispositions aient changé. L'empereur Napoléon m'a paru disposé à ne pas maltraiter cette puissance qui est un des plus anciens alliés de la France. Vous en ferez la paix.

L'ambassadeur. Le roi est un prince sur lequel il est difficile de compter. Les dispositions de l'empereur Napoléon n'ont sans doute point changé, mais je n'ai point d'ordres à cet égard.

L'empereur. Mandez bien à l'empereur qu'il ne pouvait faire un choix qui me fût plus agréable; que je me rappelle tous les moments que j'ai passés avec lui à Tilsit. La France et la Russie donneront la paix au monde, et l'empereur Napoléon ne peut avoir un allié plus fidèle que moi.

L'ambassadeur. J'ai déjà eu l'honneur d'exprimer à V. M. les mêmes sentiments, et mon auguste maitre regarde les intérêts de V. M. comme les siens.

L'empereur. Je reçois avec plaisir l'ambassadeur et je verrai de même le général dans mon intérieur. Etes-vous content de votre voyage, de votre maison?

L'ambassadeur. Je n'ai à parler que de reconnaissance depuis mon entrée en Russie.

L'empereur. Demain vous viendrez dîner avec moi, j'espère que vous serez content ici, c'est mon désir.

4.

22 Décembre 1807.

Le 21, un fourrier de la Cour vint me rappeler l'invitation à dîner de l'empereur. Sa Majesté avait réuni, en outre du comte de Romantzoff *), du prince Lobanoff **) et de plusieurs généraux et ministres, MM. de Kotschoubey ***) et Osterman Tolstoï ****), deux chefs de l'opposition, l'un du civil, l'autre du militaire.

Avant le dîner, l'empereur me dit: «Général, je vous vois ici avec plaisir et je m'empresse de vous mettre en possession de tous vos droits. Nous causerons après le dîner». L'impératrice me dit plusieurs choses obligeantes sur mon premier séjour *****) ici, et on passa pour se mettre à table.

Pendant le dîner, l'empereur parla de la rapidité avec laquelle Votre Majesté voyageait, et de la vitesse dont Elle allait à cheval; que

---

*) Nicolas Pétrowitch, 1754—1826; en 1802, ministre du commerce, en 1807, des affaires étrangères, en 1809, chancelier, assista à l'entrevue d'Erfurth, fut envoyé à Paris pour les négociations entre la France et l'Autriche. Il fut sincèrement persuadé que Napoléon était un vrai ami d'Alexandre, et, en 1812, la nouvelle de l'approche de l'armée française le frappa d'apoplexie.

**) Lobanoff-Rostowski, Jacques Ivanowitch, 1760—1831.

***) Victor Pavlowitch, 1768—1834; en 1799, comte, en 1831, prince; depuis 1798, vice-chancelier.

****) Alexandre Ivanowitch, 1779—1835; le premier comte d'Osterman-Tolstoï.

*****) Pendant les campagnes du Rhin, Caulaincourt fut promu colonel et blessé à Weinheim; après la paix, en 1806, Napoléon l'envoya en Russie comme agent diplomatique auprès de l'empereur Alexandre, mais il échoua dans sa mission.

lui seul et moi la suivions à Tilsit. Il fut ensuite question du prince de Neufchâtel *). Sa Majesté dit que c'était un des hommes qui lui avaient inspiré le plus d'estime. Elle me demanda si V. M. avait beaucoup de promotions dans l'armée, etc. Elle ajouta qu'on lui avait dit que V. M. avait renoncé au blanc pour son infanterie; que pour Elle, Elle était pour le bleu, que les armées françaises avaient fait des choses si glorieuses sous cette couleur qu'Elle lui donnait la préférence.

Après le diner, la conversation continua quelques minutes avec moi sur Pétersbourg et des objets différents. L'empereur passa ensuite dans son cabinet et me fit demander, il me dit:

L'empereur. «Jusqu'à la réponse des dépêches que porte Faudoas, nous n'aurons rien de bien important à traiter; mais je veux vous mettre en possession de tous vos devoirs». (L'empereur me prit par la main, me fit asseoir à sa droite et continua ainsi):

«Vous avez toute ma confiance. L'empereur ne pouvait faire un choix qui me convînt plus personnellement et qui fût plus convenable pour le pays à cause de votre rang près de lui. Mandez-lui que c'est une nouvelle marque d'amitié qu'il m'a donnée. Je ne vous verrai jamais assez. Dans les jours d'étiquette, vous serez l'ambassadeur tant que vous voudrez; dans les autres moments, vous connaissez le chemin de mon cabinet; je vous y verrai avec plaisir.

L'ambassadeur. C'est l'honneur que j'apprécie le plus ici, Sire, et le seul qui puisse me dédommager d'être loin de mon maitre.

L'empereur. Je sais que vous avez fait un sacrifice en vous éloignant de l'empereur; mais La Forest **) ne convenait point. Je ne pouvais le voir comme cela. Il fallait ici un officier général et un homme

---

*) Alexandre Berthier, 1753—1815; en 1804, maréchal de l'Empire, en 1806, prince de Neufchâtel.

**) Antoine-René-Charles, 1756—1846; depuis le 1er Mai 1805, ministre plénipotentiaire de France à Berlin; Napoléon proposa de l'envoyer comme ambassadeur à Pétersbourg, mais Alexandre déclina cette nomination, et Laforest fut nommé en 1808 ambassadeur à Madrid.

qui ralliât la société par des formes. L'empereur Napoléon choisit toujours bien.

L'ambassadeur. Si Monsieur de La Forest était venu, le général Savary serait resté avec lui ou un autre aide de camp de l'empereur.

L'empereur. Deux personnes ne font pas bien les affaires. Ce sont deux intérêts personnels qui se mettent souvent à la place des choses. Mes intentions sont droites, je n'ai point d'arrière-pensée dans mon attachement pour l'empereur Napoléon. Je le lui ai prouvé par toutes mes démarches. Le général Savary a pu vous dire qu'il a trouvé faites d'avance toutes les choses qu'il avait été chargé de demander. Nous avons fait en octobre ce qui ne devait avoir lieu qu'en décembre; et le général Savary doit avoir mandé à l'empereur que moi et Romantzoff l'avons toujours prévenu pour la guerre avec l'Angleterre. Je l'aurais peut-être déclarée plus tôt, s'il n'avait pensé comme moi qu'il fallait attendre le signal de l'empereur Napoléon. Quant aux Suédois, comme je vous l'ai dit hier, nous sommes en mesure; d'un instant à l'autre, la réponse arrivera. Des lettres de consuls m'annoncent que les Anglais ont expédié avant leur départ des courriers en Suède, pour annoncer mes préparatifs, et qu'on y est fort effrayé. Ils ne sont pas en force. Si le roi ne fait pas ce qu'il doit et la paix, j'agirai. Sous peu on pourra passer. L'empereur a parlé à Tolstoï de la Prusse. Cela m'a peiné; Savary vous l'aura dit. Il n'avait jamais été question de la faire entrer en compensation des affaires de Turquie. C'est l'empereur Napoléon qui a prononcé à Tilsit le premier mot sur la Valachie et la Moldavie, ainsi que sur une autre partie de la Turquie. Lui-même a désigné son lot. Lui-même s'est regardé comme entièrement dégagé par la déposition du sultan Sélim. Certes, il n'a pas été dit un mot qui pût faire penser que la pauvre Prusse dût être un équivalent dans cet arrangement, que l'anarchie et les révolutions des provinces en question amènent, encore plus que l'intérêt de la Russie. Le général Savary a pu vous dire quel était mon éloignement pour cet arrangement; que je ne pouvais consentir à partager de fait les dépouilles d'un malheureux prince que l'empereur a désigné à l'Europe et à la France comme

rétabli en considération de moi, et qui ne peut d'honneur cesser d'être mon allié, tant qu'il n'est pas remis en possession de ce que lui rend la paix.

L'ambassadeur. Sire, l'empereur Napoléon porte à V. M. le même attachement. Toutes ses pensées sont pour les intérêts et la gloire de V. M. Elle a dû en trouver de nouvelles preuves dans ce qu'il a dit au comte de Tolstoï. Si celui-ci en a rendu un compte fidèle à V. M., Elle ne peut avoir de doute sur ses véritables intentions, car la stricte exécution du traité de Tilsit est ce que l'empereur peut désirer le plus. C'est la première fois qu'il sépare sa cause de celle d'un de ses anciens alliés. Il fallait que ce fût pour V. M., car toutes les raisons qu'Elle allègue pour tenir à la Prusse, mon maître pourrait s'en faire des motifs pour tenir à la Turquie. La position des deux puissances est la même sous les rapports d'honneur, auxquels V. M. semble attacher tant de prix. Je le répète à V. M., la pensée de l'empereur Napoléon a cherché dans cette circonstance les intérêts personnels de V. M. plus que les siens. Je prie V. M. de peser cette observation.

L'empereur. Je vous comprends; ce que vous dites est juste. Avec cette manière de traiter les affaires, on doit toujours s'entendre. Cette lettre de Tolstoï m'avait peiné. Je ne puis consentir à un arrangement de cette nature, qui n'est pas conforme aux intentions que l'empereur m'a manifestées lui-même.

L'ambassadeur. Sire, quand M. de Tolstoï aura résidé plus longtemps près de l'empereur, il présentera mieux dans leur véritable intention les ouvertures qui lui seront faites.

L'empereur. Voilà ce qui me plait dans le choix que l'empereur a fait de vous. Vous comprendrez mieux qu'un autre ce qu'il veut, et nous nous entendrons toujours.

L'ambassadeur. Que V. M. fasse connaitre ses intentions à son ambassadeur: l'empereur, mon maitre, ne demande pas mieux que de régler sa marche sur celle de V. M. L'empereur est prêt à tout, et sa pensée la plus chère est pour les intérêts et la gloire de V. M. J'ai

l'honneur de le lui répéter. V. M. me permet-Elle de revenir sur une partie de cette conversation?

L'empereur. Avec plaisir.

L'ambassadeur. J'avais à cœur, Sire, de faire connaître à V. M. les véritables intentions de mon maître, et j'ai commencé par là. Maintenant je dois aussi répondre relativement à ses intérêts. Les compensations dont V. M. parle en Turquie sont une conquête à faire, tandis que par la non-exécution du traité de Tilsit et de l'armistice qui en a été la conséquence, celles de V. M. sont faites. Il faudrait se battre pour conquérir et se battre encore pour conserver. Les provinces n'ont point de commerce ni aucun des avantages que recueillerait V. M. Si Elle veut peser avec une entière impartialité tout ce que présente l'une et l'autre puissance, Elle ne doutera plus que la position de la France relativement à la Turquie serait la même que celle de la Russie relativement à la Prusse, si l'attachement de l'empereur Napoléon pour l'empereur Alexandre ne faisait pencher la balance de son côté.

L'empereur. Cela se peut. Vous présentez bien la chose. Mais je m'en réfère toujours à ce que m'a dit l'empereur Napoléon. J'ai été au-devant de tout ce qu'il a pu désirer. Ses intérêts ont été la base de ma conduite. Je n'ai compté les miens pour rien; car je n'ai point de nouvelles de ma flotte. J'attends donc l'effet de la bonne amitié qu'il m'a témoignée, il a des preuves de la mienne. Je ne puis entrer dans un arrangement dont il n'a jamais été question entre nous, et qui dépouillerait un prince qui a déjà tout perdu. Qu'il soit remis en possession de tout ce que le traité lui restitue et que l'empereur a dit lui avoir rendu pour moi, ensuite il en arrivera ce que Dieu voudra. Je ne doute point des intentions de l'empereur, mais ici il faut quelque chose qui prouve à la nation et à l'armée que notre alliance n'est pas seulement à notre avantage. Il est de votre intérêt de la nationaliser. Je vous parle franchement, ce sera même me servir personnellement. L'empereur, d'après ce qu'il m'a dit à Tilsit, n'a pas des Turcs une opinion qui le fasse tenir à eux. C'est lui qui a fait notre lot et

le sien. Quelque chose à l'Autriche pour satisfaire son amour-propre plutôt que son ambition, telles étaient ses intentions. Elles ne peuvent avoir changé, puisque j'ai été depuis lors au-devant de tout ce qu'il a pu désirer. Quant à la conquête à faire, pour lui mes troupes sont prêtes, s'il revient à ses premières intentions. Ce sont les Turcs qui ont rompu l'armistice. Si je n'étais pas de bonne foi avec l'empereur, j'aurais donc un prétexte de rompre avec eux sans porter atteinte au traité de Tilsit.

L'ambassadeur. Les arrangements dont V. M. me parle me semblent rentrer dans le cercle de ceux que les empereurs se sont réservé de traiter dans une entrevue. Si les Turcs ont maltraité quelques Valaques, ce sont encore leurs sujets. La Prusse, de son côté, n'a pas toujours eu la mesure et les égards que l'état de paix lui commandait; mais ce sont de ces petits événements qui sont plutôt du ressort de la police que de la politique et qui ne peuvent influer sur les grands intérêts qui nous lient.

L'empereur. J'ai envoyé des instructions à Tolstoï, comme vous avez pu le voir par ma conversation avec le général Savary. L'Empereur vous en enverra sûrement d'après les dépêches de Faudoas. Nous causerons souvent et nous nous entendrons. Il sera nécessaire que nous concertions ce que nous ferons au printemps, si les Anglais menacent nos côtes. Mon armée est bien réorganisée et en mesure d'agir, soit contre les Anglais, soit contre les Suédois.

L'ambassadeur. L'empereur secondera sûrement V. M. de tous ses moyens, et pour le moment une armée française et danoise sera prête, s'il est nécessaire, à pénétrer en Scanie pour seconder les opérations de V. M.

L'empereur. Au revoir. Je suis bien aise d'avoir causé avec vous: *(et en me serrant le bras)* en s'expliquant ainsi on s'entend toujours.

Lettres à Champagny.

5.

22 Décembre 1807.

Je suis arrivé ici le 17 au soir. Le 18, j'ai notifié mon arrivée à M. le comte de Romantzoff, ministre des affaires étrangères, et lui ai envoyé copie de mes lettres de créance. Il m'a reçu immédiatement après. Cette première conférence s'est passée en politesses de part et d'autre.

Le même jour, le maître des cérémonies de la Cour est venu me remettre le cérémonial de ma présentation à S. M. l'Empereur et à toute la Famille Impériale. C'était le même qui avait été suivi pour la première audience du comte de Cobenzel, ambassadeur extraordinaire d'Autriche sous l'impératrice Catherine. Il n'avait pas été suivi depuis; tous les ambassadeurs des diverses Cours qui se sont succédé jusqu'à ce jour n'ayant été à la Cour que dans leur voiture, et n'ayant point eu de grandes audiences. J'ai cru devoir faire plusieurs observations sur ce cérémonial, et j'ai demandé qu'au lieu d'une seule voiture pour me conduire au palais impérial on m'en donnât trois; que ce fût un grand officier de la Couronne qui vînt me recevoir à l'entrée des premiers appartements. J'ai également pensé qu'il était convenable qu'un des premiers officiers de S. M. l'impératrice-mère vînt au-devant de l'ambassadeur de l'empereur et qu'elle désignât des officiers et des dames de sa maison pour le recevoir et lui tenir compagnie en attendant son audience. J'ai aussi demandé une explication sur le rang du ministre adjoint, l'étiquette exigeant qu'on lui fasse la première visite. Tout ceci a donné lieu à diverses explications verbales, tant avec le ministre des affaires étrangères qu'avec le maître des cérémonies. Après quelques légères difficultés, tout ce que j'avais demandé m'a été accordé. J'envoie à V. E. copie du cérémonial proposé et de celui adopté, ainsi qu'une relation de ma première audience, que j'ai fait enregistrer chez le maître des cérémonies.

Le 19, le ministre des affaires étrangères m'a donné une audience pour quelques explications sur mes lettres de créance, les mots *allié* et *confédéré* qu'elles renferment n'étant point de ceux consacrés par les formules d'usage. Il m'a dit que l'Empereur recevait avec plaisir le titre d'*allié* et qu'il le donnerait de même dans ses transactions; que, quant à celui de *confédéré*, il n'exprimait rien de la situation respective où étaient placés les deux Etats; que S. M. pensait donc que c'était une erreur de rédaction dont Elle ne faisait faire l'observation que pour la forme, et qu'Elle agréait mes lettres de créance, quelles qu'elles fussent, comme celles d'une puissance alliée et amie. J'ai répondu que je pensais qu'on n'avait attaché d'autre importance à cette rédaction que de prouver plus particulièrement à S. M. le prix qu'on attachait à l'alliance des deux Empires; que j'ignorais si cela tenait à un défaut de rédaction et que je ferais connaitre à ma Cour les observations de S. M.

Le 20, j'ai eu ma première audience de l'empereur.

Quoiqu'il ne soit pas de rigueur de faire une visite d'étiquette à la princesse de Bade *), j'ai pensé, vu l'alliance de cette maison avec celle de France **), qu'il était convenable que l'ambassadeur s'y fit inscrire lui-même au lieu de laisser ce soin au maitre des cérémonies; les politesses aux femmes ne tirant d'ailleurs point à conséquence, et cette démarche devant plaire aux impératrices.

Votre Excellence verra dans le rapport de ma première audience ce qui s'y est dit. Quant à celle des impératrices, j'y ai également été traité avec une prévenance toute particulière, notamment par l'impératrice-mère.

Le même jour, j'ai été invité à l'Hermitage, où aucun des membres du Corps diplomatique n'est admis. Un fourrier de la Cour m'attendait dans le salon qui précède la salle, et était chargé de me pla-

*) Amélie-Catherine-Christine, seconde fille de Charles-Louis, margrave de Bade Durlach, sœur de l'impératrice Elisabeth.

**) En 1806, le prince de Bade, Charles-Louis-Frédéric, épousa Stéphanie Tascher de la Pagerie, fille adoptive de Napoléon et cousine de l'impératrice Joséphine.

cer dans le rang de LL. MM. II. sur une chaise comme Elles, et à côté des grands-ducs, distinction dont il n'y avait pas encore eu d'exemple, qui a frappé toute la Cour et a produit le meilleur effet. Le théâtre de l'Hermitage est rond et distribué par gradins en amphithéâtre pour toute la Cour qui y est pêle-mêle. Les ministres et grandes-charges occupent les gradins du bas, et la Famille Impériale est assise sur des chaises derrière l'orchestre, l'empereur au milieu, tous les grands-ducs à sa droite, suivant le rang de leur naissance, à sa gauche l'impératrice-mère, puis l'impératrice-régnante et les grandes-duchesses. Les deux dames d'honneur et la gouvernante des grandes-duchesses, qui sont dames du portrait, sont aussi sur cette ligne à la droite et à la gauche de la Famille Impériale.

Le 21, j'ai eu l'honneur de dîner chez S. M.

Après ce dîner, j'ai reçu les visites formelles des deux ministres des affaires étrangères, des ambassadeurs et des grands de la Cour.

Je crois devoir instruire V. E. que l'ambassadeur d'Autriche *) étant venu me faire sa visite pendant que je recevais celle formelle de M. le comte de Romantzoff, ministre des affaires étrangères, il a été dans le cas d'attendre une minute dans le grand salon qui précédait mon cabinet, et où était le général Savary avec toutes les personnes de l'ambassade. Il a exigé qu'on interrompît la visite du comte de Romantzoff pour le faire entrer, et dans le cours de sa visite, le comte de Romantzoff s'en étant allé pendant qu'il insistait, il s'est plaint à moi en me disant que les ambassadeurs ne devaient attendre nulle part, et passaient avant tous les ministres. Il a cependant ajouté qu'il n'at-

---

*) Comte Maximilien Merveldt, 1761 – 1817. Dans une lettre à M. de Champagny, de Milan, du 23 Novembre 1807, Napoléon écrit: «Recommandez au général Caulaincourt de se tenir très haut vis-à-vis de M. Merveldt, de le traiter plutôt avec hauteur et indifférence; qu'il ne doit point oublier que, sous aucun point de vue, M. Merveldt n'est recommandable: comme ambassadeur d'Autriche, il n'a aucun droit vis-à-vis de mon ambassadeur; comme individu, c'est un militaire sans mérite; comme diplomate, c'est un petit intrigant sans talent». *Correspondance de Napoléon I*, XVI, 176.

tachait point d'autre importance à cela que de m'en avertir pour que cela ne lui arrivât plus. Ma réponse a été qu'il était témoin de la cause de ce petit retard qu'il voulait appeler «manque à l'étiquette»; que j'étais étonné qu'un militaire y attachât autant d'importance quand il voyait qu'on ne pouvait avoir eu l'intention de faire une chose qui pût lui être désagréable, et j'ai ajouté en riant qu'il ne fallait pas débuter entre puissances amies par une déclaration de guerre.

P.S. V. E. trouvera également ci-joint une relation de la réception qui m'a été faite sur la frontière russe, et de là jusqu'à Saint-Pétersbourg.

6.

23 Décembre 1807.

Après avoir rendu compte à Votre Excellence de tout ce qui s'est passé, pendant et depuis mon audience, je lui dois compte de ce que j'ai fait pour me conformer à mes instructions.

Elles se divisent en trois articles principaux. La guerre à l'Angleterre étant déclarée, le premier se trouve décidé. Le second se fera incessamment, comme V. E. le verra par ma conversation avec M. de Romantzoff. Les troupes sont en Finlande, et l'empereur ira lui-même à son armée, si la Suède ne fait pas cause commune avec le continent. Les Suédois ne sont pas en mesure. La Russie a une belle armée qui souffrira beaucoup, puisque le pays est si aride qu'il faut y porter tout de Pétersbourg. Instruit par la correspondance du général Savary et par les détails qu'il a bien voulu y ajouter, j'ai pensé qu'il était de l'intérêt de la chose de ne point reprendre l'initiative sur les affaires de Turquie, qui forment le troisième article, et de n'en parler qu'autant qu'on m'y forcerait ou qu'on me presserait pour l'évacuation de la Prusse. La dépêche de M. de Tolstoï qui rendait compte de son audience de Sa Majesté avait cabré l'empereur et le ministère, cependant pour des motifs différents. Le premier en fait l'affaire d'un chevalier et le second une affaire d'Etat, par la crainte d'avoir sur la fron-

tière une province française. Le ministère s'appuie à cet égard d'un mot prétendu de l'empereur Napoléon, que la plupart des guerres commençaient par des querelles de douanes, et que, pour être amis entre grands Etats, il ne fallait pas être voisins. L'amour-propre prend aussi sa place dans la politique pour s'opposer à la proposition d'un équivalent en Prusse. On en fait une affaire d'honneur, au moins jusqu'à ce qu'elle soit remise en possession. On pourrait en induire que ce grand intérêt n'ira pas au delà de cette époque, si les vues d'agrandissement du ministère pouvaient changer les sentiments de l'empereur. Mais à cet égard je ne puis encore asseoir une opinion bien précise, car ce n'est qu'en sondant le terrain qu'on pourra s'assurer de l'intention de ce prince dans la réponse qu'il a faite au général Savary et à moi en parlant de la Prusse: «Quand elle sera remise en possession de ce que lui rend la paix de Tilsit, il en arrivera ce que Dieu voudra». Dans tous les cas, il sera bien difficile de l'amener à l'idée d'un démembrement de la Prusse sans aucun dédommagement pour cette puissance, et s'il y consentait, l'opposition du ministère serait plus forte que la sienne, par la crainte de nous avoir pour voisins, si l'empereur tenait à la Silésie.

Voilà le point de vue sous lequel on envisage les choses ici; tout en voulant cependant conserver les provinces turques, que l'empereur a dit au général Savary qu'il évacuerait plutôt que de faire perdre un village à la Prusse, le ministre n'a pas mis ainsi son honneur au-dessus de l'intérêt de l'Etat, mais je ne connais pas encore assez le pays pour prononcer si cette évacuation se fera ou non. Je ne sais si l'empereur le pourra sans inconvénient dans la position où sont les esprits, et où l'a placé la guerre avec l'Angleterre. Le public, comme l'armée, parait avoir besoin de voir qu'il est résulté un avantage réel pour l'Empire de ses nouvelles relations avec la France. Dans l'incertitude où la déclaration de guerre a placé les esprits, tous les regards sont fixés sur la Valachie et la Moldavie, les nouveaux ministres pour justifier leur conduite, les anciens pour fronder ou se taire, et l'armée pour avoir des récompenses.

Tous les renseignements qui parviennent de ces provinces donnent la certitude que les Russes arment les gens du pays. Si cela prouve qu'ils ont l'intention de l'évacuer, l'empereur ne consentant pas à d'autres arrangements, cela prouve aussi qu'ils y conserveraient leur influence.

Voilà quelle était la situation des affaires à mon arrivée, et les résultats des réflexions que m'ont fait faire mes entretiens avec le général Savary, sa correspondance, et ce qui m'a été dit par l'empereur et le ministre.

Le comte de Romantzoff est un homme délicat pour lui, mais qui peut tout entendre, s'il y a quelque chose à gagner pour son pays; il tient au système de Catherine; il aurait voulu que les armées eussent fait la conquête de la Turquie au lieu de s'épuiser contre la France. Entré au ministère dans la pensée d'attacher son nom à une grande époque, et surtout par l'espoir de conquérir par sa politique ce que son père a ébranlé par ses talents militaires, tout ce qui pourra le conduire à ce but lui paraîtra un succès, pourvu que ce soit de nature à être adopté par l'empereur. Mais c'est ici que se rencontrent les grandes difficultés; car l'empereur, quoique bon peut-être à l'excès, tient à ses premières impressions, et ne revient jamais, s'il croit qu'on a voulu l'influencer. Son caractère n'a point changé depuis six ans que j'ai eu l'honneur d'être envoyé près de lui pour la première fois.

Je soumets à V. E. mes observations et je passe à ma conversation avec le ministre, hier avant le dîner, dans le salon de l'empereur, et avec S. M., dans son cabinet, après avoir eu l'honneur de dîner avec Elle. Dans l'une et l'autre, comme il a été question de la dépêche du comte Tolstoï, je me suis attaché à faire sentir le poids des raisons que mes instructions me chargeaient d'alléguer. Dans celle avec le ministre, qui était moins précise, je me suis appliqué à lui faire sentir qu'en politique ce qu'il offrait n'était pas un juste équivalent, et que tous les sacrifices, comme tous les frais, seraient pour la France, si elle ne trouvait pas un dédommagement en Prusse. Avec l'empereur, qui me parlait avec chaleur, et qui en fait une affaire de sentiment par

rapport à notre auguste maître, et d'honneur par rapport à la Prusse, je me suis principalement attaché à lui faire sentir que le compte rendu par M. de Tolstoï n'était sûrement pas rédigé dans le sens dans lequel l'empereur lui avait parlé; que l'intérêt de l'empereur ne lui faisait désirer que l'exécution du traité de Tilsit; que ce n'était donc que dans la pensée des intérêts de l'empereur Alexandre qu'il avait fait des ouvertures, M. de Tolstoï étant arrivé sans instructions dans le moment où on devait s'attendre à l'en trouver muni pour l'exécution d'un des articles du traité et de l'armistice conclu depuis; que c'était la première fois que l'empereur abandonnait un de ses alliés, et que ce ne pouvait être que pour l'empereur Alexandre; que je le priais de peser cette observation; que la France relativement à la Turquie, et la Russie relativement à la Prusse se trouvaient réciproquement dans la même position, et que l'attachement de notre auguste maître pour l'empereur Alexandre et le prix qu'il attachait à son alliance pouvaient seuls lui faire abandonner un ancien allié; que l'empereur Napoléon ne demandait pas mieux que de régler sa marche sur celle de l'empereur Alexandre et que c'était lui en avoir donné une preuve que d'être entré dans le détail des intérêts de sa gloire et de l'accroissement de sa puissance; que son ministre ne connaissait point ses vues; que c'était dans cette intention que l'empereur avait parlé au comte Tolstoï. L'empereur Alexandre ayant beaucoup appuyé sur l'état de malheur de la Prusse, sur ses pertes, sur le déshonneur d'un abandon avant qu'elle fût remise en possession de ce que lui rend la paix, j'ai ajouté aux raisonnements dont j'ai l'honneur de vous rendre compte que tout ce que S. M. alléguait en faveur des Prussiens, nous pourrions le lui alléguer pour tenir aux Turcs, si la pensée de notre auguste maître ne se rattachait dans tous les moments à ce qui peut contribuer à sa gloire et lui être utile. L'empereur m'a paru apprécier cette explication de sentiments, que j'ai appuyée de toutes les raisons de la politique, et il m'a paru aussi qu'elle détruisait quelques préventions dont il n'avait pu se défendre, car après avoir réfléchi un moment, il m'a serré le bras et m'a dit: «Ce que vous dites est juste, je suis bien aise de cette explica-

tion, car j'ai été peiné de la lettre de Tolstoï; mais je m'en réfère à ce que m'a dit l'empereur Napoléon à Tilsit sur les arrangements relatifs à la Turquie. Je ne puis abandonner un prince malheureux qui ne peut cesser d'être mon allié, tant qu'il n'est pas en possession de ce que l'empereur lui a rendu à ma considération à la face de l'Europe».

Il paraît instant que V. E. me donne quelques instructions sur la conduite que je dois tenir relativement à la Suède: l'empereur Alexandre croit qu'elle fera la paix. L'ambassadeur qui est ici a des nouvelles qui annoncent un changement dans les dispositions de cette Cour. L'empereur Alexandre ne paraît pas disposé à lui faire du mal, si elle fait cause commune avec le continent, et il serait bon que V. E. me fît connaître les intentions de l'empereur pour agir suivant les circonstances et empêcher le ministère russe, qui est tout disposé à envahir, de se mettre à l'abri d'entendre dans la capitale le canon suédois de Finlande; si les vues de l'empereur sont de conserver pour l'avenir une existence à cet ancien allié, il est temps de s'en occuper, car le ministère est ici tout disposé, je le répète, à profiter, en tout état de cause, de la circonstance.

Il est arrivé hier deux courriers aux affaires étrangères. Celui de Londres, parti avant la nouvelle de la déclaration de guerre, confirme tout ce que le général Savary a eu l'honneur de vous mander sur les propositions de Wilson *), etc. On ne croyait pas la guerre si près d'être déclarée. Celui de Vienne donne des nouvelles de Constantinople. Les Anglais y faisaient de nouvelles démarches et paraissaient reprendre crédit. Voilà ce que m'a dit le ministre.

Je regrette de n'avoir à parler à V. E. que de difficultés dans le début de ma nouvelle carrière. M. de Tolstoï ayant annoncé les inten-

---

*) Chevalier Robert Wilson, colonel anglais, prit part comme volontaire à la campagne de Prusse en 1807. Après la paix de Tilsit, il fit, en simple touriste, deux fois le voyage de Pétersbourg avec une mission secrète de son gouvernement, exposée en détail dans l'ouvrage de son gendre Rondolf: Life of General Sir Robert Wilson, from autobiographical memoirs, journals, narratives, correspondence, etc. London, 1862.

tions de l'empereur pour des achats et la construction de quelques vaisseaux, je n'ai le mérite de rien. J'attends la réponse à la dépêche du général Savary portée par M. de Faudoas pour donner suite à ces négociations. Les difficultés de mon début ne me rebutent point, et si d'autres servent l'empereur avec plus de talents, ma fidélité le dispute à tous.

7.

Conversation avec M. le comte de Romantzoff, ministre des affaires étrangères.

Le ministre. Nous avons grand plaisir à vous voir ici, M. l'ambassadeur, et il ne dépendra pas de moi que les liens qui unissent les deux Etats ne se resserrent encore.

L'ambassadeur. J'apporte le même désir et c'est tellement dans l'intérêt des deux Etats et dans la volonté de mon auguste maître, que ce sentiment sera la base de toutes les communications que je serai dans le cas de vous faire.

Le ministre. Je ne me serais jamais chargé des affaires sans cette alliance. C'est une grande époque à laquelle il est glorieux d'attacher son nom.

L'ambassadeur. L'empereur connait votre caractère et apprécie comme on doit le faire ici, M. le comte, les motifs qui vous guident.

Le ministre. Nous avons mis de côté tout autre intérêt que celui de servir votre cause. Nous sommes à vous. Vous serez toujours content de nous. Mais mettez-vous dans le cas de prouver à la nation que quelques-uns des avantages sont pour nous.

L'ambassadeur. Vous nous trouverez toujours disposés à cela. L'empereur ne demande pas mieux que de régler sa marche sur la vôtre, mais il faut la connaître.

Le ministre. Le seul beau côté que nous puissions présenter à la nation, c'est la possession de la Valachie et de la Moldavie, et vous

demandez maintenant un équivalent que nous ne pouvons céder avec honneur, et auquel vous n'avez pas pensé quand il a été question de la Turquie.

L'ambassadeur. Il nous en faut un qui équivale en partie à ce que vous voulez; cela doit vous paraître juste, et je ne vois pas qu'il puisse être ailleurs. Au reste, nous voulons nous entendre et vous obliger, et l'empereur ne pouvait le faire aux dépens de son allié que pour l'empereur Alexandre. C'est la première fois; mais vous ne pouvez vouloir qu'il le détruise entièrement quand le vôtre n'éprouverait aucune perte. D'ailleurs, que nous offrez-vous? Une guerre pour conquérir et une guerre pour conserver: outre cela, point de commerce et aucun des avantages que vous recueillerez. Si vous étiez l'arbitre chargé de faire le lot de chacun, votre délicatesse vous empêcherait de le faire ainsi.

Le ministre. C'est un Empire qui s'en va. Ce que vous pouvez avoir l'air de nous donner maintenant et qui nous attachera pour jamais à votre système, nous serons peut-être obligés de le recueillir dans peu sans en avoir même l'intention.

L'ambassadeur. Je vous le répète, M. le comte, nous sommes tous disposés à nous entendre. L'empereur cherche tous les moyens de contribuer à la gloire et aux succès de l'empereur Alexandre. Ses ouvertures à M. de Tolstoï, qui n'avait aucune instruction, en sont une preuve que votre sagacité ne peut récuser. Secondez-nous, nous vous seconderons beaucoup. Vous voulez que votre intérêt nous fasse sacrifier notre ancien allié. Ne laisserez-vous rien perdre au vôtre pour l'intérêt de la Russie? La raison d'état parle avant tout. Comptez sur nous, M. le comte. Nous voulons, je vous le répète, nous entendre et vous obliger; mais pour cela il faut bien que quelqu'un fasse des sacrifices; ce ne peut ni ne doit être vous, ni nous.

(On nous interrompit. Dans une autre occasion, il me parla ainsi:)

Le ministre. L'empereur attend une réponse de Suède, le temps la retarde, mais nous sommes en mesure; 50.000 hommes sont en Finlande, et la chose sera promptement décidée. Tout porte à croire que

la Suède entendra raison; c'est au moins l'opinion de son ambassadeur. Sous tous les rapports nous remplirons nos engagements. L'empereur l'a prouvé, puisqu'il a déclaré la guerre aux Anglais le jour où une nouvelle, heureusement fausse, lui annonçait que sa flotte était dans leurs ports. Il est esclave de sa parole. L'empereur Napoléon peut compter sur nous; mais pour notre honneur, pour votre intérêt, car il est lié au nôtre, donnez-nous les moyens de présenter à la nation un avantage du nouvel ordre des choses. Les Turcs ne sont dignes d'aucun intérêt, et ce qu'on leur ôte est soustrait à l'anarchie, au malheur, même à la mort. L'empereur Napoléon le pense lui-même; il l'a dit à l'empereur Alexandre en lui donnant l'idée de tout ce que nous demandons maintenant. Ne changez donc pas de manière de penser, de projets, quand nous avons changé de religion pour vous, et que nous voulons vous servir.

L'ambassadeur. Mon maître connait et apprécie depuis longtemps les grandes qualités de l'empereur Alexandre. Ses sentiments ne sont point changés. Vous pouvez, vous devez compter entièrement sur nous. Nous sommes prêts à seconder vos opérations contre les Suédois en entrant en Scanie avec les Danois.

8.

25 Décembre 1807.

J'ai l'honneur de rendre compte à Votre Excellence qu'hier à l'audience du Corps diplomatique, l'ambassadeur de Suède *) est venu à moi, et après quelques politesses: «Je regrette, M. l'ambassadeur, m'a-t-il dit, de ne pouvoir vous voir. Nous ne devons pas être ennemis, j'espère que tout va changer. Faites-nous le moins de mal possible, car nous sommes vos alliés naturels, les plus anciens, et nous

*) Baron Curt de Stedingk, 1746—1837, qui signa le traité de paix de Verela, en 1790, et aussi celui de Fredrikshamn, en 1809.

serons encore les plus fidèles. L'empereur ne sait pas tout ce qui a été fait pour nous empêcher de conclure la paix à l'époque du premier envahissement de la Poméranie. Nous sommes victimes de notre bonne foi; mais plus le roi a tenu à cette malheureuse alliance, plus il tiendra à la vôtre. On peut compter sur lui, quand il a promis». Je répondis que j'ignorais quelles étaient les intentions de l'empereur, mon maître, à l'égard de sa Cour; qu'elle devait commencer par faire cause commune avec le continent; que tout ce que je savais, c'est que Copenhague fermait encore pour la seconde fois, et que les Anglais avaient trouvé des secours en Suède.

Un courrier arrivé hier soir à cet ambassadeur lui a annoncé que le roi devait être de retour à Stockholm le 19; que la nouvelle de la déclaration de guerre de la Russie à l'Angleterre causait une grande sensation et alarmait beaucoup; que tous les esprits paraissaient disposés contre l'Angleterre. On n'avait pas encore reçu la note de la Russie à la Suède. L'explication demandée par le Danemark sur les menaces que lui ont faites les Anglais d'une invasion de la part des Suédois avait commencé à ébranler le roi, qui avait répondu aux Danois qu'il ne fallait pas le juger sur des ouï-dire, mais sur des actions *). D'après ce que m'a dit le ministre de Danemark, sa cour ne s'est pas contentée de cette réponse, et elle a demandé une explication plus précise.

Si ce ministre est bien informé, 30.000 hommes de troupes de ligne seraient rassemblés en Sélande prêts à agir contre la Scanie. Cinquante-deux bâtiments anglais sortant des ports de Russie auraient été pris par les Danois et conduits à Copenhague. D'autres auraient eu le même sort et seraient entrés dans les ports de Norvège; on n'en précise pas le nombre.

L'officier anglais Wilson et le courrier russe porteurs l'un et l'autre de la déclaration de guerre à l'Angleterre ont été forcés par le mauvais temps de rentrer à Gothembourg, ce qui doit avoir retardé de quatre jours leur arrivée en Angleterre. On en est fort aise ici, parce

---

*) Ce n'est pas là la réponse du roi.

que les Anglais avaient retardé le courrier russe, qui avait trente-six heures d'avance sur Wilson, et qui cependant n'avait mis à la voile de Gothembourg que trente heures après lui.

C'est plutôt comme détails propres à juger de la situation des affaires ici et des époques où chaque chose peut se faire, que comme nouvelles, que je transmets ceux-ci à V. E.; car ils doivent parvenir à Paris presque en même temps qu'à Pétersbourg.

9.

26 Décembre 1807.

J'ai l'honneur de rendre compte à Votre Excellence que le 24, jour de naissance de l'empereur, il y a eu grande Cour et audience du Corps diplomatique. Pour éviter une discussion dans la salle d'audience, j'avais dit au ministre de Danemark *), pour le faire parvenir à l'ambassadeur d'Autriche, que je comptais me placer le premier, et dans la conversation, j'avais fondé cette prétention sur ce que, sa cour ayant renoncé au titre d'empereur d'Allemagne et ne se servant plus que de celui d'empereur d'Autriche, il était moins ancien en cette qualité que l'empereur des Français, qui, par le titre de Protecteur de la Confédération du Rhin, se trouvait, de fait, au lieu et place de l'empereur d'Allemagne. J'avais eu l'honneur de prévenir l'empereur de mon projet, pour qu'on ne pût dire que je débutais par une difficulté qu'on ne pouvait prévoir; S. M. avait eu la bonté de l'approuver.

En me rendant du salon d'attente à la salle d'audience, M. de Merveldt me dit qu'il fallait que nous convinssions du rang de chacun, qu'il m'apporterait un matin, si je voulais, les conventions et traités; que celui d'Aix-la-Chapelle réglait tout. Je lui répondis en riant qu'il me parlait d'histoire ancienne; que sa mémoire devait lui fournir

*) Comte de Blome, envoyé du Danemark à St-Pétersbourg.

des dates plus fraîches pour régler le rang que chacun devait avoir; que chacun se mettait à sa place. En même temps je tenais la droite et passais le premier pour me placer le premier. Il ne fut plus question de rien. L'empereur, à qui le maître des cérémonies avait sûrement rendu compte de ce qui s'était passé, me dit à l'oreille: «Il paraît que tout s'est bien arrangé».

Le soir, il y eut bal à la Cour chez l'impératrice-mère. J'eus l'honneur de danser le premier avec l'impératrice régnante et Mesdames les grandes-duchesses. L'empereur me parla souvent et longtemps, ainsi qu'au général Savary. A la danse, la princesse Amélie de Bade ayant affecté de ne me point prier après les grandes-duchesses, et dansé avec l'ambassadeur d'Autriche, je le fis remarquer au comte de Romantzoff, en me louant de la manière dont la Famille Impériale était pour moi. Il me parut peiné de cela et m'assura que ce ne pouvait être qu'un malentendu du chambellan qui invitait pour elle; qu'au reste, elle n'avait point de rang reconnu. Une demi-heure après, le chambellan de l'impératrice régnante vint me témoigner le regret de la princesse de ne m'avoir point trouvé, dit-il, aux premières polonaises, et m'a engagé à danser avec elle.

Au souper, j'eus la droite, la place d'honneur à la table de l'impératrice, de manière que l'ambassadeur de France se trouve classé dans l'étiquette le premier partout. Quant au souper, je m'en étais expliqué d'avance avec le grand-maréchal; mais les ordres de l'empereur avaient prévenu mes désirs.

Toute la ville était à ce bal. Le plus grand nombre a été prévenant pour l'ambassadeur de France. L'empereur s'est fortement prononcé depuis que j'ai eu l'honneur de dîner chez lui, et il a déclaré qu'il n'admettait point aux fêtes de la Cour ceux qui ne seraient point ce qu'ils devaient pour l'envoyé de S. M. Quant aux femmes, j'ai dansé avec les plus révoltées, et le temps fera le reste.

Quoique le Corps diplomatique n'illuminât pas, et que les grands eussent seulement quelques lampions, j'ai cru convenable de faire magnifiquement illuminer mon hôtel, et cela a été remarqué.

Je crois devoir entrer dans ces détails avec V. E., afin qu'Elle puisse rendre compte à S. M. de la position où est son ambassadeur à Saint-Pétersbourg.

10.

28 Décembre 1807.

Le ministre des affaires étrangères m'ayant communiqué les dépêches adressées à M. de Tolstoï en réponse à celles où il rend compte des communications que l'empereur lui a faites à Fontainebleau, il en est résulté de nouveau diverses explications sur les affaires de Turquie. Nous nous sommes renfermés de part et d'autre dans les mêmes raisonnements que contient ma lettre du 23, et la conversation qui y est jointe. Comme on en revient toujours aux prétendues ouvertures faites par notre auguste maître à Tilsit, et qu'on cite même les expressions d'une note ou explication confidentielle qu'il y aurait donnée par écrit, je me suis principalement attaché à prouver ces trois points:

1° Qu'ôter plus que la Valachie et la Moldavie à l'Empire Turc, c'est le détruire, ce qui ne paraît pas être dans l'intérêt actuel des deux puissances, l'Angleterre pouvant profiter utilement des circonstances et envahir de son côté.

2° Que vouloir plus, rentrait dans les grands intérêts que les souverains pouvaient seuls traiter dans une entrevue.

3° Qu'il fallait un équivalent à la France, et que la politique la plus prévoyante devait le chercher en Prusse.

Quant aux griefs que l'on allègue contre les Turcs, j'ai répondu que la France pourrait en alléguer autant contre la Prusse, qui, sous tous les rapports, ne montrait depuis la paix que de l'animosité. Mon refrain a toujours été que nous désirions nous entendre; mais que tous les avantages ne pouvaient pas être du côté de la Russie; que la stricte exécution du traité de Tilsit était le véritable intérêt de la France; que tout ce que la pensée de l'empereur avait embrassé au delà était dans

l'intérêt de l'empereur Alexandre et pour l'avantage de la Russie, bien plus que pour le nôtre. J'ai ajouté que les ouvertures dont M. de Tolstoï avait rendu compte avaient été faites dans l'intention d'être agréable à l'empereur, de même que celles relatives à des achats d'objets pour la marine, et à la construction de trois vaisseaux.

J'ai ajouté à ce dernier sujet que mes conversations avec les négociants français m'avaient fait connaître que les ports avaient besoin d'activité, et que le change avait encore baissé au désavantage de la Russie; que les achats projetés seraient extrêmement utiles pour obvier à ces deux inconvénients et que, dans cette vue, je renouvelais formellement les propositions que M. de Tolstoï avait été chargé de transmettre; que j'étais sûr de faire une chose agréable à l'empereur en lui expédiant un courrier pour accélérer cet arrangement, s'il paraissait avantageux à la Cour de Russie dans les circonstances actuelles. J'ai terminé en faisant observer à M. le comte de Romantzoff que, n'ayant pas reçu de courrier, toutes les propositions que je faisais devaient lui prouver que toutes les instructions que m'avait données mon auguste maître lui avaient été dictées par son attachement pour l'empereur de Russie.

M. de Romantzoff m'a répondu que l'empereur Alexandre était animé des mêmes sentiments pour l'empereur Napoléon, qu'il serait certainement sensible à cette attention, et que l'arrangement en question ne pouvait que lui être agréable; qu'en l'accélérant, la France y trouverait aussi son avantage, puisque le change était en sa faveur.

Cette conversation a amené les diverses explications suivantes, sur lesquelles M. de Tolstoï n'avait point encore reçu d'instructions:

1° En outre des assurances formelles que M. de Tolstoï est autorisé à donner en engageant la parole de l'empereur, on est prêt à conclure ici telle convention qu'on voudra pour la garantie, même en cas de guerre, des vaisseaux que nous construirions, et de tous les achats, tels que bois, chanvres, etc., que nous pourrions faire. Je n'aurai pour cela qu'à faire connaître de quelle manière je désire qu'elle soit faite.

2° Les vaisseaux seront construits dans le port que nous choisirons. On observe qu'Arkhangel est celui où se trouvent les meilleurs bois.

3° A défaut d'un nombre suffisant d'ouvriers des chantiers du commerce, l'empereur donnera avec plaisir ceux de la marine militaire.

4° Ces ouvriers seront dirigés par les officiers et contre-maitres qui seraient envoyés de France.

5° On construira trois vaisseaux de 74, et non des bâtiments marchands, comme l'avait pensé M. de Tolstoï.

Suivant ce qu'a mandé cet ambassadeur, l'empereur aurait fixé à vingt millions la somme destinée aux achats.

La communication qu'on m'a donnée de la réponse à M. de Tolstoï m'a mis à même de lire un post-scriptum de la main de l'empereur, qui contient l'observation à faire à l'empereur Napoléon, que la Russie ne construit qu'en sapin ou en mélèze, à Arkhangel; que cela vaut mieux; que le peu de chêne que fournissent les forêts de la Couronne est mis en réserve pour des objets où il est d'une nécessité absolue, et qu'il se trouve en si petite quantité qu'on ne s'en sert point pour construire la plupart des vaisseaux russes.

Je dois ajouter à ces détails qu'il serait très avantageux de ne pas perdre un moment pour assurer l'achat des différentes parties de bois et de chanvres qui sont disponibles et qu'il serait indispensable que Votre Excellence me fît connaître à cet égard les intentions positives de l'empereur. Je pourrais faire assurer sous main en même temps qu'on s'occuperait de rédiger le traité. Cette marche est nécessaire, d'abord pour éviter que la hausse qu'éprouvera nécessairement le change ne soit trop subite, ce qui nous serait très onéreux, et ensuite pour empêcher les agents secrets des Anglais (car, malgré la rupture, ils conservent beaucoup de maisons qui leur sont dévouées) de prendre les devants et de s'emparer de tous les objets pour nous les enlever, ou au moins les faire monter à des prix exorbitants. Ils feraient certainement tout ce qu'ils pourraient pour mettre des entraves à nos projets d'approvisionnements maritimes. C'est sous ce double rapport qu'il est bien essentiel qu'on garde à Paris, de même qu'ici, le plus profond secret à cet égard, pour que le commerce d'ici ne soit prévenu de rien avant que nos courtiers ne soient en mesure. C'est par la même raison

qu'il faudrait éviter d'envoyer pour faire ces achats un agent particulier de la marine. On peut se rappeler que ceux qui ont été faits dans ces dernières années par un commissaire préposé par elle, l'ont été à un prix bien plus élevé que ceux qui ont été simplement surveillés par M. de Lesseps *). Il y a ici des maisons de commerce très sûres dont la marine a déjà éprouvé la fidélité.

11.

28 Décembre 1807.

Par ma lettre en date du 21 du courant, j'ai eu l'honneur de rendre compte à Votre Excellence des observations qui m'avaient été faites au sujet de mes lettres de créance. M. le comte de Romantzoff est revenu une seconde fois sur cet objet à la suite de la conférence dont mon autre dépêche de ce jour contient les détails.

«L'empereur, m'a-t-il dit, m'a chargé d'avoir avec vous une conversation amicale. Il vous a reçu; il vous a prouvé qu'il vous voyait avec plaisir. Maintenant que la confiance est établie, et que l'empereur Napoléon a la preuve du plaisir que nous avons à voir son ambassadeur et de la confiance qu'il nous a inspirée, l'empereur désire que je vous fasse quelques observations dont il n'a pas voulu qu'il fût question les premiers jours. Vous êtes ostensiblement établi dans son intimité, et ce dont il s'agit n'est qu'une affaire de forme qui ne peut influer en rien sur nos relations. Comme je vous l'ai déjà dit, le mot *confédéré* n'exprime rien de notre position respective. L'empereur n'a pas ouvert vos lettres de créance et me les a fait garder, parce que, autrement, il aurait fallu remettre une note à cet égard, que cette difficulté eût pu être connue, et qu'aux termes où nous en sommes, il ne faut pas qu'il y en ait même la plus légère apparence entre nous. Toute explication doit être amicale. C'est dans cette pensée que l'empereur

*) Consul général et chargé d'affaires de France à Pétersbourg.

m'a défendu d'en faire le dépôt aux archives, et que S. M. désire que vous en demandiez d'autres rédigées dans la forme consacrée par l'usage. L'échange s'en fera de la main à la main, sans qu'il reste aucune trace d'un malentendu qui ne peut tenir qu'à un défaut de rédaction. La France ne se servait autrefois du terme qui fait la difficulté que vis-à-vis des cantons suisses. Si vous le désirez, a-t-il ajouté, je vous remettrai de suite cette lettre, qui est dans l'état où vous l'avez présentée».

J'ai répondu que je m'empresserai de rendre compte à ma Cour de cette communication, et que j'en ferai le sujet d'une dépêche confidentielle, comme l'empereur le désirait; mais que, S. M. ayant reçu la lettre, je ne pouvais la reprendre.

12.

29 Décembre 1807.

Un officier envoyé de Mayence par le général Muller est arrivé ici hier, avec l'accusé de réception du comte Tolstoï, dépêches qui répondaient au compte qu'il a rendu des communications que lui avait faites l'empereur à Fontainebleau. Il a aussi apporté les nouvelles d'Angleterre qui ont été communiquées à Paris à S. A. le prince de Bénévent *) sur la conduite tenue par le comte de Starhemberg **). On n'en est pas surpris, quoiqu'on ne puisse s'expliquer pourquoi il n'a pas prononcé le nom du Danemark; son opinion est connue, mais on s'étonne que la cour de Vienne n'ait pas, comme celle de Pétersbourg, envoyé la note qu'il fallait remettre. On est, comme de coutume, mécontent de l'esprit de M. d'Alopéus ***); mais n'ayant que des pièces officielles à remettre, il n'aura pu ni ajourner ni tergiverser. Sa corres-

*) Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord, 1754—1838; il reçut en 1806 la principauté de Bénévent.

**) Comte Louis-Georges Starhemberg, 1762—1833, l'ambassadeur d'Autriche à Londres.

***) Maxime Maximowitch, 1748—1822; en 1807, fut à Londres comme envoyé extraordinaire.

pondance est toujours dans le même sens, et telle, qu'on doit penser qu'il sera l'homme d'Angleterre le plus étonné, lorsqu'il recevra la déclaration de guerre. Il envoie un billet de M. Canning *) qui le prévient que la flotte russe a beaucoup souffert du gros temps et qu'elle est entrée dans le Tage. La poste avait déjà apporté cette nouvelle deux jours avant. Il ne reste plus d'inquiétude que sur une frégate chargée de beaucoup d'argent (300.000 ducats et beaucoup de piastres, destinés à la solde et aux approvisionnements de la flotte pendant un an), qui était depuis quelque temps à Plymouth et qu'on craint que M. d'Alopéus n'ait pas fait partir à temps.

Les Serviens ont écrit au général Miloradovich **), qui commande l'armée de Valachie, pour le prévenir que la Porte avait envoyé près d'eux un évêque chargé de leur proposer de reconnaître leur forme particulière de gouvernement ainsi que leurs priviléges, et de leur donner toutes les assurances nécessaires à leur tranquillité, s'ils voulaient rentrer dans leur devoir. Le ministre m'a assuré qu'on leur avait positivement répondu qu'ils devaient se soumettre à la Porte.

Des nouvelles arrivées de Constantinople donnent un peu d'inquiétude. On croit avoir la certitude que les Anglais y ont repris le dessus, si ce n'est ostensiblement, au moins sous main, et que la Porte, tout en ayant l'air de leur résister, se préparait à recevoir leur flotte, qu'on apprend être partie de Sicile avec des troupes, et qui a dû être renforcée par trois vaisseaux envoyés d'Angleterre. Les mêmes nouvelles portent que le nouveau pacha commandant à Ténédos, qui avait reçu l'ordre de traiter avec les Anglais, a été empoisonné dans la crainte qu'il ne révélât au général Sébastiani ***) qu'on avait eu un instant

---

*) Georges, 1770—1827; en 1807, ministre des affaires étrangères en Angleterre.

**) Michel Andréewitch, 1771—1825, brave général, aimé de Souvoroff et Koutouzoff, surnommé le Bayard russe; tué à Pétersbourg pendant la révolte du 14 Décembre 1825.

***) Horace, 1775—1851, maréchal de France; se distingua à Austerlitz et fut appelé en 1806 à l'ambassade de Constantinople.

cette intention. Le ministre parait ajouter tellement foi à ces nouvelles, que le comte de Romantzoff, après me les avoir données, a ajouté: «Vous voyez ce qu'est ce gouvernement, la confiance qu'on peut avoir en lui. Aujourd'hui encore on veut lui laisser une existence quelconque. Qui sait si demain, dans huit jours, nous ne serons pas obligés d'expédier chacun courrier sur courrier pour faire marcher des troupes et pourvoir à la défense commune? Car c'est votre intérêt comme le nôtre».

Votre Excellence jugera de l'importance qu'il faut attacher à ces nouvelles, et si l'envie de garder la Valachie et la Moldavie ne fait pas exagérer les prétendus succès des Anglais. Comme c'est cependant dans les choses possibles, et que le ministre, paraissant prévoir ce qu'il donne aujourd'hui comme une nouvelle positive, disait un jour au général Savary que, si cela arrivait, il faudrait aller défendre les établissements de la Crimée à Constantinople, je prie V. E. de m'indiquer la marche que je devrais suivre dans cette conjoncture. On semble attendre d'autres nouvelles sous peu de jours. Si les premières se confirment, j'enverrai un officier au général Sébastiani pour savoir exactement ce qui se passe.

Le roi de Suède a reçu le 19 la déclaration de la Russie. On attend d'un moment à l'autre sa réponse, et j'expédierai un nouveau courrier à V. E. pour lui rendre compte de ce qui se fera alors, ne voulant point retarder celui-ci.

Le résultat de mes observations depuis le dernier courrier, et de mes conversations, soit avec le ministre, soit avec l'empereur, que j'ai rencontré hier se promenant, est que lui personnellement n'a aucune vue d'agrandissement, mais que, pour légitimer aux yeux de son peuple, ou plutôt des grands et de l'armée, son alliance avec la France et la déclaration de guerre à l'Angleterre, il faut qu'il puisse montrer qu'il en est résulté un avantage. C'est pour cela qu'il demande avec instance à l'empereur Napoléon de lui en laisser acquérir un quelconque et de choisir lui-même ceux qu'il voudra en Turquie. Peut-être est-ce une chose nécessaire pour empêcher que ceux qui lui répètent sans cesse qu'il sera dupe de sa bonne foi ne reprennent de l'influence. Le même sentiment qui le fait tenir si fortement à ne pas laisser démembrer la

Prusse lui fait aussi faire la guerre à la Suède. C'est un chevalier esclave de sa parole, qui serait sourd à tout ce que la politique de ses ministres leur fait dire pour profiter de l'occasion et éloigner les Suédois de Pétersbourg, s'il n'avait pas promis à l'empereur Napoléon.

Quant au ministère, il est toujours politique, il veut agrandir l'Empire; mais tous ses raisonnements n'empêcheront pas l'empereur de faire évacuer la Moldavie et la Valachie, si on l'exige; je crois maintenant pouvoir l'assurer. Mais là finira la confiance. Ce ne sera cependant pas le terme de notre alliance, mais nous ne trouverons plus cet enthousiasme ni ce sentiment qui aime à prévenir les désirs de l'empereur, et qui fait que l'empereur Alexandre se contentera d'une seule page dans l'histoire de ce siècle. Je soumets ces réflexions à V. E., et la prie de causer en détail avec le général Savary sur ce qu'elles renferment; car c'est le tableau exact de la position de la France à Pétersbourg, où, comme toujours, on a besoin d'être gouverné par quelqu'un. C'était l'Angleterre, c'est maintenant la France. On le serait plutôt par la Suède que de se passer de gouverneurs, mais il faut, pardonnez-moi l'expression, un os à ronger au ministère, quelques terres à manger à l'armée, et un homme qui, instruit de ce que sa cour veut que l'empereur fasse, sache le lui faire désirer, sans avoir surtout l'air de l'exiger. Avec ces formes et du caractère vis-à-vis du ministre, on peut tout espérer et attendre de cette alliance.

13.

Lettre à Napoléon.

31 Décembre 1807.

La lettre que Votre Majesté m'a fait l'honneur de m'écrire le 7 courant de Venise *) m'a été remise hier par M. Marie, aide de camp de S. M. le roi de Naples.

*) *Correspondance,* XVI, 187.

V. M. verra par le rapport ci-joint que les relations de son ambassadeur sont aussi intimes que celles de son aide de camp; parades, dîners, Hermitage, il est invité partout.

Quelques observations particulières me ramènent à ma conversation avec l'empereur. Au nom de la reine d'Etrurie *), il a été un moment pensif, mais j'ai continué la conversation, et il n'a rien dit de plus que ce que porte le rapport; à l'empereur comme au ministre, j'en ai parlé parce qu'ils m'en ont fourni l'occasion, et cela, comme d'un des mille événements du voyage de V. M., dont l'historique intéressait particulièrement l'empereur.

Le comte Romantzoff, plus curieux que son maître, cherchait indirectement à pénétrer les intentions de V. M. sur l'Etrurie **), même sur le Portugal, qu'on regarde cependant comme sauvé parce que la famille royale y est restée. Ce ministre revient souvent sur le chapitre des acquisitions qu'a faites ou que pourrait faire V. M., et on pourrait induire du sens de tout ce qu'il dit, qu'il voudrait que l'empereur Napoléon dît à la Russie: Ne vous inquiétez pas de ce que je fais, arrondissez-vous de votre côté. Sa politique excepte cependant la Prusse qui est toujours l'Arche Sainte pour l'empereur Alexandre. On est content de l'occupation du Portugal depuis qu'on y voit la flotte.

L'attention de V. M. pour les vaisseaux de guerre ou de courses russes, surtout pour le choix des fusils et la pensée qu'ils pourraient servir à la garde, a été au cœur de l'empereur. Mais il revient toujours aux affaires de Turquie, aux prétendues promesses de Tilsit. Le général Savary pourra dire à V. M. combien les communications faites au comte Tolstoï l'avaient exaspéré; ce mot n'exprime rien de trop: je le prononce puisque la lettre de V. M. m'autorise à Lui écrire directement. Il prétend, et l'a dit au général Savary comme à moi, que

*) Marie-Louise, fille de Charles IV, roi d'Espagne, veuve du prince Louis de Parme, roi d'Etrurie.

**) En 1808, le royaume d'Etrurie fut absorbé dans l'Empire Français; en 1809, ce pays fut donné à Elisa, sœur de Napoléon, qui prit le titre de grande-duchesse de Toscane.

c'était l'ambition du grand-duc de Berg *) qui portait V. M. à des projets contre la Prusse, que sans cela Elle n'y aurait pas plus pensé à Paris qu'à Tilsit. J'ai dû agir avec de grands ménagements pour achever de ramener l'empereur Alexandre, qui n'en parlait pas encore sans émotion à mon arrivée. Il était devenu méfiant: tant de gens lui répètent qu'il sera dupe de sa confiance, qu'il fallait commencer par la regagner. Aussi me suis-je appliqué à remplir la première des intentions de V. M. en persuadant à l'empereur qu'Elle n'avait eu aucun projet fixe sur ce qui le peinait, que le principal but de ces ouvertures était de mettre le comte Tolstoï sur la voie, que ce que la prévoyance de V. M. avait embrassé au delà de la stricte exécution du traité de Tilsit n'était qu'une preuve du désir qu'Elle avait d'entrer dans les vues politiques de la Russie, de faire quelque chose qui pourrait lui être personnellement utile ou agréable, et rien de plus. Le général Savary, qui avait cinq mois d'expérience, a loué lui-même mon idée, et le résultat nous a confirmés dans cette opinion.

Sire, l'alliance de la Russie avec V. M., et surtout la guerre avec l'Angleterre ont renversé toutes les idées de ce pays; c'est, on peut le dire, presque un changement de religion. L'expérience du ministre, la confiance qui l'environne depuis longtemps, peut-être plus que ses talents, les souvenirs de Catherine qui se rattachent à son nom, à son opinion, et qui sont l'orgueil nécessaire de la nation depuis ses défaites, tout cela a servi l'empereur dans le parti qu'il a pris, mais ce n'est que pour un temps (le peu d'esprit et de mérite qu'il y a est du bord opposé, le ministre excepté); lui-même a raconté au comte Romantzoff, et, je crois, encore à quelques personnes de sa confiance, tout ce qui s'était passé à Tilsit, probablement plus dans le sens dans lequel il veut avoir entendu que dans celui où cela a été dit, peu importe: il n'en est pas moins résulté cette opinion, que la Russie déclarait la guerre à l'Angleterre et faisait des sacrifices pour servir le

*) Joachim Murat, 1771—1815; se distingua en 1805 à Austerlitz et fut nommé grand-duc de Berg.

système de la France parce qu'il en résulterait pour elle des avantages considérables, tels que l'acquisition de la Valachie, de la Moldavie, même de la Finlande. Voilà l'opinion!

L'empereur se trouve donc en quelque sorte engagé vis-à-vis de sa nation, et son amour-propre compromis vis-à-vis des personnes de sa confiance; s'il n'obtient rien, voilà sa position, ou, pour mieux dire, son embarras, car son honneur de chevalier lui ferme la porte que V. M. lui ouvre pour en sortir en Prusse. Le général Savary pourra dire à V. M. si ce tableau est exact; il y ajoutera sans doute, comme moi, que cette situation, avec l'opposition qui existe, est un état de crise. Certes, l'empereur triomphera de tous les obstacles si son opinion ne change pas. Mais si lui se croit trompé, et le ministre qui a cru attacher son nom à de glorieux avantages, dupe de sa confiance dans ce que l'empereur lui a annoncé, on ne peut calculer les conséquences de ces réflexions. Je le répète, Sire, voilà la situation des affaires à Pétersbourg, et la vérité telle que je la dois à mon maître. Après, je dois ajouter qu'on est trop pressant pour qu'on puisse être bercé longtemps d'espérances, mais en même temps qu'on est trop engagé pour pouvoir changer de système de quelque temps.

L'empereur et le ministre, quelque mécontents qu'ils puissent devenir, n'oseraient le témoigner à la nation: ils se sont trop prononcés; leur amour-propre seul répond d'eux à V. M., puis ils sont mal avec leurs voisins, et la guerre, quoique quelques jeunes officiers la rêvent encore, n'est pas une chance qu'aucun parti veuille courir, quelle que soit la tournure des affaires. La politique de V. M. pourrait donc faire un choix, s'il n'était pas fait: d'un mot, Elle peut faire de l'empereur Alexandre son chevalier envers et contre tous; car je dois le dire à V. M., son ambition désire quelque chose pour son pays, mais il lui est attaché sans arrière-pensée.

V. M. voit par ces détails qu'on est impatient d'avoir une réponse au courrier du 18 novembre. On en aurait même désiré sur les différentes communications que contenait celui du 4. Mais on n'est pas

sûr qu'il soit entièrement parvenu à V. M.: on croit qu'Elle n'a que la déclaration, et son voyage légitime tous les retards.

L'affaire de Suède ne finit pas aussi vite que je le voudrais. Je presse le ministre, dont l'opinion presse aussi l'empereur. J'envoie à M. de Champagny la copie de tout ce qui a été échangé à cet égard, quoique quelques pièces soient déjà anciennes; je voulais en reparler demain à l'empereur, mais le ministre m'a prié de différer de deux jours, et dit qu'il en ferait son affaire. Il m'a aussi demandé de n'en point parler dans mes dépêches. Je supplie donc V. M. de ne rien faire communiquer à cet égard à M. de Tolstoï. Je ne dormirai pas que ce ne soit fait, et V. M. aura des nouvelles dans quatre jours.

L'empereur est décidé, les troupes sont prêtes, les chaloupes armées, beaucoup en construction; tout est en mesure, et, comme dit le ministre, il ne manque que la déclaration, que l'empereur retarde parce qu'il veut toujours espérer qu'il ramènera le roi de Suède, et qu'il pense que ce sera plus avantageux pour la cause commune. V. M. peut compter que je mettrai tous les fers au feu à l'expiration du délai demandé et que je reparlerai à l'empereur du retard de son courrier à Gothembourg, car c'est un manque d'égards qui le blesse plus que toute chose.

L'aide de camp de S. M. le roi de Naples a été parfaitement reçu, je le ferai présenter à toute la Famille Impériale. La lettre a fait le meilleur effet, la réponse sera convenable et l'officier partira sous peu de jours. C'est un M. de Bibikoff *) qui sera ministre à Naples; c'est une famille distinguée; il n'a pas une grande fortune, mais il sera bien traité, c'est un homme sage. L'intention de V. M. n'est-elle pas que les rois de Hollande et de Westphalie écrivent aussi? On paraît content du choix du duc de Mondragone **). Son arrivée mettra de côté le duc de Serra-Capriola, ministre de l'ex-roi de Naples, qui

*) Alexandre Nicolaewitch, 1765 – 1829, sénateur.

**) Envoyé du roi Joseph de Naples, accrédité près de la Cour à Pétersbourg.

a été le boute-feu de toutes les coalitions et qui tient encore un bureau d'intrigues par sa femme qui est russe *).

Je crois devoir parler à V. M. de M. de Merveldt; je ne le ménage en aucune circonstance, sans manquer cependant aux égards dus à sa place; lui et sa femme me comblent de prévenances, que je repousse autant que la politesse le permet. Il est ici sans considération, l'empereur se moque de lui, le militaire le méprise et on peut dire que le publiciste et la dernière audience diplomatique lui ont porté le coup de grâce. Sous ces différents rapports, il vaut mieux ici qu'un autre qui prendrait plus de crédit, se lierait avec le militaire et serait un ennemi à combattre, tandis que celui-ci est un homme noyé, il ne voit que le reste de la société de lord Gower **), qui encore fait peu de cas de lui. Quant à sa femme, son cercle se borne à 4 ou 5 femmes qui n'ont jamais été de nos amis, mais qui sont devenues fort polies et qui me reçoivent très bien. En tout cas, si l'opinion n'est pas encore changée, en général toutes les convenances sont observées: distinctions, prévenances, l'ambassadeur de V. M. ne peut que se louer de la manière dont on est pour lui, et, s'il n'était pas si loin d'Elle, il pourrait dire qu'il ne peut être mieux sous ce rapport.

14.

Rapport à Napoléon.

31 Décembre 1807.

Le 29, je fus invité à dîner à la cour. M. Marie, aide de camp de S. M. le roi de Naples, étant arrivé de Venise à deux heures après-midi avec les dépêches de V. M. du 7, j'en ai profité pour prévenir l'Empereur que j'avais une lettre de V. M. pour lui. Il me dit: «Nous causerons après le dîner». En effet, il me fit appeler comme

*) Anna Alexandrowna, née princesse Wiazemski.

**) Ambassadeur anglais à Pétersbourg; il quitta la Russie le 4 Novembre 1807.

de coutume dans son cabinet, reçut ma lettre, la posa sur son bureau sans l'ouvrir, me fit asseoir et me dit:

L'empereur. Je suis toujours empressé de recevoir des nouvelles de l'empereur. Comment se porte-t-il? N'est-il pas fatigué de son voyage, etc.

L'ambassadeur. V. M. voit que l'empereur n'est pas moins empressé de saisir toutes les occasions de lui écrire. L'empereur espérait être le premier à lui annoncer l'entrée de sa flotte à Lisbonne; mais son courrier arrive encore assez à temps pour la rassurer sur les entreprises que les Anglais pourraient tenter contre elle. Le général Junot *) doit être entré en même temps qu'elle en Portugal.

L'empereur. Remerciez l'empereur de tous ses soins. A Tilsit, je trouvais toujours ses entretiens trop courts. Maintenant ce sont les lettres. J'aime à en recevoir, et qu'il me parle franchement. Quelles nouvelles? Avait-il reçu le courrier de Faudoas?

L'ambassadeur. Il avait la déclaration, mais personne ne me parle de l'arrivée de Faudoas. Comme il m'a rencontré en route, il aurait parlé de moi et il serait question de lui dans mes lettres particulières. Il me paraît donc que l'empereur n'avait que la déclaration de guerre de V. M. contre l'Angleterre.

L'empereur. L'empereur vous a-t-il écrit?

L'ambassadeur. Oui, Sire.

L'empereur. J'en suis bien aise. Les communications directes avancent les affaires; puis on sait à quoi s'en tenir quand il écrit lui-même. Vous recevrez incessamment un autre courrier. Je me confie toujours en l'amitié de l'empereur. Je pense tous les jours à ce qu'il m'a dit à Tilsit, et je compte sur tout ce qu'il m'a promis. Il peut aussi compter sur moi, je le lui ai prouvé, et il me trouvera toujours fidèle à mes engagements.

---

*) Andoche, 1771—1813; en 1807, il s'empara du Portugal et en fut nommé gouverneur, avec le titre de duc d'Abrantès.

L'ambassadeur. Sire, mon maître a la même religion, et si M. le comte de Romantzoff a rendu compte à V. M. de la conversation que j'ai eue hier avec lui, Elle aura vu que la première de mes instructions était de saisir toutes les occasions de faire quelque chose qui pût être utile ou agréable à V. M.

Ce sont les sentiments de mon souverain que je professe ici, et V. M. en trouvera une nouvelle preuve dans la lettre qu'un aide de camp du roi de Naples est chargé de lui présenter, et dans le désir qu'a l'empereur qu'il soit agréable à V. M. que les rois de Hollande *) et de Westphalie **) lui envoyent des ministres.

L'empereur. J'ai été sensible à ce que vous avez dit à M. le comte Romantzoff. Je vous en remercie. Il a pu vous dire que mon premier désir était de faire ce qui pouvait être agréable à l'empereur et utile à la France. Cet arrangement lui sera avantageux. Si vous avez des pouvoirs, le traité ou la convention que vous désirez seront tout de suite faits. Je recevrai avec plaisir l'aide de camp du roi de Naples. J'aurais désiré prévenir ce prince, mais mon ministre partira de suite, et il verra, par le choix que je ferai et la manière dont je traiterai son envoyé, quel prix j'attache à son amitié. Mandez-lui cela, ainsi qu'à l'empereur; que l'empereur sache en même temps que je recevrai avec plaisir les ministres des rois de Hollande et de Westphalie. Le choix des miens sera fait de suite. L'empereur sait mieux que personne ce qui convient.

L'ambassadeur. Mon auguste maître soigne les intérêts de V. M. comme les siens. Sa première occupation en recevant la déclaration de V. M. a été d'en envoyer l'avis dans tous les ports de l'Adriatique et de l'Italie, pour qu'aucun des bâtiments d'Etat ou de commerce sous le pavillon de V. M. ne soit la proie des Anglais. Ainsi, deux vaisseaux sont toujours à l'ile d'Elbe, et avertis.

L'empereur. L'empereur m'a accoutumé à ses soins. Mandez-lui combien j'y suis sensible. A-t-il des nouvelles des frégates qu'il a

---

*) Louis Bonaparte, 1778—1846, frère de Napoléon.

**) Jérôme Bonaparte, 1784—1860, frère de Napoléon.

bien voulu envoyer à la recherche de mon escadre? Qu'il me donne le moyen de prouver à la nation qu'il est résulté pour elle des avantages de notre alliance, il l'attachera comme moi à son système, et il éprouvera que lui et les siens n'ont pas de plus fidèle allié. Vous connaissez le pays. Savary a vu lui-même qu'il fallait lui présenter un beau côté pour l'attacher à cette alliance. Il a promis de le dire à l'empereur.

L'ambassadeur. J'exprime chaque jour à V. M. les mêmes sentiments. Qu'Elle ait toute confiance en l'empereur. Sa politique ne désire que suivre celle de V. M., et ce qui l'intéresse personnellement a sa première pensée. Je ne saurais le répéter à V. M. autant que cela est. J'ignore si on a des nouvelles des frégates.

L'empereur. N'y a-t-il rien de nouveau en Italie? Où était l'empereur quand il vous a écrit?

L'ambassadeur. A Venise; mais il en partait le lendemain pour visiter les places du Frioul. Il devait voir la reine d'Etrurie à Milan ou à Turin, et être vers le 20 à Paris.

L'empereur. Où va cette princesse?

L'ambassadeur. Elle retourne en Espagne. Un traité avec cette puissance cédait l'Etrurie à la France moyennant une compensation en Portugal. La reine, à qui l'empereur a désiré qu'on ne laissât pas ignorer ce traité, quoique son exécution dût être encore différée, soit que cette notification ne lui ait pas été faite dans le sens voulu par l'empereur, soit plutôt qu'elle n'ait pas voulu rester dans un pays dont elle n'était plus que momentanément la souveraine, a en quelque sorte abandonné les rênes du gouvernement. L'empereur a été obligé d'en faire prendre possession par le général Reille *), que, sur cette nouvelle, il avait envoyé à la reine avec une lettre. Des ordres ont été donnés pour qu'elle fût reçue partout et traitée avec les honneurs dus à son rang.

---

*) Charles-Louis, 1775—1848; en 1807, promu général de division; en 1847, maréchal.

L'empereur. Et son fils, la suit-il?

L'ambassadeur. Puisque c'est un échange, cela ne peut être douteux.

L'empereur. L'empereur aura fait beaucoup de chemin en peu de temps. Il faut qu'il ne perde pas un moment.

L'ambassadeur. Aussi a-t-on remarqué à Venise qu'il avait fait plus de choses en quatre jours que le gouvernement autrichien en quatre ans.

L'empereur. Je le crois bien. Il a aussi fait souvent dans une année de quoi remplir la vie entière d'un homme.

La conversation a continué sur le voyage de V. M. et j'ai fait part à l'empereur de tous les détails qui m'ont été transmis. Il s'est souvent écrié que c'était ainsi que devaient être tous les souverains, et a repris ainsi:

L'empereur. Vous donne-t-on des nouvelles sur l'expédition que les Anglais ont faite en Sicile et en Egypte?

L'ambassadeur. Non, Sire, mais j'ai des nouvelles de Vienne qui prouvent que tout est tranquille à Constantinople, et que le général Sébastiani y a la même influence. Les nouvelles de Crimée étaient fausses, d'après les détails qu'on me transmet.

L'empereur. Tant mieux! les Anglais y intriguent cependant, et peut-être pas sans succès. Vous parle-t-on de Kourakin? *).

L'ambassadeur. Oui, Sire, M. le général Andréossi **) me mande qu'on ne peut être plus prononcé en faveur du système actuel. Il se loue infiniment de lui.

L'empereur. C'est mon intention. Tilsit doit faire époque pour tout, et c'est de là que je pars pour tout. Ne vous dit-on rien autre?

L'ambassadeur. Le comte Rasoumowski ***) n'est pas aussi bon russe. Il désapprouve trop hautement tout ce qu'a fait V. M., pour que je ne croie pas remplir un devoir en l'en prévenant. Outre ce

---

*) Prince Alexandre Borissowitch, 1752—1818, ambassadeur russe à Vienne.

**) Antoine-François, 1761—1828, ministre de France à Vienne.

***) André Cyrillowitch, 1752—1836, ambassadeur russe à Vienne.

qu'il dit, il affecte de voir et de mener dans sa loge au spectacle M. et Mme Adair. C'est poussé au point, que cet homme insulte, ce me semble, par son opposition publique, au caractère de votre ambassadeur.

L'empereur. Cet homme n'est plus russe. Il était devenu autrichien. Ce sont ces gens-là qui gâtent les affaires. Aussi ne l'emploierai-je jamais. C'est de l'espèce des Worontzoff et des Alopéus de l'Angleterre. Je vous remercie de votre confiance, général; je vous en sais gré. Vous pouvez tout me dire; car ce que j'apprécie le plus, c'est la franchise et la confiance. N'y a-t-il rien de plus?

L'ambassadeur. Si V. M. était dans le cas de parler d'affaires au prince Kourakin, ne fût-ce que pour le tenir au courant, il serait bon de lui recommander de se méfier d'un nommé *Pozzo di Borgo* *), et d'un secrétaire de légation nommé *Anstett* **), dont les relations avec les Anglais et les liaisons intimes et journalières avec Rasoumowski peuvent faire suspecter la fidélité. Je n'en parle à V. M. que parce que ses intérêts sont pour moi ceux de mon maître; car je n'ai aucun autre motif, et d'ailleurs point mission pour cela.

L'empereur. Je vous en sais gré; agissez toujours de même, c'est me servir.

L'ambassadeur. Puisque V. M. m'ordonne de lui parler de ce qui l'intéresse, je crois devoir appeler son attention sur le courrier porteur de la déclaration de guerre. M. de Romantzoff avait eu l'attention de le faire partir trente-six heures avant que l'ambassadeur d'Angleterre pût expédier le sien. Comment s'est-il fait qu'il ne soit arrivé qu'en même temps à Gothembourg, et qu'ensuite on ne l'ait laissé

---

*) Comte Charles-André, 1764—1842; en 1792, député de Corse à l'Assemblée Législative, agit pour livrer la Corse aux Anglais et fut forcé de quitter cette île; passa en Angleterre, puis entra au service de la Russie: sur la demande expresse de Napoléon à Tilsit, il en fut éloigné en 1807, et y rentra en 1813 pour ne plus le quitter.

**) Baron Ivan Ossipowitch, 1770—1835, conseiller de l'ambassade russe à Vienne.

partir de là que quarante heures après celui d'Angleterre? Cela n'est pas clair, et si V. M. le veut, Elle trouvera plus d'un coupable.

L'empereur. Il m'est déjà revenu quelque chose de cela. Je vais faire prendre des renseignements. Je me ferai justice, j'aurai justice. Je sais être sévère quand il le faut. Je vous remercie encore. L'empereur est heureux d'avoir tant d'hommes qui savent le bien servir. Revenons à ce qui l'intéresse. Est-il tranquille sur Corfou?

L'ambassadeur. Oui, Sire. Il y a des forces considérables, et l'armée de Dalmatie est en bon état. Les troupes de V. M. en Italie ont témoigné le désir d'attendre de nouveaux ordres. Les commandants voulaient être traités autrement que les nôtres, et que notre administration ne le comporte. L'empereur a donné des ordres pour qu'il ne leur fût rien refusé de tout ce qu'il peut être convenable de leur accorder. Les bataillons partis de Mayence sont armés des meilleurs fusils de nos arsenaux. L'empereur a eu l'idée que V. M. serait peut-être bien aise de les donner à ses gardes. C'est dans cette pensée qu'il en a fait faire un choix.

L'empereur. Mandez à l'empereur que je suivrai son conseil. Vous verrez mes gardes armés avec. Vous avez les meilleures armes de l'Europe. Nos fabriques travaillent maintenant sur vos modèles. Je compte sur ceux que l'empereur m'a fait promettre par Savary. Dites à l'empereur que je réclame ses bontés et son indulgence pour mes commandants en Italie, et que je suis fâché qu'on ait eu à s'en plaindre. Ce n'est point là mon intention, vous le savez; car nous sommes d'anciennes connaissances. A propos! Vous avez eu de grands succès dans la haute société. Vous avez conquis les plus révoltés. Je suis le maître chez moi; mais je ne veux pas prendre de mesures de rigueur, car une victime réveille toutes les passions et irrite au lieu de rattacher. Ce ne serait pas vous servir. Je vous sais gré de la politesse et des soins que vous avez mis; avec ces manières tout le monde deviendra français.

L'ambassadeur. L'empereur m'a envoyé ici pour faire des amis à V. M. et non pour lui susciter des ennemis. Je ne fais que suivre

ses intentions, et si j'ai le bonheur d'avoir l'approbation de V. M., je suis sûr de lui plaire. V. M. me permettrait-elle de lui parler de la Suède, car le temps presse? Le roi ne répond pas, et l'adhésion de cette Cour à la cause du continent devait frapper le dernier coup à l'Angleterre. Les retards laissent aux Anglais le temps d'intriguer, et à la Suède celui de préparer sa défense; et s'il faut tirer l'épée, il en coûtera plus de sang.

L'empereur. Nous causerons de cela. Je veux lire la lettre de l'empereur, et j'ai à faire. Vous savez que nos troupes sont prêtes. J'ai promis, je tiendrai. Quelques jours ne font rien dans cette saison, puisque nous sommes en mesure, qu'il dégèle et qu'on peut à peine communiquer. Adieu, général, mandez à l'empereur que je vous vois ici avec plaisir.

Lettres à Champagny.

15.

31 Décembre 1807.

M. Marie, aide de camp de S. M. le roi de Naples, m'a remis le 29 les deux dépêches du 25 Novembre et celle du 7 de ce mois que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser. Tout ce qui devait être communiqué ou répandu l'a été. Ayant dîné chez l'empereur le jour même de l'arrivée de cet officier, j'ai eu l'honneur de lui remettre moi-même la lettre de S. M. Toujours même empressement pour tout ce qui vient d'Elle; même intérêt pour tout ce qu'Elle fait. J'ai parlé de l'affaire d'Etrurie comme d'un des événements du voyage de S. M. L'empereur m'a dit fort peu de choses à ce sujet; mais plus d'une question m'a été faite par le ministre, que j'ai vu ensuite, sur l'emploi projeté de cette acquisition. Je me suis tenu dans la réserve que me prescrivait votre dépêche. Je me suis hâté de donner cette nouvelle pour qu'elle fût présentée comme elle devait l'être, l'ambassadeur d'Autriche l'ayant reçue deux heures après moi.

Ayant dit à l'empereur, à propos du voyage de S. M. à Venise, qu'on avait remarqué qu'Elle y avait fait plus de choses en quatre heures que le gouvernement autrichien en quatre ans: «Je le crois bien, m'a-t-il répondu, il a aussi fait souvent dans une année de quoi remplir la vie entière d'un homme».

L'empereur a mis de l'empressement à recevoir l'officier porteur de la lettre du roi de Naples. Il a paru sensible à l'attention de ce prince. Il m'a dit qu'il verrait avec plaisir son envoyé, de même que ceux des rois de Hollande et de Westphalie, qu'il nommerait de suite les siens, et qu'à son choix, ces souverains pourraient connaitre le prix qu'il attache à leur amitié.

J'ai de nouveau entretenu l'empereur et le ministre des affaires de Suède. On paraît vouloir laisser encore quelques jours de réflexion au roi. Tout est prêt pour agir hostilement. Le ministre me seconde. Je me suis procuré la copie de tout ce qui a été échangé à cet égard, je la joins ici. Je désirerais qu'on ne parlât pas de la communication de ces pièces à M. de Tolstoï. Je ne voudrais pas que l'on sût ici par lui que je les ai eues et que je les ai envoyées à Paris.

On veut attendre la réponse du roi.

Je fais sentir que celle de l'ambassadeur de Suède est par elle-même une espèce de déclaration sur les sentiments du roi, et par cela même un refus suffisant.

J'appuie ce raisonnement de tout ce que j'ai su que l'ambassadeur de Suède avait dit dans ses conférences confidentielles: «Qu'il serait bien difficile de ramener le roi; qu'il lui avait mandé qu'il trouvait le principe que les trois puissances du Nord devaient défendre et fermer la Baltique, bon et juste; mais qu'il n'en trouvait pas juste l'application à l'Angleterre, puisque la France occupait, au mépris des traités, une grande partie des ports de cette mer, qui devaient être aussi indépendants que les autres». Je tire de là la conséquence que le roi de Suède ne veut point rompre avec l'Angleterre; qu'il sépare ses intérêts de ceux des deux autres puissances du Nord; qu'il menace même l'une ou les Anglais en son nom, et qu'il faut en conséquence avoir

recours aux armes. On me répond qu'on est prêt à agir. Cela est vrai, mais on temporise, parce que l'empereur ne veut faire du mal à son beau-frère *) qu'à la dernière extrémité. Je prie V. E. de croire que je mets tous mes soins à presser l'exécution de cette mesure.

Dans ma conversation avec l'empereur, il a été question du retard qu'avait éprouvé, tant pour arriver à Gothembourg que pour en repartir, le courrier russe qui portait en Angleterre la déclaration de guerre de la Russie. J'ai saisi cette occasion pour faire sentir toute la mauvaise volonté du roi de Suède et le peu d'espoir que sa conduite faisait concevoir d'un prompt rapprochement. Je n'ai pas non plus négligé de faire entendre que ce retard tenait à ces moyens de corruption que les Anglais sont si accoutumés à employer.

Quant à la Turquie, les affaires sont dans la même situation que lorsque j'ai écrit ma lettre du 28.

Dans ma conversation avec le comte de Romantzoff, j'ai fait sentir la nécessité de s'occuper d'une expédition dans l'Inde, du mal qu'elle ferait aux Anglais, du résultat qu'elle aurait, si 40.000 Français passant par Constantinople, menaçaient cette contrée, en même temps que 40.000 Russes déboucheraient par le Caucase.

Le ministre ne paraît pas croire à la possibilité de cette expédition, sur laquelle je reviendrai souvent. Mais sa principale raison est qu'on ne peut faire de projets tant qu'on ne sera pas convenu des arrangements qu'on veut faire en Turquie, vu que les Turcs ne sont pas gens auxquels on puisse se fier.

Le général Andréossy a profité du passage de l'aide de camp de S. M. le roi de Naples par Vienne pour m'écrire une lettre dans laquelle il me donne quelques détails, dont j'ai fait usage dans mes entretiens avec l'empereur et M. de Romantzoff, d'abord pour combattre les bruits qu'on avait répandus, que les Anglais étaient au moment de reprendre leur influence à Constantinople, ensuite pour enga-

---

*) Gustave IV, roi de Suède, était marié avec Frédérique-Dorothée, princesse de Bade, sœur cadette de l'impératrice Elisabeth Alexéiewna.

ger le ministère à éloigner de Vienne un nommé Pozzo di Borgo qui paraît être un espion à la solde de l'Angleterre. J'ai aussi, d'après les renseignements du général Andréossy, engagé l'empereur à se méfier de M. Anstett, secrétaire de légation, que ses relations avec les Anglais et ses liaisons intimes avec le comte Rasoumowsky devaient rendre suspect. Par rapport à ce dernier, j'ai ajouté que l'affectation avec laquelle il fréquentait l'ambassadeur d'Angleterre, et la publicité avec laquelle il désapprouvait tout ce qu'avait fait l'empereur Alexandre étaient une véritable insulte pour le caractère de l'ambassadeur de Russie, le prince Kourakin, qui se montrait au contraire plein de franchise et de loyauté, et entièrement prononcé en faveur du système de Tilsit.

On est bien aise que les troupes de S. M. soient à Lisbonne à cause de l'escadre russe. On me parle peu du Portugal. La nouvelle que la famille royale y est restée fait penser que ce pays n'est occupé que momentanément.

Je me suis empressé de dire à l'empereur que S. M. avait espéré être la première à lui donner des nouvelles de son escadre. Il m'a souvent répété qu'il y était bien sensible. On est fort satisfait de savoir toujours les deux vaisseaux à l'île d'Elbe.

J'avais prévenu les désirs de V. E. relativement au commerce, et les principaux négociants français que j'ai réunis s'occupent depuis quelques jours du travail qu'Elle m'a demandé.

16.

31 Décembre 1807.

Votre Excellence ajouterait encore à toutes les marques d'obligeance dont Elle m'a comblé, si Elle obtenait de l'empereur l'autorisation de m'envoyer une douzaine de boîtes de pistolets de Versailles, dans les prix de 30 à 100 louis la paire. C'est une chose fort re-

cherchée ici. Les Russes aiment les cadeaux, et, en les donnant à propos, soit à des généraux de terre ou de mer, soit à des officiers des gardes, on attire ces hommes à soi. S'il y en avait quelques paires plus belles pour les aides de camp généraux de l'Empereur, le prince Bagration et autres, je suis sûr que ces attentions ne seraient pas perdues. Je demanderai aussi un grand nombre de médailles de bronze des principaux événements du règne de l'empereur. On en fait cas. Celles d'argent ne peuvent se donner; c'est trop et trop peu.

J'appelle aussi l'attention de V. E. sur M[me] de Tolstoï *), qui doit être arrivée à Paris. Les femmes ne tirent pas à conséquence, et toutes les distinctions dont l'empereur voudra bien l'honorer feront ici le meilleur effet. Quelques cadeaux de modes de l'impératrice, une attention de l'empereur de jolies porcelaines qu'il lui enverrait, un beau bijou, feraient beaucoup de bruit ici. On ne peut se faire d'idée de l'effet qu'ont produit les distinctions accordées au comte Tolstoï et surtout les cadeaux qu'il a reçus. Je prends la liberté d'indiquer ces moyens à V. E., parce que je sais combien une attention touche l'empereur Alexandre et flatte la vanité de tout ce qui est ici. On a donné au général Savary des parures de pierres précieuses de Sibérie garnies de diamants pour sa femme, etc., etc.

17.

31 Décembre 1807.

N'ayant pas le temps de faire les expéditions des dépêches et rapports que j'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence ou à Sa Majesté, je veux m'expliquer avec Elle pour la manière dont j'ai réglé mon travail, afin qu'Elle n'ait aucune inquiétude sur le secret des affaires, qui ne peut être que religieusement gardé, puisque j'écris toutes les minutes, et

*) Marie Alexéiewna, 1772—1826, née princesse Galitzine.

M. de Rayneval *) toutes les expéditions que je ne fais pas moi-même. Je prie V. E. de mettre cette explication sous les yeux de l'empereur.

18.

Lettre à Napoléon.

13 Janvier 1808.

Votre Majesté trouvera ci-joint quatre rapports **). Les affaires de Suède ne se sont point terminées aussi promptement qu'on devait l'espérer; le dégel, qui a rompu toutes les communications, a été une des causes de ce retard, la nouvelle de la perte de la frégate qui portait les fonds pour la flotte, une autre, par le mécontentement que cela a excité; enfin les troupes ne pouvaient marcher, puisqu'on tenait à les voir avec le nouvel uniforme à la fête du 6 Janvier russe. On en est plus occupé qu'on ne le serait des préparatifs nécessaires à la conquête de la Chine.

L'empereur travaille beaucoup; mais son extrême bonté l'empêche de tendre les ressorts qui font tout mouvoir. Il en résulte que rien ne marche comme cela pourrait aller. On ne savait pas, en temps de paix, ce qui était dans le port suédois de Sweaborg, qui est à 50 lieues de Pétersbourg, et on se prépare cependant depuis deux mois à la guerre. La flotte comme la frégate n'étaient prévenues de rien; 60.000 hommes sont réunis près de la capitale, et tous les approvisionnements étaient au moment de manquer à cause du dégel; ceux de la ville s'épuisaient au point de tout faire renchérir.

On va décidément agir contre la Suède. V. M. en aura la preuve par l'extrait de la note jointe à ma dépêche à M. de Champagny. On

*) Maximilien, 1778—1836, secrétaire de l'ambassade de France à St-Pétersbourg.

**) Des 3, 7, 11 et 13 Janvier.

fera tout ce qu'on pourra; mais le mouvement qui fermera le Sund ne peut venir que de V. M.

On attend avec impatience des nouvelles du retour de V. M. et des réponses aux courriers qui ont succédé à M. de Faudoas. Des lettres du comte Tolstoï font penser qu'Elle pourrait être dans le midi de la France, même en Espagne. Ces nouvelles viennent par la société, mais le ministère n'y est pas insensible, peut-être même pas étranger.

Le comte Tolstoï s'est amèrement plaint que la déclaration à l'Angleterre ait été remise au général Savary et par conséquent communiquée à Paris avant qu'il l'ait reçue: cela, joint aux nouvelles du moment, a causé quelques désagréments au ministre, du côté duquel j'ai dû me ranger pour le soutenir, car c'est le seul homme bien prononcé dans le sens du système actuel. Le mécontentement du comte Tolstoï a été tel, qu'il a demandé son rappel et écrit à sa femme déjà arrivée à Vienne, d'y rester; son frère lui a écrit, même l'empereur; je prie donc V. M. d'ignorer ces détails. Je lui demande également de ne point lui parler de la situation des affaires de Suède avant l'arrivée du courrier qui portera la note officielle, car il en résulterait de nouvelles plaintes et des désagréments que le ministre me prie de lui éviter.

L'empereur n'a plus parlé des affaires d'Etrurie; en me rencontrant un jour, il m'a dit en riant à propos du Portugal: «Le régent a-t-il cru attaquer l'empereur en s'en allant»?

Je vois souvent l'amiral Tchitchagoff *), ministre de la marine; c'est, je crois, un des hommes les plus capables de son pays. On assure qu'il a toujours été contre la guerre avec la France et un des défenseurs du traité de M. d'Oubril **). Il me parle souvent du besoin qu'auraient les Danois que V. M. leur prête quelques bateaux plats et canonniers. Je l'assure toujours que V. M. est de ces souverains

*) Paul Wassilievitch, 1762—1849; en 1807, fut promu au grade d'amiral et nommé ministre de la marine.

**) Pierre Jacovlevitch; en qualité d'envoyé extraordinaire, signa à Paris avec Napoléon, le 8/20 Juillet 1806, un traité de paix qui ne fut pas ratifié par Alexandre.

qui vont au-devant des événements et des besoins de leurs alliés, au lieu d'attendre leurs demandes.

Le vieux Sprengporten *) m'a donné les meilleurs renseignements sur la Finlande: c'est sa patrie, il y a fait la guerre du temps de l'impératrice Catherine. Il voulait faire des Finnois les Suisses du Nord. Il assure que les Suédois n'ont fait aucun préparatif de défense, qu'il n'y a que les milices. Il est employé dans l'expédition, et il en est sûrement l'homme le plus capable. J'ai beaucoup causé avec lui sur le Danemark et la Suède, je soumets à V. M. une note d'après nos conversations.

Je reviens sur le comte Tolstoï, parce que je crois, d'après tout ce qu'on me rapporte de lui et des on-dit de sa légation, qu'il est important de lui offrir une société qui soit dans l'esprit du gouvernement; on ne peut se faire une idée de toutes les bêtises qu'elle recueille. Elle mande qu'elle n'a encore passé qu'une soirée de bon ton et agréable, chez S. M. la reine de Hollande; que la maison du prince de Bénévent est la seule ouverte, etc., etc. Quoique le comte Tolstoï soit peut-être un homme droit, son peu d'esprit le rend soupçonneux, et, par cela, susceptible de prendre les mauvaises impressions qu'on lui donnerait. Il pourrait facilement se former une opinion qui ne serait pas celle qu'il doit avoir, et mander d'après cela beaucoup de niaiseries, qui auraient d'autant plus d'influence qu'on ne croirait pas pouvoir soupçonner son intention. Lui-même n'y attacherait peut-être pas toute l'importance qu'on y donnerait. Il y a tant de moyens d'arriver à l'empereur, qu'il faut l'entourer de la vérité sur tout ce qui est, et l'éloigner des faiseurs de nouvelles qui circonvenaient Morcoff **). La confiance que V. M. lui témoignera le captivera plus que toute chose et assurera son frère, dont l'amour-propre est la corde sensible. J'entre dans ces détails avec V. M., parce que je sais positivement que les

*) Egor Maximowitch, 1734—1819, Finlandais, depuis 1786 au service russe.

**) Comte Arcade Ivanowitch, 1747—1827, diplomate russe, ambassadeur à Paris, ennemi des Français dans ses dépêches.

lettres du comte Tolstoï, pendant son absence, portaient le cachet d'un homme qui est plus qu'en défiance sur tout ce qui se passe. D'après ce qui a été écrit d'ici, sa femme ne tardera pas à arriver à Paris.

Le ministre paraît désirer que le général Savary soit un des médiateurs de la paix avec la Turquie; il ne m'a cependant été fait aucune ouverture directe à cet égard.

Le maréchal Brune *) a montré au duc d'Oldenbourg, oncle de l'empereur, un prétendu ordre du ministre de la guerre, qui porte qu'en vertu des ordres de V. M., son pays doit être occupé; le ministre m'a annoncé une note à cet égard; le duc s'est rendu, assure-t-on, à Paris pour solliciter lui-même V. M.

On tient beaucoup ici à cette famille.

On négocie dans le moment un emprunt de 15.000.000 de roubles en Hollande; cet objet ne se traite pas directement.

Le nouveau ministre d'Espagne n'est pas arrivé; on le dit toujours à Berlin. Celui de Saxe est un savant qui ne tient point de maison, de manière que l'ambassadeur de V. M. n'a, en dehors de sa maison, que celle de l'envoyé de Danemark, pour amener la société aux idées du nouvel ordre de choses politiques.

Rapports à Napoléon.

19.

3 Janvier 1808.

J'ai appris qu'un courrier, arrivé le même jour à l'ambassadeur de Suède, annonçait qu'on s'attendait à voir arriver une expédition anglaise sur les côtes de la Norvège pour agir de concert avec les Suédois; que le roi montrait toujours le même éloignement pour un changement

---

*) Guillaume-Marie, 1763—1815, maréchal de France; en 1807, il fut nommé gouverneur des villes hanséatiques.

de système; que le ministre n'osait même plus lui parler de la note de la Russie; qu'il était question dans le public que le roi devait venir à Pétersbourg, mais qu'on ne croyait pas à ce bruit, répandu, pensait-on, à dessein pour contenter les habitants de Stockholm au moment de son retour dans cette ville, en éloignant l'idée d'une rupture avec la Russie, qui inquiétait tout le monde. Je me décidai à demander tout de suite une audience. Le comte Tolstoï *), grand-maréchal de la Cour, me la fit obtenir dans la journée. Voici ce qui s'y passa:

L'empereur. Vous avez demandé à me voir, général; j'en suis bien aise. Dites un mot à Tolstoï et je vous recevrai toujours.

L'ambassadeur. J'ai usé avec d'autant plus de confiance de la permission que V. M. a bien voulu me donner, qu'il s'agit dans ce moment encore plus de ses intérêts que ceux de la France. Toutes les nouvelles de Suède s'accordent à prouver que le roi ne répondra pas à la note de V. M., ou qu'il y répondra d'une manière aussi partiale que la première fois. V. M. a attendu plus d'un mois. Maintenant il ne s'agit plus, ce me semble, d'égards. Ce n'est même plus d'une conquête qu'il est question. Il s'agit de la sûreté de Pétersbourg. Il faut forcer le roi à changer de système, à fermer la Baltique, et se mettre en position de n'avoir rien à craindre, au printemps, de lui ni des Anglais.

L'empereur. Jusqu'à ce moment, le temps n'a pas permis d'agir. Je vais appeler le général Buxhöwden **), qui doit commander les troupes, et j'attends une division pour remplacer celle d'ici qui montera la flottille.

L'ambassadeur. V. M., d'après ce qu'Elle m'a fait l'honneur de me dire, a plus de troupes en Finlande qu'il ne faut. Ce qui est en Courlande et en Livonie peut, au besoin, couvrir Pétersbourg, si la

---

*) Nicolas Alexandrowitch, 1761—1816, frère aîné de l'ambassadeur de Russie en 1807 et 1808 à Paris.

**) Théodor Théodorowitch, 1750—1811; le 15 mai 1808, il prit Swéaborg, et, en décembre, la Finlande était évacuée par les troupes suédoises.

division qui y est s'embarquait; mais la saison ne permet guère d'y penser.

L'empereur. C'est vrai, mais la difficulté est dans le temps: les transports sont difficiles; de plus, les ports ne sont peut-être pas encore pris, et la flottille nous échappera.

L'ambassadeur. La gelée doit être plus forte en Finlande qu'ici. La Néva n'étant point partie, il est probable que les ports ne seront pas dégelés. D'ailleurs, où iraient les Suédois? Ils ne peuvent pas tenir la mer dans cette saison avec leurs bateaux à rames, obligés de suivre la côte et de relâcher souvent. Il est impossible qu'ils échappent à une marche rapide, et qu'on ne leur enlève pas tout. Puis, il ne faut pas leur laisser le temps ni les moyens de seconder les Anglais et de tomber avec toutes leurs forces sur la Norvège, si la nouvelle qu'on débite est vraie.

L'empereur. Vous savez que je ne veux qu'être en mesure. J'ai agi avant l'époque convenue contre l'Angleterre. Le moment arrivé, les affaires de Suède n'éprouveront plus de retard. Je verrai demain Romantzoff pour la note qui servira de déclaration, et nous irons de l'avant. Attendez quelques jours.

L'ambassadeur. La déclaration de V. M. à l'Angleterre doit embarrasser beaucoup le ministère anglais; il faut que le coup porté à la Suède, ou son accession, le culbute. L'intérêt général veut donc qu'on se hâte, et l'intérêt de V. M., que la Suède se prononce. Il ne faut pas attendre au printemps pour savoir si elle est ennemie. D'ici-là, il y aura bien d'autres mesures à prendre pour la sûreté de la Baltique, et elles ne peuvent être que la conséquence de la détermination de V. M.

L'empereur. Je pense comme vous. Le temps m'a contrarié; mais tout va finir, puisque le roi de Suède n'a pas changé et ne changera pas. Tant pis pour lui. Mais il faut que les Danois agissent en même temps. Etes-vous sûr qu'ils sont prêts?

L'ambassadeur. M. de Blome m'a assuré qu'ils avaient 30.000 hommes en Sélande. Au reste, le moment où les opérations des Danois

commenceront importe peu à V. M., dans cet instant. On ne peut, dans la saison actuelle, venir en Suède au secours de la Finlande, et il faut être en Finlande pour donner, s'il gèle, la main aux Danois en Suède. D'ailleurs, plus l'armée de V. M. trouvera d'ennemis, et plus elle en prendra. Rien ne doit lui échapper, si c'est vigoureusement mené.

L'empereur. C'est vrai; mais le pays est tel qu'il n'y a pas trois endroits en Finlande où l'on puisse mettre sept bataillons en bataille. Au reste, tout va finir; je vous le répète.

L'ambassadeur. Puisque V. M. m'assure que ce sera si prochain, j'attendrai la rédaction de la note pour rendre compte à l'empereur de ces dispositions.

L'empereur. Vous ferez bien; d'ailleurs, je vous reverrai, et nous causerons de tout cela. Je veux aussi en parler à Tchitchagoff pour sa flottille.

L'ambassadeur. Si V. M. est déterminée à fixer une époque pour agir, peu importe que la note soit rédigée deux jours plus tôt ou plus tard. Elle peut rester secrète pendant quelques jours entre M. de Romantzoff et moi. Quant à la flotte, V. M. est-elle bien sûre? On le sait si peu, que l'amiral Tchitchagoff me disait que, depuis quinze jours, il le demandait au ministre des affaires étrangères, qui répondait qu'on attendait à ce sujet des renseignements de M. d'Alopéus *), ministre à Stockholm; et sur ce que je lui observais, qu'il en aurait eu de plus sûrs en envoyant un officier intelligent jusqu'à Abo, ou, avant la gelée, un petit bâtiment de cabotage de Rével à Swéaborg, où est la flotte, il m'a répondu en riant: «Oh! nous n'allons pas si vite!» Le fait est qu'on croit qu'une grande partie de la flottille y est encore; mais on n'est nullement sûr, quoique ce soit à la porte de la capitale.

Les gens sensés veulent que les Suédois aient retiré tout ce qui peut tenir la mer. Alors il ne resterait que la flottille du lac Saïmen, qui pourrait favoriser beaucoup les opérations si la guerre recommen-

*) David Maximowitch, 1768—1831; en 1819, baron du grand-duché de Finlande, en 1820, comte du royaume de Pologne.

çait dans ce pays au printemps. Le petit fort qui la défend est à Warkhaus, sur la route qui mène directement à Tornéo. Dans ce cas, je doute que le temps, quoique un peu moins froid que de coutume, lui permette encore de s'en aller.

L'empereur. C'est probable. Au revoir, général. Êtes-vous content ici?

L'ambassadeur. Les bontés de V. M. me rendent tous les jours plus reconnaissant.

L'empereur. Je suis bien aise de vous avoir vu. J'aime qu'on me parle.

20.

7 Janvier 1808.

Le 5, je rencontrai l'empereur, qui me dit: «Venez demain dîner avec moi». J'eus en conséquence l'honneur de dîner à la Cour le 6. Pendant le dîner, on parla des peintres célèbres de Paris, de David, etc. L'impératrice se mêla de la conversation et dit: «J'ai vu une copie du tableau qui représente l'empereur passant le Saint-Bernard. C'est une belle idée et bien exécutée; mais on dit que l'empereur n'est pas ressemblant».

Après le dîner, je passai dans le cabinet de S. M., qui me dit:

L'empereur. Voilà tous les papiers de la négociation de Starhemberg à Londres. C'est un Anglais. Stadion *) même n'en est pas content à Vienne, à ce que mande Kourakin.

L'ambassadeur. On ne pouvait prévenir cela. Le ministère n'avait qu'à envoyer, comme V. M., la note toute faite.

L'empereur. Vous avez raison. J'ai chargé Romantzoff de vous tenir au courant de tout ce que nous recevrons. Je ne sépare aucun

---

*) Comte Philippe, 1763—1824, diplomate autrichien; en 1806, ministre des affaires étrangères.

de mes intérêts de ceux de l'empereur Napoléon. Je veux que vous sachiez tout.

L'ambassadeur. La confiance dont V. M. veut bien m'honorer sera, aux yeux de l'empereur, la meilleure preuve que ses intentions sont remplies.

L'empereur. Vous serez content aujourd'hui. Romantzoff fait mettre au net la note à la Suède. Buxhöwden arrive. La division a des ordres.

L'ambassadeur. V. M. me permet-elle une question?

L'empereur. Toujours. Nous sommes ici de confiance. Vous savez que vous pouvez tout me dire.

L'ambassadeur. Cette note, Sire, est, je pense, pour l'ambassadeur, et les coups de canon seront pour le roi, si l'ambassadeur n'accède pas à tout.

L'empereur. Oui.

L'ambassadeur. On agira alors sans attendre, car la réponse de l'ambassadeur à la première note de V. M. est une déclaration des sentiments du roi qui équivaut à un refus.

L'empereur. On agira dans les premiers jours de janvier (style russe), et tout sera terminé pour la fin ou le milieu de février.

L'ambassadeur. En marchant rapidement, on prendra tout ce qui est dans le pays.

L'empereur. La difficulté, c'est que la saison ne permet pas de bivouaquer.

L'ambassadeur. Raison de plus pour faire beaucoup de chemin. Puisque V. M. a pris la détermination, je vais en prévenir tout de suite l'empereur.

L'empereur. Attendez deux jours, Romantzoff vous remettra la note. Mandez en même temps à l'empereur qu'il serait nécessaire que les Danois et un corps français pénétrassent en même temps en Scanie. Je vois que nous ne devons compter que sur nous pour défendre la Baltique. J'entends vous et nous, avec le Danemark qui montre de l'énergie.

L'ambassadeur. V. M. peut compter sur une vigoureuse assistance, si elle est jugée nécessaire. Tout ce qui tient aux intérêts personnels de V. M. a, je puis le lui répéter, la première pensée de l'empereur. D'après les assurances que m'a données le ministre de Danemark, 30.000 Danois sont en Sélande prêts à agir en Scanie.

L'empereur. Je suis sûr que tout ira bien, et cela ne peut être autrement, quand on marche d'accord avec l'empereur Napoléon. Romantzoff a dû vous dire qu'il a reçu directement une lettre du ministre du roi de Hollande, qui lui annonce la nomination de l'amiral Verhuel *) comme ministre ici, et le prie de lui envoyer des passeports à Dantzig. On dit que c'est un brave homme, dont l'empereur fait cas.

L'ambassadeur. Le comte de Romantzoff m'a dit ce que V. M. me fait l'honneur de me répéter. L'empereur a loué souvent les talents de l'amiral Verhuel et a même récompensé son courage. C'est un militaire très distingué.

L'empereur. Je le verrai avec plaisir. On enverra tout les passeports qui ont été demandés. Ecrivez à l'empereur tout ce que je viens de vous dire.

L'ambassadeur. Mon courrier n'attendra que la note que V. M. a bien voulu me promettre.

L'empereur. Etes-vous content de Tchitchagoff? il est marié à une anglaise **); mais personne n'est plus enthousiaste de l'empereur Napoléon et ne me sert mieux dans le sens de Tilsit. C'est un homme qui abhorre les Anglais.

L'ambassadeur. Il m'a paru animé du meilleur esprit et entièrement dévoué à V. M. A en juger par ce qu'il dit, il n'aime pas les Anglais, et nous sommes tellement d'accord sur ce point, que je le vois souvent.

L'empereur. J'en suis bien aise. C'est un homme qui ne s'arrête pas aux difficultés. Au revoir, général.

---

*) 1764—1845; amiral, ministre de la marine des Pays-Bas, maréchal de Hollande.

**) Elisabeth Carlowna, née Probi, fille du chef de port Chatam.

21.

11 Janvier 1808.

Le 9, je fus à la parade. J'en profitai pour rappeler à S. M. qu'Elle avait bien voulu me faire espérer de terminer les affaires de Suède. Voici ce qui se dit:

L'empereur. C'est vrai, je suis un peu en retard; mais le dégel a tout arrêté, et l'officier que vous avez conseillé à Tchitchagoff d'envoyer n'est pas de retour.

L'ambassadeur. Je ne le rappelle à V. M. que parce que le temps presse, et qu'il faut être en mesure de profiter de la glace si le golfe gèle.

L'empereur. Je vais faire demander Romantzoff pour lui rendre la note qui est depuis quelques jours chez moi, et tout se terminera sous peu. Romantzoff vous a-t-il dit la nouvelle d'Angleterre? Je l'en ai chargé.

L'ambassadeur. Oui, Sire, mais une estafette de Hambourg, arrivée ce matin au ministre de Danemark *), m'empêche d'y croire; puis, à la date qu'on cite, nous aurions des nouvelles de Paris.

L'empereur. Je pense comme vous. Ce serait au reste un grand événement, qui amènerait sûrement la paix. Que dites-vous du départ du régent? Où ira-t-il?

L'ambassadeur. Je ne sais à cet égard que ce que disent les journaux. Les Anglais lui joueront quelque mauvais tour, car ils regarderont à deux fois à laisser créer un empire au Brésil. Le général Junot est arrivé à temps pour protéger l'escadre de V. M., et voilà sûrement ce qui fera le plus de plaisir à l'empereur.

L'empereur. Je compte bien sur vos troupes. Les Anglais ne se mesureront pas avec elles. Bonjour, général.

---

*) Comte de Blome.

22.

Lettre à Champagny.

11 Janvier 1808.

Je crois devoir donner à Votre Excellence le détail des nouvelles qui circulent à Pétersbourg.

Une lettre adressée au ministre de Danemark qui est ici, par celui qui se trouve à Constantinople, et arrivée directement le 5 par la Valachie, porte que la sincérité des dispositions du Divan envers la Russie et la France est suspecte; qu'on le soupçonnait d'entretenir des intelligences secrètes avec l'Angleterre, et que l'on croyait savoir que lord Pajet *) se trouvait encore sur l'une des deux frégates que l'escadre anglaise, à son départ de l'Archipel, avait laissées en station à l'entrée des Dardanelles. Le bruit s'était même répandu que l'agent des Turcs qui avait été employé dans les précédentes négociations avec les Anglais, rappelé de l'île de Ténédos, avait été assassiné en route pour assurer mieux le secret des transactions dont il avait été chargé. La sévérité avec laquelle agit le Grand-Seigneur actuel et l'exécution du prince Suzzo, paraissent avoir rendu les employés du gouvernement très circonspects et timides dans leurs confidences.

On parle depuis huit jours d'un manifeste anglais contre la Russie, mais on ne le connait pas.

Un courrier de M. d'Alopéus, arrivé le 4, porte qu'il a ordonné à la frégate, qui était chargée, à ce qu'on dit maintenant, de trois millions de roubles, d'attendre à Portsmouth, sous prétexte que l'expédition de Sidney-Smith **) était destinée pour Lisbonne, où elle devait rejoindre la flotte. Cela a inquiété avec raison et donné la mesure de la confiance que méritait M. d'Alopéus. Maintenant on sait que cette frégate

---

*) Arthur, 1771—1842, diplomate anglais; en 1801, ministre plénipotentiaire en Autriche; en 1807, envoyé extraordinaire à Constantinople.

**) Sir William, 1764—1840, marin anglais, ennemi de Bonaparte; en 1807, il accompagna au Brésil le roi de Portugal; en 1821, il fut fait amiral.

a été prise dans le port par les Anglais, et cela fait ici le plus mauvais effet. On crie contre l'empereur et surtout contre le ministre.

Le dégel survenu, qui arrête toutes les communications et empêche l'approvisionnement de la capitale, cause du mécontentement.

L'opposition profite de ces circonstances pour crier contre le système actuel.

On a parlé d'un changement de ministère en Angleterre, de représentation de la Cité, etc., etc.

Un courrier envoyé par le ministre de Russie à Memel annonçait qu'un bâtiment qui venait d'entrer dans le port avait rapporté que le roi d'Angleterre était mort, et que lord Moïra *) venait d'être envoyé en France. On parlait depuis le 2 d'une expédition des Anglais contre la Norvège; on la disait combinée avec les Suédois.

L'empereur et le ministre s'expriment fortement sur la conduite de M. de Starhemberg à Londres. On la dit même désapprouvée par M. de Stadion.

Le prince royal a écrit à l'empereur pour le remercier de l'intérêt qu'il témoigne au Danemark dans sa déclaration à l'Angleterre.

Le roi de Prusse a aussi fait remettre le 1er de ce mois une lettre à l'empereur. Elle est relative au paiement des denrées fournies à l'armée russe. Il a déjà été acquitté un million sur cet objet, ce qui reste à payer est évalué à deux; mais l'empereur est le seul qui veuille s'acquitter. Le ministre de Prusse **) se plaint de la mauvaise volonté du ministère et surtout de l'opposition des agents des comptes et de la trésorerie.

Le ministre de Prusse dit hautement que sa cour espère voir terminer, sous peu, tous les différends survenus avec la France pour les contributions; qu'on a fait espérer au prince Guillaume qu'il aurait ses passeports même avant le retour de l'empereur.

Des lettres arrivées le 5 portaient à changer d'opinion sur les intentions qu'on devait présumer à la Suède et sur celles annoncées

---

*) Francis, 1751—1817, marquis de Hastings.

**) Comte Lehndorf, ministre plénipotentiaire de Prusse à Pétersbourg.

même récemment par son ambassadeur. Le roi parait être revenu plus que jamais à ses liaisons avec l'Angleterre. C'est du moins ce qu'on peut inférer des dépêches du ministre russe, qui, peu de jours avant, croyait à un changement.

L'empereur n'ira à l'armée de Finlande que quand cette province sera occupée, et seulement pour quelques jours.

C'est la division Ostermann qui doit venir de Vitebsk pour relever à Pétersbourg celle qui renforcera l'armée qui agira contre les Suédois.

Une brigade d'infanterie de deux régiments se rend à Arkhangel, pour renforcer la garnison et garder les chantiers.

On est inquiet de ne pas avoir de nouvelles du retour de l'empereur Napoléon. L'impatience qu'on a d'avoir des nouvelles de Paris est encore augmentée par le besoin d'occuper le public dans un moment où il est mécontent.

Ce qui s'est passé en Portugal fait le sujet de toutes les conversations. Chacun arrange cette nouvelle selon sa manière de voir. On pardonne cependant aux troupes françaises l'occupation de ce pays, depuis qu'on pense qu'elles pourront défendre la flotte russe.

Le frère de lord Hutchinson *) vient d'arriver de l'intérieur de la Russie. Comme il était fort lié ici avec toutes les grandes maisons, il y a porté des cartes. L'empereur a défendu aux personnes marquantes de les lui rendre.

23.

Rapport à Napoléon.

13 Janvier 1808.

Le 12, je dînai à la Cour. L'empereur et l'impératrice parlèrent beaucoup de spectacles et me dirent qu'ils me priaient de recommander

---

*) John Hely, 1757—1832, général anglais; en 1801, il força les Français à capituler dans Alexandrie et à évacuer l'Egypte; en récompense, il fut fait baron d'Alexandrie et élevé à la pairie.

la note de M. de Narischkin à M. le prince de Bénévent et à M. de Rémusat *). Après le diner, l'empereur m'appela dans son cabinet.

L'empereur. J'ai tardé plus que je vous l'avais dit; mais vous avez été témoin du dégel. Rien n'arrivait et on n'aurait pu faire vivre les troupes.

L'ambassadeur. Je sais, Sire, qu'on aurait éprouvé quelques difficultés.

L'empereur. Romantzoff vous montrera la note, et tout va finir. Mon général est tombé de cheval, mais il va mieux et pourra partir sous quatre jours.

L'ambassadeur. Puis-je maintenant expédier un courrier à l'empereur pour lui annoncer que c'est positif?

L'empereur. Oui. Entendez-vous avec Romantzoff pour l'époque où la note partira.

L'ambassadeur. V. M. m'a fait l'honneur de me dire plusieurs fois que les troupes marcheraient en même temps qu'on remettrait la note.

L'empereur. Oui, maintenant rien ne nous arrêtera. Mais mandez à l'empereur que je le prie de faire marcher un corps français, quand même les Danois ne le demanderaient pas; car je ne sais si leurs troupes sont bien bonnes, et la réputation seule des vôtres soumettra la Scanie, peut-être même le roi de Suède, quand il verra que c'est aussi sérieux.

L'ambassadeur. Je manderai à l'empereur tout ce que V. M. me fait l'honneur de me dire, et ce corps ne sera sûrement pas en arrière, puisqu'il est jugé nécessaire.

L'empereur. C'est indispensable. Quant à moi, vous verrez par vous-même que j'emploie tous les moyens. La Finlande occupée, j'irai voir mon armée.

L'ambassadeur. Si la campagne devenait active, je serais heureux que V. M. me regardât comme un de Ses aides de camp.

L'empereur. Nous irons ensemble. J'aime à vous voir.

L'ambassadeur. Je serai heureux de ne point quitter V. M.

---

*) Comte, 1762—1823; préfet du palais, surintendant des théâtres.

L'empereur. Si le golfe gèle, nous donnerons la main à vos troupes à Stockholm. Mandez à l'empereur qu'il est indispensable qu'un corps français agisse avec les Danois, et que je compte sur son assistance pour fermer le Sund. Vos troupes sont tout près.

L'ambassadeur. V. M. peut être sûre que je n'oublie rien de ce qu'Elle me fait l'honneur de me dire.

L'empereur. J'en suis certain, et je ne vous le répète que parce que je sais que c'est l'idée de l'empereur, et le seul moyen de mener les choses comme il veut qu'elles aillent et comme elles doivent aller.

L'ambassadeur. Puisque V. M. m'autorise à regarder la déclaration comme remise, je vais en prévenir l'empereur.

L'empereur. Vous le pouvez. Il est nécessaire de ne pas perdre de temps. On écrira aussi à Tolstoï; mais ce ne peut être qu'après les fêtes. Bonsoir, général, etc. (Beaucoup de choses obligeantes sur mon séjour, etc., etc.).

Lettres à Champagny.

24.

13 Janvier 1808.

Je n'adresse à Votre Excellence qu'un extrait de la note de la Russie à la Suède, encore, tel que j'ai pu me le rappeler après avoir entendu lire l'original de la note, dont la copie ne me sera remise que dans quatre jours. J'entre dans le détail de ce qui s'est passé pour arriver à ce but, cette affaire ayant traîné en longueur plus que je ne devais m'y attendre.

M. de Romantzoff, pressé de nouveau par moi le lendemain du départ du courrier du 31 décembre, n'ayant encore rien de positif à me répondre, je me décidai à demander le 3 de ce mois une audience de l'empereur. Des nouvelles particulières de Suède annonçaient que tout y avait changé, que le roi était plus attaché que jamais au système anglais, que son ministre n'osait même plus lui parler de la déclaration

de la Russie à l'Angleterre, et de la note qu'elle lui avait adressée. On annonçait une expédition anglaise contre la Norvège. On disait enfin que le roi de Suède allait venir à Pétersbourg. Les uns croyaient que c'était pour s'entendre sur les moyens de renouer avec la France, les autres, dans l'espoir de faire changer les dispositions de la Russie à son égard. Mais des renseignements qui me paraissaient plus sûrs m'avaient fait penser que c'était une nouvelle de police, répandue à Stockholm pour calmer les esprits fort agités par l'idée d'une rupture avec la Russie. Toutes ces nouvelles, plus ou moins fondées, me déterminèrent donc à voir le grand-maréchal, pour obtenir de S. M. une audience particulière, qui me fut accordée de suite.

A la suite de considérations générales, j'exposai à S. M. toutes les conséquences que je tirais de ces nouvelles, et je lui fis sentir la nécessité d'agir promptement pour la sûreté même de Pétersbourg, ne fût-ce que pour faire décider la Suède et avoir le temps de préparer et d'exécuter d'autres opérations avant l'époque où les Anglais et les Suédois réunis pourraient entrer dans la Baltique. L'empereur me parla des obstacles de la saison, du temps qu'il fallait donner à une division pour arriver, de la crainte que la flottille de Sweaborg n'échappât si le port n'était pas encore gelé, enfin de la nécessité d'avoir des nouvelles des Danois pour qu'ils agissent de concert. Il me fut facile de lui faire sentir que toutes ces difficultés pouvaient aisément se lever; qu'une des divisions de Livonie pouvait marcher et couvrir Pétersbourg pendant que celle qui était maintenant agirait; que la flottille ne pouvant tenir la mer et étant dans un port probablement gelé, elle ne pouvait échapper; que la Néva n'ayant pas dégelé, il y avait à parier que la côte de Finlande ne l'était pas davantage; qu'il était de l'intérêt général de frapper le moral des Anglais par l'envahissement ou l'accession de la Suède; qu'il était d'un intérêt plus grand encore de ne point laisser le Danemark seul aux prises. J'ajouterai enfin que l'occupation de la Finlande était la chose la plus facile et qu'il fallait agir promptement et vigoureusement pour ne pas voir les Anglais au printemps, et pouvoir profiter de la glace, si le golfe gelait. L'empereur voulut

bien me dire qu'il allait tout presser, faire venir M. de Buxhöwden pour commander l'armée, et concerter avec le comte de Romantzoff la note à faire, et sur la demande que je lui fis, si je pouvais annoncer ces dispositions à ma Cour comme une chose positive, il me répondit «que nous en causerions encore». L'empereur parut content de ma démarche et me répéta que je devais toujours m'adresser avec confiance à lui.

Le 5, S. M., m'ayant rencontré, eut la bonté de m'engager à dîner pour le lendemain. Le 6, après le dîner, je passai comme de coutume dans le cabinet de l'empereur. Il me montra la copie de la note de M. de Starhemberg et de la réponse de M. Canning. Je joins ici ces pièces, ne sachant pas si V. E. les a reçues directement de Londres. L'empereur me dit à cette occasion qu'il avait recommandé au comte de Romantzoff de me tout faire voir; qu'il avait une entière confiance en moi. S. M. ajouta qu'Elle ne séparait aucun de ses intérêts de ceux de l'empereur. Elle me dit ensuite en riant que je serais sûrement content, que M. de Romantzoff faisait mettre au net la note à la Suède, que M. de Buxhöwden arrivait et qu'on allait agir.

Je crus devoir faire expliquer plus positivement S. M. sur ce qu'Elle allait faire, et voici le résumé de ce qu'Elle a bien voulu me dire:

La note sera remise sous peu de jours à l'ambassadeur de Suède; les troupes agiront dans les premiers jours de Janvier (style russe), de manière à ce que tout soit terminé au plus tard en Février. On n'attendra point de réponse de Stockholm. Les opérations seront poussées vigoureusement. L'empereur ajouta qu'il me chargeait de demander à S. M. la coopération d'un corps français avec les Danois pour conquérir la Scanie; «car», me dit-il, «il ne faut compter que sur nous pour défendre la Baltique. J'entends par nous, la France, le Danemark et la Russie». Je répondis qu'on pouvait compter sur une vigoureuse assistance, si elle était jugée nécessaire; que ce motif même me portait à expédier un courrier pour que l'empereur pût donner les ordres qu'il croirait convenable. L'empereur me répéta de mander à S. M. que

la coopération était nécessaire; mais il m'engagea à attendre encore deux jours, afin que le courrier pût être porteur de la note dont on me remettait copie.

Avant et dans l'intervalle de ces deux audiences de S. M., j'ai mis en avant le ministre de Danemark, qui a parlé franchement dans le même sens que moi, et assuré que sa cour était prête à tout. J'ai aussi vu plusieurs fois l'amiral Tchitchagoff, ministre de la marine, que l'empereur consulte sur cette opération. Je l'ai aussi fortement pressé. Je le crois bien disposé; mais il mettait en avant pour retarder l'expédition, que le Danemark n'avait presque pas de transports maritimes; que, si la France lui en accordait, ils ne pourraient encore être arrivés. Je l'ai tant assuré que tout ce que le Danemark avait pu désirer lui avait été sûrement donné par l'empereur, qu'il a pris son parti, et parlé à l'empereur Alexandre dans le bon sens.

Le ministre, que je vis après l'empereur, me dit les mêmes choses et m'assura également que l'affaire de Suède n'éprouverait plus de retards. J'espérais en conséquence qu'elle allait être terminée, lorsque la nouvelle de la prise de la frégate restée à Portsmouth avec neuf millions à bord arriva ici. Elle fut bientôt répandue. Tout le monde en imputait le tort au ministre. On l'accusait de ne pas avoir prévenu l'envoyé russe à Londres, de ne pas avoir averti l'amiral Seniavine *), d'être cause du changement de système, et de la réunion des troupes près de la capitale, par conséquent de la cherté, etc.

Tant de gens circonvenaient l'empereur et profitaient de l'occasion pour attaquer le ministre, qu'il en fut quelques jours déconcerté. L'empereur se prononça, et tout reprit enfin son assiette; mais lui-même fut fort préoccupé de cette nouvelle, et au moins autant de la difficulté de faire arriver des subsistances, toutes les communications étant rompues par le dégel. Il garda dans ses papiers la note contre la Suède, et je ne pus lui rappeler sa promesse qu'à la parade du 9. S. M. m'assura de nouveau qu'il n'y aurait plus de retards, et que le dégel

*) Dmitri Nicolaewitch, 1763—1831, célèbre marin russe.

était cause de ceux dont je pouvais me plaindre. En effet, l'empereur fit demander le même jour le comte Romantzoff, lui rendit la note avec quelques changements qu'il y avait faits lui-même. Le ministre la lui remit le 11, et elle fut approuvée le 12. J'eus l'honneur de dîner ce même jour chez S. M., qui voulut bien m'annoncer après le dîner que le comte de Romantzoff me donnerait de suite communication de cette note et m'en laisserait une copie, en même temps qu'elle serait remise à l'ambassadeur de Suède et envoyée au roi.

S. M. me répéta presque les mêmes choses qu'à la précédente audience, et insista sur la coopération d'un corps français qui agirait en Scanie de concert avec les Danois. Je crus devoir renouveler ma demande pour que les troupes commençassent à agir en même temps qu'on remettrait la réponse du roi, trop de temps ayant déjà été perdu. L'empereur me répondit encore d'une manière affirmative. Il me promit d'aller voir les troupes quand elles seraient établies en Finlande et de me mener avec lui. Je me rendis de suite chez M. de Romantzoff pour prendre connaissance de la note de sa dépêche au ministre de Russie à Stockholm. Ayant remarqué qu'il paraissait, d'après la note, qu'on voulait ajourner les opérations jusqu'à la réponse du roi, auquel on ne donnait cependant que trois jours, j'observai au ministre que S. M. avait bien voulu me donner à trois reprises différentes l'assurance qu'on agirait en même temps qu'on remettrait la note à l'ambassadeur de Suède, s'il n'y répondait pas tout de suite d'une manière satisfaisante et que la marche qu'on suivrait n'y fût pas conforme. M. de Romantzoff me promit de faire cette observation à l'empereur, et de l'engager à laisser rédiger la note dans ce sens. Il est fort de cet avis. J'aurai l'honneur de rendre compte à V. E. de ce qui se fera à ce sujet en lui adressant copie officielle de la note qu'on m'a promise pour le 15 ou le 16. Les fêtes du nouvel an russe ajournent toutes les affaires. Je crois que le ministre n'a pas besoin d'être pressé, et j'expédie ce courrier à V. E. pour ne pas la laisser plus longtemps dans l'incertitude sur les opérations que ma dépêche du 31 lui annonçait.

Peut-être le comte Tolstoï recevra-t-il la note de sa cour avant V. E.; c'est même assez probable, car il s'est vivement plaint que la communication de la déclaration à l'Angleterre ait été faite par le général Savary, et le ministre a été tourmenté à ce sujet par toute sa famille. L'empereur même a approuvé le comte Tolstoï; quoique ce fût lui qui eût autorisé le ministre à tout communiquer au général Savary, M. de Romantzoff ne m'a pas dissimulé que cela lui avait attiré quelques désagréments. Il m'a en conséquence engagé à prier V. E. de ne point donner communication au comte Tolstoï de tout ce que je lui mande relativement à la Suède, et je joins mes instances aux siennes, car, s'il se plaignait encore, on ne me dirait plus rien.

J'ai causé avec le ministre sur notre commerce. Il annonce toujours les meilleures dispositions; mais les lois qu'il a faites sont telles, que de grandes maisons peuvent seules se soutenir, et rappeler la confiance que les Anglais nous avaient enlevée. Je m'occupe du travail que V. E. m'a demandé; mais il sera long, parce qu'il faut le baser sur les lois nouvelles, qui favorisent beaucoup plus que les anciennes les sujets russes.

M. de Romantzoff est revenu dans une de ses audiences à son refrain habituel: «L'alliance actuelle doit être celle des siècles», m'a-t-il dit. «Nos goûts, nos usages nous portent vers la France. Il faut que notre intérêt nous y attache aussi. Votre commerce y contribuera. L'opinion a bien changé depuis quelque temps. Voyez cependant comme la moindre contrariété a ranimé l'opposition. Que l'empereur Napoléon fasse quelque chose pour l'empereur Alexandre, et tout le monde sera français. On s'y attend; ne trompez pas cet espoir. Vous voyez combien l'empereur est loyal, généreux. A peine voulait-il attaquer la Finlande, tant il est éloigné de chercher à troubler la tranquillité de ses voisins. Il est souvent mécontent de moi parce que je ne pense pas de même. Nous avons fait trop de sacrifices en pure perte. Que de sang versé sans avantage pour le pays! Tout porte l'empereur vers vous. L'admiration nous donne à tous la même direction; ajoutez-y la reconnaissance. Vous ne pouvez avoir de plus fidèles alliés, des

hommes plus attachés à votre système. Vous voyez par vous-même quel peu d'importance nous attachons à ce qui se passe en Italie, en Portugal, sur les frontières d'Espagne».

Il m'a aussi parlé des nouvelles de Constantinople données par le prince Kourakin, et venues par la Valachie. Ce sont les mêmes dont je parle à V. E. dans ma lettre du 11. Elles sont de quatre jours plus fraîches et disent positivement que le général Sébastiani a repris le dessus pour le moment, mais que tout porte à croire que les Turcs ont traité secrètement avec les Anglais. Du reste, elles se trouvent entièrement d'accord avec celles du ministre de Danemark. L'empereur a bien voulu me prévenir que le comte de Romantzoff (et ce ministre me l'a dit aussi lui-même) avait reçu directement une lettre du ministre de S. M. le roi de Hollande, qui lui annonçait la nomination de l'amiral Verhuel comme envoyé à Pétersbourg et lui demandait de lui envoyer des passeports à Dantzig. L'empereur a encore saisi cette occasion de répéter qu'il le verrait avec plaisir.

Le courrier d'Angleterre est arrivé hier soir. Il a apporté les détails suivants, que M. de Romantzoff m'a communiqués.

Par la copie de la correspondance du capitaine de la frégate avec M. d'Alopéus, il paraîtrait que ce ministre est justifié, et l'officier seul coupable. L'empereur a cependant fait donner à M. d'Alopéus l'ordre de ne point rentrer en Russie et de rester en Allemagne.

Le cabinet de Saint-James a reçu la déclaration de guerre avec beaucoup de modération. M. Canning a dit au ministre de Russie que cette déclaration de sa cour lui avait paru, ainsi qu'au Conseil, la chose la plus extraordinaire; que c'était celle à laquelle il s'attendait le moins; que, quant à la frégate, il la regardait comme de bonne prise, ainsi que l'argent qu'elle portait, puisqu'il était destiné à l'entretien de la flotte de l'amiral Seniavine; qu'en bonne guerre, on s'emparait de tous les moyens qui pouvaient aider notre ennemi à nous la faire; que, quant aux navires russes, ils seraient provisoirement mis sous embargo, et qu'on agirait à leur égard comme la Russie aurait agi vis-à-vis du commerce anglais.

25.

13 Janvier 1808 *).

Au moment où j'allais expédier mon courrier à V. E., j'ai eu occasion de voir le comte de Romantzoff, qui m'a encore donné les détails suivants sur les nouvelles arrivées hier d'Angleterre.

Une lettre écrite au moment du départ du courrier porte que l'embargo venait d'être levé sur les bâtiments de commerce russes, et qu'on leur avait donné la permission de partir; qu'une partie de l'escadre de Smith avait convoyé jusqu'à Madère l'escadre portugaise; que le prince régent devait se rendre de là au Brésil; que les effets publics avaient monté à la nouvelle du départ de ce prince; que cet événement avait même contrebalancé la défaveur qui résultait pour le ministère de la déclaration de la Russie; qu'il se préparait deux expéditions, qu'on disait destinées pour Constantinople et pour la Norvège.

La déclaration de l'Angleterre est dans les journaux, mais on n'en a pas encore de traduction.

Deux autres courriers sont arrivés ce matin, l'un de Suède et l'autre de la Valachie.

Celui de Suède annonce que la fermentation y est extrême, à tel point même, que le premier individu qui se mettrait en avant renverserait l'autorité du roi, dont les intentions en faveur de l'Angleterre se manifestaient de nouveau de la manière la plus prononcée; que la Suède faisait un nouveau traité avec l'Angleterre. Les nouvelles de Londres disent la même chose: que le roi cédait aux Anglais un port fortifié dans ses états, où ils comptaient établir leur flotte pour assurer leurs croisières; que le roi ne parlait depuis un mois que des jugements de Dieu, de la Providence, etc., etc.; qu'il s'était entretenu fort longtemps à Gothembourg avec lord Gower **), et avait hautement témoigné sa partialité pour l'Angleterre.

---

*) *Sbornik,* LXXXVIII, 418.

**) Granville Leveson, 1761—1827, ambassadeur anglais à Pétersbourg.

Les nouvelles de Valachie confirment les soupçons que les dernières devaient faire naître sur les intentions de la Porte, sans cependant rien préciser.

Un parti turc a, dit-on, proposé au général russe de lui remettre une forteresse que les insurgés étaient au moment d'assiéger; mais celui-ci s'y est refusé, dans la crainte de faire quelque chose qui pût porter atteinte aux arrangements de Tilsit.

Les Serviens témoignent beaucoup d'inquiétude et de mécontentement de la nouvelle répandue, que les Russes allaient évacuer la Valachie.

J'ai profité des nouvelles de Suède pour presser encore le ministre d'obtenir de l'empereur que la note à la Suède fût rédigée de manière à ce que les opérations ne fussent pas subordonnées à l'attente d'une réponse. Il me paraît toujours entièrement de cette opinion.

M. de Romantzoff m'a annoncé qu'il me remettrait un office pour demander l'évacuation du pays d'Oldenbourg, que le maréchal Brune a fait occuper en entier par un corps de troupes françaises. L'article XII du traité ne parle que des ports. Le prince est oncle de l'empereur. On dit qu'il s'est rendu à Paris.

26.

13 Janvier 1808 *).

Je sais qu'on a vainement fait chercher par toute la ville, même chez les particuliers, un tapis de la Savonnerie, que l'empereur et l'impératrice désiraient pour y faire jouer la jeune grande-duchesse, se plaignant que ceux des autres fabriques écorchaient l'enfant aux genoux. Si l'empereur autorisait V. E. à m'en faire envoyer deux petits par un courrier, un pour la chambre de l'impératrice et l'autre pour celle de l'enfant, je suis certain que cette attention serait fort agréable à LL. MM.,

---

*) *Sbornik*, LXXXVIII, 420.

car c'est le comte Tolstoï qui m'a raconté cela, en ajoutant qu'il avait été obligé de faire couvrir le tapis en velours. Comme ce n'est pas un présent impérial, je pourrais le faire remettre au comte Tolstoï comme une attention pour lui.

Je n'indique aucune mesure, les appartements sont grands, mais ces tapis seraient mis, sans être fixés, par dessus les autres. L'essentiel, c'est qu'ils soient bien veloutés et d'une laine douce.

Rapports à Napoléon.

27.

21 Janvier 1808.

L'empereur. Nous voilà en mesure. La dernière division couche demain à Gatschina. Vous venez de dîner avec Buxhöwden. Il est sorti aujourd'hui pour la première fois. Dans trois jours il pourra partir. Pendant ce temps, les premiers corps se porteront sur la frontière. Avez-vous été content des troupes?

L'ambassadeur. Oui, Sire, je les ai trouvées superbes.

L'empereur. A l'exception de trois bataillons, toutes ont cependant fait la campagne.

L'ambassadeur. Elles n'ont pas l'air fatigué. Leur tenue est très bonne.

L'empereur. Romantzoff m'a fait part de vos observations. Vous aviez raison. Je suis entré là-dessus dans le détail avec lui. Il m'a paru convaincu comme moi que c'était impossible.

L'ambassadeur. Les choses difficiles sont ordinairement celles qui nécessitent le mieux, parce que ce sont celles auxquelles on s'attend le moins.

L'empereur. Mais les distances, les subsistances, les déserts?

L'ambassadeur. Les troupes de V. M. qui sont venues d'Irkoutsk en Autriche ou en Pologne ont fait plus de chemin qu'il n'y en a des frontières de Son Empire dans l'Inde. Quant aux subsistances, le biscuit est si sain et si portatif, qu'on peut en emporter beaucoup

avec peu de transports. Tout n'est pas désert. On traverse aussi des pays qui offrent des ressources. On pourrait y renouveler ses provisions. On côtoie des fleuves qui peuvent aider au transport. On ne manquerait ni d'herbe, ni d'eau.

L'empereur. Mais l'anarchie qui règne dans toutes les provinces voisines de la Perse, et en Perse même, forcerait à combattre sur toute la route. Joignez à cela les maladies, et l'armée serait détruite en détail avant d'arriver à sa destination.

L'ambassadeur. Les maladies n'atteignent guère que le soldat qui séjourne dans le pays. Celui qui marche, et change par conséquent d'air, en est moins menacé. Quant aux différents peuples qu'il faudrait combattre, en annonçant une opération combinée de la France et de la Russie, en préparant d'avance les moyens, et en mettant de l'adresse dans l'exécution, on pourrait les avoir pour soi, s'en recruter et s'en former même une avant-garde. C'est dans la pensée de pouvoir être utile aux troupes de V. M. que l'empereur a laissé son ambassadeur continuer sa route pour la Perse.

L'empereur. A-t-on des nouvelles de ce général Gardanne? Est-ce un homme capable?

L'ambassadeur. C'est un homme qui a très bien servi. On ne pouvait encore avoir de ses nouvelles à mon départ.

L'empereur. Nous nous occupons maintenant du plus pressé, mais on peut penser à cela. Il faudrait envoyer des officiers sur les lieux pour bien reconnaître le pays, au moins jusqu'à une certaine distance; puis avoir des renseignements du général Gardanne. Les officiers qu'on a envoyés déguisés avec les caravanes sous le règne de feu Catherine et de l'empereur défunt se sont accordés à dire que les caravanes trouvaient à peine ce qu'il leur fallait.

L'ambassadeur. Il serait bon de s'assurer quels étaient ces officiers. Car pour beaucoup de gens, difficile est synonyme d'impossible.

L'empereur. C'est ce que nous saurons en envoyant des hommes plus faits pour en juger. Mais par où pensez-vous que nos armées devraient passer?

L'ambassadeur. Il faudrait préalablement des conventions avec la Perse et la Turquie. L'armée française, par exemple, en ferait une avec la Porte, puisque Constantinople est son chemin naturel. Celle de V. M. passerait par le Caucase, si on n'avait pas les moyens nécessaires pour lui faire traverser la mer Caspienne.

L'empereur. Mon cher général, c'est un bien grand projet. Mais que de difficultés, pour ne pas dire plus? Il faut y réfléchir.

L'ambassadeur. C'est parce qu'il y a des difficultés, qu'il y aura une grande gloire. V. M. est dans un âge où l'avenir est immense. Je crois qu'on doit tout oser quand on a tant de moyens et de temps pour exécuter. Si V. M. me le permet, je lui en reparlerai quand elle aura terminé tout ce qui l'occupe maintenant.

L'empereur. Avec plaisir, général, je m'en occuperai aussi. Pour le présent, il faut mettre en mouvement les troupes de Finlande. Sprengporten a lancé toutes les proclamations, et tout ira bien, je l'espère.

L'ambassadeur. On ne peut en douter. Mais il faut aussi se préparer à recevoir les Anglais, s'ils venaient au printemps insulter Révél, Libau ou Archangel.

L'empereur. Tchitchagoff verra toute la côte de la Baltique, il en visitera les batteries. Le nouveau port de Révél n'étant point fait, il y a peu de dispositions à ajouter à sa défense.

L'ambassadeur. L'expérience a prouvé qu'on dit souvent que des batteries sont bien armées, et qu'au moment de tirer il leur manque beaucoup de choses. Que de vieux affûts se brisent, etc.! L'ennemi en profite; V. M. a eu des preuves de cela dans le rapport verbal qu'elle a exigé de M. Deponthon *), et je ne lui en parle que parce que ses intérêts sont pour moi ceux de mon maître. Il est bon de profiter du temps qu'on a devant soi pour tout disposer et faire des épreuves comme si l'ennemi devait paraître demain.

L'empereur. Je vous sais gré de ces observations *(en me prenant la main)*, et pour vous le prouver, je vais donner des ordres en consé-

---

*) Charles-François, 1777—1849.

quence. A cet égard, on ne saurait être trop prévoyant. Je ferai même partir un officier d'artillerie pour visiter les batteries d'Archangel. Parlez-moi toujours ainsi, général. Vous le devez, par l'attachement que je porte à votre empereur, et parce que nous sommes une ancienne connaissance. Romantzoff a reçu une lettre de Savary. Vous l'a-t-il montrée?

L'ambassadeur. Oui, Sire.

L'empereur. Savary lui mande tous les comptes qu'on fait à Varsovie. Le maréchal Davoust *) est un alarmiste, qu'il a heureusement rassuré. Il voit partout des ennemis. Si le général Savary ne l'avait pas tranquillisé, il aurait peut-être fait naitre des doutes à l'empereur. Vous avez vu hier les gardes. Sont-elles en insurrection? Vous savez si j'ai une armée sur la Pugel. Vous m'avez vu bien diner: rassurez donc le maréchal sur ma santé.

L'ambassadeur. Ce sont, je crois, des nouvelles de Galicie dans le genre de celles de Vienne sur l'année que Mme de Tolstoï doit y passer pour attendre que son mari ait obtenu son rappel. Je puis assurer V. M. que l'empereur ne prend jamais le change sur ces sortes de contes.

L'empereur. L'arrivée de Savary l'éclairera tout à fait sur mes intentions, sur ce que je dois attendre. Savary a vu comme vous combien je marchais franchement dans le système de Tilsit: il a bien promis de lui dire tout cela. L'empereur peut s'en rapporter au général Savary, s'il ne croit pas Tolstoï. C'est son homme, il ne peut donc lui être suspect. Je m'en réfère toujours à ce que l'empereur m'a dit. Vous voyez qu'on peut compter sur moi. Je tiens tout ce que j'ai dit et promis, et si les affaires de Suède n'ont pas été aussi vite que je vous l'avais annoncé, il faut s'en prendre à la saison.

L'ambassadeur. L'empereur n'a cessé de prouver à V. M. qu'il regardait vos intérêts comme les siens. Sa politique a toujours été dirigée

---

*) Louis-Nicolas Davoust, 1770—1823; en 1804, maréchal de l'Empire; en 1809, duc d'Auerstädt, prince d'Eckmühl.

dans ce sens, et tout ce qu'on dira ne pourra sûrement ajouter au sentiment qu'il a pour V. M. et au désir de régler sa marche sur la sienne. Je prie V. M. d'être convaincue de cela.

L'empereur. J'ai dit à Tolstoï d'écrire à son frère pour qu'il fasse venir sa femme et qu'on ne bavarde plus ni à Vienne, ni à Pétersbourg.

L'ambassadeur. Il m'a fait part des intentions de V. M.

L'empereur. Au revoir, général, je penserai à tout ce que nous avons dit. J'aime qu'on me parle ainsi. Je suis sensible à l'intérêt que vous portez à mes affaires.

L'ambassadeur. C'est devoir et sentiment.

28.

25 Janvier 1808.

Le 25, l'empereur me prit à part pendant le bal et me dit:

L'empereur. Romantzoff m'a rapporté que le changement qu'il vous avait annoncé d'après ce que lui avait dit le général Buxhöwden vous avait fort étonné; qu'il avait même paru vous inspirer de la méfiance. Je veux m'en expliquer moi-même pour que vous ayez toujours confiance en moi; car je tiens à mes engagements et je n'y manquerai jamais.

L'ambassadeur. De la méfiance, Sire, je ne me permettrais pas d'en avoir sur les intentions de V. M.: elles sont trop prononcées; mais de l'étonnement, j'avoue que j'en ai eu beaucoup sur ce qu'a dit le général. Je n'ai pu concevoir qu'il ajournât à quinze jours ce que V. M. m'avait fait l'honneur de me dire qu'Elle ferait le lendemain. Qui n'aurait pas été surpris, Sire, en se présentant au jour indiqué chez le ministre pour recevoir, comme on en était convenu, la communication de la déclaration, d'entendre que tout était rejeté à quinze jours à cause des vivres?

L'empereur. Cela est vrai, mais je lèverai les difficultés. Je n'ai pas ici des hommes comme chez vous. Croyez au reste que je tiendrai

ma parole. On ne pouvait prevoir ces delais, qui ne tiennent qu'aux vivres; mais cela sera arrangé. Ayez toute confiance en moi comme je l'ai en vous. Quand vous aurez été ici plus longtemps, vous verrez que tout ce qui est objet d'administration ne se fait pas si vite qu'une note des bureaux de Romantzoff.

L'ambassadeur. Tout ce que V. M. m'a fait l'honneur de me dire est pour moi un article de foi. Je la prie donc de ne pas trouver extraordinaire que ceux qui sont cause qu'on me parle d'une manière toute opposée à ce que je sais qu'Elle veut, me paraissent au moins des hérétiques.

L'empereur (en riant). J'ai voulu vous rassurer moi-même, général; je ferai aller les hérétiques qui ne voudraient pas marcher. Tout cela finira. Venez demain dîner avec moi.

L'ambassadeur. Je remercie V. M. de ses nouvelles bontés, et je la prie de croire que je ne doute que de ceux qui ne la suivent pas comme elle doit l'être.

L'empereur. Avec le temps, j'aurai, j'espère, des hommes. L'administration de l'armée était en bien plus mauvais état encore quand feu l'empereur est monté sur le trône. C'est à lui que nous devons le premier pas vers l'ordre. Par exemple, les hôpitaux de guerre, c'est lui qui les a créés.

L'ambassadeur. Le règne de V. M. a fait aussi époque sous ce rapport, surtout pour les soins qu'on donne aux blessés. Quant à l'administration, si ceux qui en sont chargés savent que leur responsabilité n'est pas illusoire et qu'ils n'ont rien à espérer de l'indulgence de V. M., ils marcheront.

L'empereur. Fort bien, général, mais vous avez vu quel dégel nous avions, il y a huit jours. Cette année ne ressemble à aucune autre.

L'ambassadeur. Ce que V. M. me fait l'honneur de me dire est pour moi, je lui répète, un article de foi. J'écris dans ce sens à mon maître. Je lui demande au nom de V. M. de faire marcher ses troupes. Quand V. M. me dit qu'on marchera dans deux jours, je répète mot à mot ses expressions. J'ai expédié aussi deux courriers qui en

annonçaient un autre sous peu de jours, qui serait porteur de la déclaration. Je prie V. M. d'observer que nous sommes au 13 Janvier (style russe) et qu'on devait agir dans les premiers jours. V. M. était décidée à ne point attendre de réponse de la Suède. Cette réponse est cependant arrivée depuis quatre jours. Que dit-elle? V. M. qui, à mon arrivée ici, croyait encore au désir d'un rapprochement, a entièrement perdu cet espoir depuis vingt jours. Le temps passe, le printemps arrivera, et si on tarde encore, on ne sera pas en mesure.

L'empereur. Je pense comme vous, général, tout va marcher, soyez-en sûr. Croyez à ce que je vous dis, et mandez bien à l'empereur qu'il n'aura jamais d'allié plus fidèle que moi. On enverra la déclaration comme vous l'avez désiré. Retournons au bal.

Une heure après, l'empereur, me voyant causer avec le ministre de la marine, s'approcha de moi:

L'empereur. Je suis bien aise de vous voir ensemble, général; de quoi avez-vous causé avec Tchitchagoff?

L'ambassadeur. Nous parlions, Sire, d'objets qui intéressent V. M.

L'empereur. Est-ce de la Finlande?

L'ambassadeur. Oui, Sire, des moyens d'empêcher les Suédois de brûler leur flottille.

L'empereur. C'est bien cela, général. J'y pense aussi, mais que faire?

L'ambassadeur. Je parlais de la position de Sweaborg. La glace rend cette place fort accessible. Il faut un coup de main avant qu'on puisse savoir la marche de l'armée.

L'empereur. Mais par quel moyen y arriver promptement? C'est à 140 verstes de la frontière.

L'ambassadeur. Les dragons et les troupes légères peuvent prendre un homme en croupe, et les traîneaux des vivres peuvent aussi en transporter. Ce moyen est sur les lieux et n'est pas suspect.

L'empereur. C'est une bonne idée, nous en causerons.

L'impératrice-mère interrompit en ce moment la conversation.

29.

Lettre à Champagny.

26 Janvier 1808.

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que sur la demande verbale que j'en avais faite à M. le comte de Romantzoff et d'après le compte que ce ministre en avait rendu à S. M., l'empereur vient d'ordonner que l'on remît aux principales maisons françaises les suppliques qu'elles avaient été forcées de lui adresser, il y a quelque temps, pour demander à être naturalisées russes, et que le Sénat ne donnât à l'avenir de suite à ces demandes que sur un ordre particulier émané directement de lui. Cette faveur de S. M. rend l'espérance au commerce français. Elle lui est d'autant plus précieuse que les maisons intéressées sont les plus riches, les plus anciennes et les mieux famées de Saint-Pétersbourg et celles qui ont toujours refusé le fatal serment, mais qui, depuis, ont été forcées à cette démarche de forme, pour éviter d'être chassées et de perdre leurs capitaux. Le terme définitif qui leur avait été accordé, était le 1er Janvier de cette année. Les personnes qui s'occupent du travail demandé par V. E. relativement au moyen d'encourager le commerce français, sont capables; du moins elles jouissent de la confiance et de l'estime publique, ce qui, je dois l'avouer, n'est pas général pour les Français établis ici, dont un grand nombre sont la honte de la nation.

30.

Rapport à Napoléon.

26 Janvier 1808.

Le 26, je dînai à la cour et passai dans le cabinet de l'empereur.

L'empereur. Tout s'arrange et va finir. Romantzoff est prêt. Il n'attend que ma lettre à l'empereur, que je lui enverrai demain.

L'ambassadeur. Je n'en ai point douté, Sire.

L'empereur. Croyez-vous que l'empereur soit à Paris?

L'ambassadeur. Les journaux le disent et tout me porte à le croire.

L'empereur. Nous aurons donc bientôt un courrier. N'avez-vous rien reçu?

L'ambassadeur. Il en arrivera sans doute un incessamment.

L'empereur. Nous sommes depuis longtemps sans nouvelles de l'empereur.

L'ambassadeur. Il a toujours voyagé depuis son départ de Venise.

L'empereur. Sûrement il n'a pas perdu de temps. J'ai causé avec Tchitchagoff de ce dont vous parliez hier. Vous avez eu là une bonne idée. Je verrai encore cela demain, le plan à la main.

L'ambassadeur. Etre Français, c'est être bon Russe, Sire. Ce qui intéresse V. M. occupe, j'en suis certain, autant l'empereur Napoléon que ce qui se passe dans sa propre armée.

L'empereur. Je n'en doute pas, général. Voyez souvent Tchitchagoff, vous me ferez plaisir. Il va faire la tournée des côtes, aller à Viborg. Je vous prie de permettre que M. Deponthon l'accompagne. Il rejoindra ensuite l'armée. Est-il prêt? A-t-il tout ce qu'il lui faut?

L'ambassadeur. Il est aux ordres de V. M. et prêt à partir sur-le-champ, ainsi que tout les officiers qui sont ici.

L'empereur. Je les emploierai. Vos officiers sont actifs. Ils sont propres à tout. Ils savent même un peu de tout. A propos, général, je vous fais mes remerciements du rapport de Deponthon que vous m'avez envoyé: il était temps qu'il allât à Cronstadt. On s'était trompé.

L'ambassadeur. C'était peu de chose. Cela a été tout de suite rectifié. Ce n'est qu'un retard de quelques jours. La chose la plus essentielle, c'est d'accélérer la fonte des mortiers. Il n'y en a pas assez, comme V. M. l'a vu par le premier rapport.

L'empereur. J'ai donné des ordres, on s'en occupe; d'ici au printemps, tout sera fini et placé. Je fais cas de Deponthon. Il me paraît un officier distingué. L'empereur ne se le serait pas attaché, s'il n'avait pas de mérite. Il a beaucoup vu; il a été en Egypte.

L'ambassadeur. Oui, Sire, il se trouve bien heureux de la confiance dont V. M. veut bien l'honorer.

L'empereur. On est heureux d'avoir autant d'hommes instruits et capables; j'en ai bien quelques-uns, mais il faut qu'ils redressent leurs idées: je craindrais qu'ils n'agissent pas comme je le veux.

L'ambassadeur. L'indulgence de V. M. l'oblige de cette manière à faire beaucoup trop de choses Elle-même; c'est Elle qui en souffre. Un particulier peut penser ce qu'il veut, mais il me semble que celui qui a une place doit penser, comme il doit agir, suivant la volonté de celui qui la lui a donnée.

L'empereur. Cela devrait être; mais ici cette opposition apparente est sans importance, le temps ramènera les esprits; le moindre mécontentement témoigné par moi attirerait sur la personne qui en serait l'objet tout l'intérêt qu'on porterait à une victime. Je suis le maître, c'est ma volonté qui gouverne; que me fait cette espèce d'opposition de quelques personnes?

L'ambassadeur. Je le sais, Sire, V. M. n'y attache aucune importance, je désire qu'Elle n'ait jamais à s'en repentir. Ne fût-ce que l'espèce d'embarras que cela lui cause pour le moment, il me semble que c'est déjà trop, car les affaires en souffrent.

L'empereur. Ce que vous dites est juste: par exemple, Buxhöwden n'est pas un aigle, cependant je n'en avais point d'autre pour cette opération; il m'a fait des sottises, le besoin de les réparer lui donnera du zèle, il fera mieux qu'un autre à cause de cela. C'est ce qui m'a décidé. Puis il s'occupe du soldat: il le faut, dans ce pays et dans cette saison. En général, nos officiers, même les généraux, font trop peu de cas des hommes; qu'on les fasse tuer quand l'intérêt de l'Etat l'exige, c'est nécessaire, mais ensuite il faut les soigner, les ménager. Votre empereur fait beaucoup de cas de ses soldats, il me l'a dit souvent.

L'ambassadeur. Je vois journellement, par les détails dans lesquels V. M. entre à ses revues, combien Elle s'occupe d'améliorer l'état du soldat.

L'empereur. Sûrement j'y donne tous mes soins; mais vous nous avez donné tant de fil à retordre pendant quelque temps que j'ai été obligé de courir au plus pressé. Maintenant nous marchons avec vous et nous prendrons de votre système tout ce qui peut s'adapter au nôtre.

L'ambassadeur. Il n'a pas dépendu de l'empereur que l'accord actuel ne pacifiât plus tôt l'Europe.

L'empereur. Vous savez mieux que personne que mon admiration pour lui date de plus loin que l'alliance actuelle. Mais on ne nous brouillera plus, je vous en réponds: j'étais seul de bonne foi dans ces coalitions, on ne m'y rattrapera pas. Ces cabinets ont une posture politique mesquine, ils ne courent jamais qu'à l'avantage du moment; l'Autriche ne s'en relèvera pas de longtemps, et l'Angleterre, nous en aurons raison.

L'ambassadeur. Que V. M. ait toujours la même confiance en mon auguste maître, et le temps lui prouvera que sa politique tend à la gloire réelle de V. M. autant qu'à celle de la France.

L'empereur. J'aime à parler de votre empereur, vous le voyez; je parle franchement, vous en avez la preuve: cela fera que nous nous entendrons toujours, n'est-ce pas, Monsieur l'ambassadeur *(en me serrant la main)*? Je vais lui écrire. Venez me voir après l'expédition de votre courrier, je vous montrerai ma lettre.

L'empereur me parla ensuite de son intérieur, du besoin d'aimer et d'être aimé, de l'attrait qui le ramenait toujours vers Madame Narischkine, quoiqu'il s'occupât en passant de quelques autres, de la jalousie, qui ne menait à rien et ne sauvait rien, du plaisir de voir grandir des petits-enfants qu'on aimait, etc., etc.

31.

Lettre à Napoléon.

29 Janvier 1808.

Je puis enfin annoncer à Votre Majesté que j'envoie à son ministre copie de la déclaration à la Suède, de la note qui l'accom-

pagnait et de celle remise par l'ambassadeur de Suède le 21 janvier. Je lui rends en même temps compte de tout ce qui a ajourné l'exécution des premiers engagements pris avec moi et dont j'ai successivement eu l'honneur de l'instruire.

V. M. trouvera ci-joint trois rapports, des 21, 25 et 26 Janvier, de mes conversations avec l'empereur. Il m'a encore fait l'honneur de me répéter cette nuit, au bal, que les troupes allaient marcher, que toutes les difficultés étaient levées. Lui le veut, il n'y a point de doute. Si le comte de Romantzoff ne pensait pas de même, je pourrais dire que l'empereur est le seul qui ait cette volonté, car on ne cache même pas son opposition; cependant on marchera. Le général Buxhöwden n'inspire de confiance à personne, il a l'encolure, comme la conversation, d'un homme plus que médiocre; il multiplie les difficultés au lieu de les aplanir; c'est lui qui a fait cette histoire de vivres, qui prétendait être au moment d'en manquer: il est maintenant prouvé qu'il en a plus qu'il ne lui en faut. Depuis qu'il est sérieusement question d'entrer en campagne, on dirait qu'on a escamoté le million d'habitants de la Finlande, car on parle des préparatifs qu'on fait, comme de ceux qu'il faudrait pour traverser les déserts de l'Arabie.

On attend avec une vive impatience un courrier de Paris. Il n'y a sorte de contes qu'on n'ait fait sur l'Espagne: une armée française occupait ce pays, le roi était arrêté, V. M. était en route pour Bordeaux; l'empereur lui-même m'a donné un jour à entendre qu'il croyait à cette dernière nouvelle. Cela, joint aux bruits de paix avec l'Angleterre, peut avoir contribué à retarder un peu le moment d'agir contre la Suède; mais, je dois le dire, l'accueil que me fait l'empereur n'en a point changé, quoique je sache que cette idée blessait ses principes de modération éternelle. Pour le ministre, il ne rêve qu'équivalent, et il se consolerait de tout arrangement qui donnerait le Danube pour frontière à la Russie. Sans blesser trop personnellement les sentiments de son maître, il ne parle de tout cela qu'à bâtons rompus, mais toujours dans le sens d'un homme qui ne voit que la Turquie. Le retour de V. M. fait cesser tous ces bruits.

La publication des noms des ministres désignés pour les Cours de Naples, de la Haye et de Cassel a été suspendue par la nouvelle que V. M. avait appelé près d'Elle l'amiral Verhuel, qu'on savait en route pour Pétersbourg. J'espère faire nommer un homme plus décoré que M. de Bibikoff à la Cour de Naples. L'empereur négocie ce changement avec le ministre, parce qu'on avait promis à celui-là le prince Dolgorouki *); il est désigné pour la Hollande, et le prince Repnine **) pour la Westphalie; c'est secret, autant que les choses le sont ici.

Un M. de Brums, ministre de Hanovre, est arrivé ici comme particulier; j'ai profité de toutes les attaques dirigées depuis quelque temps contre le ministre, pour l'engager à le faire partir, comme une des sources qui nous donnent toutes les nouvelles anglaises. Les aboyeurs de l'opposition ont profité de toutes les nouvelles du midi, et surtout de l'espèce d'incertitude où est toujours ce ministère, quand on ne l'entretient pas de nouvelles, pour retourner encore la société, mais le retour de V. M. a, je le répète, tout remis à sa place. L'extrême bonté de l'empereur, qui est satisfait parce qu'on ne le boude plus, leur donne beau jeu. On ne veut rien faire pour diriger l'opinion, et il en résulte qu'elle est dans les mains de quelques intrigantes qui entourent les impératrices et qui donnent par ces moyens une certaine prépondérance à leur manière de voir. Ceci est l'histoire de la société que l'empereur voit le moins et le ministre pas du tout.

Les travaux de Cronstadt avancent peu. Un des ouvrages indiqués pas M. Deponthon pour lier le système de défense avait été placé de manière à être inutile; cela se rectifie. L'empereur veut tout activer, mais comme il veut tout faire par lui-même et qu'il est peu secondé, quoiqu'il travaille beaucoup, les choses de la plus grande importance sont oubliées; les détails prennent le temps des grandes choses. Plusieurs Russes ont de l'instruction, cependant peut-être encore plus d'esprit

*) Serge Nicolaewitch, 1770—1829.

**) Nicolas Grigoriewitch Repnine-Wolkonsky.

que de savoir; mais on se contente de penser, on n'exécute pas, parce qu'il faudrait agir, se déplacer, et qu'on est essentiellement paresseux. L'officier qu'on a envoyé sur mes instances à Sweaborg est revenu; on sait qu'il y a 60 frégates portant de 20 à 200 chaloupes canonnières, mais c'est tout, on ignore maintenant comment c'est fortifié du côté de terre, combien il y a de troupes, de quels corps elles sont, etc. Cette ignorance sur ce qui se passe à la porte de la capitale me fait prévoir tout ce qui peut en résulter au printemps, si les Anglais venaient insulter au moins Cronstadt. J'assure donc V. M. qu'Elle rendra un service important à l'empereur Alexandre et à la cause commune, si Elle daigne charger de ses dépêches pour moi un bon officier d'artillerie, même un officier de marine, de ceux qui ont été employés sur la flottille. Quant à l'officier d'artillerie, il est nécessaire que ce soit un homme d'exécution, qui connaisse toutes les constructions, le tir des bombes, la manière de les charger et de se servir du mortier à semelles, les procédés pour rougir promptement les boulets. Le ministre de la marine, qui a dans son département la défense des places, me poursuit de questions sur tout cela. M. Deponthon répond autant qu'il le peut; M. de Saint-Aignan *), comme ancien officier d'artillerie, le seconde, mais il faut un homme qui ait une grande expérience pour le mettre en avant si l'occasion se présente.

S'il s'en présente une favorable pour engager l'empereur à céder un vaisseau et deux frégates aux Danois, je la saisirai, car je sais qu'ils en ont grand besoin; leurs marins sont plus expérimentés que les Russes. Le ministre de Danemark n'a point d'ordres pour en faire la demande.

J'espère que V. M. ne me désapprouvera pas, d'autant qu'on pourrait peut-être encore les sortir de Cronstadt, et alors ils serviraient tout de suite à couvrir les opérations de V. M. en Scanie.

L'officier russe qui porte la déclaration à M. de Tolstoï est parti hier; le ministre ne m'a remis ces pièces qu'aujourd'hui, afin que M. de Tolstoï ne se plaigne plus d'être le dernier informé.

---

*) Nicolas-Auguste, 1770—1858; en 1809, fut créé baron de l'Empire.

Lettres à Champagny.

32 *).

29 Janvier 1808.

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence copie: 1°, d'une note du ministère russe en date de ce jour; 2°, de la déclaration de la Russie à la Suède; 3°, de la note remise par l'ambassadeur de Suède au ministère russe le 21 de ce mois. V. E. verra, par le détail de tout ce qui s'est passé ici depuis ma dépêche du 13, la cause de tous les retards qu'a encore éprouvés la conclusion de cette affaire.

L'empereur, que j'avais vu plusieurs fois, tant chez lui qu'à la parade et à la fête du 6/18, n'avait cessé de m'assurer de jour en jour qu'il allait agir. D'après mes observations, il avait donné l'ordre au comte Romantzoff de changer en déclaration la note qu'il avait préparée et dont j'ai adressé l'extrait à V. E. par le dernier courrier. Le 21 même, il m'avait dit que le général Buxhöwden, avec lequel je dînais chez lui, partirait sous trois jours. Il m'avait parlé, en un mot, d'une manière si positive, que je devais regarder cette affaire comme terminée. La déclaration devait partir pour Stockholm le 23, mais il arriva la surveille un courrier de Suède, et l'ambassadeur remit la note dont la copie est ci-jointe. Ceci servit de prétexte à de nouveaux retards. On allégua aussitôt des changements à faire à la déclaration, qui devait alors servir de réponse à cette note. Il fallait, disait-on, attendre un jour de travail pour la soumettre dans cette nouvelle forme à l'approbation de l'empereur, puis un autre pour lui faire signer la minute. Ce même courrier de Suède avait apporté de Gothembourg de prétendues nouvelles de l'occupation de Madrid par les troupes françaises, de l'arrestation du roi d'Espagne, etc. Quoique je fisse remarquer que ces nouvelles devaient être plus anciennes que celles venues peu de jours auparavant par un courrier de l'amiral

*) *Sbornik,* LXXXVIII, 442.

Seniavine, elles fixaient cependant l'opinion du public et l'attention du ministère, qui ne m'en parlait qu'indirectement. Les lettres de la légation russe à Madrid préparaient, disait-on dans le monde, à de semblables événements. On se plaignait en même temps de n'avoir pas de nouvelles de Paris; on montrait de l'inquiétude sur la tournure que paraissaient prendre les affaires du midi, sans cependant que le ministre m'en parlât ouvertement. On disait aussi que les dépêches de M. de Tolstoï énonçaient l'opinion que les Anglais désiraient profiter de la déclaration de M. de Starhemberg pour se rapprocher de la France. Les nouvelles venues par la Suède paraissaient accréditer cette opinion, au point que, dans une de nos conversations, M. de Romantzoff me dit qu'il paraissait probable que la France s'arrangerait avec l'Angleterre; qu'alors, si la Russie restait seule pour soutenir la lutte, on l'y trouverait préparée, et qu'elle saurait prouver qu'elle la soutiendrait plus facilement que l'Angleterre. Je lui dis que l'empereur avait prouvé combien il tenait à ses alliés; que, d'après les rapports d'amitié qui l'unissaient à l'empereur Alexandre, il était hors de doute que ce ne serait pas par des bruits publics que S. M. serait informée de ce que ferait l'empereur; que je prenais tout ce qu'il disait pour des on-dit, parce que si c'était un doute qu'il énonçait, j'en serais offensé. Il termina cette conversation en m'assurant qu'il n'en avait jamais conçu aucun, et que, quant à l'empereur, il n'avait sûrement jamais eu une idée semblable.

Toutes ces nouvelles, l'espèce d'inquiétude à laquelle elles livraient le ministère, et l'attente d'un courrier de Paris, ont beaucoup influé sur les retards qui ont encore entravé l'affaire de la Suède. Chaque jour semblait faire naître de nouveaux délais. Cependant, fort des engagements qu'on avait pris avec moi, l'empereur m'ayant positivement assuré le 21, dans une audience qu'il m'accorda après le dîner, qu'on agirait sous deux jours, je me rendis le 23 au soir chez le ministre, qui lui-même m'avait fixé ce jour comme l'époque définitive de l'envoi de la déclaration et de la communication officielle qu'on m'avait promis de m'en faire. Je ne pus donc qu'être fort étonné lorsqu'en entrant chez lui, il me dit qu'«à la vérité on avait cru qu'on serait prêt

pour cette époque; mais que le général, qu'il avait vu par ordre de l'empereur dans la matinée, lui avait assuré qu'on ne pouvait agir que dans quinze jours au plus tôt: que les vivres manquaient, et que rien n'était assuré». Ce langage, si différent de celui qu'on m'avait tenu précédemment, me fit entrevoir qu'on cherchait un nouveau prétexte. Je fis sentir au ministre que ce changement dans sa manière de s'exprimer était si marqué, et tellement en opposition avec ce que l'empereur lui-même m'avait formellement promis, qu'il m'était permis de douter au moins de la bonne volonté de ceux que S. M. avait chargés des détails auquels on attribuait tous les retards. (J'avais la certitude qu'il y avait un approvisionnement complet pour toute l'armée pendant trois mois entre Viborg et Fredrikshamn). J'ajoutai que j'étais d'autant plus fondé à lui parler aussi franchement, qu'il pouvait se souvenir d'une de mes premières conversations avec l'empereur, que je lui avais rapportée dans le temps et dans laquelle S. M. m'avait dit ces mots: «Toutes les subsistances, tous les moyens, sont préparés»; que je ne pouvais concevoir que demain fût devenu dans quinze jours, lorsque la volonté du souverain était toujours la même, et que je concevais encore moins une semblable détresse à la porte de la capitale, surtout quand on s'occupait des préparatifs depuis deux mois; qu'au surplus, je le priais de s'en expliquer clairement avec M. de Tolstoï, parce que sans cela l'empereur et V. E., auxquels mes dépêches avaient fait connaitre, de leur propre consentement, la situation des affaires et les assurances qui m'avaient été données, croiraient que j'avais rêvé, si j'étais le seul à mander ce qu'on me disait en ce moment.

M. de Romantzoff ne sut trop que me répondre. Il rejeta la faute sur tout le monde, il protesta que les intentions de l'empereur n'étaient point changées, non plus que les siennes, que c'était un retard auquel on ne s'attendait pas. Il tourna ensuite la conversation sur le voyage de l'empereur, et me dit que des lettres de Bordeaux annonçaient comme positif un voyage de S. M. dans le midi, etc. Cette nouvelle fut pour moi un motif de plus pour atteindre le but que je me proposais. Je donnai à entendre que, si ce qu'il me disait était

vrai, ce ne serait que pour veiller de plus près à l'exécution des stipulations du traité de Tilsit; qu'il imposait à la France l'obligation de s'assurer de la coopération du Portugal, ami de l'Angleterre, tout comme à la Russie, celle d'y contraindre la Suède, de nom encore ennemie de cette puissance. Je lui dis que je ne faisais au reste ce raisonnement que pour répondre à tout ce qu'il me disait, rien ne me portant à croire, pour le moment, à ce voyage. Je ramenai la conversation à son premier objet, et pour lier la cour de Russie, quels que fussent les événements, je proposai au ministre d'envoyer tout de suite la copie de la déclaration à Paris, en avertissant seulement de la tenir secrète jusqu'au moment où on croirait pouvoir la faire remettre à Stockholm et être en mesure d'agir. M. de Romantzoff me promit d'en parler à l'empereur. Il tint sa promesse. Le surlendemain même, à la Cour, il m'annonça que l'empereur avait adopté cet arrangement et qu'il avait donné les ordres les plus précis au général Buxhöwden pour lever toutes les difficultés. M. de Romantzoff ajouta qu'il avait parlé très fortement à l'empereur, et que S. M. pourrait en rendre témoignage elle-même. Effectivement, le soir même, au bal qui se donnait chez l'impératrice-mère, l'empereur me prit à part et me dit:

«Romantzoff m'a dit que ce qu'il vous avait annoncé avait paru vous mettre en méfiance. Cela ne va pas, il est vrai, comme je l'avais espéré; mais soyez sûr, général, que je tiens à mes engagements et que tout ceci n'est qu'un retard momentané, que je ferai au reste bientôt cesser. Tout ira comme je vous l'ai promis. Je vous en parle parce que je veux que vous ayez confiance en moi, comme je l'ai en vous».

Ma réponse fut que je n'avais jamais élevé de doutes sur les intentions de S. M., que l'étonnement que j'avais marqué provenait du contraste qu'il y avait entre les assurances que lui-même avait bien voulu me donner, et le langage des autres. «Tout ce que V. M. me dit», ai-je ajouté, «est pour moi un article de foi; par conséquent tout ceux qui me parlent autrement me paraissent au moins des hérétiques». L'empereur me parla ensuite fort longtemps de la Finlande, de ses

troupes, etc., puis termina la conversation par m'inviter à dîner pour le lendemain.

Vers la fin de la soirée, je dis en plaisantant au ministre: «M. le comte, vous m'avez fait une querelle avec l'empereur, mais il est si bon, si aimable pour moi, que j'ai à vous en remercier». Il me répondit tout bas, en riant: «Je l'ai fait exprès. Sans cela, l'affaire aurait encore traîné. C'est ce qui a décidé l'empereur. Il veut maintenant qu'on lève toutes les difficultés et qu'on marche. Cela réveillera tout le monde».

Le lendemain, j'eus l'honneur de dîner à la Cour, et l'empereur me réitéra les mêmes assurances. Avant-hier et hier, j'ai revu le comte de Romantzoff, qui persiste dans la résolution qu'il m'a manifestée d'agir le plus tôt possible. Il m'a de nouveau donné à ce sujet des assurances positives, que V. E. trouvera confirmées dans la note qu'il m'a adressée et dont je lui envoie copie. La déclaration sera envoyée sous six jours à Stockholm pour être remise au roi. Les troupes agiront avant le 10 Février, si on me tient parole. L'empereur m'a encore répété, au bal, ce matin à quatre heures, qu'elles agiraient sur-le-champ; mais sa volonté, quelque prononcée qu'elle soit, ne pourra pas mettre son général en mouvement avant l'époque que je fixe. Je le sais de bonne part.

Le ministre, malgré tout ce qui a contrarié et entravé à chaque instant cette négociation, a, je crois, marché assez franchement dans la ligne tracée à Tilsit; mais, fortement accusé dans le public de s'être trop pressé pour la déclaration contre l'Angleterre, taxé hautement d'imprévoyance par ses collègues pour n'avoir pas averti à temps le comte de Tolstoï, l'amiral Seniavine, ni le commandant de la frégate qui portait des fonds, il a voulu (du moins j'ai de fortes raisons de le penser) être vivement pressé dans cette circonstance; peut-être voulait-il l'être par l'empereur lui-même. Car, quoique son opinion n'ait, je crois, pas varié, lorsque l'empereur me parlait du lendemain, lui m'ajournait à quatre jours.

J'entre dans tous ces détails avec V. E., moins parce qu'ils serviront à ma justification, si l'empereur s'étonnait de l'intervalle qu'il y

a eu entre le premier moment indiqué et l'exécution, que pour donner à V. E. une juste idée de la petite crise qui a menacé le crédit du ministre des affaires étrangères, et de l'état de l'opinion à Pétersbourg depuis qu'on sait l'empereur en Italie. Sans aucun doute, ma position s'améliorera encore par le retour de S. M. dans sa capitale, qu'on vient d'apprendre par la «Gazette de Berlin».

Je n'ai encore fait mention de la conversation que j'ai eue le 21 avec l'empereur qu'en ce qui concerne les affaires de Suède; elle a cependant été intéressante sous plus d'un rapport, et je crois devoir en rendre un compte plus détaillé à V. E.

En me promettant de hâter l'expédition de Finlande, S. M. m'a de nouveau exprimé le désir de voir s'opérer une diversion en Scanie par les troupes françaises. Elle m'a dit qu'il fallait que les deux armées pussent se donner la main si le golfe gelait à la fin de février ou en mars. De là, S. M. m'a parlé de l'utilité dont seraient quelques démonstrations à Boulogne, les Anglais craignant par-dessus tout une descente. J'assurai S. M. que l'empereur y avait une belle armée et qu'il ne négligeait aucun des moyens qui pouvaient servir au succès de la cause commune. Je profitai de l'occasion pour appeler son attention sur une expédition dans l'Inde, comme un des points les plus vulnérables pour l'Angleterre, et je tâchai de piquer l'amour-propre du militaire et du prince qui aime la gloire. L'empereur en causa assez longtemps, mais toujours en me disant qu'il était déjà entré dans le détail à cet égard avec notre auguste maître, qui, comme lui, regardait la chose comme presque impossible. Ses réflexions décelaient cependant plutôt l'incertitude du succès qu'une opposition formelle à ce projet. Car tout roulait sur les distances, sur les déserts à traverser, sur la difficulté de se procurer des subsistances. Il ne me fut pas difficile de répondre au premier article, puisque les troupes venues d'Irkoutsk pour nous combattre en Pologne ont fait plus de chemin qu'il n'y en a pour se rendre des frontières de Russie dans l'Inde. Quant aux autres, l'expérience de ce que l'empereur Napoléon a fait en tant de circonstances m'a suffi pour trouver les moyens d'y répondre également.

S. M. a terminé cette conversation en me disant que nous en reparlerions et qu'Elle pensait qu'il fallait envoyer sur les lieux des officiers instruits pour reconnaître le pays et s'assurer de ce qu'il faudrait faire pour ne pas avoir à douter du succès. J'ai saisi cette occasion pour lui dire que l'empereur n'avait laissé continuer sa route à son ambassadeur en Perse que dans la pensée qu'il pourrait être utile à l'armée de S. M., si elle traversait ce pays. L'empereur me demanda enfin par où je supposais que devaient agir les armées française et russe si ce concert était adopté, et quels moyens je croyais qu'on emploierait. Ma réponse fut que la géographie voulait que l'armée française passât par Constantinople et l'armée russe par le Caucase, si elle ne pouvait avoir assez de bâtiments pour traverser la Caspienne.

J'ai aussi entretenu S. M. de la nécessité de prendre des mesures pour bien recevoir les Anglais, s'ils venaient au printemps insulter les côtes. L'empereur parut satisfait de l'intérêt que je lui témoignais et me répéta que je devais toujours lui parler ainsi, que je le devais par l'attachement qu'il portait à mon maître, et parce que nous étions une ancienne connaissance.

Dans une conférence avec le ministre, il m'a dit que l'empereur avait donné ordre de répondre aux Serviens, qui venaient de faire une seconde communication sur les nouvelles offres que la Porte leur faisait, qu'ils devaient se soumettre et obtenir, s'ils le pouvaient, des sûretés sous la garantie de la France et de la Russie, l'empereur ne voulant pas se charger même d'une protection sans que ce fût de concert avec l'empereur Napoléon.

Les affaires de Turquie occupent beaucoup depuis quelques jours. Le général Miloradovitch est parti hier pour retourner à Bukarest, où se trouve sa division. M. Baycoff *), connu par plusieurs missions, doit le suivre incessamment. Quelques renseignements me font penser que sa mission actuelle est relative aux propositions des Serviens. Aussitôt que j'aurai plus de détails à ce sujet, j'en instruirai V. E.

*) Fonctionnaire russe du ministère des affaires étrangères.

Un officier de marine russe qui était prisonnier est arrivé le 22 au courrier de Constantinople. La permission que lord Paget a obtenue de débarquer aux Dardanelles a renouvelé toutes les inquiétudes. On assure que les Turcs et les Anglais s'entendent pour ajourner toute entreprise jusqu'à ce qu'on connaisse la tournure que prendront les négociations entamées à Paris entre la Russie et la Porte.

Le ministre de Danemark a communiqué le 15 la réponse de la Suède à sa cour, relativement à l'explication demandée sur les menaces faites par l'Angleterre. Elle porte en substance que le roi avait pu s'emparer de la Sélande, et que la conduite qu'on tenait maintenant à son égard le faisait repentir de sa modération.

Ce ministre a reçu hier, au moment où le courrier russe devait partir pour Paris, une dépêche de sa cour avec le détail des moyens qu'elle peut employer contre l'ennemi commun, et des dispositions qu'elle fait pour prendre l'offensive contre la Suède. Je ne répète point ces détails à V. E., cette même dépêche portant qu'ils ont été communiqués à M. Didelot *). Le ministre de Danemark en a pris occasion pour presser encore la cour de Pétersbourg.

On s'attendait à une déclaration plus forte de la part de l'Angleterre. On est étonné qu'il y eût si peu de personnalités. Je parle souvent au ministre de la nécessité, pour éclairer l'opinion publique, de répondre à toutes les fausses assertions que répandent les Anglais, par des notes dans les journaux et des nouvelles à la main. Sous prétexte de mépriser les injures, il ne veut en rien faire. Je l'ai aussi pressé de publier ce qu'il m'a assuré, que la perte de la frégate et des neuf millions qu'elle portait était couverte par les 60.000 fusils fournis par les Anglais dans la dernière campagne, et que la Russie n'avait pas encore payés. Je l'engage en ce moment à faire traduire en russe la brochure publiée en Danemark sur les attentats de l'Angleterre contre ce pays, dont l'extrait se trouve dans le «Moniteur». Je ne sais si je serai plus heureux.

---

*) François-Charles, 1769—1850, diplomate français; en 1807, envoyé extraordinaire près du roi de Danemark.

Le comte de Romantzoff m'a insinué que l'empereur s'attendait à recevoir une lettre du roi de Westphalie, ou à une démarche semblable à celle du roi de Hollande, pour annoncer l'envoi d'un ministre.

Durant l'incertitude où les nouvelles répandues ici et l'ignorance de la marche de l'empereur ont placé le ministère, les moindres incidents prenaient de l'importance. On cherchait par exemple quel pouvait être le motif qui avait fait appeler à Paris l'amiral Verhuel au moment où il était en route pour Pétersbourg. Quelques personnes ont soupçonné, et peut-être l'empereur et le ministre étaient-ils de ce nombre, que c'était parce que l'empereur le regardait comme un trop grand personnage pour cette mission.

L'ambassadeur d'Autriche a demandé le 22 une audience au comte de Romantzoff pour tâcher de savoir ce qu'on pensait de la conduite de M. de Starhemberg. On lui a répondu de manière à lui faire sentir qu'on croyait qu'il aurait pu mieux faire.

Le ministre de Prusse m'a donné connaissance de la déclaration de sa cour contre l'Angleterre en date du 1er Décembre.

J'ai particulièrement observé le ministère depuis la remise de la note de la Suède, et je dois dire à V. E. que je n'ai pas remarqué que l'expectative offerte de voir la neutralité de la Baltique respectée par l'Angleterre si on n'attaquait pas la Suède, ait changé en rien ses intentions. Le comte de Romantzoff s'est même positivement expliqué avec moi à cet égard.

P.S. Les pièces que j'ai l'honneur d'envoyer à V. E. ne m'ont été remises qu'aujourd'hui, quoique M. de Czernicheff, colonel de la garde russe, soit parti hier pour les porter à M. de Tolstoï, parce que, comme j'ai eu l'honneur d'en prévenir précédemment V. E., le ministre m'a prié de laisser arriver cette nouvelle à cet ambassadeur pour qu'il ne se plaignît pas de lui. M. de Czernicheff a trente heures d'avance sur mon courrier, auquel j'ai promis que V. E. donnerait une gratification, s'il arrivait en même temps que lui.

33.

29 Janvier 1808.

Le ministre m'engage confidentiellement à prier V. E. de ne rien laisser publier des communications que je lui adresse; il serait à désirer que les journalistes fussent plus circonspects dans la publication des nouvelles de Russie: la moindre chose blesse l'empereur et l'afflige. Des journaux ont déjà parlé de l'expédition de Finlande et des préparatifs, cela a contrarié. On croit y voir une insinuation publique pour agir, et l'amour-propre en est blessé.

Je crois devoir tenir V. E. au courant des marques de distinction que je reçois.

L'empereur m'a envoyé deux chevaux de selle pour l'accompagner à toutes les parades et revues.

Je dîne une et deux fois par semaine à la Cour.

J'assiste avec et à côté de la Famille Impériale à tous les spectacles de la Cour.

Je suis prié à toutes les petites fêtes d'intérieur et bals de famille à la Cour.

J'ai mes entrées chez le ministre tous les jours et à toute heure sans être obligé d'en prévenir.

Ma voiture, même celle d'incognito, est placée partout avec celles de la Famille, ainsi que mes gens. La police en a l'ordre.

34.

Bulletin à Champagny.

Du 1 (13) au 17 (29) Janvier 1808.

On a particulièrement remarqué les distinctions dont l'ambassadeur de France a joui le 6 à la fête des Rois. Il a accompagné

l'empereur à cheval pendant toute la revue et la cérémonie. Cette faveur n'avait jamais été accordée à aucun étranger.

On a distribué 17.000 billets pour le bal masqué qui a eu lieu à la Cour le 1er Janvier (style russe). Il s'y trouvait 13.000 personnes. Les impératrices étaient en costume russe. Toutes les classes sont admises à ces bals, à l'exception de ce qu'on appelle mougiks, c'est-à-dire paysans. On y voit par conséquent des gens de tous les pays, des costumes et des figures de toutes les espèces. Les hommes, quels qu'ils soient, portent un domino par-dessus leur habit. Les femmes sont dans le costume qu'elles veulent. Les élégantes de la cour portent ordinairement celui d'une province de l'Empire, et toujours, le plus extraordinaire, elles sont couvertes de perles et de diamants. C'est une cohue où il règne cependant assez d'ordre. L'empereur se promène au milieu de cette foule avec une confiance qui fait l'éloge de la basse classe de la nation. Il danse indistinctement avec toutes les femmes; l'impératrice et les grandes-duchesses, seulement avec le corps diplomatique et les gens marquants de la cour. Cette danse se borne à une promenade qu'on nomme polonaise, et pour laquelle on est obligé de fendre la presse, et de distribuer encore plus de coups de coude qu'on n'en reçoit, afin d'empêcher sa danseuse d'être étouffée. A la suite de cette fête vraiment populaire, il y a un souper de cérémonie à l'Hermitage. Mais ici on ne laisse entrer que les personnes invitées. Cela se borne au cercle ordinaire de la Cour et aux étrangers de distinction. Les ambassadeurs soupent seuls à la table des impératrices. Les seigneurs russes et les étrangers sont admis à d'autres tables autour de celle-là.

Les cercles se sont amusés des nouvelles fonctions du comte Stroganoff*), devenu général-major, qui commandait à la fête des Rois le régiment des gardes de Sémenowski.

On attache peu d'importance à l'expédition de Finlande. L'opinion est prononcée contre la guerre avec la Suède par la raison que cette puissance tient au système de l'Angleterre.

---

*) Paul Alexandrowitch, 1774-1817.

La nomination du prince Lobanoff *) à la place de gouverneur militaire de Pétersbourg est regardée comme un triomphe du parti français sur les Anglais, qui y portaient Ostermann.

La déclaration de l'Angleterre a paru faible et a produit par conséquent peu d'effet; mais l'autorisation donnée aux bâtiments marchands russes de vendre leurs cargaisons et de sortir des ports d'Angleterre jusqu'au 1er Janvier a satisfait le commerce, et a fait prononcer d'autant plus l'opinion contre la guerre avec cette puissance.

On a répandu dernièrement le bruit d'un débarquement des Anglais en Portugal. On fondait là-dessus beaucoup d'inquiétude pour la flotte russe. On assurait en même temps qu'il n'y avait dans tout le pays que 4000 hommes de troupes françaises.

D'après ce que rapporte un officier envoyé ici par Seniavine, il paraît que cet amiral ignorait en quels termes la Cour était avec l'Angleterre, et que le général Junot, auquel il s'était adressé pour savoir à quoi s'en tenir, lui avait répondu qu'il ne savait rien et n'avait aucun avis à ce sujet. Cela a fait recommencer toutes les plaintes et les cris contre le ministre des affaires étrangères, qu'on accuse toujours d'imprévoyance. Ce mécontentement se montre sous toutes les formes; les autres ministres en parlent même hautement, depuis qu'on sait que Seniavine a, dans cette incertitude, fait sortir du Tage une de ses frégates pour aller à la recherche de deux vaisseaux et les y faire entrer. On dit aussi que les Français, qui avaient reçu la déclaration et qui l'ont envoyée en Italie sans la communiquer à M. de Tolstoï, ne sont prévoyants que pour eux.

Les nouvelles d'Espagne répandues dans le public depuis l'arrivée du courrier de Seniavine attribuent la cause des événements qui ont divisé la famille royale à une correspondance du prince des Asturies avec le vice-roi d'Italie. On assure que tout est fondé sur cela, et convenu avec la France.

---

*) Rostowski, Dmitri Ivanowitch, 1758—1838.

Depuis l'arrivée d'un courrier de Suède le 20, qui a apporté des nouvelles de Londres assez récentes, on fait courir d'autres bruits sur les affaires d'Espagne. On y fait voyager l'empereur. On dit que le roi est destitué; c'est le mot dont on se sert. On ajoute que le peuple de Madrid s'est soulevé contre une division de l'armée française qui entrait dans cette ville; qu'il y a eu du sang répandu; mais qu'une proclamation qui annonçait qu'on venait pour protéger le prince des Asturies, le placer sur le trône, faire abdiquer le roi, enfermer la reine et juger le prince de la Paix, avait rétabli le calme. Une autre version fait roi d'Espagne le roi de Naples, et roi de Naples le sénateur Lucien.

Le roi de Hollande, suivant les mêmes nouvelles, aurait été forcé d'abdiquer parce qu'il se serait refusé à des mesures de rigueur contre le commerce de ce royaume. Les uns en font vice-roi le prince de Bénévent, d'autres le grand-maréchal Duroc *).

La députation de la Suisse envoyée, suivant un journal, en Italie fait dire aux uns que cette république va être réunie à la France, aux autres qu'elle sera érigée en royaume pour le prince Borghèse **) ou le prince de Neufchâtel.

Un officier de marine arrivé directement de Constantinople assure que les inquiétudes y avaient redoublé depuis qu'on savait que lord Paget avait eu la permission de débarquer aux Dardanelles.

Le roi de Suède a été obligé de quitter Stockholm à cause de la fermentation, qui y est toujours extraordinaire. On assure que c'est Marstrand qu'il cède aux Anglais.

Le comte Kotchoubey est parti pour Moscou, pour renforcer, dit-on, le parti des mécontents. Le projet qu'il annonce est d'aller en France au printemps.

L'Anglais Hutchinson, frère du général, qui était de retour ici d'un voyage dans l'intérieur, est parti pour la Suède après un séjour de cinq jours.

---

*) Michel, 1774—1813, duc de Frioul, grand-maréchal du palais de Napoléon.

**) Camille, 1775—1832, avait épousé Pauline Bonaparte, sœur de Napoléon.

On dit qu'une frégate russe s'est présentée devant le Tage quatre jours après l'entrée de la flotte, et que Sydney-Smith lui en a refusé l'entrée, sous le prétexte du blocus. D'autres nouvellistes veulent qu'elle ait été prise deux jours après et conduite en Angleterre.

L'assemblée de la noblesse a décerné une médaille d'or au vieux comte de Stroganoff *) pour avoir été son président pendant dix-huit ans.

L'ambassadeur d'Autriche étant indisposé depuis quinze jours, on appelle cela une fièvre de gazettes. C'est le bon mot du jour.

Le jeune Léon Narischkin **) a eu l'ordre de s'absenter de Pétersbourg pendant six mois. On dit que c'est pour un duel à la suite d'un mauvais propos.

Le général Araktcheïeff ***) est nommé ministre de la guerre. C'est un homme actif; il a de l'esprit et est cité pour sa fermeté. C'est le même que l'empereur Paul voulait nommer gouverneur militaire au moment de la catastrophe. C'est un des hommes élevés par ce prince, et qui lui étaient le plus attachés.

De prétendues nouvelles de Varsovie font faire des dispositions d'entrée en campagne au maréchal Davoust pour tomber sur les provinces russes au moment où la France aura obtenu la déclaration de guerre à la Suède, et où les troupes seront en mouvement sur la frontière de Finlande.

On désigne M. Gourieff, maintenant ministre des apanages, pour la place de ministre des finances. C'est le père de celui qui est attaché à la légation russe à Paris.

On répand le bruit de l'entrée de la Prusse dans la confédération du Rhin. On dit que le prince Guillaume, chargé de cette négociation, est arrivé à Paris.

Deux divisions de prisonniers de guerre russes venant de Berlin sous les ordres des lieutenants Reichard et Engelstein ont, à leur

*) Alexandre Sergueewitch, 1734—1811.
**) Léon Alexandrowitch, 1785—1846.
***) Comte Alexej Andreewitch, 1769—1834.

arrivée dans les environs de Macow, Wisna, Ostrolenka, Lomsa et Tykoczin vers la fin du mois de mai dernier, essuyé un déchet de 139 individus, qui leur ont été enlevés par les commandants des troupes polonaises, partie par embauchage, partie par force ouverte.

Le lieutenant Engelstein, à la suite des plaintes portées contre lui par M. le maréchal Davoust, avait déjà été condamné aux arrêts pour des faits qui paraissent se présenter aujourd'hui sous un point de vue tout différent.

35.

Rapport à Napoléon.

1er Février 1808.

L'empereur, que j'avais eu l'honneur d'accompagner la veille à la parade, m'avait dit: «Enfin les troupes se mettent en mouvement; elles auront passé la frontière le 1er Février (style russe). Cette fois, mon général, ce sera sans ajournement. Venez demain dîner avec moi».

Le 1er Février, j'eus l'honneur de dîner à la cour. L'empereur parla des bontés de l'empereur Napoléon pour le comte de Tolstoï, des marques de bienveillance dont il le comblait, de la chasse à laquelle il avait été invité, et du déjeuner de la Malmaison. Je passai ensuite dans le cabinet de S. M.

L'empereur. Je commence par vous répéter que je suis très content de la manière dont l'empereur traite Tolstoï. Il a pour lui les mêmes bontés qu'avant son départ. J'ajoute que je vous vois ici avec grand plaisir. Je l'ai mandé à l'empereur et je suis bien aise de vous le répéter. Voici ma lettre (S. M. me la donna à lire, la minute était de sa main au crayon avec deux ratures). L'empereur a gardé plusieurs jours la dépêche de Romantzoff, que Tolstoï a remise à M. de Champagny. Tolstoï m'annonce qu'on n'a pas renoncé à l'espoir de

traiter avec l'Angleterre, que l'empereur a autorisé M. de Metternich *) à envoyer encore un parlementaire à Douvres, et qu'on en attend la réponse. Il me mande aussi que l'empereur a reçu toutes les communications sur les affaires de Turquie, et qu'on vous expédiera sous peu un courrier avec quelque chose de positif; que les réponses vous seront envoyées. Venez me voir aussitôt que vous le recevrez. Je ne réclame que ce que l'empereur m'a promis; et ce qu'il a dit à Tolstoï est tout différent. J'attends votre courrier pour vous en parler. L'empereur était bien portant et paraissait fort content. Je vous le dis parce que je suis sûr de vous faire plaisir.

L'ambassadeur. V. M. m'accoutume à ses bontés; mais chaque jour j'en sens davantage le prix.

L'empereur. Vous rappelez-vous encore nos anciennes conversations sur le Premier Consul? Les événements n'ont rien changé à mon admiration. Vous et Duroc, vous êtes les premiers auxquels je l'ai témoignée. C'est à vous surtout, puisque vous êtes resté plus longtemps ici, et que vous y étiez même lorsqu'on commençait à vouloir nous brouiller du temps de Morcoff. Vous vous souvenez de ma réponse quand vous m'en parlâtes franchement: «Il ne tiendra pas à moi que cette alliance ne soit éternelle». Mes successeurs tiendront comme moi à votre système si l'empereur le veut, si des avantages réels attirent la nation vers vous. La France et la Russie s'entendant, le reste du monde sera ce que nous voudrons qu'il soit.

L'ambassadeur. La politique de l'empereur se règle sur des sentiments pour V. M.

L'empereur. Il me le mande dans la lettre que vous m'avez remise. Il me dit galamment au sujet de la déclaration à l'Angleterre que notre accord donnera la paix au monde.

L'ambassadeur. L'Angleterre sent déjà l'effet des grandes mesures concertées à Tilsit.

---

*) Prince Clémence, 1773—1859; en 1806, fut nommé ministre d'Autriche à Paris.

L'empereur. Comptez que je les soutiendrai. Je parle dans ma lettre à l'empereur de sa coopération avec les Danois, parce qu'ils ont besoin de son secours, et que le Sund ne peut être fermé, si vos troupes ne vont pas en Scanie. Les miennes attendront le moment favorable pour passer. La Suède sera soumise au nom seul de votre armée.

L'ambassadeur. L'empereur Napoléon a été le premier à offrir sa coopération à V. M., et Elle se rappelle sûrement que j'ai eu l'honneur de lui faire connaître que tout était prêt, si on la jugeait absolument nécessaire. Je l'ai même répété dans ma réponse à la note que V. M. m'a fait remettre.

L'empereur. Je le sais. Aussi je n'en parle à l'empereur que pour l'engager à hâter la marche de ses troupes. Peut-être le prince de Ponte-Corvo *) a-t-il des ordres pour agir dans le cas où on réclamerait son secours.

L'ambassadeur. Il serait instant que V. M. daignât faire communiquer confidentiellement, plus tôt que plus tard, sa déclaration au Danemark. Cela le tranquilliserait et l'encouragerait.

L'empereur. Je ne demande pas mieux. Je vais en donner l'ordre à Romantzoff. A propos, l'ambassadeur de Suède est venu ce matin chez Romantzoff. Il lui a fait entendre qu'on pourrait peut-être s'arranger, que sa dernière note était une espèce d'ouverture de la part de l'Angleterre si on voulait s'entendre pour la Baltique, et qu'il en demandait la réponse.

L'ambassadeur. Quant au premier article, l'ambassadeur a agi, je crois, de son propre mouvement; il a fait la démarche d'un homme d'esprit. Quant aux propositions de l'Angleterre, Copenhague fume encore. Cela répond à tout pour l'Angleterre comme pour la Suède. V. M. peut juger quelle foi on doit ajouter à toutes ces ouvertures. La cour de Lisbonne s'est sacrifiée pour l'Angleterre: M. Canning

*) Bernadotte, 1764—1844, maréchal de France; après la victoire d'Austerlitz, il reçut la principauté de Ponte-Corvo.

a-t-il fait marcher un soldat pour la défendre? Sydney-Smith est venu voler des vaisseaux. Voilà tout.

L'empereur. Romantzoff a parfaitement répondu, et je l'ai approuvé en tout. Rien ne m'arrêtera. Maintenant je ne veux de grâce de personne; puisque le roi de Suède veut se perdre, tant pis pour lui! J'ai fait tout ce qui était possible pour l'en empêcher. La déclaration ne devant partir que dans quelques jours, Romantzoff n'a rien dit de positif sur la guerre, mais il a repoussé toute idée d'un arrangement où l'Angleterre interviendrait et qui ne lui fermerait pas le Sund.

L'ambassadeur. Ce langage ferme est le seul qui convienne au ministre de V. M. envers une cour qui a déjà abusé de ses bontés. D'ailleurs, qu'est-ce que la neutralité de la Suède? Les Anglais passant le Sund, elle dirait qu'elle a été forcée. Il ne s'agit pas de ne rien faire contre la cause du continent, il faut que les moyens de terre et de mer de la Suède soient employés pour cette cause contre l'Angleterre. Je pense que ce sont là les intentions de V. M. Peut-être serait-il bon qu'Elle daignât s'en expliquer ainsi.

L'empereur. Avec plaisir; je le dirai à Romantzoff. On y met plus de formes à cause de l'ambassadeur. C'est un homme estimable, qui habite ici depuis 19 ans et dont on a été content dans toutes les circonstances. Mais cela n'arrêtera rien. De sa personne, je ne l'obligerai pas à partir; mais il sera sans légation et sans caractère.

L'ambassadeur. V. M. peut distinguer le particulier de l'homme en place; mais il n'en est pas moins vrai que l'attaque de la Suède est le meilleur moyen de renverser ce ministère anglais qui veut opprimer le monde. S'il abandonne la Suède, il se déshonore et l'opinion le culbute; s'il la défend, il est obligé d'y envoyer toutes ses forces de terre disponibles, et on les étrillera vigoureusement. De toute manière donc, la guerre avec la Suède est le complément du grand système adopté à Tilsit.

L'empereur. Le roi a eu assez de temps pour se décider. Maintenant je dois songer à ma propre défense. Il recevra ma déclaration en même temps que la nouvelle de l'entrée de mes troupes.

L'ambassadeur. Si V. M. autorisait M. d'Alopéus à répandre cette déclaration dans le pays, et lui en faisait envoyer quelques exemplaires, pour que les Suédois la connussent, cela ferait un bon effet, d'autant qu'elle est rédigée de manière à en produire.

L'empereur. Romantzoff en enverra, afin qu'on la connaisse dans le public aussitôt que le roi. Mais c'est surtout votre coopération qui tournera tout le monde contre lui; car l'esprit de la nation est tout français. Peut-être les Suédois se battront-ils une fois pour sauver leur honneur; mais ce sera tout, car l'opinion est contre le système du gouvernement. Je vois le roi fort mal dans ses affaires. Il ne lui restera rien.

L'ambassadeur. Il pourra bien être réduit à ses Lapons.

L'empereur. Il l'aura voulu. Quelle folie aussi de ne pas faire la paix avec vous! On doit bien compter sur les Anglais! Adieu, général.

Lettres à Champagny.

36.

2 Février 1808.

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence la note que j'ai adressée à M. de Romantzoff en réponse à celle que j'ai reçue de lui relativement aux affaires de Suède le 17 (29) Janvier, et dont la copie était jointe à ma note:

«Pétersbourg, 3 Janvier 1808.

La note que S. E. M. le comte de Romantzoff a adressée au soussigné avec la copie de la déclaration que S. M. l'Empereur de toutes les Russies est dans l'intention de faire parvenir à la cour de Suède, sera sûrement reçue par S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, comme une preuve du désir qu'a S. M. l'Empereur Alexandre de compléter toutes les mesures concertées et arrêtées à Tilsit. L'empereur Napoléon est animé des mêmes sentiments pour concourir au but commun, et pour seconder, de concert avec la cour de Copenhague, les opérations

que les armées de S. M. l'Empereur de toutes les Russies seront dans le cas de faire en Finlande et en Scanie.

«Le soussigné, en remerciant M. de Romantzoff de cette communication confidentielle, s'empresse de l'assurer qu'elle restera secrète, et de saisir cette occasion de lui renouveler l'assurance de sa haute considération».

37.

3 Février 1808.

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence qu'hier j'ai dîné à la Cour, où j'ai vu le ministre, qui avait reçu la veille une dépêche de M. de Tolstoï portée jusqu'à Kœnigsberg par un courrier prussien.

M. Marine *), aide de camp de l'empereur, est arrivé aujourd'hui de Paris avec d'autres dépêches. Elles rendent compte de la réponse qu'on attendait d'Angleterre, de la conférence que M. de Tolstoï a eue avec l'empereur, et de celles que V. E. lui a accordées. Il mande que l'empereur tient toujours à ses premières propositions relativement aux affaires de Turquie. M. de Romantzoff, que je viens encore de voir, m'a répété en partie tout ce qu'il m'avait dit précédemment, et que j'ai mandé à V. E. Il assure que l'empereur ne consentira pas à cela, et, sans entrer entièrement en explication sur l'occupation de la Valachie, il m'a paru y tenir plus que de coutume. Beaucoup de choses, m'a-t-on dit, ont encore changé en Europe depuis quelques mois.

M. d'Alopéus, dont les dépêches sont venues par cet officier, donne sur l'Angleterre des détails qui tendraient à prouver que les événements du Portugal auraient rendu au ministère anglais le crédit que l'expédition de Copenhague et la déclaration de la Russie lui avaient fait perdre dans le principe. Voilà le résumé de ce que j'ai appris et de ce qui m'a été dit. On m'a annoncé en même temps

---

*) Serge Nikiphorowitch, 1782—1813.

que M. de Starhemberg avait ordre de quitter Londres. J'en ai profité pour faire sentir la nécessité de renouveler le même ordre au ministre de Russie. On m'a promis de le faire.

L'ambassadeur de Suède a eu hier une audience du ministre. Il a cherché à faire sentir, et a fini par dire assez clairement, que cette proposition vague que contenait sa note, de neutraliser la Baltique si on s'entend avec la Suède, avait été suggérée par l'Angleterre, qui ne pouvait se déterminer à regarder la Russie tout à fait comme ennemie. On a répondu qu'on ne voulait point de grâce, ni de l'Angleterre, ni de ses alliés. Le ministère anglais travaille indirectement à Londres, sinon à opérer un rapprochement avec la Russie, du moins à montrer l'intention de ne rien entreprendre contre cette puissance, si elle consent à ne point passer certaines bornes, sur lesquelles M. Canning ne s'explique cependant pas ouvertement. D'après ce que m'a dit le ministre, toutes ces propositions sont rejetées.

Les troupes destinées à agir en Finlande sont en mouvement, j'en suis certain. Si elles continuent leur marche, elles doivent être le 12 au delà de la frontière, comme je l'ai annoncé à V. E. La déclaration n'est pas envoyée à Stockholm.

J'ai obtenu du ministre qu'il ferait imprimer la déclaration de l'Angleterre à la Russie avec les notes du «Moniteur».

L'empereur m'a souvent répété que M. de Tolstoï avait été comblé de bontés par l'empereur Napoléon, et aussi bien traité à son retour qu'avant son départ.

M. de Tolstoï annonçait au commencement de sa dépêche que V. E. m'écrivait par son courrier, mais il dit à la fin qu'il n'avait rien reçu. On attend cette lettre avec impatience.

Je pense que V. E. sera bien aise d'avoir les détails que je lui transmets. Je lui écris donc à la hâte pour profiter de la poste, et je remets au premier courrier à lui envoyer un rapport plus circonstancié.

38.

Rapport à Napoléon.

9 Février 1808.

Le courrier du 19 Janvier arriva à Pétersbourg le 6 Février. Je passai chez le comte de Tolstoï pour lui remettre une lettre pour l'empereur, qui contenait le rapport de M. Deponthon, arrivé dans la nuit de sa tournée de Finlande avec le ministre de la marine. Je le prévins qu'il m'était arrivé un courrier, l'assurai qu'on était fort content de son frère, et lui dis que j'avais des armes à offrir de la part de V. M. à l'empereur, que, n'ayant d'ailleurs rien de particulier à communiquer à S. M., je n'étais venu que pour lui donner ces détails, dans le cas où S. M., déjà instruite de l'arrivée du courrier, s'étonnerait que je ne demandasse pas à la voir, comme elle m'en avait donné l'ordre.

Le 7, j'eus l'honneur de voir l'empereur à la parade. Il me dit: «Vous avez reçu un courrier. C'est celui que M. de Champagny avait annoncé à Tolstoï, qui me mande que vous pourrez répondre à tout ce qu'il a traité, et à tout ce que Savary et vous, pouvez avoir écrit. Comment se porte l'empereur? Je voudrais vous voir aujourd'hui; mais je dîne en famille chez ma mère. Venez manger ma soupe demain».

Je répondis que l'empereur se portait bien, que M. de Tolstoï, qui l'avait vu, avait sûrement mieux que moi fait connaître ses intentions à S. M., qu'elles ne changeaient certainement pas plus que ses sentiments pour l'empereur Alexandre. J'ajoutai que je remerciais S. M. de me donner si tôt le moyen de lui présenter les pistolets et la carabine tournante que l'empereur lui offrait.

Le 8, je dînai à la cour. L'empereur parla de Paris, me demanda si j'en avais un nouveau plan exact. Il nomma tous les maréchaux, parla des aides de camp de V. M., de l'armée, de l'avantage de ne pas avoir de tableau d'ancienneté à suivre pour l'avancement, et de

pouvoir donner au mérite seul. Il dit qu'il allait établir le même mode. Après le dîner, je passai dans son cabinet et lui offris les armes de V. M. Il les examina en détail, se récria à chaque instant sur leur fini, sur leur élégance, me répéta souvent que V. M. le comblait, et qu'il sentait bien vivement le prix de chacune de ses attentions et de ses marques de souvenir, quoique chaque courrier lui en apportât de nouvelles. Il me dit ensuite qu'il avait le regret de ne pouvoir rien lui offrir de cette perfection, puis il ajouta:

Avez-vous reçu une lettre de l'empereur?

L'ambassadeur. Non, Sire.

L'empereur. M. de Champagny vous mande-t-il quelque chose de l'Angleterre? Avez-vous quelques nouvelles?

L'ambassadeur. Je suis chargé d'appeler l'attention de V. M. sur ses forces navales de la Méditerranée, qui, n'étant point sous les ordres d'un même chef, peuvent partiellement courir de grands dangers et ne sont d'aucune utilité à la cause commune. Un dernier parlementaire expédié par M. de Metternich enjoint à M. de Starhemberg d'exécuter les ordres de sa cour et de se retirer. Voilà ce qu'on me mande de plus important. Le reste est relatif aux achats de munitions navales, et à des grâces que S. M. a accordées à Cattaro sur la demande de M. de Tolstoï, quoique les coupables eussent été jugés pour des faits postérieurs à la remise de cette place. Mais l'empereur compte avant tout le plaisir de faire ce qui peut être agréable à V. M. Quant aux achats, je me suis déjà entendu, ainsi que M. de Lesseps, avec la maison Raimbert, que V. M. honore de sa bienveillance particulière, pour que les opérations soient avantageuses à l'un et à l'autre pays et surtout pour qu'elles soutiennent le change.

L'empereur. Je vous en remercie, général, l'empereur Napoléon m'a accoutumé aux marques de son amitié. J'y suis bien sensible; vous pouvez le lui mander. Vous voyez que je marche franchement et qu'aucune circonstance ne me change. *(Il affecta d'appuyer sur ces mots).* Romantzoff m'a dit que vous lui aviez parlé de la flotte. Seniavine commande tout, quoiqu'il y ait des bâtiments de la mer

Noire et de la Baltique. Le défaut d'accord ne peut donc venir que de la distance où ils sont, les uns se trouvant à Trieste, et les autres à Porto-Ferrajo et à Lisbonne. Le brick envoyé par Seniavine à la recherche d'une frégate est dans un port d'Espagne. Je remédierai à tout cela. Je vais faire appeler Tchitchagoff (le ministre de la marine). Vous mande-t-on si l'empereur a donné des ordres pour la coopération de ses troupes avec les Danois? Fait-on des démonstrations à Boulogne? Il est intéressant pour tout que l'empereur ait là une nombreuse armée. Voilà ce qui intimide les Anglais et dérange leur industrie.

L'ambassadeur. J'ai déjà eu l'honneur de dire à V. M. que l'empereur ne perdait pas de vue cet objet et qu'il avait une belle armée à Boulogne. C'est afin de pouvoir l'augmenter, et pour répondre aux nouvelles mesures prises par l'Angleterre, que l'empereur vient d'appeler la conscription. Il est de l'intérêt de V. M. comme du nôtre de forcer cette puissance à la paix. Voilà l'objet qui doit nous occuper presque uniquement.

L'empereur. Je fais pour ma part tout ce qui est possible, j'ai rempli tous mes engagements. L'empereur me trouvera toujours disposé à aller au-devant de ce qu'il croira utile, et même de ce qui lui sera agréable; mais qu'il se rappelle ce qu'il m'a dit à Tilsit. Buxhöwden part cette nuit; avant peu on aura passé la frontière. La déclaration sera envoyée sous quatre jours à Stockholm; je me fais gloire d'être en avance, et d'avoir prouvé à l'empereur que je suis un allié sur lequel il peut compter. Romantzoff vous a parlé hier des affaires de Turquie. Je m'attendais, je vous l'avoue, à une réponse conforme à ce que m'a dit l'empereur à Tilsit. Quoique la dépêche de Romantzoff et ma conversation que le général Savary a envoyée n'aient encore pu changer ses derniers projets, je veux encore espérer que l'arrivée de Savary le décidera, et qu'il répondra à ma lettre. Tolstoï doit voir M. de Champagny aussitôt que Savary sera à Paris, et m'envoyer un courrier. Savary croyait lui-même que ce qu'il dirait à l'empereur le déterminerait. Je vous en

ai déjà parlé et je veux encore vous dire ce que je pense. L'empereur a dit à M. de Tolstoï que c'était la Silésie qu'il veut en compensation de la Valachie et de la Moldavie. Moi, je m'en réfère toujours à ce qu'il m'a dit à Tilsit. Sa parole est sacrée. J'ai tenu la mienne; je la tiendrai toujours. La dernière dépêche de Tolstoï ne m'a point changé, quoique je m'attendisse, je vous le répète, d'après la dépêche communiquée à M. de Champagny, à voir revenir l'empereur à sa première opinion. Je ne pensais pas à la Turquie. C'est l'empereur qui m'en a parlé le premier en ces termes: «Vous n'avez rien contre ces Turcs? Moi, je les déteste depuis l'Egypte, etc.», et, en apprenant la déposition du sultan: «C'est la Providence qui me dégage. Rien ne m'attache à celui-ci». Il n'était point question alors de rien ôter à la Prusse, qui, même avec la Silésie, n'est pas, à cause de ses pertes et de sa ruine, un état à comparer au royaume actuel de Saxe. La position où je me trouvais, lors de ma déclaration à l'Angleterre, a prouvé à l'empereur que je tenais à ma parole plus qu'à mes intérêts. L'époque fixée approchait, et le général Savary me doit cette justice, que je n'ai pas eu besoin d'être pressé pour cette déclaration. Lui-même, quoique sur les lieux, a été étonné quand Romantzoff lui a dit qu'il la rédigeait et qu'elle allait paraître. Je vous le répète encore, je ne demande que ce que l'empereur m'a promis.

L'ambassadeur. Je puis assurer V. M. que l'empereur Napoléon a toujours la même pensée. Les intérêts de V. M. sont les siens. V. M. doit avoir trouvé le cachet de ce sentiment dans tout ce que l'empereur a dit à M. de Tolstoï. Tout ce qui change les importantes stipulations de Tilsit sort des intérêts de la France. Tout ce que mon maître propose au delà n'est donc qu'une preuve du désir qu'il a de faire ce qui peut être agréable et utile à V. M. Cette réflexion ne peut rien échapper. Elle mène tout droit à la pensée qu'il est juste que, si l'allié de l'un éprouve un dommage par suite d'un nouvel arrangement, l'allié de l'autre en éprouve aussi un: sans cela on ne manquerait pas de dire que l'un tient moins que l'autre à son allié. Les vieux engagements sont de notre côté, les nouveaux de celui de

V.M. Elle qui tient tant à ses promesses, ne peut proposer à la France de faire tous les sacrifices de position et de délicatesse, si ce n'était même que cela, sans en faire également. Cette raison, qui est assurément fort bonne, est cependant la plus faible de celles qu'on peut alléguer, car ce n'est pas dans le moment où l'Angleterre prend une attitude plus hostile que jamais, qu'on peut penser à détruire l'Empire Ottoman. Si la France cherchait un équivalent de la Moldavie et de la Valachie en Morée et en Bosnie, que deviendrait la Porte? Outre que ce sont de ces grands intérêts que les souverains peuvent seuls régler dans une entrevue, j'oserai demander à V. M. s'il est dans l'intérêt de sa politique du moment de réduire la Porte à cet état de nullité, qui, dans les circonstances actuelles, la livrerait aux Anglais, soit faute de moyens de défense, soit par un expressif mécontentement. Puisque V. M. me fait l'honneur de me parler de la Turquie, je la supplie de peser ces raisons. L'intérêt de la mer Noire plaide encore plus haut que moi en faveur de cette opinion. La question se réduit donc à ceci: si V. M. tient à enfreindre le traité de Tilsit et à garder la Valachie et la Moldavie, où prendre une compensation convenable pour la France? La politique, la raison, la géographie, la justice même, veulent que ce soit en Prusse, puisque V. M. cherche la sienne en Turquie. Je réponds à V. M. parce qu'elle me fait l'honneur de me parler de tout cela, car M. de Champagny m'annonce un courrier plus détaillé. Ce que je puis affirmer aujourd'hui et toujours à V. M. à l'égard de ce qu'Elle m'a fait l'honneur de me dire, c'est que l'empereur a toujours le même désir de concilier ce qu'Elle souhaite avec ce que veut l'intérêt de la France. Les vœux de V. M. sont pour lui en première ligne.

L'empereur. La situation de l'Europe par rapport à l'Angleterre était, lors du traité de Tilsit, moins avantageuse que maintenant pour me donner ce qui m'a été promis. Je puis répondre à tout par ce que l'empereur lui-même m'a dit: «Tout dans la rédaction du traité s'est fait avec intention». Il m'a même fait remarquer que les articles qui rendaient des provinces à la Prusse, par égard pour moi, a-t-il dit au

monde entier, étaient rédigés d'une manière positive, tandis que ce qui regardait la Turquie avait du vague. On ne stipula par écrit rien de ce que l'empereur pensait et m'a souvent répété, pour que cela ne pût servir de prétexte à l'Angleterre pour refuser la médiation. Alors, comme à présent, comme toujours, je vous le répète, mon premier désir a été d'être agréable à l'empereur, un mot de lui me suffisait.

L'ambassadeur. C'est cet acharnement même de l'Angleterre qui force à être plus prévoyant. Quant à la Prusse, Sire, en perdant une province, elle renoncerait à l'idée d'avoir une armée; la famille royale en serait plus riche et le peuple plus heureux. Déjà déchue du second rang, qu'importe celui où elle se trouvera placée, pourvu que le roi ait un revenu considérable et point de charges. Dans tout ceci, Sire, je raisonne d'après le désir que je connais à mon maître d'aller au devant de ce que V. M. souhaite plutôt que d'après la sage politique; car elle conseille sûrement de porter avant tout son attention sur la querelle avec l'Angleterre.

L'empereur. Je vais vous parler franchement. La Prusse, dans l'état actuel, n'aura pas 30.000 hommes. Quant aux Turcs, s'ils n'avaient pas eux-mêmes enfreint l'armistice ridicule qui a été fait, si je n'avais pas compté sur ce que m'a dit l'empereur comme il pouvait compter sur moi, mes troupes auraient évacué la Valachie et la Moldavie; rien n'est plus vrai, quoiqu'il en eût coûté peut-être la vie à cent mille habitants. Mais ce n'est pas fait, et dans la position actuelle, où je pourrais légitimer l'occupation de ces provinces par mille bonnes raisons que les Turcs eux-mêmes m'ont fournies par leur conduite depuis l'armistice, et qu'ils me fourniraient d'ailleurs quand je voudrais, si je n'étais pas de bonne foi, mon seul désir est de m'entendre avec l'empereur. Il ne veut pas affaiblir l'Empire Ottoman. Eh bien, l'Etrurie, le Portugal sont de riches équivalents.

L'ambassadeur. Sire, c'est en offrir en Amérique. Ce n'est ni le roi d'Italie, ni le roi d'Espagne qui ont stipulé à Tilsit. C'est à la France que V. M. veut sûrement donner des équivalents, puisque c'est à son ambassadeur qu'elle fait l'honneur d'en parler.

L'empereur. La Silésie n'est pas plus près de vous que l'Etrurie. Votre position, je vous le dis franchement, serait menaçante pour ce pays-ci. Tant de places fortes, le voisinage du duché de Varsovie où est toujours le maréchal Davoust, tout cela vous donnerait une force telle, qu'elle inquiéterait tout le monde ici. Pour moi, je vous le répète, j'ai une confiance sans bornes dans l'empereur. Je voudrais l'inspirer à tout le monde. A Dieu ne plaise que je lui soupçonne un projet quelconque contre la Russie. Mais une sage prévoyance est le premier des devoirs d'un souverain. Je veux que ce pays soit l'allié de la France, non seulement sous mon règne, mais après moi. Vous voyez par la manière dont je parle que j'ai toute confiance en vous. Eh bien, l'empereur lui-même m'a tracé la marche que je dois suivre. «Pour être amis entre grandes puissances, m'a-t-il dit plusieurs fois, il ne faut pas avoir de points de contact. Les querelles de douanes amènent des coups de canon». Les armées de Frédéric qui sont venues nous combattre sont toujours parties de cette ligne de l'Oder. Ces souvenirs sont trop récents, la Silésie trop voisine et cette ligne trop offensive, pour que cet arrangement puisse se faire, quand même il ne serait plus question de ce pauvre roi de Prusse, auquel personne ne s'intéresse plus. Moi-même, je dis à tout ce qui m'entoure que vous n'évacuez pas son pays parce qu'il ne paie pas. Est-ce là seulement ce qui vous y retient?

L'ambassadeur. C'est la principale raison; *(en riant)* V. M. me permettra de lui dire qu'Elle n'en a pas de si bonnes pour rester en Valachie. Mais cette réflexion m'est personnelle, car l'empereur ne permettrait pas un doute sur les intentions de V. M.

L'empereur. Nous causons. J'aime qu'on me parle franchement. Votre réflexion n'est pas si mauvaise *(en riant)*.

L'ambassadeur. Je désirerais que V. M. les trouvât toutes bonnes. Au reste, elles me sont suggérées autant par l'intérêt de sa gloire que par mon devoir. Je reviens avec la permission de V. M. sur cette ligne de l'Oder. Elle n'est que défensive pour la Silésie. Les principales places de cette province ne sont même que sur la frontière

d'Autriche. Car la ligne de l'Oder, c'est proprement Stettin et Custrin, qui ne sont pas en Silésie. Puis, comment cette province donnerait-elle à la France une position si menaçante contre la Russie? Elle ne lui est pas limitrophe. Au reste, Sire, qu'iraient chercher les armées françaises en Russie? De quel avantage serait l'occupation d'une province et même de deux? A cet égard, la guerre, si elle pouvait éclater un jour, offrirait plus d'avantages aux armées russes vers le couchant ou le midi, qu'aux nôtres vers le nord.

L'empereur. Vous me ferez plaisir, général, de mander tout cela à l'empereur. C'est à ce qu'il m'a dit que je m'en réfère. S'il ne veut pas, il faudra bien prendre son parti *(ici l'empereur s'arrêta un moment, prit l'air sombre, pensif, comme s'il cherchait quelque chose, puis continua).* Il a maintenant entre ses mains des compensations qui lui donnent le moyen de me laisser ce qu'il m'a fait espérer, sans détruire l'Empire Ottoman, ni arracher à la Prusse ce qu'il lui a rendu pour moi; j'en reviens toujours aux conversations comme aux principes de Tilsit. J'espère que l'empereur me prouvera qu'il n'y tient pas moins que moi. C'est son ouvrage; il faut tâcher de ne rien détruire de ce que sa prévoyance d'alors n'a pas condamné.

L'ambassadeur. Pour peu que V. M. veuille qu'on s'entende, tout se conciliera de manière à ce qu'elle soit satisfaite. L'empereur Napoléon ne veut trop positivement et avant tout que ce qui peut être utile et agréable à V. M. pour qu'il n'y ait jamais une difficulté insurmontable. Mais ce à quoi V. M. dit Elle-même qu'Elle ne pensait pas avant Tilsit, Elle le désire, Elle le veut aujourd'hui, sans que la situation de son empire ait cependant changé. La prévoyance de l'empereur Napoléon ne peut-elle pas de même avoir fixé son attention sur un autre équivalent sans que ses intentions soient changées? Dans tout ceci, je le répète à V. M., l'empereur n'est mû que par le désir de faire ce qui peut lui convenir, car la Silésie peut-elle être pour la France ce que la Moldavie et la Valachie seraient pour V. M.? Tous les avantages sont de son côté. C'est ce qui a fait naître cette pensée à l'empereur. Car son intérêt véritable serait dans la stricte exécution du traité de Tilsit.

L'empereur. La Silésie est un pays agricole, commerçant, hérissé de places fortes. Au reste, ceci mérite de mûres réflexions. Ce voisinage est un obstacle insurmontable. L'intention première de l'empereur était de faire traîner cette paix des Turcs, et Tolstoï me mande qu'on la presse.

L'ambassadeur. De quelque manière qu'on retourne la question et la carte, je ne vois que la Prusse qui puisse offrir un équivalent réellement admissible. C'est M. de Tolstoï qui presse en faveur de la Prusse. Il assure qu'il ne tient ni à la Valachie, ni à la Moldavie, quoiqu'il ait remis la lettre du comte de Romantzoff, qui dit le contraire. Quant à la paix avec les Turcs, ce sont eux seuls qui pressent, le traité d'une main et l'armistice de l'autre. Leur ambassadeur fait chaque jour de nouvelles instances. Le sultan Mustapha a tout à fait repoussé les Anglais, il témoigne à la France la même confiance que son prédécesseur. Il a même fait remettre une note pressante, par laquelle il réclame l'intégrité du territoire Ottoman, telle qu'elle a été stipulée à Tilsit. Malgré tout cela, la première pensée de l'empereur se porte sur ce qui intéresse V. M. Je puis l'assurer qu'il ne presse point les affaires de Turquie, qu'il les a même fait traîner autant qu'il l'a pu.

L'empereur. Ecrivez à l'empereur sur cette conversation. Est-il content de Tolstoï? Il est parfois un peu sec, mais c'est un homme droit. Si j'en avais connu un plus droit, je le lui aurais envoyé. Il n'a pas les formes aussi polies que vous. Adieu, général, je puis vous assurer que je me félicite du choix qu'a fait l'empereur.

L'ambassadeur. Je suis sûr de bien remplir les intentions de l'empereur, si je suis assez heureux pour mériter la confiance de V. M. Je ne sais comment on le comprend à Paris, et comment M. de Tolstoï explique ses intentions, mais je suis sûr qu'elles sont toutes dirigées vers ce qui intéresse V. M. Elle en a encore une preuve dans les notes faites sur la déclaration de l'Angleterre.

L'empereur. Je les ai lues avec grand plaisir. Rien de ce que l'empereur fait d'aimable pour moi ne m'échappe. C'est parfait et dans un esprit qui est le mien. Terminons ces affaires de Turquie,

général; je suis en avance, mais vous verrez si je suis jamais en reste avec l'empereur, comme allié et ami. Je lui suis attaché pour lui, et je veux que toute la nation partage ce sentiment.

S. M. m'ajouta ensuite qu'Elle envoyait le comte Stroganoff *) servir contre les Suédois et les Anglais, que c'était le moyen de guérir les anglomanes.

39.

Lettre à Champagny.

13 Février 1808.

J'ai l'honneur de rendre compte à Votre Excellence que le nouveau ministre d'Espagne **) est arrivé ici le 7 Février et qu'il a eu ses audiences le 9. L'empereur a longtemps causé avec lui sur ce qui s'était passé en Espagne et sur l'opinion où on était que c'était une intrigue du prince de la Paix qui voulait perdre le prince des Asturies. Le ministre a fortement combattu cette opinion, et a appuyé ses raisonnements du détail de différents faits, qui ont, d'après ce qui m'en est revenu, changé l'opinion de S. M. D'après cela et différents détails de nouvelles transmises par le ministre de Russie en Espagne, et dont j'ai fait part dans le temps à V. E., il me paraît que celui-ci n'est dirigé dans ses rapports que par l'esprit de parti.

Je crois devoir soumettre à V. E. la demande que vient de m'adresser M. Patonô de Meyran, major au service de la Russie.

Cet officier, attaché à la suite de S. M. I. et chevalier de l'ordre militaire de St-Georges de quatrième classe, est né à Verceil-en-Piémont. En 1795, il quitta le service du roi de Sardaigne à raison de quelques circonstances particulières et passa en Allemagne. Lors de la réunion de son pays à la France, il fit sa soumission entre les mains

---

*) Paul Alexandrowitch.

**) M. Pardo, qui a remplacé M. Norona, rappelé sur la demande de M. Savary (*Sbornik*, LXXXVIII, 138).

de M. Bignon *), alors chargé d'affaires de France à Berlin. Depuis cette époque, il vit en Russie, où il prit du service. S. M. l'attacha à sa suite comme officier de l'état-major de l'armée, et une fille unique qu'il avait fait placer à l'institut de Sainte-Catherine.

Il était employé sur la flotte russe dans l'Archipel, lorsqu'il parut en France un arrêté, en date du 18 Septembre dernier, d'après lequel tous les individus nés dans les départements au delà des Alpes doivent, dans le délai de trois mois, retourner dans leur patrie, à moins de causes légitimes, et, dans le cas où ils seraient au service d'une puissance étrangère, se présenter devant les agents français, pour déclarer qu'ils renoncent à ce service et obtenir d'eux un passeport pour retourner dans leur ancien domicile. M. Patonô de Meyran se trouvait, à l'époque de cet arrêté, employé sur la flotte russe de l'Archipel; ce n'a été qu'à son retour à Saint-Pétersbourg qu'il a eu connaissance de cet arrêté par des lettres particulières. Il s'est aussitôt présenté devant moi pour me déclarer qu'il était prêt à renoncer au service de la Russie, s'il le fallait, pour ne pas perdre ses droits de Français; mais que la reconnaissance qu'il devait à l'empereur Alexandre pour ses bontés et l'état de sa fortune lui faisaient désirer l'autorisation du gouvernement français pour continuer à servir en Russie.

Cet officier jouit de l'estime générale, et de celle de l'empereur en particulier, et il paraît qu'on désirerait le conserver ici. Je n'ai pas hésité en conséquence à soumettre sa demande à V. E., en la priant de vouloir bien, dans le cas où Elle le jugerait admissible, me transmettre l'autorisation qu'il sollicite.

Je désirerais également que V. E. voulût bien me faire connaître officiellement les dispositions de cet arrêté du 18 Septembre. Il n'est connu ici que par ce que m'en a rapporté M. de Meyran. Plusieurs autres individus piémontais se trouvent dans le même cas et je voudrais que V. E. m'indiquât la conduite que j'aurai à tenir à leur égard.

---

*) Pierre-Edouard, 1771—1841; en 1815, signa la capitulation de Paris; en 1830, ministre des affaires étrangères.

40.

Rapport à Napoléon.

14 Février 1808.

Le 1/13, à la fête donnée par le lieutenant-général Ouvaroff*), l'empereur me parla plusieurs fois sur des choses insignifiantes; mais, sur la fin du bal, il me prit à part et me dit:

L'empereur. Romantzoff a reçu un courrier de Tolstoï. Il ne dit rien. Il a vu l'empereur et le ministre. On ne lui a plus parlé. Je désirerais cependant que cela se terminât. C'est un état d'incertitude qui n'est bon pour personne. Romantzoff a encore causé avec vous. J'espère qu'il vous arrivera un courrier qui dira quelque chose. Savary était arrivé à Paris la surveille du départ de celui que j'ai reçu. Il m'a promis de dire à l'empereur combien ma marche est franche et mes intentions loyales, et en même temps combien je comptais sur ce qu'il m'avait dit à Tilsit.

L'ambassadeur. J'ai répété à M. de Romantzoff ce que j'avais eu l'honneur de dire plusieurs fois à V. M., que l'empereur avait toujours le même désir de concilier ce qu'Elle désire avec ce que les intérêts de la France exigent de lui, que je connaissais ses sentiments pour V. M. et que personne ne pouvait y ajouter. Pour peu donc que V. M. veuille donner des ordres pour qu'on s'entende, tout s'arrangera.

L'empereur. Tolstoï est tous les jours plus reconnaissant et plus comblé des bontés de l'empereur. Finissons cette affairè d'une manière convenable pour moi, et je vous réponds que nous serons tous pour vous, comme je le suis moi-même. Je compte sur ce que l'empereur m'a dit; je vous le répète. A propos, je veux vous prévenir que l'ambassadeur de Suède m'a écrit ce matin pour demander à me voir. J'ai hésité un moment, mais je le recevrai par égard pour lui, et afin de lui dire encore ce que je pense de son roi. Je raisonne tant qu'on

---

*) Théodore Pétrowitch, 1769—1824.

veut à Pétersbourg, mais cela n'empêche pas mon armée d'agir. Vous avez vu la quantité de neige qui est tombée. On est obligé de faire des chemins avec des rouleaux, sans cela on aurait déjà passé la frontière. On marche cependant, et Romantzoff fera partir demain ou après-demain le courrier pour Stockholm. Je désire que vous expédiiez le vôtre.

L'ambassadeur. J'attends le départ de celui qui porte la déclaration en Suède. V. M. sait que je l'ai annoncé depuis si longtemps, d'après ce qu'Elle m'avait fait l'honneur de me dire, que je suis honteux d'écrire à ma Cour sans dire qu'elle est envoyée.

L'empereur. Regardez cela comme une chose faite. On a tardé, il est vrai; mais il n'y a pas d'exemple du temps que nous avons eu. C'est à lui qu'il faut s'en prendre; car moi, je n'ai pas varié un instant. L'empereur peut compter sur moi. Etes-vous content ici? Je désire que vous vous y plaisiez et que vous l'écriviez à l'empereur.

L'ambassadeur. Sire, toutes mes lettres parlent des bontés de V. M. J'en sens le prix mieux que je ne lui en exprime ma reconnaissance.

Lettres à Champagny.

41.

15 Février 1808.

J'ai l'honneur de rendre compte à Votre Excellence que M. Bourdeaux, chargé d'affaires de S. M. le roi de Hollande, a notifié le 16 au ministre des affaires étrangères son arrivée. Etant porteur d'une lettre du roi pour l'empereur, il a obtenu aujourd'hui une audience de S. M. et en a été traité avec la même distinction que l'aide de camp du roi de Naples. Le ministre m'a répété que l'empereur regrettait que le roi l'eût prévenu.

Le général prince Dolgorouki *), désigné pour la Cour de Hollande, a été officiellement nommé hier et partira incessamment.

---

*) Serge Nicolaewitch, 1770—1829.

M. Bourdeaux annonce l'arrivée de M. Six *), qu'il dit être à Varsovie. On a envoyé de suite des ordres pour les postes et la douane.

---

42 **).

15 Février 1808.

Les dépêches que V. E. m'a fait l'honneur de m'adresser en date des 14, 15 et 19 Janvier, me sont arrivées le 6 Février. Je ne vis le ministre ni ce jour, ni le lendemain; mais je passai le jour même chez le comte de Tolstoï pour le prier d'annoncer à l'empereur que j'avais reçu des armes que S. M. me chargeait de lui présenter. J'ajoutai que je n'avais d'ailleurs rien d'assez important pour déranger l'empereur et demander à le voir, comme il m'avait donné ordre de le faire lorsqu'il m'arriverait un courrier.

(L'empereur, de même que le ministre, est toujours prévenu de l'arrivée des courriers par le poste militaire de la porte de Pétersbourg avant que leurs passeports ne soient enregistrés et qu'ils aient pu arriver chez l'ambassadeur).

Je dis aussi à M. de Tolstoï tout le bien que V. E. me mandait de son frère.

Le 7, je vis l'empereur à la parade. Il me demanda des nouvelles de l'empereur et si le courrier avait enfin apporté quelques réponses à ceux expédiés par le général Savary et par moi, en ajoutant (ce que le ministre m'avait déjà dit) que M. de Tolstoï, en rendant compte de ses audiences de l'empereur et de ses conférences avec V. E., avait annoncé qu'Elle m'écrivait sur tout, et que je pourrais répondre aux questions qu'il n'avait pas prévues. S. M. termina la conversation en me disant: «Je regrette que ce soit aujourd'hui Dimanche. Il faut que je dîne en famille; mais venez demain manger ma soupe».

---

*) Ministre de Hollande.

**) *Sbornik,* LXXXVIII, 463.

L'empereur, quoique toujours bien pour moi, me paraissait rêveur depuis quelques jours. Je cherchais à en démêler la cause.

Je suis l'ordre des dates dans le compte que je rends à V. E.

Le ministre m'ayant engagé à passer chez lui dans la matinée du 8, je m'y rendis. Je me conformai à ce que me prescrivait V. E., en remettant les deux notes relatives aux approvisionnements de la marine, et aux grâces accordées à Cattaro. Je parlai de la nécessité de réunir sous un même commandement toutes les forces navales de la Méditerranée et de Lisbonne. M. de Romantzoff m'assura que cela n'éprouverait aucune difficulté et qu'il en parlerait à l'empereur. Je lui dis ensuite que le prince Guillaume était traité avec des égards particuliers. Il me répondit que ce serait agréable à l'empereur. J'ajoutai qu'un quatrième parlementaire avait été expédié par M. de Metternich pour enjoindre à M. de Starhemberg de se conformer aux premiers ordres de sa cour, et que, pour répondre aux déclarations hostiles des Anglais, on levait la conscription.

Tout cela arrêta peu le ministre. Il me dit: «Et sur les affaires de Turquie, M. l'ambassadeur, vous donne-t-on quelque chose de positif, comme M. de Tolstoï l'espérait? L'empereur lui a parlé d'une manière précise de la Silésie, comme équivalent de la Valachie et de la Moldavie. C'est trop près de nous et trop loin de vous pour que le prix que vous y attachez ne soit pas fait pour donner de l'inquiétude à un prince qui serait moins confiant et moins loyal que l'empereur Alexandre. L'empereur a dit, à la vérité, que c'était pour la donner; mais vous y aurez des troupes. Tout cela sera matière à discussion pour l'avenir. Nous tenons trop à notre alliance, si nous ne tenions pas à ce que vous nous avez promis en faveur de la Prusse, pour pouvoir consentir à un arrangement de cette nature, surtout quand il est si contraire à tout ce que l'empereur Napoléon a dit à Tilsit. Si c'est pour donner, donnez autre chose. L'empereur a tant de pays dans les mains. Si c'est pour vous, cela ne vous convient pas, avec notre alliance. Travaillons à la cimenter. N'offrons pas tout de suite les moyens de la détruire. L'empereur ne vous en a rien témoigné, mais la dépêche du

comte de Tolstoï l'a profondément affecté: il en était si peiné, elle l'a surpris à un tel point, que je l'ai moi-même engagé à ne vous en pas parler de quelques jours. Son opinion, ses résolutions pour la guerre à la Suède, sa prévenance pour vous, rien n'en a changé; vous apprécierez cela sans doute. Cette affaire ne peut finir ainsi. C'est pour vous, et non pour nous, que nous faisons maintenant la guerre. Ne résultera-t-il de notre alliance actuelle aucun des avantages que vous nous avez promis? Tenez, M. l'ambassadeur, ne faites point de cette alliance une de ces conventions du moment qui sont le résultat d'une guerre, et qui ne jettent aucunes racines. Faites pour nous ce que vous avez promis et vous verrez tout ce que nous ferons pour vous. L'empereur Alexandre n'est pas allié ni ami à demi».

Je répondis à tout cela ce que V. E. me répétait, ce que je n'avais cessé de dire: que l'empereur désirait avant tout faire ce qui pouvait être utile ou agréable à l'empereur Alexandre; qu'Elle me faisait espérer un courrier plus détaillé; que la guerre avec l'Angleterre me semblait devoir être l'unique pensée du moment; que, quant à ce que mandait M. de Tolstoï relativement à la Silésie, j'étais étonné de le voir, lui, politique et ministre, aussi éloigné de cette idée; que cette guerre contre l'Angleterre mettait en problème s'il était de l'intérêt de la Russie de détruire l'empire Ottoman dans les circonstances actuelles; que lui ôter la Bosnie et la Morée, c'était le livrer aux Anglais, ou par sa faiblesse ou par son mécontentement; que l'intérêt des possessions russes dans la Mer Noire devait le ranger à cette opinion; qu'une fois ce principe adopté, il fallait à la France un autre équivalent, et que je lui demandais où il le prendrait ailleurs qu'en Prusse; que, puisque la Russie voulait dixmer après la paix sur la Turquie, il n'y avait pas de raison pour que la France n'élevât pas la même prétention à l'égard de la Prusse; que quant au voisinage, je ne le voyais pas si contigu; que la Silésie était loin de la France, et que l'influence militaire qu'il voulait donner à cette acquisition ne me paraissait nullement mériter l'importance qu'il y attachait; que tout ce qui ne touchait pas à la métropole n'était que colonie, et, dans cet état, n'avait qu'une

position défensive; que c'était donc militairement un point bien moins important que la Valachie et la Moldavie, qui tenaient à la Russie et lui donneraient le Danube pour frontière; que les armées avaient plus d'avantages à aller du nord au couchant que du couchant au nord; que, comme on ne donnait en général rien pour rien, je lui demandais de nouveau où il chercherait ailleurs qu'en Prusse cet équivalent; que notre modération comme notre intérêt, puisque l'empereur, selon lui, était déjà si puissant, ne nous faisaient rien désirer de plus que l'exécution du traité de Tilsit; que, comme nous ne nous en écartions que pour complaire à l'empereur Alexandre et lui prouver que le désir de faire une chose qui contribuerait à sa gloire et à la prospérité de la Russie passait avant tout, je pensais qu'il fallait trouver quelque chose qui fût aussi à notre convenance, et qui n'offrît pas à l'Angleterre un nouveau prétexte de continuer la guerre, et une occasion de faire la loi aux Turcs; que nous prouvions combien nous tenions à l'alliance, puisque la prévoyance de l'empereur cherchait à tout concilier sans anéantir la Turquie, dont l'existence était, pour le moment actuel, nécessaire à la tranquillité d'une partie des possessions russes. Je finis par dire que j'étais plus sensible que je ne pouvais l'exprimer aux bontés de l'empereur Alexandre; mais que ce n'était pas quand il ne pouvait douter du désir qu'avait l'empereur Napoléon de tout arranger, pour peu qu'on voulût s'entendre, qu'il devait s'affecter d'une réponse de M. de Tolstoï qui élevait peut-être quelques difficultés; mais que des difficultés n'étaient point des obstacles insurmontables, quand on était amis autant que l'étaient l'empereur Alexandre et l'empereur Napoléon.

M. de Romantzoff me dit à la fin de la conversation que, pour son compte, il pensait que tout s'arrangerait s'il n'était pas question de la Silésie; qu'au reste, l'empereur m'en parlerait sûrement lui-même. En effet, S. M., chez laquelle j'eus l'honneur de dîner ce même jour, après avoir échangé avec moi les mêmes questions et réponses que le ministre, et m'avoir rappelé tout ce qu'Elle prétend que l'empereur lui a dit à Tilsit, en répétant souvent qu'Elle s'en référait à ce qui lui avait été promis, et qu'Elle y tenait, ajouta:

«Davoust est à Varsovie; cela et la Silésie, menace trop la tranquillité de ce pays. J'ai toute confiance en l'empereur, mais je ne puis l'inspirer à tout le monde; on s'inquiéterait ici. Mon premier devoir est d'être prévoyant. Je veux que cette alliance dure, et ne point laisser de prétexte pour changer de système. L'empereur peut prendre un riche équivalent en Etrurie et en Portugal».

Je répondis que c'était en offrir en Amérique; que ce n'était ni le roi d'Espagne ni le roi d'Italie qui avaient stipulé à Tilsit; que c'était sûrement à la France que S. M. prétendait en offrir, puisque c'était à son ambassadeur qu'Elle faisait l'honneur d'en parler. S. M. appuya beaucoup sur la position offensive que la ligne de l'Oder donnait à la France. Elle rappela que c'était de là qu'était parti Frédéric pour combattre la Russie. Je dois faire remarquer à V. E. que l'empereur, dans sa conversation, parlait toujours de la Silésie comme d'une province française, tandis que le ministre ne la considérait, dans la sienne, que comme une province donnée à un autre souverain, mais ayant garnison française. Ignorant les intentions de S. M., je n'ai point demandé d'explication sur cette différence. J'ai fortement réfuté l'opinion que la Silésie donnait à la France une position offensive contre la Russie, la question paraissant en être réduite à ce point, et la maison de Prusse ne plus être le premier obstacle. J'ai beaucoup appuyé sur ce que, la Silésie n'étant point limitrophe de la Russie, sa possession ne pouvait être nullement inquiétante pour cette puissance. L'empereur s'étant étendu sur le peu de moyens qui restaient, même dans l'état actuel, à la Prusse comparativement à la Saxe, j'en ai pris occasion pour lui faire observer qu'étant déjà déchue du second rang, comme puissance, peu importait celui qu'elle occuperait désormais; que la famille royale gagnerait des revenus, et par conséquent une existence plus agréable, à avoir une moindre étendue de territoire, puisque cela la dispenserait d'entretenir une forte armée; qu'elle serait même par là dans le cas de rendre son peuple plus heureux. J'ai remarqué que l'intérêt de l'empereur pour cette maison n'était plus le même: est-ce parce que cela l'ennuie, ou parce qu'il est trop occupé de ses propres

intérêts? Le ton qu'il prenait en parlant de la situation de la Silésie, et l'attention qu'il paraissait y mettre, me feraient pencher pour cette dernière opinion.

Comme l'empereur, tout en me répétant sans cesse combien il était attaché à notre auguste maître, combien il tenait à cette alliance, quel prix il mettait à remplir ses engagements et à être, disait-il, en avance, appuyait beaucoup sur le prétendu changement de l'empereur Napoléon, et sur la différence qu'il prétendait y avoir entre ce qu'il lui avait dit et ce qu'il proposait maintenant, citant même qu'il lui avait fait remarquer à Tilsit que tout ce qui était stipulé pour la Prusse était positif, tandis qu'il n'y avait que du vague dans les articles relatifs à la Turquie, je me suis attaché à lui faire observer que, d'après son propre dire, il ne pensait pas avant Tilsit à ce qu'il demandait aujourd'hui, quoique la position de son Empire n'eût point changé; qu'il ne pouvait donc s'étonner, si la prévoyance de l'empereur Napoléon avait fixé aussi son choix sur un autre équivalent; que la réflexion pouvait avoir changé quelques-unes des vues de l'un et de l'autre sans avoir pour cela changé leur intention ni leurs sentiments; que j'étais garant de ceux de mon maître et que je pouvais répondre qu'il voulait très positivement ce qui était agréable à l'empereur Alexandre, mais que, de quelque manière qu'on retournât cependant la question, et même la carte, je ne trouvais qu'en Prusse un équivalent pour la France. L'empereur était souvent pensif, même sombre, pendant cette conversation, quoique toujours très modéré et même conciliant de paroles comme de ton. De mon côté, j'y ai mis toutes les formes possibles. L'empereur m'a paru le sentir. Il me dit une fois: «Si on ne s'arrangeait pas, il faudrait bien prendre son parti». Il s'arrêta un moment à ce mot, puis revint sur les compensations qu'il proposait, l'Etrurie, le Portugal. J'ai aussi fait sentir que, le comte de Tolstoï parlant toujours de la Prusse, en remettant cependant une lettre de M. de Romantzoff qui exprime pour la première fois le désir de l'empereur d'avoir la Valachie et la Moldavie, il n'était pas étonnant qu'on n'eût pu juger tout de suite quelle était la pensée véritable de l'empereur Alexandre.

A la fin de la conversation, l'empereur a été un moment comme indécis, puis il m'a dit: «Il faut mûrement réfléchir à tout cela; rendez compte à l'empereur de tout ce que je vous ai dit». Je n'ai cessé de lui répéter que, pour peu qu'il le voulût, l'empereur Napoléon avait trop le désir de lui être agréable pour qu'on ne s'entendît pas; mais qu'il me semblait que toute l'attention du moment devait porter sur la guerre avec l'Angleterre.

L'empereur a beaucoup admiré les armes que je lui ai présentées. Il m'a dit avoir lu avec grand plaisir les notes sur la déclaration anglaise, et y avoir reconnu les aimables attentions de l'empereur. Je l'ai assuré que la même intention qui les avait dictées présidait à tout ce qui pouvait l'intéresser.

J'ai revu le ministre le 11. Il m'a parlé de cette conversation et m'a répété encore une partie de ce qu'il m'avait dit dans celle que j'avais eue précédemment avec lui; il a ajouté que l'empereur avait surtout été blessé et affligé qu'on eût dit à M. de Tolstoï qu'on ne pouvait abandonner les Turcs parce qu'ils avaient fait dans le temps une puissante diversion en notre faveur et attiré sur eux une partie des forces russes; que cette raison, qu'on donnait pour bonne aujourd'hui, existait à Tilsit, et que l'empereur Napoléon en avait cependant donné d'opposées; que l'empereur Alexandre avait aussi été blessé que, dans l'état actuel des choses, on mît dans la même balance son alliance, même son amitié, avec celles des Turcs, et que l'on comparât sa conduite loyale et désintéressée avec celle de ces Marabouts. M. de Romantzoff m'a encore dit que, dans la position actuelle, il ne voyait pas comment, si on ne s'entendait pas, on pourrait évacuer les provinces turques; qu'après tous les sacrifices que la Russie avait faits pour notre alliance, il m'avouait franchement qu'il ne savait pas comment on justifierait une telle conduite aux yeux de la nation; que l'empereur aurait l'air d'être dupe; qu'on le lui avait dit, mais qu'il ne voulait pas y croire; que ce qu'il y voyait de plus fâcheux, c'était une réflexion à laquelle il n'y avait rien à répondre: quels avantages l'alliance de la France a-t-elle procurée à la Russie? Que le moindre

bruit qui circulerait à cet égard affligerait cruellement l'empereur, qui tenait à nationaliser cette alliance, à laquelle tout l'attachait; qu'il était impossible que l'empereur Napoléon ne tînt pas sa parole à un allié comme l'empereur Alexandre; que, pour lui, il pensait que tout se concilierait, mais qu'il désirait que ce fût promptement, parce que cet état était pénible pour l'empereur et qu'une pareille incertitude ne pouvait durer dans ce pays; que les nouvelles d'Allemagne parlaient déjà du projet sur la Silésie, et que les lamentations qui arrivaient ne feraient qu'augmenter les difficultés.

«Pourquoi la France ne s'agrandirait-elle pas elle-même au lieu d'un de ses voisins»? a-t-il fini par me dire: «Pourquoi prendre la Silésie et pas autre chose? Vous avez tant de pays dans les mains; cherchez-en d'autres si vous le voulez. L'empereur est droit, vous devez en convenir. Nous marchons franchement dans votre système. Quand vous nous devez cette justice, tenez donc à vos promesses comme nous tenons aux nôtres. L'empereur Napoléon veut-il oublier tout ce qu'il a dit à l'empereur Alexandre et exiger en quelque sorte l'évacuation de la Valachie et de la Moldavie? Eh bien, prenons les choses à la lettre; qu'on évacue, qu'on fasse même la paix; reste à savoir à quelles conditions? Les Turcs ne nous feront pas la loi. L'empereur Napoléon l'a senti le premier, et l'a dit à l'empereur Alexandre. Si vous êtes nos alliés, nos amis, vous ne voudrez pas que cette paix nous soit désavantageuse. Ne vous ôtez pas le mérite que nous voulons vous donner aux yeux de la nation. Nous voulons tenir de vous ce que vous ne pourriez pas nous empêcher de garder si nous n'avions pas tant de loyauté. Nous réclamons ce que l'empereur Napoléon nous a promis. Sa parole vaut tous les traités du monde. Nous ne sommes pas gens à employer des subtilités. Le général Savary a eu connaissance des propositions que nous avons reçues dans le temps, et du cas que nous en avons fait. Les mêmes agaceries de la part de l'Angleterre se renouvellent, vous le savez, par le canal de la Suède; vous ne nous refuserez pas la justice de dire que nous les méprisons. Une longue alliance avec vous, quelques avantages pour

ce pays, peuvent seuls justifier la conduite que l'empereur a tenue. Nous sommes conséquents en tenant à vous. L'empereur y tient autant par sentiment que par honneur. Ne vous éloignez donc pas malgré nous».

J'ai répondu par les assurances réitérées du désir de tout concilier si on voulait s'entendre. J'ai fait remarquer que je ne demandais rien, n'exigeais rien, que je me bornais à répondre et à affirmer sur mon honneur que l'empereur désirait avant tout que la Russie fût satisfaite. J'ai dit qu'il me semblait qu'il ne fallait pas tant se récrier sur ce qui pouvait nous convenir, quand on avait trouvé pour soi ce qu'on désirait depuis si longtemps; qu'on disait bien à la France: agrandissez votre territoire, mais qu'on ne disait pas où l'on trouverait les indemnités de ceux aux dépens desquels se feraient ces agrandissements; qu'il était aussi plus aisé de dire: prenez autre chose que la Silésie, que d'indiquer ce qu'on pourrait prendre; que ce n'était pas une province en Chine qu'on pouvait nous offrir, quand on en prenait une qui était *dans sa poche;* que l'empereur Napoléon ne tenait pas moins que l'empereur Alexandre à ses engagements, mais que des transactions de cette nature ne se jetaient pas au moule; que d'ailleurs cette affaire était à peine entamée, puisque la lettre à M. de Tolstoï était la première ouverture qui eût été faite; que, sans la guerre avec l'Angleterre, tout cela irait sûrement plus vite, et que, sous ce rapport, l'intérêt commun voudrait peut-être qu'on ajournât tout.

Ces raisons, et principalement l'attente d'un courrier et l'espoir de voir S. M. ramenée par ce que le général Savary aura pu lui dire et par cette explication, calment un peu les esprits. On a cette affaire fort à cœur. Par ce que j'apprends, je crois pouvoir assurer à V. E. que l'idée qu'on a que la possession de la Silésie est un acheminement au rétablissement de la Pologne est ce qui cabre le plus. La Prusse ne forme plus la première difficulté. Cependant on semble vouloir faire entendre que, si elle devait perdre quelque chose, il faudrait la dédommager un peu. L'empereur, aussi bien que le ministre, paraissent fortement prononcés contre la possession de la Silésie à cause du voisi-

nage, mais en même temps ils sentent qu'il leur faut quelque chose pour légitimer dans l'opinion la guerre contre l'Angleterre, et même celle contre la Suède.

Je me résume. Les difficultés ne me paraissent plus que relatives au voisinage et à la crainte de la réunion d'une force militaire trop considérable à cause de la contiguïté du duché de Varsovie et de la Silésie. Les intérêts de la Prusse ne sont que secondaires, et il n'en serait même pas question, si elle obtenait, pour ce qu'on lui prendrait, une petite indemnité quelconque.

Les idées ont changé depuis les nouvelles d'Etrurie et de Portugal. On a beaucoup d'amour-propre dans ce pays-ci. On répète tant à l'empereur que c'est faiblesse de ne pas garder ce qui est à sa convenance quand la France dispose des trônes qui sont à la sienne, qu'il commence à en être piqué. L'opinion en est là, et c'est le gouvernement qui l'a laissée se former en faisant penser que son alliance avec la France aurait pour résultat l'acquisition de la Valachie et de la Moldavie. Peut-être ajournerait-on pour quelque temps toute discussion plutôt que d'évacuer ces provinces. C'est même une chose probable, si l'empereur ne se désiste pas du désir d'avoir la Silésie. V. E. jugera mieux que moi, d'après les détails que j'ai l'honneur de lui transmettre du parti qu'il convient de prendre.

Plusieurs choses sont répétées dans le compte que je rends à V. E. de mes diverses conversations; mais j'ai cru devoir m'astreindre à rapporter avec une exactitude scrupuleuse tout ce qui m'a été dit. Un homme plus habitué aux affaires aurait sans doute mieux fait. J'offre à l'empereur plus de zèle que de talents.

Si je me suis trompé en quelque chose, V. E. pourra me mettre à même de réparer mes torts, car je lui rapporte à la lettre tout ce qui s'est passé.

43.

Lettre à Napoléon.

17 Février 1808.

Votre Majesté verra par les rapports des 1er, 12 et 13 Février que j'ai l'honneur de joindre à cette lettre, quelle est la situation des affaires. M. de Tolstoï a expédié deux courriers depuis le retour de V. M.: on n'est pas plus content de l'un que de l'autre; le dernier, arrivé le 12, dit qu'on ne lui a parlé de rien; il annonce l'appel de la conscription. L'empereur est furieux, il craint de passer pour dupe; c'est le mot dont on s'est servi près de lui. Sa manière de faire et de raisonner, pour ramener, dit-il, les esprits, autant que ses demi-confidences depuis son retour de Tilsit, l'ont en quelque sorte lié envers la nation. Il sent maintenant qu'il s'est fort engagé en laissant établir l'opinion qu'on aurait les provinces turques. La Prusse ne l'intéresserait que faiblement, si on lui donnait un petit dédommagement pour ce qu'elle perdrait, afin que cela pût avoir l'apparence d'un échange, et si ce qu'elle perdait n'était pas la Silésie, car la grande difficulté actuelle vient de ce qu'on pense que l'occupation de cette province couvre le projet de ressusciter la Pologne. La demande de Berlin effaroucherait peut-être moins. Le ministre, comme j'ai déjà eu l'honneur de le mander à V. M., accroit, par sa propre opinion sur cette affaire, les craintes de l'empereur; il ne s'agit plus des scrupules du chevalier, je m'en réfère sur cet objet à ce que j'ai précédemment mandé, quoique la situation des choses ait un peu changé depuis. Si on évacue les provinces turques, la société, l'armée, tout le monde criera au déshonneur. Cette opinion, qu'on a laissée si librement établir, qu'on a même encouragée dans le temps, pour populariser la guerre à l'Angleterre, en insinuant que les prétendus sacrifices qu'on faisait pour la France donneraient à la Russie de plus grands avantages, cette opinion, dis-je, a peut-être servi le gouvernement; mais si elle lui était utile

alors, elle l'embarrasse beaucoup maintenant, puisqu'il ne sait trop sous quel prétexte fondé il pourrait garder, et qu'il ne peut évacuer.

L'opinion de ce pays est toujours contre le système actuel du souverain; son embarras du moment perce, comme l'inquiétude du ministère: l'un et l'autre mirent du caractère à le soutenir, mais comme c'est sans adresse, et que ce gouvernement, tout despotique qu'il est de nom, est cependant très influencé par l'opinion qu'il ne dirige pas, il en résulte que, pour soutenir son système, il faut que V. M. soutienne le souverain et le ministère, qui marchent dans son sens. On dit sans cesse à l'empereur Alexandre qu'il a tort de ne pas prendre ou garder ce qui est à sa convenance, quand la France s'approprie ce qui est à la sienne. Cela se répète tout haut, à la Cour comme dans la société, et, si on ne me l'a pas dit en propres termes, on me l'a fait entendre. Il est positif qu'on s'attendait bonnement à voir l'Etrurie et même le Portugal servir d'équivalent aux provinces turques. Les dépêches de M. de Tolstoï ayant détruit cet espoir et ramené les choses au point où elles étaient à mon arrivée, l'empereur est devenu plus accessible à ces insinuations, et méfiant, par conséquent, sur les intentions du cabinet des Tuileries. Je puis cependant affirmer à V. M. qu'il n'a pas renoncé à l'espoir de voir tout s'arranger comme il le désire. Il est hors de doute que, dans l'embarras d'assigner un autre équivalent à V. M., il aurait évacué il y a six semaines la Valachie et la Moldavie plutôt que de sacrifier la Prusse; maintenant, ce n'est plus la même chose; on veut compter à V. M. l'Etrurie et le Portugal comme des acquisitions pour la France, et on croirait son amour-propre, même son honneur, offensé, si on ne gardait pas ce qu'on a entre les mains. C'est sous ce rapport que le ministère voit les choses, autant qu'il m'appartient d'en juger. Quant à l'empereur, il partage sans doute un peu cette opinion, et il la fortifie de l'idée que V. M. lui a promis, et que sa parole doit être sacrée; c'est son refrain.

La proximité de la Finlande, la sûreté que cette acquisition donnerait à la capitale ne peut distraire le ministère de ses vues sur la Valachie; il paraît même tellement craindre qu'on lui montre là un

équivalent des acquisitions que peut avoir faites la France, si elle admettait que la Russie peut intervenir dans ce qui se passe au midi, que, depuis quelque temps, il ne parle plus de l'expédition de Suède, ni de Finlande, que comme d'une mesure de précaution contre l'Angleterre. Tous les arrangements sont faits pour ménager le pays. La phrase de la déclaration à la Suède, qu'on est prêt à convertir en simples mesures de sûreté ce qui sera fait, jointe aux continuels retards apportés à cette expédition, et à l'opposition de l'opinion, tout me confirme dans celle que j'émets.

Je dis à V. M. ce que j'ai cru démêler: Elle jugera si j'ai tort ou raison.

L'empereur est aussi prévenant qu'il l'était, il n'a point changé à mon égard. Quant au grand-maréchal Tolstoï, je ne sais jusqu'à quel point il est initié dans les affaires, je ne me suis pas ouvert à lui. Il sait, je crois, qu'on désire la Valachie et la Moldavie, c'est tout! Mais il m'a paru inquiet de la position de son frère, tout en m'assurant qu'il ne lui écrivait pas. «Mon frère s'est dévoué parce que l'empereur l'a voulu, m'a-t-il dit; si les affaires de Turquie ne s'arrangent pas, mon cher général, je ne sais comment l'empereur et le ministre se tireront d'affaire. Vous voyez comme on s'y attend ici. On jetterait terriblement la pierre à mon frère et à nous tous, qui vous sommes attachés». Je l'ai fort rassuré en lui répétant que V. M. était trop occupée de ce qui intéressait l'empereur Alexandre pour qu'il y eût jamais des obstacles insurmontables; qu'au reste, on ne faisait que commencer à s'expliquer et qu'il fallait du temps, même pour se parler, quand on était si loin.

Certes, V. M. peut prendre le parti qu'Elle voudra sans qu'il en résulte la guerre, ni même, pour le moment, un changement trop frappant dans le système politique. Ces gens-ci sont engagés, ils le sentent, et, par amour-propre même, si ce n'est par intérêt personnel, ils auront au moins pendant quelque temps l'air de marcher d'accord avec la France; mais en ne faisant rien pour eux, l'amour-propre les détachera comme il les attache maintenant, et l'empereur ne reviendra pas, s'il

adopte une fois les préventions qu'on lui donne. D'un autre côté, si de la déférence pour ce qu'il désire, pour ce qui lui est peut-être nécessaire, le captive, comme je le crois, pour toute sa vie, vivra-t-il longtemps? Peut-on répondre de quelque chose dans un pays où, à très peu d'individus près, il n'y a ni hommes, ni principes? Ce que V. M. fera pour cette nation la changera-t-il? Oubliera-t-elle ses habitudes anglaises de quinze ans, et surtout ses revers? Enfin, notre alliance se naturalisera-t-elle ici? Voilà ce sur quoi je n'oserais émettre une opinion. Il n'appartient qu'à V. M. de lire dans cet avenir. Tout ce que je puis lui répéter, c'est que je crois l'empereur encore dans les mêmes sentiments qu'en partant de Tilsit, quoique un peu méfiant et surtout inquiet de l'idée qu'on croira qu'il a été dupe, s'il n'obtient rien aux conditions qu'il le désire. Le ministre, moins confiant dans le principe, se trouve par cela même dans la position où il était; cependant il paraît plus inquiet, quoiqu'il espère encore voir ses vœux réalisés. Il sera moins traitable que l'empereur sur la Silésie, mais plus sur toute autre chose, comme V. M. le verra par ma dépêche à M. de Champagny. Le grand-duc a toujours la même admiration, c'est un sentiment militaire. Les impératrices sont bienveillantes, la mère même prévenante. Quant à la Cour et la ville, ceux qui peuvent avoir une opinion se divisent en deux partis: les plus nombreux attendent l'événement, depuis qu'on a vu l'empereur si prononcé pour la France, ceux-là pour dire que l'avantage de la Russie est d'être alliée de la France parce qu'elle aura gagné ce qu'elle désire depuis si longtemps, et le contraire si elle n'obtient rien; les autres, moins nombreux maintenant, mourront Anglais, parce qu'ils sont nés ainsi, et qu'ils ne sont plus rien ou plutôt qu'ils n'ont besoin de rien. Si V. M. se décide à accorder quelque chose à ce pays, je la supplierais de régler sa politique de manière à ce que cet avantage ne soit bien connu qu'au printemps, pour faire diversion aux embarras que l'opposition et le commerce susciteraient au gouvernement à l'ouverture de la navigation. Cette époque mérite toute l'attention de V. M. Il sera possible d'ajourner toute discussion sur les affaires de Turquie jusqu'à la paix

avec l'Angleterre, mais les Russes n'évacueront rien, et cet état d'incertitude ne sera pas sans inconvénient, avec le caractère de l'empereur Alexandre. V. M. remarquera que je me suis réservé ce moyen notamment avec le ministre, mais je le regarde plutôt comme le moyen de pouvoir en toutes circonstances donner aux affaires la tournure qui pourrait convenir à V. M. que comme un avantage pour son service, vu la disposition des esprits.

Je prie encore V. M. de donner des ordres pour qu'on accapare un peu les jeunes Russes qui vont à Paris, car, quand ils en reviennent dans un mauvais esprit, ils mettent les têtes de ce pays aux champs pour quinze jours. Je tâcherai que les choix soient meilleurs que celui de M. Marie; on ne peut être pire qu'il a été et je crains bien que l'opinion qu'il a rapportée ne soit un peu celle de son ancien général le comte Tolstoï, dont il a été aide de camp. Il n'oserait faire à l'empereur Alexandre tous les contes qu'il a débités. Mais je le suis de près et je le servirai comme il le mérite à la première occasion favorable. Ses dépêches près de l'empereur et ses discours en ville m'ont mis sur le qui-vive pendant quelques jours.

Le ministre n'aime pas le comte Tolstoï, il a surtout une très médiocre opinion de sa manière de discuter les affaires et d'en rendre compte. De temps en temps, il se lâche sur lui, j'entretiens cette opinion, sans avoir l'air de vouloir la fixer, pour m'en faire un moyen de calmer si quelque dépêche nouvelle cabrait l'empereur.

Lettres à Champagny.

44.

17 Février 1808.

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que M. Marie, aide de camp de S. M. le roi de Naples, a reçu, le 11, son audience de congé. Il est porteur d'une lettre de l'empereur pour le roi, et se

rend directement à Naples. Le même jour, il a eu l'honneur de dîner chez S. M. I., qui lui a fait remettre une fort belle bague.

Le ministre, en m'annonçant verbalement que ce serait M. de Bibikoff qui se rendrait à Naples, m'a ajouté que l'empereur était embarrassé du titre qu'il devait lui donner, S. M. le roi de Naples ne s'étant pas expliqué sur celui qu'elle donnerait au duc de Mondragone, qu'Elle compte envoyer à Pétersbourg. Pour terminer sur-le-champ une question qui aurait retardé de trois mois l'envoi d'une légation russe à Naples, j'ai répondu que le roi de Naples avait voulu, en laissant l'initiative à l'empereur, lui prouver le désir qu'il avait de faire ce qui lui serait agréable, et que, puisqu'on me consultait, je pensais que le titre d'envoyé extraordinaire et de ministre plénipotentiaire, usité en général par toutes les Cours, serait celui qui conviendrait le mieux. M. de Romantzoff a adopté sans difficulté cet avis, et c'est sous ce titre que M. de Bibikoff va partir pour Naples. Il est lieutenant-général et grand-cordon de l'ordre de Ste-Anne. Il serait à désirer que M. de Mondragone fût aussi décoré, pour donner le coup de grâce au cordon de Saint-Janvier que porte le duc de Serra-Capriola, ministre de l'ex-reine.

L'empereur voulait envoyer un homme titré, et avait choisi le comte de Pouchkine, mais, comme il est malade, et que S. M. désire que son ministre parte tout de suite pour Naples, on s'est déterminé pour M. de Bibikoff.

45.

17 Février 1808.

J'ai enfin l'honneur d'annoncer à Votre Excellence que la déclaration à la Suède a été envoyée ce soir même à Stockholm. V. E. en trouvera l'assurance positive dans la note ci-jointe que le comte de Romantzoff vient de m'adresser avec une nouvelle copie de la déclaration, qui ne diffère qu'en un seul endroit, indiqué dans la note, de celle que mon dernier courrier a portée à Paris.

Par la dépêche ci-jointe, V. E. verra que je comptais expédier mon courrier le 15, mais l'empereur, que je vis la veille au bal chez le général Ouvaroff, m'ayant dit que l'ambassadeur de Suède avait demandé à le voir, et qu'il y avait consenti, je résolus d'attendre le résultat de cette conférence. Elle eut effectivement lieu avant-hier; le matin même, il était arrivé un courrier de Stockholm à l'ambassadeur. Je vis le soir M. de Romantzoff, qui me parla avec assez de détails de ce qui s'y était passé. Il me dit que l'ambassadeur de Suède n'avait aucun changement à annoncer dans les dispositions de sa Cour, qu'il s'était en conséquence attaché à prouver que, le roi de Suède ne s'étant lié dans le temps avec l'Angleterre que pour complaire à la Russie, cette puissance ne pouvait se déclarer contre lui parce qu'il persévérait plus qu'elle dans ses liaisons; qu'il ne pouvait se persuader que l'empereur fût décidé à lui faire la guerre pour cette cause; qu'il n'avait en conséquence pris aucune précaution contre une invasion de la Russie, et que l'avantage serait sans contredit tout entier de son côté; que, dans une pareille situation, il ne paraissait pas digne du caractère loyal et généreux de l'empereur de l'attaquer. L'empereur a répondu, me dit M. de Romantzoff, qu'il avait fait connaître depuis longtemps au roi ses véritables intentions; que l'attentat de Copenhague avait dû tracer à ce prince la ligne de ses devoirs; que, pour lui, ayant déclaré la guerre à l'Angleterre, il ne pouvait admettre la neutralité de la Suède; qu'il voulait près de lui des amis ou des ennemis; que sa patience et le désir de ramener le roi à ses véritables intérêts lui avaient même fait passer l'époque où la prudence et la justice de sa cause lui faisaient un devoir d'agir; qu'il avait toujours espéré que le roi ferait cause commune avec la France, la Russie et le Danemark; mais qu'ayant épuisé, comme souverain, tous les raisonnements de la politique, et, comme beau-frère, tous les conseils de l'amitié, il ne lui restait plus maintenant qu'à prendre les mesures que la sûreté de ses Etats exigeaient de lui. L'ambassadeur de Suède ayant répété plus positivement que jamais que l'Angleterre offrait de respecter la neutralité de la Baltique pourvu que la Russie respectât

celle de la Suède, l'empereur lui répondit qu'il ne voulait point de grâce de l'Angleterre; que toutes les ouvertures qu'on lui ferait à ce sujet étaient inutiles, et qu'il n'en écouterait plus aucunes.

L'ambassadeur de Suède, en sortant du cabinet de l'empereur, trouva dans la salle d'attente le comte de Romantzoff, qui venait travailler avec S. M. Comme ce n'était point à l'heure accoutumée, l'ambassadeur lui en témoigna sa surprise, en ajoutant qu'il voyait bien de quoi il s'agissait et qu'il n'y avait plus rien à faire.

Le 16, je vis l'empereur au bal chez l'impératrice-mère. Il me prit à part pour me parler de sa conversation avec l'ambassadeur de Suède. Il me répéta, mais avec plus de détails, ce que le ministre m'avait dit la veille. Il s'étendit surtout plus que celui-ci sur les ouvertures faites de la part de l'Angleterre. «L'ambassadeur, me dit-il, m'a annoncé qu'il était chargé de me proposer la neutralité de la Baltique comme condition de celle de la Suède. Il a beaucoup exalté les avantages que la Russie retirerait de cet arrangement, m'a aussi parlé des ménagements que l'Angleterre gardait pour moi, et des sacrifices qu'elle était prête à faire en ma faveur pour conserver la neutralité de la Suède. Il m'a enfin donné à comprendre que, si on s'entendait sur ce point, ce ne serait peut-être pas tout ce qu'on pourrait avoir à se dire. Je lui ai répondu toujours de même, a continué S. M., que je ne voulais point de grâce des Anglais; que je ne prétendais avoir autour de moi que des amis ou des ennemis; que ce que je demandais d'ailleurs à la Suède était fondé sur des traités; qu'ayant épuisé tous les moyens pour rappeler le roi à ses véritables intérêts, il ne me restait qu'à agir, qu'il devait savoir qu'être l'ennemi de la France, c'était être le mien».

Après avoir remercié S. M. des détails qu'Elle voulait bien me donner, je lui représentai qu'il était enfin temps d'agir réellement; que la Suède ne cherchait qu'à gagner du temps; qu'on en avait déjà trop perdu. J'ajoutai que, si on avait commencé il y avait un mois, tout serait peut-être fini maintenant et que la Suède ferait cause commune avec nous. Je l'engageai plus fortement que jamais à envoyer enfin la

déclaration et à faire entrer ses troupes sur le territoire suédois. Je fus très pressant à cet égard.

L'empereur m'avoua qu'on avait trop tardé; mais il rejeta la faute sur les contrariétés du temps et sur le défaut de prévoyance et d'activité de l'ancien ministre de la guerre. Il m'assura que les troupes étaient en marche, qu'une grande partie était sur la frontière depuis dix jours, et qu'il s'attendait à recevoir à chaque instant la nouvelle de l'entrée du général Buxhöwden en Finlande. S. M. finit par me donner l'assurance que la déclaration allait être envoyée sans plus de délais.

En effet, comme je l'ai déjà annoncé à V. E., elle part ce soir même.

Je suis certain, comme l'empereur me l'a assuré, que les troupes sont en marche, et sont déjà réunies en partie sur la frontière depuis dix jours, mais tout se fait lentement, et le refrain perpétuel est *demain, demain.*

J'ai quelques raisons de penser qu'on a mis un peu d'affectation dans la manière dont on a appuyé sur les prétendues ouvertures de l'Angleterre. Je ne serais pas éloigné de croire qu'elles n'ont pas été aussi positives qu'on le prétend, et que l'ambassadeur de Suède n'a pas attaché à ces mots: «que ce n'était pas tout ce qu'on pourrait avoir à se dire» toute l'importance qu'on veut y donner. V. E. sera plus en mesure que moi de juger si, comme quelques indices me porteraient à le croire, ce n'est pas un moyen qu'on chercherait à employer pour hâter la décision des affaires de Turquie dans un sens favorable à la Russie.

Je dois encore dire à V. E. qu'en terminant ma conversation avec l'empereur, je causai encore avec le comte de Romantzoff, qui me répéta ce que l'empereur et lui m'avaient déjà dit. Il revint sur ces prétendues ouvertures pour la neutralité de la Baltique, puis il ajouta: «Vous voyez, M. l'ambassadeur, que rien ne change la détermination de l'empereur. On ne peut être plus loyal. Vous nous avez bien pressés, et nous avons eu l'air de nous faire tirer l'oreille; cepen-

dant, je vous le jure, tous ces retards n'ont eu d'autres causes que les mille bêtises faites au ministère de la guerre. Vous en avez la preuve, puisque l'empereur vous disait toujours *demain*, comme vous me l'avez souvent observé, et que rien cependant ne finissait. Quand il vous le disait, il croyait la chose certaine. Nous sommes de bonne foi, M. l'ambassadeur. Mais, de grâce, arrangez les choses de manière qu'il résulte tout de suite de notre alliance quelques avantages pour la Russie. L'incertitude où vous nous laissez ne me change pas; elle n'a même point encore fait varier l'empereur, mais elle est fâcheuse pour l'opinion, qui n'a pas fait en faveur de notre alliance et du système que nous suivons tous les progrès auxquels on devait s'attendre, si l'empereur Napoléon avait tout de suite exécuté ce qu'il avait fait espérer. Tenez, je vous parle franchement. La Prusse vient de nous faire remettre une note qui a extraordinairement peiné l'empereur. Cette Cour dit qu'elle a lieu de penser que la non évacuation de ses Etats ne tient qu'à l'occupation de la Valachie et de la Moldavie, que cela a été dit au prince Guillaume par M. de Champagny. Enfin, elle semble nous dire que l'état de malheur où elle est dépend de nous. L'empereur Napoléon sait le contraire, et ce langage, qui vous met à votre aise à Paris, a l'inconvénient de produire des lamentations, qui sont tout ce que je crains, je vous l'ai déjà dit. Les dernières dépêches de M. de Tolstoï ont aussi affecté l'empereur, je vous le répète. Vous le rassurez en lui disant qu'on peut s'entendre, et surtout, que l'empereur est aussi occupé qu'à Tilsit de ses intérêts; mais tout cela l'inquiète. En fait, vous voulez nous obliger. En nous faisant attendre, vous n'arrangez ni vos affaires, ni les nôtres. Tout le monde voulait venir à vous ici».

Je lui répétai à peu près tout ce que je lui ai si souvent dit. Quant à la Prusse, j'ajoutai que la situation de l'Europe liait bien, de fait, l'occupation d'un pays à celle de l'autre, mais que nous n'en étions pas, comme M. de Tolstoï, à ne voir que le petit intérêt de la Prusse; que celui de la Russie occupait beaucoup plus l'empereur; qu'au reste le traité de Tilsit était sûrement ce qui pouvait nous

convenir le mieux; mais que je ne voyais dans la note dont il me parlait, que la preuve que la Prusse mettait ce qu'elle pensait à la place de ce qu'on lui avait dit, et qu'il savait comme moi qu'elle n'avait pas payé ses contributions, ni même rien terminé sur les arrangements à prendre sur cet objet.

V. E. jugera, par tout ceci, qu'on est plus pressant que jamais sur les affaires de Turquie. Je suivrai toujours la même marche, jusqu'à ce que les détails qu'Elle a bien voulu me promettre par un prochain courrier m'aient mis à même de connaître les dernières intentions de l'empereur.

46.

Rapport à Napoléon.

17 Février 1808.

Le 16, il y eut bal à la Cour. L'empereur, après avoir eu la bonté de me parler plusieurs fois, vint me chercher et me mena dans un coin de la salle en me disant:

L'empereur. J'ai deux mots à vous dire, général. L'ambassadeur de Suède est venu hier chez moi, comme je vous avais dit qu'il me l'avait demandé. Le matin, il lui était arrivé un courrier. Il m'a lu la lettre du roi, qui, comme ses notes, ne signifie rien. Il dit cependant que sa Cour est autorisée par l'Angleterre à me faire des ouvertures positives sur la possibilité de neutraliser la Baltique, et de n'y envoyer aucun bâtiment de guerre, si je consens à la neutralité de la Suède. Il a raisonné longtemps sur les avantages qui résulteraient, dit-il, pour la Russie de cet arrangement, sur les ménagements que l'Angleterre voulait avoir pour elle, ainsi que sur les sacrifices qu'elle était disposée à faire pour qu'on ménageât la Suède, son alliée. Il a même cherché à me faire entendre que ces premières ouvertures n'étaient peut-être pas tout ce qu'on pouvait avoir à se dire, si on s'entendait sur cet objet. Le roi dit dans sa lettre à l'ambassadeur

qu'il ne m'a point quitté d'intention, ni même de sentiment, depuis mon avènement au trône; qu'il ne peut se faire à l'idée que je veuille devenir son ennemi parce qu'il tient à une alliance qu'il a contractée pour s'entendre dans le temps avec nous. L'ambassadeur a fortement appuyé là-dessus. Je lui ai parlé franchement sur la position de son pays, sur ma politique. Je lui ai dit clairement que je voulais pour voisins des amis ou des ennemis; que la sûreté de mon Empire exigeait que je prisse des mesures pour fermer le Sund; que je ne voulais point de grâces des Anglais; que j'avais épuisé tout ce que le sentiment de la franche amitié peut employer, comme tout ce que la raison peut suggérer, pour ramener le roi à ses véritables intérêts; qu'il fallait qu'il fît cause commune avec la France, la Russie et le Danemark ou qu'il s'attendît à me voir son ennemi; que ce que je lui demandais, comme à une des trois puissances du Nord, était fondé sur des traités; qu'enfin mon parti était pris; que ces prétendues ouvertures ne signifiaient rien, et qu'il fallait qu'il fût, ou ami, ou ennemi; que sa conduite envers le Danemark, qui était dévoilée dans sa correspondance imprimée, ne me laissait même point de doutes sur ses intentions; qu'il ne pouvait ignorer l'alliance du Danemark avec la France; qu'il devait sentir quel danger le menaçait. L'ambassadeur n'a que faiblement combattu mes raisons. Il m'a dit qu'on ne savait comment se rapprocher de la France; mais qu'il se résignait à tout, excepté à nous voir marcher; que c'était ce qui les embarrassait le plus; qu'il ne me le dissimulait pas; que c'était à cause de cela que l'Angleterre était disposée à faire des sacrifices personnels pour tâcher de les sauver de ce danger. J'ai fini en l'assurant que rien ne m'arrêtait et qu'être l'ennemi de la France, c'était être le mien.

L'ambassadeur. Je remercie V. M. de ces détails. La marche tortueuse de la Suède ne peut lui avoir échappé: l'ambassadeur, comme sa Cour, veut gagner du temps. Elle savait, il y a quinze jours, quelles étaient les intentions de l'Angleterre: pourquoi ne parlait-elle alors que de la possibilité de faire adopter cette neutralité? Après l'événement de Copenhague, peut-on se fier aux Anglais? Ils respecteraient cette

neutralité tant que la Suède aurait à craindre que la saison favorisât une invasion; dès que la mer serait ouverte et la Baltique couverte de marchandises, ils y entreraient.

L'empereur. Je lui ai dit cela en partie. Il n'est pas fort porté pour les Anglais. Il sent sa position et en parle en homme raisonnable.

L'ambassadeur. V. M. se rappellera d'ailleurs une conversation où Elle m'a fait l'honneur de me permettre de lui parler du même objet, et dans laquelle Elle a entièrement adopté le principe que je mettais en avant, qu'il fallait que la Suède, pour servir la cause commune, ne fût pas seulement une puissance amie sur la défensive pour le Sund, mais une puissance qui donnerait tous ses moyens de mer comme de terre pour agir contre l'Angleterre.

L'empereur. Je pense de même et c'est dans ce sens que j'ai parlé à l'ambassadeur, et que Romantzoff s'est encore expliqué ce soir avec lui. Vous en avez causé ensemble, il est de cet avis.

L'ambassadeur. Il faut du canon pour finir cette discussion. Les Suédois veulent gagner du temps pour se mettre en mesure. On en a un peu perdu, et il en coûtera plus cher. Il y a un mois, il n'en aurait pas coûté un homme, et la Suède n'aurait pas eu le temps de s'entendre avec l'Angleterre et ferait peut-être cause commune avec nous.

L'empereur. Sûrement, on a tardé. Mais, vous savez vous-même, le temps nous a contrariés. Moi-même, je croyais agir chaque jour, et des difficultés auxquelles on ne s'attendait pas se sont succédées. Le ministre de la guerre était une bête qui se laissait tromper et qui m'a trompé. Voilà la cause de tous les délais dont vous vous plaignez. Mais le ministre actuel est un homme vigoureux qui active tout. Il a fallu lui donner le temps de tout organiser. On disait que tout était là, et il n'y avait rien. Enfin ils marchent; j'ai la certitude qu'on est en mesure. Tout ira bien.

L'ambassadeur. Si l'empereur se souvient de mes différents rapports, il croira que j'ai rêvé, quoique je n'aie mandé que ce que V. M. me faisait l'honneur de me dire. Pour cette fois, je n'ose envoyer mon courrier avant que la déclaration ne soit partie.

L'empereur. La proclamation aux Finnois est déjà répandue. J'aurai peut-être demain la nouvelle de l'entrée de Buxhöwden en Finlande.

L'armée est rassemblée à Fredrikshamn, depuis dix jours. Cela n'a tenu qu'aux bêtises de ce ministre, je vous le dis franchement.

L'ambassadeur. V. M. ne peut communiquer son activité à tout le monde. Mais de plus longs retards compromettraient tout à fait le grand succès de la chose. Car c'est à Stockholm qu'est la clef du Sund. Ce roi de Suède, qui prétend ne tenir aux Anglais que pour V. M., oublie donc ce qu'ils ont fait à Copenhague. Il tient à ses engagements avec les Anglais, plus qu'à ceux qu'il a contractés avec V. M. et qui lui sont cependant conseillés par l'intérêt de ses Etats, comme par celui de sa véritable gloire. Ce sont des subtilités pour éluder. Ce langage de la part de la Suède n'est pas convenable, après ce que V. M. a fait pour ramener le roi. Il montre trop clairement que c'est l'envoyé d'Angleterre qui dicte ses notes. Il faut en finir.

L'empereur. C'est mon avis, général. Je cause tant qu'on veut à Pétersbourg; mais cela n'empêche pas mes troupes d'agir. Je vous le répète, général, cela va finir; Romantzoff doit décidément envoyer la déclaration demain ou après. Ce que dit l'ambassadeur ne fait rien. Soyez-en sûr.

47.

Lettre à Napoléon.

18 Février 1808.

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Majesté le rapport du 17 Février. La déclaration à la Suède est enfin expédiée à Stockholm et sera remise dans quatre jours à l'ambassadeur. L'armée est entrée en Finlande suédoise. Le temps est si mauvais et il est tombé tant de neige, que ses opérations ne seront que très lentes. Le gros de l'armée marche sur Abo, un corps sur Savolack, place fortifiée sur le lac Saïmen, ainsi que Varkaus. L'autre observera Sweaborg, qu'on dit bien approvisionné.

Tous les rapports s'accordaient à dire que les Suédois ont réuni vingt mille hommes de milice, mais presque sans artillerie. Le général Sprengporten est le seul homme de tête de cette expédition; il connaît parfaitement le pays et prévoit beaucoup de difficultés à cause de la neige tombée depuis dix jours. On paraît compter sur l'effet des proclamations.

48.

Bulletin à Champagny.

Du 29 Janvier au 18 Février 1808.

On dit que la Silésie sera réunie au duché de Varsovie et donnée au roi de Saxe à titre de royaume, et que la Saxe sera cédée au même titre au sénateur Lucien *). Ce bruit avait déjà couru et se renouvelle.

On dit aussi que le roi de Suède vient en Finlande. Comme cette nouvelle vient de cette province, on peut penser qu'elle y a été répandue à dessein pour exciter et encourager les habitants.

Les habitants de Pétersbourg veulent savoir les nouvelles mieux que les journalistes qui perdent leur temps avec eux. Ils prétendent envers et contre tous que l'obstacle à la paix générale vient de ce que la France ne veut pas rendre le Hanovre au roi d'Angleterre, qui tient tant à ce pays, dit-on, qu'il ne parle dans son intérieur que patois hanovrien.

Les propriétaires des mines de fer se plaignent beaucoup parce qu'ils ne trouvent pas à le vendre. Le gouvernement a permis d'engager le fer à la Banque pour moitié de sa valeur.

Le poud (33 livres) de fer de fonte, qui valait 9 roubles (27 fr.) à l'automne, est aujourd'hui à 21 (63 fr.). Tout suit cette progression.

---

*) Bonaparte, 1775—1840, prince de Canino, frère cadet de l'empereur Napoléon.

Cela provient du peu de gelée qu'il y a eu, les transports de l'intérieur n'ayant pu se faire. Cependant on ne manque point et la basse classe souffre peu, puisqu'elle est en général payée en nature. On crie beaucoup, on attribue la cherté à la guerre de Suède, à cause de la réunion d'une armée dans la Finlande russe. Le gouvernement y paie le foin deux roubles le poud (18 centimes la livre), le reste en proportion.

Le vieux comte de Stroganoff *), qui a donné un petit bal sans y inviter l'ambassadeur de France, n'est plus prié à dîner à la Cour.

On s'occupe d'un emprunt de 12 millions en Hollande. On a besoin d'argent, mais on ne sait quel parti prendre, parce que la négociation de cet emprunt ne finit point.

L'arrivée du ministre d'Espagne, M. Del Pardo, a changé l'opinion sur les événements qui se sont passés dans la famille royale. Il jette tous les torts sur le prince des Asturies, et assure qu'on poursuit la punition de ses complices. Les contes qu'on avait faits de prétendues querelles entre les habitants de Madrid et les troupes françaises sont tombés.

On parle si ouvertement de la guerre de Finlande que l'ambassadeur de Suède a fait ses paquets. Tout annonce qu'il partira le jour où il recevra la déclaration.

M. Marine, aide de camp de l'empereur, qui revient de Paris, parle bien de la manière dont M. de Tolstoï est traité et des préférences dont il jouit, mais peu avantageusement de la société.

Le prince Jacques Lobanoff**), frère du gouverneur militaire, vient d'être nommé gouverneur de la Petite Russie en remplacement du prince Kourakin, ministre de l'intérieur. On regarde cela comme un nouveau triomphe du parti français. Il a reçu en même temps l'ordre de Saint-Alexandre.

La nomination du général Araktchéeff au ministère de la guerre a fait quitter le service à plusieurs généraux et officiers. C'est un homme

*) Alexandre Serguéewitch.

**) Lobanoff-Rostowski, Jacov Ivanowitch, 1760—1831.

qui a du caractère. Il veut faire seul son département, ce qui afflige la famille Liewen, dont le fils *), aide de camp général de l'empereur, en avait une partie. Il a reçu le cordon de S[t]-Wladimir, mais cela ne le console pas, dit-on. C'est un mécontent. L'empereur lui a donné l'ordre de voyager. Il va, dit-il, aux eaux de Hongrie.

On disait que la peste s'était répandue d'Astrakhan jusqu'à Saratoff, cela inquiétait beaucoup. Les nouvelles arrivées le 10 Février annoncent que tous les accidents ont cessé.

Il y a eu le 9 un bal masqué à la Cour. Il y avait 13.000 personnes. La Cour a soupé à l'Hermitage comme au précédent.

On se demande si l'enfant dont accouchera M[me] de Merveldt s'appellera le duc de Braunau.

Il n'y a rien de nouveau à Constantinople. Un aide de camp de l'empereur en est arrivé. Il a été décoré de l'ordre du Croissant. L'empereur a envoyé sur-le-champ en échange l'ordre de S[t]-Georges pour un officier turc avec une montre en diamants.

Le lieutenant-général Ouvaroff a donné une belle fête dans la salle du Club. L'empereur, l'impératrice régnante et le grand-duc Constantin y ont assisté. L'impératrice-mère et les grandes-duchesses n'y sont point venues.

La princesse Basile Dolgorouki **) (celle qui a été à Paris) a donné le 15 un grand bal. On a remarqué que l'ambassadeur de France et toutes les personnes de la légation française, militaires et autres, avaient été invitées, et que le bal avait été ouvert par l'ambassadeur avec la princesse.

Le 16, il y a eu Cour, baise-main pour la fête de la grande-duchesse Anne et bal le soir chez l'impératrice-mère. On l'a félicitée le matin à la Cour sur les couches de M[me] la grande-duchesse de Weimar.

---

*) Christophor Andréewitch, 1777—1838.

**) Catherine Théodorovna, 1769—1849, née princesse Bariatynsky, femme du prince Wassili Wassiliewitch.

Le 6 Janvier, jour de l'Epiphanie, a eu lieu la bénédiction des eaux de la Néva, à 6 heures du matin; des salves d'artillerie ont annoncé l'ouverture de la journée.

A 10 heures, l'empereur s'est rendu sur la place du château, accompagné de S. E. l'ambassadeur de France et suivi de son état-major.

Trente mille hommes, tant cavalerie qu'infanterie, avaient été réunis pour cette cérémonie et occupaient la place du château.

Les généraux Ostermann Tolstoï, Bagration et Miloradowicz commandaient l'infanterie. Le général Ouvaroff, sous les ordres du grand-duc Constantin, commandait le tout en personne; en arrivant, il a parcouru les rangs et fait faire quelques maniements d'armes.

A 11 heures, la procession est sortie du château et s'est rendue sur la Néva dans un pavillon construit en face de la statue de Pierre-le-Grand.

Le métropolitain et tout le clergé formaient la procession. L'impératrice régnante, l'impératrice-mère, les grands-ducs et les grandes-duchesses étaient à pied, suivis de toute la Cour. L'empereur à cheval marchait à côté du métropolitain.

Au moment de la bénédiction des eaux, des feux de bataillon furent exécutés sur toute la ligne, et les artilleries de la citadelle et de l'Amirauté firent plusieurs décharges. Les drapeaux et étendards, accompagnés par des officiers, avaient été portés dans le pavillon où se faisait la cérémonie, et le métropolitain, après avoir béni la Néva, jeta de cette eau sacrée sur la Famille Impériale et sur les drapeaux. L'empereur, qui était resté à cheval, reçut l'eau bénite au moment où la procession se remit en marche, ce qu'elle fit dans le même ordre où elle était venue.

De retour dans le château, les impératrices, les grands-ducs et les grandes-duchesses, le Corps diplomatique et toute la Cour, se rendirent à un balcon qui donne sur la Néva. L'empereur resta à cheval et se plaça sous le balcon, les troupes défilèrent devant lui: le général Ostermann Tolstoï à la tête de l'infanterie de ligne

de la Garde, le général Bagration à la tête des chasseurs de la Garde et de deux régiments d'armée, le général Miloradowicz à la tête de quatre bataillons d'armée, le grand-duc Constantin et le général Ouvaroff à la tête de la cavalerie.

M. de Lesseps adresse à V. E. une réclamation relative au paiement d'une partie de ses appointements qui, par diverses causes, ont été retardés jusqu'ici.

Rapports à Napoléon.

49.

20 Février 1808.

Je fus invité le 19 à la Cour. L'empereur, à qui le grand-maréchal Tolstoï avait annoncé l'accident arrivé au tableau de porcelaine envoyé par V. M., me dit qu'il voulait cependant le voir. Après dîner, je lui en présentai les morceaux recollés. L'impératrice en fit surtout l'éloge, témoigna son étonnement sur ce qu'un aussi grand morceau de porcelaine pouvait être aussi souvent remis au feu, sans perdre de son uni. L'empereur compléta devant toutes les personnes qui dinaient à la Cour, entre autres MM. Ouvaroff, de Liewen, de Richelieu, Gourieff, Romantzoff, Kikine, etc., l'éloge des fabriques françaises et surtout du bon goût qui distingue leurs produits. «Le génie anime tout, dit-il; votre premier peintre même a profité des conseils de l'empereur pour son tableau du couronnement. Les défauts qu'il a remarqués avaient échappé à tout le monde, etc.». L'empereur passa ensuite dans son cabinet et m'y fit appeler.

L'empereur. Remerciez l'empereur, général; ce tableau m'a fait grand plaisir. S'il pense à moi, je le lui rends bien, quoique je ne puisse lui envoyer d'aussi belles choses. Il en a la preuve. La déclaration est partie. Mes troupes ont passé la frontière.

L'ambassadeur. L'empereur regrettera d'autant plus que ce tableau ne soit pas arrivé entier, que c'est un des premiers et des plus beaux

essais en ce genre. Quant à la déclaration, V. M. a bien voulu autoriser M. de Romantzoff à m'en prévenir. Il était temps, Sire. Le discours du roi d'Angleterre à son Parlement prouve combien le roi de Suède méritait peu tous les ménagements qu'a eus V. M.

L'empereur. Est-ce qu'on l'a déjà? Est-ce votre courrier qui vous l'a apportée?

L'ambassadeur. Non, Sire; elle est venue hier par la poste.

L'empereur. Romantzoff ni moi n'en savions rien. C'est inconcevable.

L'ambassadeur. Je l'offre à V. M.

L'empereur. Vous me ferez plaisir. Que dit le roi?

L'ambassadeur. Il ne laisse aucun doute sur les intentions de la Suède. Je sais aussi qu'il est arrivé 1.500.000 livres sterling à Gothembourg.

L'empereur. Le roi est un peu .... (d'un geste, il me fait entendre *égaré).* J'ai épuisé exprès tous les procédés. Maintenant c'est du canon. On aura raison de tout, et même des difficultés, autant qu'on le pourra; car ce pays en offre en tout temps et surtout dans cette saison à cause des neiges.

L'ambassadeur. Le discours du roi d'Angleterre répondra à l'intérêt que certaines gens prennent à la Suède.

L'empereur. Ce sera d'un bon effet; mais il faut les laisser dire, général. Le meilleur moyen de les faire taire, c'est de ne pas y prendre garde.

L'ambassadeur. Si cela m'était personnel, Sire, je me tairais, mais on tient des propos si inouïs, que j'avoue à V. M. que je crois remplir un devoir et lui donner une marque de dévouement que toutes les personnes qui sont près de lui devraient. En l'en avertissant, je n'y mets d'autre importance que de désirer qu'Elle le sache.

L'empereur. Je vous en remercie. Vous me faites plaisir de me parler ainsi. C'est de la confiance, c'est me témoigner de l'attachement, et j'y suis sensible. Eh bien, ce courrier apporte-t-il enfin quelque chose sur les affaires de Turquie? Il faut que cela finisse. Avez-

vous des détails sur ce que l'on fait contre la Suède? Les Danois, d'après les renseignements qui me parviennent, ne sont pas forts. On dit que vous leur avez offert des vaisseaux.

L'ambassadeur. Je ne puis encore avoir réponse au courrier qui faisait connaître le désir de V. M. pour notre coopération. Si V. M. pouvait donner quelques frégates et un vaisseau aux Danois? Elle est plus à portée de le faire que nous. Les Danois ont de bons officiers. Ils sont de fait l'avant-garde de V. M. Ils pourraient lui payer ce qu'Elle leur donnerait, et ce seraient des moyens bien employés pour son propre service.

L'empereur. Je pourrai peut-être leur en prêter, quoique j'aime mieux avoir une escadre que d'employer de petits moyens divisés. Eh bien, vous parle-t-on de la Turquie? L'empereur doit avoir pris son parti; il sait s'il veut ou non tenir ce qu'il m'a dit à Tilsit.

L'ambassadeur. L'empereur veut toujours ce qu'il voulait alors, Sire; mais les choses n'étant pas au point où on pouvait l'espérer alors, il a été forcé de tourner pour lui ses vues d'un autre côté, et cela pour complaire à V. M., car il ne désire rien. L'Angleterre se prononçant pour une guerre éternelle, il ne faut pas lui donner les moyens de recueillir les plus riches dépouilles de l'empire Ottoman, ni mettre cet empire entre ses mains en le détruisant.

L'empereur. L'Etrurie, le Portugal, le Hanovre, qui devait être rendu à l'Angleterre, et tant d'autres royaumes qui sont dans vos mains, sont des équivalents assez considérables pour deux provinces ruinées que les Turcs me donneraient sans vous, si je ne voulais les tenir de votre empereur *(en riant)*. Vous avez tout, vous n'avez donc qu'à choisir.

L'ambassadeur. J'ai déjà répondu à V. M. pour l'Etrurie. Quant au Portugal, la reine d'Etrurie y trouvera peut-être un dédommagement. Quant au Hanovre, ce n'est rien nous donner, puisque nous l'occupions lors de la paix de Tilsit, et qu'elle en règle le sort. V. M. peut facilement donner ainsi. Au résultat, ses alliés seraient riches et les nôtres pauvres.

L'empereur. Les Sept-Iles, Cattaro, que je vous ai rendus, n'est-ce rien encore?

L'ambassadeur. Les Sept-Iles étaient une possession embarrassante pour V. M., surtout dans son système actuel. D'ailleurs, le traité de Tilsit nous les rend, et ne donne point la Valachie et la Moldavie à V. M. Cattaro était à l'Autriche. Point de Cattaro, point de Braunau.

L'empereur. Je me moque bien de Braunau. Entre nous, me croyez-vous fort attendri sur leur sort? Cattaro est la clef de la Dalmatie. Je suis bien aise que l'empereur l'ait. J'aime à le voir puissant, je ne m'en offusque nullement. Moi, je suis sans ambition et je ne tiens à ces provinces turques que pour consolider le système actuel, et éviter l'effusion du sang. Sans l'empereur, je n'y aurais pas pensé. Elles on tant souffert qu'il faudra un demi-siècle pour les remettre.

L'ambassadeur. Ce n'est cependant pas une petite chose que de réaliser le grand projet de l'impératrice Catherine et de donner à cet empire le Danube pour limite. Voilà le présent; et pour l'avenir, s'il se faisait autre chose, ce serait bien avoir le pied à l'étrier. Si V. M. ne prise pas cette acquisition, pourquoi en veut-Elle? Si Elle la prise, pourquoi tient-Elle tant à la Prusse, qui tient si peu à la Russie, qui est si peu reconnaissante de ce que V. M. a fait pour elle? Puisque V. M. me permet de lui parler franchement, je lui avoue que je ne conçois pas cet intérêt.

L'empereur. Si la Prusse doit perdre quelque chose encore pour que chacun ait sa part du dommage, vous avez entre les mains le lot qui doit lui revenir par la réunion du Hanovre au royaume de Westphalie. C'est une chose faite. Le Hanovre est comme réuni, et il n'a encore été rien rendu à la Prusse.

L'ambassadeur. V. M. me dit là une chose qui m'étonne tant, que, si tout autre me la disait, je n'y croirais pas.

L'empereur. L'empereur doit me dégager aux yeux de l'Europe en mettant la Prusse dans la position que lui assigne la paix de Tilsit. Ceci est réellement une affaire d'honneur pour moi. Pourquoi n'a-t-il pas annoncé ce désir de la Silésie à Tilsit? Peut-être se serait-on

arrangé d'une autre manière. Qu'il calcule tout ce que j'ai fait. Je ne suis en retard que sur mes intérêts; mais ce que je désire, je veux qu'il me le donne pour que mon alliance de sentiment devienne nationale. Comment justifier ce démembrement de la Prusse?

L'ambassadeur. C'est une petite difficulté. Napoléon et Alexandre sont trop puissants pour que personne trouve leurs raisons mauvaises. Que la Prusse soit lésée quand la Turquie l'est, cela paraîtra juste, puisque le même traité les rétablit; que la Prusse soit un peu sacrifiée pour que l'Europe ne soit pas bouleversée, ce qui arriverait par la destruction actuelle de l'empire Ottoman, voilà ce qu'on n'aura pas de peine à justifier, ni aux yeux du siècle, ni à ceux de la postérité.

L'empereur. Je vous ai déjà dit mes raisons pour que vous n'ayez pas la Silésie. Je vous parle franchement. (Ici S. M. reproduisit les mêmes arguments que dans la conversation du 7. Elle prétendit que la possession de cette province nous donnerait une position menaçante contre la Russie, que tant de places fortes, la ligne de l'Oder, d'où Frédéric était parti pour combattre les armées russes, et la contiguïté du duché de Varsovie, où nous avions toujours un corps d'armée, inquiéteraient sans cesse. Mes réponses furent, de même qu'alors, que la ligne de l'Oder n'était pour la Silésie que défensive; que les principales places fortes étaient sur la frontière de l'Autriche; que cette province était bien loin d'être limitrophe de la Russie, qu'elle était aussi très éloignée de la France; que dans cet état, elle était plutôt à considérer comme une colonie, qui offrait plus de difficultés à défendre que de ressources pour attaquer; qu'au reste, des armées allant du nord au couchant auraient toujours plus d'avantages que celles qui iraient du couchant au nord. L'empereur me dit ensuite:) La Valachie et la Moldavie ne valent point la Silésie. Sans ce sot armistice, ces provinces seraient évacuées. Je ne manquerai jamais de prétexte plausible pour les avoir. Vous reculerez cela, mais n'empêcherez pas les Turcs de faire des sottises. Le grand-seigneur, le Divan, sont-ils maîtres de leurs pachas? Vous serez cause que 200.000 hommes seront égorgés, si je me décide à évacuer. Et qu'y

gagnerez-vous? Ne semblerait-il pas, aux difficultés qu'on me fait, qu'il est question d'une chose imprévue, de vous prendre quelque chose, de m'approcher de vous? On dirait que cela vous coûte quelque chose. Si vous voulez être vrai, et l'empereur le sait, car il me l'a dit, la Porte même n'y perdra rien; d'anciens traités et les habitudes du pays, autant que la religion, lui ont ôté toute influence sur ces provinces, qui ne lui rapportent rien.

L'ambassadeur. Ces arguments peuvent s'appliquer de même pour motiver le démembrement de la Prusse. Ce qu'elle perdrait ôterait-il quelque chose à V. M.? Le roi lui-même n'y gagnerait-il pas aisance et tranquillité? Mais la grande question n'est pas là, Sire. L'intérêt de la France, c'est le traité de Tilsit pur et simple. Ce qui est au delà, c'est l'intérêt de V. M. Eh bien, l'empereur oublie le sien. Il cherche le moyen de tout concilier; mais lorsqu'il veut faire ce que V. M. désire, ce qui lui est utile, n'a-t-il rien à prétendre pour lui-même? L'acquisition de la Valachie et de la Moldavie remplit la page de l'histoire. Le règne de V. M. réalise ce que les précédents ont fait désirer, et la France ne retirera d'autre avantage de cet arrangement qu'une acquisition éloignée. Au reste, la difficulté de tout cela, d'où vient-elle, Sire? De la crainte d'offrir des avantages aux Anglais, de la nécessité de sacrifier beaucoup de choses à l'intérêt de la guerre qu'on leur fait.

L'empereur. C'est à Boulogne, c'est par des escadres, mais surtout par de fortes armées sur vos côtes, que vous les menacerez, que vous les effrayerez. Que fait à l'Angleterre l'armée qui est en Silésie, en Prusse? Rien. Elle inquiète tout le monde, excepté moi, parce que j'ai toute confiance en l'empereur. Ne suffit-il pas que vous occupiez les côtes, Stettin, même Colberg? Vous avez déjà Dantzig.

L'ambassadeur. Il faut des troupes pour empêcher l'introduction des marchandises anglaises. La Prusse n'a encore rien fini. Une armée annonce aux Anglais, mieux que tous les traités du monde, qu'ils n'auront ni commerce, ni influence où elle est. Cela leur fait bien autant de mal que l'apparition d'une flotte. L'empereur va compléter les cadres des

corps qui sont sur les côtes avec la conscription. Il a des vaisseaux partout; il faut des troupes pour les monter, et il ne néglige aucun moyen d'inquiéter l'Angleterre.

L'empereur. Je ferai aussi de mon côté ce que je pourrai.

L'ambassadeur. Au moins quelques démonstrations, si ce ne sont des dispositions réelles, sur les frontières de la Perse feraient d'autant meilleur effet dans ce moment que les Anglais sont déjà effrayés de ce projet. V. M. pourrait donner quelques ordres pour cela.

L'empereur. C'est une bonne idée; je m'en occuperai. A propos, j'ai eu des nouvelles de Goudovitch *), maréchal commandant sur les frontières de la Perse. Les Persans demandent à terminer le traité de paix entamé depuis longtemps. Vous pourriez écrire un mot au général Gardanne **) pour l'engager à seconder un officier que j'enverrai pour finir cette affaire. Ce serait un acheminement, si nous pensions réellement à aller dans l'Inde. Cette paix ferait un grand effet en Angleterre.

L'ambassadeur. Je ne suis pas autorisé à correspondre avec le général Gardanne; mais je connais trop les intentions de l'empereur mon maître, et je sais trop combien il est franchement l'allié de V. M. pour hésiter. Je suis sûr de faire une chose qui lui sera agréable en remplissant les intentions de V. M.

L'empereur. Je vais m'occuper de cela. Les Anglais croient cette expédition possible. Je sais que Wilson et d'autres s'en sont occupés dans le temps, et que les Anglais, tout en vous accusant, travaillaient à empêcher les Persans de faire la paix avec moi. Entendons-nous, général, et ôtons même tout prétexte de penser qu'on peut nous éloigner les uns des autres. Je suis franchement votre allié, et d'aucun autre. Soyez de même pour moi. Ne me parlez plus des Turcs sous ce rapport.

---

*) Comte Ivan Wassiliewitch, 1741—1820; en 1807, fut nommé maréchal.

**) Comte Jean, 1766—1818; en 1807, fut envoyé comme ministre plénipotentiaire en Perse.

L'ambassadeur. L'empereur est loin de les mettre sur la même ligne que V. M., et il le lui prouve bien; mais il ne peut se plaindre, quand le sultan actuel se lie à lui plus intimement que son prédécesseur, quand il met toute sa flotte à sa disposition. Sans s'intéresser à eux autant, sûrement, qu'à ce qui touche V. M., on doit cependant rendre justice à leur conduite. L'empereur ne presse rien. L'état actuel des choses est peut-être plus avantageux pour nuire à l'Angleterre que celui d'un démembrement quelconque de la Turquie. Mais ce qu'une sage politique peut conseiller à cet égard ne l'emporte point, je le répète, sur le désir de complaire à V. M.

L'empereur. Non seulement Savary a écrit franchement à l'empereur tout ce que je pensais, mais il s'est chargé, comme je vous l'ai dit, d'une lettre de moi qu'il croyait devoir éclairer l'empereur sur mes intentions. Il y répondra sans doute.

L'ambassadeur. Ce sont des affaires qu'il est, ce me semble, difficile de traiter dans une lettre, et peut-être encore plus de finir. M. de Tolstoï les terminerait peut-être plus promptement s'il connaissait la dernière pensée de V. M.

L'empereur. C'est une grande affaire, d'après la nouvelle direction que lui a donnée l'empereur.

L'ambassadeur. V. M. me permet-Elle de lui parler franchement comme particulier, car ici mes instructions finissent?

L'empereur. Tant que vous voudrez. Nous causons.

L'ambassadeur. Je vois que V. M. est un peu en défiance par suite des dépêches qu'Elle a reçues de Paris. Cependant, qu'a fait l'empereur? Il a parlé franchement à l'ambassadeur de V. M., qui n'avait point d'instructions. V. M. a répondu négativement. Elle part d'une base qui n'existe plus pour la France, puisque l'intérêt même de V. M. veut que la Turquie ne soit pas entièrement démembrée dans ce moment. Il faut donc mettre quelque chose à la place. L'empereur indique ce qu'il désire, V. M. y trouve des inconvénients; Elle dit: Cela ne se peut pas, prenez ailleurs. Mais où, peut-on lui répondre? L'autre jour, V. M. paraissait ne mettre d'autre opposition aux arran-

gements proposés que celle qui résultait de l'idée que la possession de la Silésie, voisine du duché de Varsovie, menaçait la Russie. Aujourd'hui, son intérêt pour la Prusse semble s'être réveillé et se joindre à cette opinion. M. de Tolstoï dit à Paris que V. M. veut évacuer les provinces turques et qu'Elle demande l'évacuation des provinces prussiennes; en même temps, il remet une lettre du comte de Romantzoff, qui annonce le désir de garder la Valachie et la Moldavie, sans désigner un équivalent pour la France. Que résumer de ces diverses opinions? Si V. M. avait dit: Je ne puis entrer dans cet arrangement, qui vous donne la Silésie; je voudrais sauver la Prusse, mais puisque je ne puis tout lui conserver, cherchons un autre équivalent; alors, quoique je n'en voie aucun qui vaille les provinces turques, et que j'ignore à quoi l'empereur pourrait consentir à cet égard, il serait possible de trouver dans ce principe une fois adopté les moyens de se concilier promptement. On ne pourra y parvenir tant que durera l'incertitude actuelle.

Je répète à V. M. que je ne suis pas ambassadeur en lui parlant ainsi. Je vois à V. M. des doutes, de l'inquiétude. Je connais les intentions de mon maître, et je veux les faire cesser. Au fait, on s'est parlé deux fois à Paris. M. de Tolstoï a-t-il fait une objection, proposé un moyen de conciliation? Je pense que non. Je supplie donc V. M. de croire que l'empereur est son chevalier, qu'il l'est, qu'il veut l'être, et que, pour peu qu'on veuille s'entendre, tout s'arrangera. Je connais l'attachement de l'empereur pour V. M., et quand je lui en réponds, c'est que je suis certain qu'Elle n'aura pas à me reprocher dans un an de l'avoir trompée.

L'empereur. Général, j'estime votre franchise; je vous assure que j'ai confiance en vous. Romantzoff a pu vous le dire, et, je vous le répète, je compte sur l'empereur. Il voit comme j'agis: il doit l'apprécier. Tout a tellement changé depuis Tilsit, ce qu'il veut aujourd'hui est si différent de ce qu'il m'a dit alors, qu'il ne faut pas être surpris de m'en trouver étonné. Tolstoï, qui est allé à Paris dans les mêmes idées que j'avais en partant de Tilsit, peut aussi avoir témoigné quelque

surprise à l'empereur. C'est tout naturel; nous sommes francs avec vous. M. de Champagny dit au prince Guillaume que la non-évacuation de la Prusse tient à l'occupation de la Valachie et de la Moldavie. Est-ce vrai? De là des lamentations; ces gens-là m'écrivent, me pressent et se désespèrent. C'est pour vous qu'on nous a rendu la moitié de nos Etats, disent-ils, mettez-nous donc dans le cas d'y rentrer. Il faut que nous payions des sommes énormes, et nous ne possédons pas le pays qui doit nous les fournir. Ils n'ont pas de quoi dîner, c'est à la lettre. Je n'ai pas fatigué l'empereur de ces lamentations, quoiqu'elles fussent de nature à intéresser tout souverain. Vous voulez avoir une de leurs provinces. Les déchargerez-vous même des contributions qu'elle doit payer? C'est un pays ruiné. Mais prenons la carte *(l'empereur en étendit une, et, la parcourant, suivit du doigt la ligne de l'Oder):* où prendre un équivalent? La vieille Prusse? C'est trop voisin; Berlin? Ce serait leur ôter la vie que de leur prendre la capitale.

L'ambassadeur. Ce n'est cependant que la capitale des Sables.

L'empereur. Oui, mais on crierait plus pour Berlin, en Europe, que pour la Silésie. D'ailleurs, Berlin vous mène sur l'Oder, à Stettin, à Custrin. Qu'y a-t-il de là entre nous? Je vous parle franchement. Il ne faut rien faire qui éloigne de vous et inquiète. Je veux vous faire des amis.

L'ambassadeur. Je ne fixe pas plus l'attention de V. M. sur un point que sur un autre. Je n'ai point mission pour cela; je lui représente seulement que c'est en mettant chacun ses idées en avant qu'on finit par s'entendre.

L'empereur. Ne pouvait-on pas faire un arrangement avec l'Autriche, lui donner en Italie pour la Bohême, enfin faire des échanges? L'empereur a tant de moyens dans les mains et tant de ressources dans l'esprit, qu'il ne sera pas embarrassé. Il est d'ailleurs nanti de l'Etrurie et, quoi que vous en pensiez, cela vaut bien la peine d'en parler. Puis il y a le Hanovre. Vous avez arrangé vos affaires depuis la paix; les miennes seules ne se font pas.

L'ambassadeur. Entrer en pourparlers avec l'Autriche, c'est tout faire traîner, et V. M. est pressée; d'ailleurs, on ne couche jamais bien trois: V. M. le sait. Au reste, je rendrai compte de tout cela à l'empereur.

L'empereur. Agrandissez la France même, je vois avec plaisir sa puissance; mais ne vous étendez pas si près de nous. Si c'est pour vous seuls que vous voulez quelque chose, ce qui est près de vos frontières, et que vous pouvez acquérir par des échanges, vaut beaucoup mieux. Ce qui est loin ne peut être bon que pour d'autres, et ceux qui en ont envie, ou auxquels l'empereur pourrait le donner, ne me valent pas. Ils ne sont et ne seront jamais pour l'empereur, ni pour la France, des alliés comme moi. J'espère que l'empereur appréciera enfin mes raisons, quand même il ne se rappellerait pas ce qu'il m'a dit à Tilsit. Je ne lui suis pas dévoué à demi. J'agis dans la pensée d'une grande alliance, qui doit durer plus que moi. Si l'empereur a le même désir, il pensera comme moi.

L'ambassadeur. L'empereur, en n'agrandissant point la France, prouve sa modération. Les équivalents qu'il demande sont loin de lui. Cela prouve aussi qu'on ne doit pas y attacher l'importance que paraît y mettre V. M.

L'empereur. Il faut beaucoup réfléchir sur tout cela. Je tiens à l'empereur. Je lui suis attaché. Je veux attacher à son système toute ma famille, toute la nation. Faites quelque chose pour cela. Vous nous faites espérer, vous nous promettez, vous disposez de votre côté de ce qui vous convient et vous discutez sur tout ce que nous demandons comme si c'était un de vos lots. Général, j'ai tout fait pour votre cause. Je m'en fais gloire, je veux encore contribuer à celle de l'empereur; mais ne faites pas tant les difficiles sur ce que je désire et qu'on m'a promis. Ce sera, pendant bien des années, plus pour l'opinion que pour la puissance réelle. Ce pays est ruiné. Je ne m'inquiète pas de la vôtre. J'y ajouterais même si je pouvais; mais ne faites rien qui inquiète ici et éloigne de moi comme de vous.

L'ambassadeur. V. M. voit, au fond de sa pensée, que nous ne demandons qu'à nous entendre. Qu'Elle nous en donne un peu les

moyens, et Elle sera sûrement satisfaite. Car l'empereur Napoléon veut travailler à la gloire de V. M. autant et plus qu'à la sienne.

L'empereur. J'écrirai sous peu à Tolstoï, mais mandez cela. J'attends la réponse de l'empereur. Adieu, général. Remerciez-le de son tableau. Croyez que je compte sur lui. Je suis bien aise que nous ayons causé aussi franchement; je vous en sais gré: de cette manière, on s'entend toujours.

50.

25 Février 1808.

Le 24, j'eus l'honneur de dîner à la Cour avec M. de Saint-Aignan, qui devait porter une dépêche à Paris.

Après le dîner, S. M. daigna lui donner une audience particulière, puis Elle me reçut.

L'empereur. J'ai chargé M. de Saint-Aignan de tous mes remerciements pour l'empereur. Je désire qu'il lui dise si vous êtes content, et si vous vous trouvez bien ici. Il portera sûrement le détail de notre conversation, mais répétez souvent à l'empereur qu'il ne peut avoir un allié plus fidèle, ni plus attaché à tout ce qui peut l'intéresser.

L'ambassadeur. V. M. sait que je ne cesse de lui exprimer les mêmes sentiments.

L'empereur. Nous n'avons rien d'important à dire; mais je suis bien aise de vous voir. Ne pourriez-vous pas écrire un mot au prince de Ponte-Corvo, pour qu'il hâte la marche des troupes qui doivent agir en Scanie? Cela me ferait plaisir et seconderait mes opérations de Finlande.

L'ambassadeur. L'empereur ne peut guère connaître encore le désir que V. M. a manifesté à cet égard; car la note qui fait cette demande n'est que du 29 Janvier: le prince de Ponte-Corvo ne peut donc avoir d'ordres. Je le préviendrai cependant, si V. M. le désire, de sa déclaration de guerre aux Suédois, et de la marche de ses troupes en

Finlande, en l'engageant à hâter l'exécution des ordres qu'il peut recevoir.

L'empereur. Fort bien. Cependant n'en faites rien, et regardez ce que je vous dis comme non avenu, si vous croyez que cela puisse vous compromettre.

L'ambassadeur. Jamais, Sire, en faisant ce qui peut être agréable ou utile à V. M. C'est le premier article de mes instructions.

L'empereur. Vous me ferez plaisir, général; mon armée marche. Cela va bien; dans quelques jours nous causerons des nouvelles de Sweaborg.

L'ambassadeur. Je suis aux ordres de V. M. Cette lettre partira par le premier courrier.

L'empereur. Le plus tôt possible, je vous prie. Vous voyez que l'intention était toujours la même, et que les moyens d'exécution seuls nous ont retardés.

L'ambassadeur. Il ne peut exister de doutes sur les intentions de V. M. Mais, un mois plus tôt, on n'aurait pas eu un coup de fusil à tirer.

L'empereur. Cela n'en ira pas moins bien. Nous avons perdu quelques hommes, les Suédois aussi. Ils rassemblent leurs milices. Adieu, général, s'il arrive quelque chose d'important, je vous le ferai dire. A propos, je vous remercie de l'avis que vous avez donné à Romantzoff sur la levée en masse en Finlande. (L'empereur me remerciait de ce que j'avais prévenu le comte de Romantzoff, le 22, que le courrier arrivé pendant la nuit à l'ambassadeur de Suède lui avait apporté la nouvelle de l'arrivée en Finlande du général Klingsporr *) et de l'ordre donné par le roi de Suède pour la levée en masse dans cette province. Il lui aurait aussi dit qu'il avait rencontré l'armée russe au delà de la frontière. On n'avait pas encore remis la déclaration à l'ambassadeur. Ces nouvelles, qu'un courrier de M. d'Alopéus confirma trois jours après, n'étaient pas encore connues du ministère). J'ai tout de suite envoyé

*) Baron, aide de camp général du roi de Suède.

des ordres à Buxhöwden et fait marcher la division de réserve; elle prendra position sur la frontière.

L'ambassadeur. Je sais que je sers l'empereur Napoléon en servant V. M.

L'empereur. Je suis bien sûr de votre dévouement.

51.

Lettre à Napoléon.

25 Février 1808.

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Majesté les rapports des 20 et 25 Février de mes conversations avec l'empereur, et je réponds à la dépêche de M. de Champagny du 29 Janvier de manière à bien faire connaître à V. M. la situation actuelle des affaires et les résultats qu'on peut espérer d'après la direction qu'Elle m'a chargé de leur donner. Ma position est toujours la même, parfaite à la Cour, convenable avec la société: je l'attire, elle vient à moi, mais lentement. L'espèce d'incertitude où l'on est sur les affaires de Turquie met la société en défiance. L'acquisition des provinces a été donnée comme une chose si positive qu'on les regarde comme une propriété acquise, dans le public au moins. S'il faut les évacuer, on croira perdre une province russe. Si V. M. consent à indemniser la Prusse de la perte de la Silésie, je regarde comme faisable l'arrangement qui la lui cédera. On se plaindra un peu, mais l'opinion de ce pays consolera l'empereur; lui seul s'intéresse aux Prussiens.

Lettres à Champagny.

52.

25 Février 1808.

J'ai l'honneur de prévenir Votre Excellence que S. M. l'empereur de Russie envoie en France plusieurs jeunes russes attachés au

corps des mines. Ils sont conduits par le M. major de Morgoff *), vice-commandant du corps des mines. Le but de leur voyage est de perfectionner et d'étendre leurs connaissances par l'examen de nos principaux ouvrages hydrauliques. S. M. l'empereur de Russie désirant qu'ils soient munis de lettres de recommandation, je me suis empressé d'en remettre à M. de Morgoff pour M. le général Clarke **), M. le ministre Cretet ***) et M. le sénateur Monge ****).

Par ma lettre du 18 courant, j'ai eu l'honneur d'accuser à V. E. réception de sa lettre du 29 Janvier. Celles que je lui ai successivement adressées, les 13 et 29 du même mois, lui auront prouvé que je suivais d'avance la ligne qu'Elle me trace, et les détails contenus dans celle du 18 Février, de même que ceux que je vais lui donner, la convaincront que je ne m'en suis pas écarté.

L'opposition qu'on montrait à consentir à nous laisser prendre un équivalent en Prusse ne m'a point fait changer, et je crois l'empereur, comme le ministre, amené à s'entendre sur cet arrangement. V. E. remarquera, je pense, comme moi, par le détail de ce qui m'a été dit par M. de Romantzoff, que cette idée heurte moins depuis le départ de mon dernier courrier, et qu'il serait possible d'y revenir en offrant ailleurs une indemnité quelconque à la Prusse. Sans cette indemnité, je ne crois pas que la question soit abordable.

Je commence par rendre compte à V. E. de ma conversation du 19 avec S. M. Je passerai ensuite à celle du ministre, et je répondrai après, autant que je le puis, aux différentes questions que V. E. me fait l'honneur de m'adresser.

---

*) Un des officiers de génie, attachés au général Souchtelen (*Sawellieff*, 152).

**) Jacques-Guillaume, 1765—1818; en 1807, fut nommé ministre de la guerre; en 1809, duc de Feltre.

***) Emmanuel, 1747—1809; en 1807, devint ministre de l'intérieur et fut créé comte de Champmol.

****) Gaspard, 1746—1818, comte de Péluse; en 1802, fut nommé directeur de l'Ecole polytechnique.

L'empereur, chez lequel j'avais eu l'honneur de dîner, commença la conversation en me parlant des affaires de Suède; il m'assura que ses troupes avaient passé la frontière. Je lui répétai qu'il était bien temps d'agir, qu'on avait même trop tardé, que le discours du roi d'Angleterre à l'ouverture du Parlement ne laissait plus aucun doute sur les intentions de la Suède. L'empereur ne connaissait pas encore ce discours. Il me le demanda. Je le lui envoyai aussitôt que je fus de retour chez moi.

S. M. passa ensuite aux affaires de Turquie. Elle me répéta plusieurs fois: «Eh bien! Votre courrier n'a-t-il rien apporté? L'empereur doit avoir pris son parti. Tiendra-t-il ou non à ce qu'il m'a dit à Tilsit»?

Je lui répondis à peu près de même que dans mes précédentes conversations. Je lui dis que les choses n'étaient pas au point où on l'avait espéré alors; que l'empereur, pour tâcher de régler sa politique sur la sienne, avait été obligé de tourner ses vues d'un autre côté; que la guerre à l'Angleterre ne permettait guère de songer dans ce moment au partage de l'empire Ottoman; qu'il n'y avait donc qu'en Prusse que nous pouvions prendre un équivalent; que si l'alliée de la France devait perdre quelque chose aux arrangements projetés, il était juste que l'alliée de la Russie perdît également, d'autant plus que c'était pour sa convenance particulière que ces arrangements avaient lieu.

L'empereur me parla alors de l'intérêt qu'il prenait à la Prusse. Il me dit que cette cour se plaignait extrêmement de sa situation; qu'elle serait toujours hors d'état d'acquitter ce qu'elle devait, si on ne lui rendait pas les provinces qui pourraient lui en fournir les moyens. Il insista de nouveau sur la nécessité de faire ce que stipulait en sa faveur le traité de Tilsit.

Je lui répétai qu'en effet l'exécution stricte du traité de Tilsit était ce que l'empereur pouvait désirer de mieux; que tout ce qu'il faisait au delà n'était que pour satisfaire la Russie, et qu'il fallait bien qu'elle nous donnât aussi quelque chose à notre convenance; qu'en voulant nous faire renoncer à nos vues sur la Silésie, il fallait au

moins nous indiquer des équivalents convenables. S. M. ne m'en indiqua aucun, mais voulut me faire envisager comme tels, outre le Portugal et l'Etrurie, le Hanovre, qui, disait-Elle, pouvait être regardé comme réuni, et les Sept-Iles, ainsi que Cattaro. Je lui fis observer qu'on ne pouvait nous présenter comme une acquisition le Hanovre, que nous possédions déjà lors de la paix de Tilsit, et dont ce traité réglait le sort; que le même traité nous rendait les Sept-Iles, sans faire mention de la Valachie et de la Moldavie; que, pour Cattaro, il appartenait à l'Autriche, et que Braunau en répondait.

L'empereur me parut à cette occasion très indifférent au sort de l'Autriche. Il y eut un moment dans la suite de la conversation, où, cherchant un moyen de conciliation, il me dit: «Et l'Autriche, ne pourrait-on pas faire un arrangement avec elle, lui prendre la Bohême pour quelque chose en Italie»? Je lui fis sentir qu'un pareil arrangement était bien difficile à faire, que cela mènerait loin et qu'il était pressé.

Il ne manqua pas de mettre encore en avant les craintes que donnerait à ce pays-ci la cession de la Silésie. Il me dit que déjà le séjour prolongé de l'armée française dans le duché de Varsovie donnait de l'inquiétude à tout le monde, excepté à lui, qui avait la plus entière confiance dans l'empereur. Il ajouta que, puisque la guerre à l'Angleterre était le but principal, c'était une armée à Boulogne qui lui nuirait et non celle que nous conserverions en Silésie. Je répondis à cela que l'empereur ne négligeait pas de menacer les Anglais sur les côtes, mais qu'en même temps la présence d'une armée en Prusse leur prouvait mieux que tous les traités qu'ils devaient renoncer à toute influence dans ce pays; que c'était leur faire au moins autant de mal que pouvaient leur en causer les troupes rassemblées à Boulogne et même l'apparition d'une flotte.

L'empereur me dit aussi que tout agrandissement de la France elle-même ne l'offusquait nullement; qu'il se plaisait à voir l'empereur augmenter sa puissance, mais que, pour éviter toute discussion, tout sujet de mécontentement entre les deux nations, il fallait que ces

acquisitions ne fussent pas aussi voisines des frontières de Russie que la Silésie; que pour lui, il n'avait point d'ambition, et que le seul désir de nous attacher la nation russe et de consolider le système qu'il avait adopté le faisait tenir à l'acquisition de la Valachie et de la Moldavie. Selon lui, les Turcs ne perdaient pas grand chose en perdant ces provinces déjà dévastées, qu'un demi-siècle rétablirait à peine, et où, depuis longtemps, ils n'avaient plus aucune influence. «Ils me les auraient déjà cédées», ajouta-t-il, «si je ne voulais les tenir de vous».

Je lui fis remarquer que le sultan Mustapha *) se montrait encore plus attaché à l'empereur que son prédécesseur, qu'il mettait sa flotte à sa disposition et que cette conduite méritait au moins qu'on lui rendît justice; que la Prusse, à laquelle la Russie tenait tant, ne se montrait nullement reconnaissante de ce que cette puissance avait fait pour elle.

Je me suis attaché en général à persuader à S. M. que l'empereur ne désirait que ce qui lui était utile et qu'il était prêt à faire tout ce qui pourrait contribuer à sa gloire et à la prospérité de son empire.

Je n'ai pas négligé de profiter de l'occasion que l'empereur m'offrait, en me parlant des démonstrations à faire à Boulogne, pour lui prouver l'avantage qu'il y avait à en faire du côté de la Perse. Il m'engagea à écrire au général Gardanne pour le prier de seconder un officier qu'il enverrait pour cet objet. Je répondis que, quoique je ne fusse pas autorisé à correspondre avec le général Gardanne, je n'hésiterais pas un moment, bien sûr, en faisant une chose agréable à S. M., de remplir les intentions de l'empereur.

Le 23, je vis le ministre. L'arrivée d'un courrier, autant que la certitude que le général Savary, étant à Paris, avait fait connaître positivement les intentions du Cabinet de Saint-Pétersbourg, le rendirent plus pressant, mais toujours dans de bons termes et dans un esprit de conciliation. Voici ce qu'il me dit: «Nous avons eu aussi aujourd'hui des nouvelles du comte Tolstoï. Je crois, comme je vous l'ai déjà dit

---

*) Mustapha IV fut porté au trône en 1807 par une révolution, et fut déposé et étranglé en 1808.

confidentiellement, qu'il n'est pas fort pour les affaires. Quand une chose l'étonne, il se cabre plutôt que de chercher un moyen de concilier. Finissons toutes ces affaires. Il faut en causer, M. l'ambassadeur, car rien ne s'arrange à Paris. Ce qu'on mande même nous dérange ici. Je suis fâché qu'on se soit aussi clairement expliqué avec le comte Tolstoï: cela est venu mal à propos, et affecte l'empereur, autant que cela le dispose mal; j'aimerais mieux qu'on lui eût parlé d'une manière moins positive. L'empereur est quelquefois au moment de donner l'ordre de demander la stricte exécution du traité de Tilsit: je m'y oppose, je vous le dis franchement, ce n'est pas à l'ambassadeur que je parle en ce moment; vous connaissez le pays, vous pouvez apprécier tout ce que l'empereur Alexandre a fait pour l'empereur, vous pouvez donc juger de l'effet que cela produirait. Je vous sers véritablement plus que nous par ce moyen, car, en ne donnant pas suite, pour ce qui nous regarde, aux pensées de Tilsit, il faudra que chacun rentre chez soi; mais alors, nous ne vous aurons aucune obligation, et cette alliance n'aura servi que vos intérêts: est-ce là ce que vous pouvez vouloir? Les Turcs, en rentrant en Valachie et en Moldavie, feront beaucoup de victimes; mais, le moment actuel passé, ils nous donneront ces provinces, si nous y tenons encore. Ce n'est rien leur ôter, de fait; c'est peu nous donner aussi, dans l'état où elles sont. Vous connaissez l'empereur et le pays; quel avantage recueilleriez-vous d'un changement dans la religion de Tilsit? Agrandissez la France; nous sommes bien aise que vous soyez puissants, car nous voulons franchement être vos amis. Mais quand vous disposez de tout ce qui vous convient, et que nous voulons vous laisser le mérite de nous donner, ne faites pas tant les difficiles, d'autant plus qu'on ne pourrait nous empêcher d'avoir ce que nous demandons, si nous n'étions pas de si bonne foi. Soyez justes: ce que nous avons fait pour vous frappe tout le monde; qu'avez-vous fait pour nous? Ceci est conversation, et point reproche, je vous l'assure; mais il ne faut pas faire les choses au moment où on semblerait n'y consentir que parce qu'on ne peut pas faire autrement. Paraissez y mettre de l'obligeance pour l'empereur: vous ne savez pas combien cela le

touchera; ce sera le souvenir de sa vie. En fait de procédés, rien n'est perdu avec lui. Comme je m'y attendais, les lamentations de la Prusse sont arrivées; cela peine l'empereur. Cependant, depuis que vous avez causé avec lui, il est plus tranquille. Je vous assure qu'il a confiance en l'empereur Napoléon. Nous voulons nous entendre, ne nous en ôtez pas les moyens».

L'ayant pressé de s'expliquer sur ce mot *moyens*, il continua: «Je ne sais pas à quoi l'empereur pourrait consentir. Savez-vous à qui on destine la Silésie? Votre intention est-elle de la réunir au duché de Varsovie? Comptez-vous y conserver des troupes? Donneriez-vous quelque chose en compensation à la Prusse? Si vous vous expliquiez sur tous ces points, je pourrais hasarder d'en reparler à l'empereur: on s'entendrait peut-être. Au fait, les affaires de Turquie n'ont jamais été liées à celles de la Prusse; c'est vous qui avez inséré au traité que c'était par égard pour l'empereur que vous rendiez telle ou telle chose à cette puissance. L'empereur Napoléon l'a encore déclaré depuis à la France. Vous nous avez donc fait un point d'honneur de lui rendre une existence: qu'elle lui soit rendue de manière ou d'autre; dédommagez-la ailleurs, si vous lui ôtez d'un côté. Par la suite des temps, il en arrivera ce que Dieu voudra. L'occupation des côtes seules vous rend aussi puissants contre l'Angleterre que celle de tout le pays. Tout ceci est une grande affaire. Quand je vous parle comme je le fais, je vous prouve combien je désire qu'on puisse s'entendre, quoique vous ayez changé toute la question. M. l'ambassadeur, tâchez qu'on ménage le comte Tolstoï de façon qu'il n'arrive rien ici qui heurte. L'empereur Napoléon a dit, pour lui être redit, qu'il était impossible de rien traiter avec les généraux, que cette diplomatie militaire empêchait de s'entendre. Il a nommé, à la vérité, avec lui MM. Andréossi et de Merveldt; il a été froid pour M. de Tolstoï: on l'apprend même par des lettres d'Allemagne. Voulez-vous que je vous parle franchement? Tout ceci n'a rien d'officiel, comme vous pensez. Peut-être M. de Tolstoï est-il maladroit; il est peut-être difficile de traiter avec lui certaines affaires. Vous connaissez mon opinion sur lui, mais quelle que soit sa manière de

voir et d'agir, le fait est que rien de ce qu'on lui a dit depuis le retour d'Italie n'est sur l'air de Tilsit. Le général Savary et vous, pouvez dire si nous n'avons pas la même religion, et si nous ne marchons pas dans le même sens qu'alors. Traitez bien le comte Tolstoï, pour ce pays, et pour l'empereur, dont c'est le choix personnel. Je ne fais pas le ministre avec vous, vous le voyez: on peut me parler de tout; faisons les affaires ici. Comme je le connais peu conciliant, je vous avoue que je suis moi-même embarrassé pour lui écrire certaines choses; il faut cependant lui répondre: point de changement, cela ferait un mauvais effet. Vous pouvez aussi parler de tout à l'empereur; il se familiarise avec toutes les idées, mais il ne faut pas qu'il soit heurté par des dépêches comme les dernières. Vous n'avez encore rien fait pour nous; vous changez même ce que vous nous avez fait espérer. Je pense qu'il viendra sans doute à l'empereur Napoléon une idée qui arrangera tout. Je ne vous parle ni de nos sacrifices, ni de l'état de notre commerce: nous ne comptons pas avec vous; mais il est temps cependant qu'on voie résulter quelques avantages de cette alliance. Nous vous éviterons, si vous le voulez, l'embarras de demander ces provinces aux Turcs; laissez-nous faire, ils nous les donneront, j'en suis certain. Vous voulez la Silésie *(en prenant la carte d'Allemagne):* voyez ce qui restera à la Prusse; c'est ce que vous lui avez rendu de mieux, quoique ce soit bien peu lié avec ses Etats».

Je répondis à ceci que c'était lui ôter le moyen d'avoir des querelles, et que la Silésie était un bras inutile, puisqu'il ne tenait pas au corps. Il en plaisanta, mais répliqua que ce bras valait presque mieux que le corps; puis, montrant le Hanovre, la Poméranie et les Etats au delà de l'Elbe, il ajouta: «Tout cela est à vous; ne nous disputez pas une acquisition aussi éloignée de vous, et qui n'a rien de contraire à vos véritables intérêts. Tenez, M. l'ambassadeur, vous m'inspirez tant de confiance, que je vais vous faire part d'une réflexion que je n'ai pas même faite à mon maître. Quand je le vois disposé à évacuer la Valachie et la Moldavie, ce qui ôterait à notre alliance toute sa force comme toute son influence, je ne regrette pas, je vous

assure, ces provinces, mais je suis inquiet de ce qui en résultera et des moyens qu'en tireront nos ennemis communs pour attaquer le système dans lequel je veux affermir mon pays. A quoi mènerait cette évacuation? A des difficultés interminables. Pourrait-elle se faire juste en même temps? Nous évacuerions peut-être au jour dit, mais le moindre retard de votre part amènerait des explications d'où il résulterait nécessairement un état pire que celui dont on veut sortir. Je ne vous dissimule pas que l'empereur m'a encore parlé de cette ligne de l'Oder comme du point de départ de Frédéric».

Dans mes réponses, je me suis moins attaché à la stricte exécution du traité de Tilsit qu'à prouver que l'état de guerre avec l'Angleterre forçait la France à désirer d'ajourner le partage de l'empire Ottoman, et à chercher en Prusse un équivalent pour la Valachie et la Moldavie. J'ai ajouté qu'indemniser la Prusse sans pouvoir indemniser la Turquie ramènerait les choses au point de la difficulté. J'ai toujours appuyé sur le désir de se concilier, sur la certitude qu'on s'entendrait parce que nous avions avant tout le désir de complaire à l'empereur Alexandre. J'ai représenté M. de Tolstoï comme ne marchant pas dans la ligne où nous étions; sous ce rapport, le ministre m'a parfaitement compris, mais il ménage, de même que moi, près de l'empereur les intentions de cet ambassadeur, pour pouvoir attaquer son peu de mesure et de moyens. Tout le monde s'accorde sur ce dernier article, mais la prudence veut qu'on le ménage à cause de sa famille et du public, qui a déjà dit qu'il ne resterait pas à Paris et qu'il en reviendrait aussi mécontent que Morkoff.

J'espère que V. E. approuvera ma discrétion sous ce rapport. Si on l'attaquait ouvertement, l'empereur même pourrait vouloir le défendre par entêtement. C'est une affaire qu'il faut traiter peut-être avec plus de ménagements que celle de la Prusse, quoiqu'elle soit moins importante. Le ministre m'a dit de lui-même que la Prusse avait demandé depuis longtemps la garantie de l'empereur pour les sommes dues encore à la France; que S. M. n'avait pas été éloignée d'y consentir; que M. de Tolstoï, pressé par le prince Guillaume, en avait

parlé, quoiqu'il n'eût point d'ordres positifs; que le ministre de Prusse pressait aussi. Je lui fis sentir qu'on ne pouvait, entre puissances alliées et amies, en cautionner une autre pour cent millions, quand une pareille somme pouvait payer deux campagnes, que pour moins que cela on s'était fait la guerre. Il m'a paru tout à fait de cette opinion, et m'a assuré qu'il était entièrement opposé à cette mesure, qu'il en avait parlé à l'empereur dans ce sens et qu'il répondrait de même au ministre de Prusse. J'ai lieu de penser qu'il ne sera plus question de cette garantie.

Le ministre ne me parlant point de l'occupation de la Prusse, je n'ai pas touché cette corde, car c'est ce qui occupe peut-être le plus l'empereur et le public, après la Valachie. Ce sera sans doute la chose la plus difficile à faire entendre. Je mène à cette idée par toutes les conversations indirectes, mais j'évite la question principale parce qu'on ne m'en parle pas. La question revenant toujours sur les moyens de tout concilier, M. de Romantzoff m'a parlé de la lettre que M. de Tolstoï a communiquée à V. E. comme contenant des vues qui pouvaient mener à ce résultat. D'après les détails qu'il m'a donnés, il paraît qu'il y répond d'avance aux questions que V. E. me fait sur le partage de la Turquie. Il s'est expliqué très clairement sur cet objet. Je ne lui ai répondu que comme s'il s'agissait d'une vieille idée, inadmissible pour le moment, à cause des avantages que l'Angleterre pourrait en recueillir. D'après ce qu'il m'a dit, l'empereur Alexandre est prêt à coopérer à la conquête de la partie de la Turquie que l'empereur Napoléon voudra prendre. Il fera à cet égard tout ce qu'on désirera. Il ne tient pas à y faire intervenir l'Autriche, à moins que cela n'entre dans les projets de la France. Sur l'observation que j'ai faite que cette puissance pourrait peut-être s'en alarmer, il m'a répondu: «Quand nous nous entendrons, il faudra bien que tout le monde soit content». Si on veut donner à l'Autriche pour la faire concourir à l'opération, la Cour de Pétersbourg en sera également satisfaite. Quant aux moyens, sans préciser la force de l'armée, le ministre assure qu'elle est assez considérable pour donner la loi à toute la Turquie.

Tout ce que je disais ne paraissant tendre qu'à chercher un moyen de s'arranger sur un équivalent en Prusse, j'ai passé fort légèrement sur ce projet de partage de la Turquie. Les affaires se trouvent dans une position à pouvoir attendre une réponse de V. E., si les ordres qu'Elle m'annonce ne me tracent pas une nouvelle marche. Je me suis principalement attaché à laisser entrevoir des moyens de conciliation dans tous les partis qu'on propose, en donnant cependant la préférence à celui qui assurerait la Silésie à la France, comme étant le plus politique et le plus prompt.

L'empereur peut maintenant donner aux affaires la direction qu'il jugera convenable. Il n'est pas plus engagé d'une manière que de l'autre.

M. de Tolstoï a bien écrit d'une manière aigre pour prévenir de la levée de la conscription, mais ce n'est pas ce qui a le plus frappé l'empereur ni le ministre. La dépêche de V. E. m'avait donné le moyen de prendre les devants et d'annoncer cette mesure comme une réponse au refus de l'Angleterre de traiter de la paix. Il paraît qu'on en a jugé dans ce sens, car il ne m'a rien été dit à cet égard, et on n'a rien témoigné qui annonçât qu'on partageât l'inquiétude de M. de Tolstoï.

M. de Romantzoff m'a instruit que l'empereur avait plusieurs bâtiments de guerre armés à Corfou et qu'il proposait à l'empereur Napoléon de les lui céder, n'ayant point de marins pour les monter depuis la cession des Sept-Iles. L'absence du ministre de la marine m'a empêché d'en avoir l'état.

La conversation sur M. de Tolstoï m'a mené à parler de M. Marine, et à représenter que la manière dont il s'exprimait ici annonçait qu'il était sûrement dans les mêmes principes que son ancien général, et que tout cela prouvait qu'il n'avait pas les intentions plus conciliantes que l'esprit. Je parlai des officiers qu'on envoyait. M. de Romantzoff m'a paru penser comme moi à cet égard, et m'a promis de veiller aux choix qu'on ferait. M. Marine a été tancé par l'empereur.

Le ministre m'a dit qu'il était chargé par l'empereur de me prier de remercier S. M. de la complaisance qu'Elle avait eue d'auto-

riser l'échange de mes lettres de créance. Il m'a remis les premières et je lui ai données celles qui doivent être déposées aux archives.

Il m'a prévenu que le marquis de Douglas, ancien ambassadeur d'Angleterre, arrivé de l'intérieur pour retourner à Londres, était venu chez lui pour lui témoigner le désir de voir l'empereur avant son départ, pour le remercier de ses anciennes bontés, mais que S. M. avait répondu qu'étant en guerre avec l'Angleterre, Elle ne voulait pas le recevoir.

M. de Romantzoff m'a parlé ensuite du mécontentement de l'empereur sur le style de M. d'Alopéus de Londres. Il a ajouté que S. M. lui avait dit: «Je suis en guerre avec l'Angleterre; cet homme, qui n'est pas maître de cacher son opinion, fait entendre presque à chaque ligne que j'ai mal fait».

Il m'a fait part de la réponse qu'a faite l'ambassadeur de Suède à la déclaration, qui lui a été remise le 22. Il y demande pourquoi on n'a pas répondu à l'ouverture faite par lui sur la neutralité de la Baltique consentie par l'Angleterre si on n'attaquait pas la Suède. Il demande aussi ce qu'on entend par ces mots: *recourir sans délai à tous les moyens que la Providence, etc.* Il a renvoyé le passeport qui lui avait été expédié sur sa demande pour un courrier, alléguant que c'était lui en refuser un que de le donner pour passer par Memel. L'empereur a chargé le ministre de répondre qu'il ne voulait point de grâce des Anglais, et que, par rapport au courrier, il ne changeait rien aux ordres qu'il avait donnés.

Les troupes russes sont entrées dans la Finlande Suédoise, comme j'ai eu l'honneur d'en rendre compte à V. E. Les habitants les accueillent bien. Les nouvelles annoncent que quelques bataillons de milices se sont retirés à leur approche. Au départ du dernier courrier on était à Lovisa. Quelques affaires d'avant-postes avaient coûté quelques hommes tant aux Suédois qu'aux Russes.

Mes précédentes lettres ayant en partie prévu tous les objets dont traite celle de V. E. à laquelle je réponds maintenant, je suppose qu'Elle sera suffisamment instruite de la situation de ce pays. S'il man-

quait quelque chose au tableau, M. le général Savary pourrait le compléter.

Voici l'état actuel de la question: tout arrangement par lequel on n'évacuera pas au moins une grande partie de la Prusse mécontentera l'empereur Alexandre; tout arrangement qui laissera les provinces turques sera dans l'esprit et le goût de la nation, et me paraît susceptible d'être adopté par l'empereur Alexandre, s'il offre à la Prusse un dédommagement quelconque pour ce qu'on lui prendra.

On veut maintenant plutôt sauver l'amour-propre, que ménager la Prusse. On tient pourtant un peu à l'un et à l'autre.

Tout le monde se plaint, mais personne n'est assez mécontent pour qu'on doive craindre une catastrophe. Le souvenir de l'empereur Paul, et la crainte du grand-duc défendent la vie de l'empereur plus que les principes et l'honneur des seigneurs et des officiers russes. On est frondeur comme dans toutes les capitales. Si on l'est plus hautement qu'ailleurs, c'est que l'empereur l'a bien voulu. Les Russes sont, sous ce rapport, les singes des Anglais; ils sont bavards dans la capitale et croient être libres parce qu'ils parlent à tort et à travers.

L'empereur tient à ce qui s'est fait à Tilsit par la conviction que c'est l'intérêt de ce pays, et surtout celui de sa gloire, auquel il n'est pas insensible. Il y tient aussi maintenant par amour-propre.

Il a compté sur un agrandissement et y a trop laissé compter les autres. Il en est résulté deux choses, l'une, qu'il se croit dupe quand il pense que ce qu'il espérait peut ne pas avoir lieu, l'autre, qu'il sent qu'il sera humilié aux yeux de ceux auxquels il a laissé prendre cette opinion, si rien ne s'arrange. Trop engagé pour reculer, il a aussi trop d'amour-propre pour laisser penser qu'il s'est trompé. Ces motifs soutiendront donc notre alliance pendant quelques mois, mais, déjà mécontent, les embarras du printemps l'ébranleront facilement. L'influence de l'ambassadeur de France ne pouvant pour le moment s'établir que par la Cour, s'il n'a pas un grand avantage à offrir à la nation, il n'aura aucun moyen à opposer au parti anglais, jusqu'à ce que le temps et un changement dans les idées du pays lui aient donné de

l'influence par la société. Dans l'état actuel, la société influence la Cour, et ce n'est que par la Cour que l'ambassadeur peut influencer la société. Les ministres alliés ne seront pas ici avant quatre mois, ils n'auront pas de maisons avant un an. Il s'agit de changer l'opinion, ce qui ne peut être que l'ouvrage du temps.

L'esprit de Tilsit anime encore l'empereur; je l'entretiens. Aussi tout est encore pour nous, quoiqu'on fasse bien quelques réflexions qui ne sont pas *sur le même air*. Mais elles sont passagères et le fond de la pensée est encore comme il était alors. Cependant si on ne fait rien pour la Russie, cela changera. Si une fois l'empereur n'est plus dirigé que par la politique du pays, tout sera contre la France. L'opinion du ministère même est que la Russie fait beaucoup de sacrifices en soutenant la guerre actuelle, qu'à la vérité, elle fera plus de mal à l'Angleterre que cette puissance ne peut lui en rendre, mais qu'elle éprouvera cependant une grande gêne et ne vendra pas assez pour soutenir son crédit, que déjà la baisse du change est une calamité. Le présent est tout dans ceci, l'avenir peu de chose.

On regarde la guerre à l'Angleterre et même celle à la Suède, comme une opération toute française.

Cet état de choses peut se prolonger, sans doute; mais, avec la disposition des esprits, quoiqu'il doive en coûter à notre auguste maître de prendre un parti dans une circonstance peu favorable peut-être aux intérêts de la France, il vaut encore mieux céder quelque chose à l'ambition de la Russie pour pouvoir exiger de l'empereur Alexandre des équivalents en Prusse qui lui coûteront sans doute à accorder autant que des sacrifices personnels, que de le laisser dans l'incertitude actuelle; car elle le détache plus que ne le ferait le chagrin momentané de sacrifier un peu cette puissance. Cette contrariété ne durera qu'un jour: l'avantage que recueillera la Russie sera de tous les moments et l'opinion du pays ramènera à nous celle de l'empereur. L'incertitude le détache tous les jours un peu plus, je le répète, et fournit matière à mille doutes, surtout depuis que les craintes sur le rétablissement de la Pologne se sont réveillées, et que les regards se portent sur les agrandissements de la France au midi.

53.

26 Février 1808.

Votre Excellence verra, par la date de la dépêche jointe à celle-ci, qu'elle devait partir au moment où celle du 2 de ce mois dont elle a chargé M. d'Arberg m'était remise par cet officier, arrivé ici le 25. J'ai retardé le départ de mon courrier pour pouvoir répondre à ce que V. E. me fait l'honneur de me mander.

Les détails qu'Elle veut bien me communiquer sur les opinions de M. de Tolstoï me serviront de gouverne quand on parlera de lui. On serait prêt à envoyer un homme plus capable de diriger les affaires, si on savait où en prendre un dont l'opinion ne paralysât pas les moyens. L'empereur, qui m'a fait l'honneur de m'en dire un mot hier, me l'a positivement assuré, et le ministre me l'a répété. Ma lettre du 24 fait connaître à V. E. l'opinion qu'on a de lui. On désire qu'il reste pour le moment, afin que cela ne fasse pas un événement, et que V. E. l'entretienne de choses peu importantes, car on ne tient nullement à s'en servir pour les grandes communications.

A la réception de la dépêche de V. E., j'ai prévenu le ministre des ordres donnés par S. M. pour la coopération d'un corps français en Scanie. Je joins ici la copie de la note que je lui ai adressée à ce sujet. S. M. a reçu cette communication avec reconnaissance; c'est le mot dont Elle s'est servie à l'audience qu'Elle m'a accordée, pour m'en remercier elle-même, a-t-Elle dit.

M. de Romantzoff a senti tout l'inconvénient qui est résulté de l'ignorance où sont les commandants des flottes. Le ministre de la marine est absent depuis huit jours, et ne revient que dans dix. Cela ajourne tout. Des ordres ont déjà été donnés cependant sur ma première demande, mais l'empereur et le ministre m'ont promis de les renouveler. Les commandants sont changés. L'intention est que les escadres russes concourent au succès de la cause commune. Je suivrai cette affaire et en rendrai un compte plus particulier à V. E.

Le comte de Romantzoff m'a parlé d'un courrier de Turquie, qui annonce que les Turcs ont armé toute leur escadre, embossé des vaisseaux et mis les Dardanelles, comme Constantinople, dans le meilleur état de défense, qu'il arrive chaque jour à Andrinople des levées d'Asie, et que l'armée turque du Danube est déjà de 25.000 hommes. C'est un officier de marine, qui avait été chargé de ramener à Constantinople des prisonniers turcs, qui a apporté ces nouvelles. Il raconte et affirme comme positif un fait dont les dépêches ne parlent pas. C'est qu'un homme assez important est parti de Constantinople sur un petit bâtiment pour se rendre, disait-on, aux Dardanelles, mais que sa véritable destination était Malte. J'ai vérifié ce rapport; V. E. jugera du degré d'importance qu'il mérite.

La situation des affaires n'a point changé. L'empereur, le ministre, tout tient un langage conciliant, et je suis toujours traité avec la même distinction.

Le comte de Merveldt boude la Cour. Il n'a paru à aucune réunion depuis le 16, ce qu'on attribue au refus qu'elle a fait d'établir un pêle-mêle aux bals, jeux et soupers, et aux préférences officielles dont j'étais l'objet dans les choses d'étiquette. Il en a écrit à Vienne. Nous nous voyons cependant, et il ne me parle de rien.

L'empereur a ri de ce qui lui est arrivé chez la grande-duchesse. Ces Français, dit-on dans le public, sont toujours plus lestes que les Autrichiens.

Trois régiments ont eu, dit-on, l'ordre de se porter des environs de Kieff sur le Danube. Je ne puis donner cette nouvelle comme positive, car il ne vient de cette partie que des courriers, et ces hommes ne savent rien ou sont difficiles à questionner.

Un courrier de Suède est arrivé le 25. Le comte de Romantzoff m'a dit que le roi avait donné une audience au ministre de Russie sans qu'il l'eût sollicitée, pour lui demander s'il avait connaissance des bruits qui couraient que la Russie voulait l'attaquer. D'après ce qu'on m'a dit, ce ministre aurait répondu qu'il n'avait aucune nouvelle. Je joins ici un extrait du compte rendu par lui. Comme

j'ai eu ces détails *en contrebande,* je prie V. E. qu'il n'en soit rien communiqué, ni rendu public.

54.

Bulletin à Champagny.

Du 19 au 27 Février 1808.

On a parlé d'une insurrection à Stockholm, du refus des Etats de fournir aux dépenses de, la guerre.

Plusieurs seigneurs finnois ont écrit au général en chef russe, même à l'empereur, dit-on, aussitôt qu'ils ont reçu la proclamation, pour annoncer que le pays recevait l'armée en ami.

L'empereur a fait tancer M. Marine pour ne s'être pas exprimé depuis son retour d'une manière convenable sur son séjour à Paris.

Le roi de Suède est brouillé avec la reine *), parce que sa santé l'a empêchée de partir avec lui et forcée de rester à Stockholm.

Le grand chambellan Narischkin **) a donné une fête de 500 personnes dans sa maison de campagne. Ballet, feu d'artifice, illumination, il y avait de tout. La Cour y était.

L'ambassadeur d'Autriche boude la Cour, qui donne partout le pas à l'ambassadeur de France; depuis le 15 Février, il ne va plus à aucune fête. Il fait des visites même chez l'ambassadeur de France. On rit de la mortification qu'il a eue le jour de la fête de Madame la grande-duchesse Anne. Les rieurs ne sont pas pour lui.

On se plaint beaucoup de la non-activité du commerce. Les seigneurs et marchands qui ont des fers sont ceux qui crient le plus haut, ensuite les marchands de chanvre.

On dit que les Turcs rassemblent une armée formidable à Andrinople.

---

*) Wilhelmine, née princesse de Bade, sœur de l'impératrice de Russie.

**) Alexandre Lvowitch, 1760—1826; en 1801, fut nommé grand chambellan.

La Prusse a reçu un secours de 300.000 francs sur ce qu'elle réclame du gouvernement russe.

Le ministre d'Angleterre à Stockholm *) pousse, dit-on, le cabinet à s'arranger avec la Russie.

55.

Rapport à Napoléon.

26 Février 1808.

M. d'Arberg étant arrivé le 25 au soir, je prévins de suite le comte de Romantzoff de l'ordre donné par Votre Majesté au prince de Ponte-Corvo. Il envoya mon billet à l'empereur.

Le 26 au matin, je fus chez lui, mais il était avec l'ambassadeur d'Autriche et devait travailler à midi avec l'empereur. Je passai alors chez le grand-maréchal Tolstoï, que je prévins de l'arrivée de M. d'Arberg, porteur d'une lettre pour S. M. et de la première livraison de l'ouvrage sur l'Egypte. J'ajoutai que j'avais aussi une lettre de V. M. pour l'empereur: il me dit qu'il avait l'ordre de le prévenir si je venais, et de l'avertir si j'avais quelque chose à lui remettre. Il se rendit donc chez S. M., qui me donna l'ordre de passer chez Elle, tel que j'étais. Je demandai la permission d'aller chercher la lettre de V. M. et je l'apportai de suite.

L'empereur. Pourquoi ne vouliez-vous pas entrer? Il n'y a point de cérémonie dans mon cabinet. Je ne reçois jamais assez tôt une lettre de l'empereur et je vous vois toujours avec plaisir. L'empereur se porte-t-il bien? Je pense que nous aurons à causer.

L'ambassadeur. J'ai l'honneur de remettre à V. M. une lettre de l'empereur mon maître. (L'empereur la prit avec empressement et me dit: «Je vous demande, général, la permission de la lire. Vous n'êtes point de trop», ajouta-t-il, parce que je me retirais. En l'ouvrant, l'empereur était sérieux. Son visage s'anima peu à peu. Il sourit à la

---

*) M. Taylor.

fin de la première page; peu après, il s'écria: «Voilà de grandes choses!» et répéta plusieurs fois: «Voilà le style de Tilsit!» A la phrase: *ne cherchons pas dans les gazettes du siècle passé, etc.,* il s'écria: «Voilà le grand homme!» me lut cette phrase, puis continua tout bas jusqu'à la fin. Il me prit ensuite par la main et me dit en la serrant avec émotion: «Dites à l'empereur combien je suis touché de sa confiance, combien je désire le seconder. Vous êtes témoin de la manière dont je reçois sa lettre, je veux vous la lire». L'empereur la lut avec moi. Il s'arrêta à chaque phrase, mais surtout à celle précitée. Après il me dit:)

L'empereur. Général, je vous parle franchement, cette lettre me fait grand plaisir. C'est le langage de Tilsit. L'empereur peut compter sur moi, car je n'ai point changé de ton, vous le savez. Je suis bien aise de ne pas avoir évacué ces provinces. C'est beaucoup de besogne de faite. J'ai sûrement encore plus d'envie que l'empereur de nous rencontrer. Il faudra bien nous voir. J'irai comme un courrier; mais Paris est trop loin pour la circonstance actuelle. Vous savez que ma présence est nécessaire ici, indispensable même, pour diriger tout ce qu'il faudra employer pour seconder les vues de l'empereur. C'est à lui à diriger toute cette opération. C'est une bonne chose d'y faire entrer les Autrichiens. C'était déjà la pensée de Tilsit.

L'ambassadeur. L'empereur verrait sûrement avec grand plaisir V. M. à Paris; mais si c'est trop loin, et qu'Elle ne puisse lui envoyer un homme de confiance, il m'autorise à mettre le compas sur la carte et à prendre sur-le-champ les engagements que V. M. voudra pour qu'il se trouve au lieu qu'Elle choisira à moitié chemin.

L'empereur. Voilà la difficulté: l'empereur a vu par Tolstoï que je n'en avais pas. En connaissez-vous un ici? J'ai choisi Tolstoï parce qu'il n'est pas intrigant: eh bien, il ne mène pas les affaires. L'empereur n'est pas content de lui; de vous à moi, je m'en aperçois depuis longtemps. J'en ai souvent causé avec Romantzoff. Nous avions eu l'idée de tout traiter avec vous. Mais n'aurait-on pas trouvé cela extraordinaire, à Paris? Je ne veux rien faire qui déplaise à l'empereur.

L'ambassadeur. S. M. n'a point parlé de cette affaire à M. de Tolstoï. Elle est tout à fait secrète et confidentielle sous tous les rapports.

L'empereur. Je sais cela. Je suis tout à fait de cet avis. Ceci restera entre vous, Romantzoff et moi. Cela me convient tout à fait. Je vais m'occuper de tout ce que l'empereur me mande, en causer avec Romantzoff, et ensuite avec vous. Mandez toujours cela à l'empereur.

L'ambassadeur. J'attendrai à demain à cause des nouvelles de Finlande, si V. M. le permet.

L'empereur. Vous avez raison, je désirerais bien vous annoncer la prise de Sweaborg et pouvoir aller à Paris; mais comment n'y rester que quelques jours? C'est impossible. Puis ce pays-ci! C'est un voyage que je ferai à la paix. Remerciez bien l'empereur de sa coopération en Scanie, parlez-lui de ma reconnaissance. Au revoir, général; êtes-vous encore fâché de votre négligé? Moi je suis bien aise de vous avoir vu, etc., etc.

Le soir, au bal, l'empereur me parla plusieurs fois, me répéta: «J'ai plus d'une fois relu la lettre de l'empereur. Voilà des paroles de Tilsit». Je l'assurai qu'on n'en avait jamais proféré d'autres.

56.

Lettre à Napoléon.

27 Février 1808.

Votre Majesté verra, par le rapport ci-joint du 26 Février, la manière dont sa lettre a été reçue par l'empereur Alexandre. Celle que V. M. m'a fait l'honneur de m'adresser en même temps sera ma gouverne dans cette négociation. Le comte de Romantzoff, qui a vu plusieurs fois l'empereur depuis mon audience, ne cesse de me répéter que ce sont des paroles sur l'air de Tilsit, qu'il entend celles-là, que l'empereur en est enchanté, qu'il lui en parle sans cesse. Les visages sont épanouis, tout a une autre couleur.

Tout ce que V. M. propose convient, m'a dit le comte de Romantzoff. Lui préférerait envoyer un homme dans l'opinion de la chose,

mais où le prendre? Lui, n'en connait pas, et moi, je ne vois qu'un comte Potocki *), polonais, que j'ai beaucoup vu ici, mais encore est-ce plutôt un savant qu'un homme d'affaires. Je ne le désigne pas, il est d'ailleurs absent depuis quinze jours. L'empereur penche pour le rendez-vous à mi-chemin; le comte m'a dit qu'il l'accompagnerait. J'ose espérer que V. M. daignerait dans ce cas autoriser son ambassadeur à aller mettre aussi son hommage à ses pieds. Je ne presse point pour le voyage à Paris, une longue absence de l'empereur ne serait peut-être pas sans inconvénient pour ce pays: sa présence seule fait un peu mouvoir tous les ressorts.

Le comte Romantzoff vient de me renouveler au nom de l'empereur l'assurance que le ministre de la marine donnerait encore de nouveaux ordres aux bâtiments de la Méditerranée et de l'Adriatique pour qu'ils eussent à concourir au succès de la cause commune. Il en a déjà été expédié sur ma première demande. Le ministre de la marine fait la tournée des côtes de la Courlande et de la Livonie. M. Deponthon l'accompagne; ils arriveront dans huit jours.

M. Ojarowski **), parti de Paris le 11 Février avec des dépêches de M. de Tolstoï, est arrivé hier. Le ministre vient de me dire en riant: «Il rend compte de la conversation qu'il a eue avec l'empereur à la chasse; il dit qu'on le presse toujours sur le même objet, qu'il entrevoit cependant plus de désir de s'entendre, qu'on parle sur un ton plus conciliant, que l'empereur le traite toujours avec une grande distinction et préférence. L'empereur lui en donne à garder et l'occupe, m'ajoute-t-il, nous sommes fort aises de cela; nous ferons pendant ce temps les affaires ici, cela restera entre nous». Il m'assura que, sous huit jours, je pourrais répondre à V. M. d'une manière positive.

Le premier courrier portera aussi à V. M. toutes les notes recueillies près de ce comte Potocki sur l'Asie; c'est le rêve de toute sa vie qu'une influence *gallo-russe* dans ce pays. M. de Saint-Aignan,

---

*) Séverin Ossipowitch, 1762—1829.

**) Comte Pierre Philippowitch, secrétaire de l'ambassade russe à Paris.

qui s'est intimement lié avec lui, pourra répondre à toutes les questions que V. M. daignera lui faire, si les détails écrits dans la pensée d'une expédition russe dans l'Inde par Askhabad ne lui paraissaient pas assez clairs.

57.

Lettre à Champagny.

27 Février 1808.

J'avais encore retardé mon courrier d'un jour, dans l'espoir qu'il porterait à Votre Excellence la nouvelle de l'entrée des Russes à Swéaborg, mais les neiges ont retardé leur marche, je me détermine donc à l'expédier.

M. Ojarowski, officier russe expédié de Paris par M. de Tolstoï le 11 Février, est arrivé ici hier soir. Le comte de Romantzoff, que je viens de voir, m'a dit que M. de Tolstoï rendait compte de la dernière conversation qu'il a eue avec l'empereur à la chasse. Il se loue des marques de distinction et même de prévenance qu'il reçoit et mande que l'empereur le presse toujours sur le même objet, et que, cette fois, il a cependant ajouté: «Qui est-ce qui vous presse d'évacuer les provinces turques? Qui est-ce qui vous dit que je ne veux pas évacuer la Prusse, que je ne l'évacuerai pas un jour»? M. de Tolstoï ajoute que la manière de parler de l'empereur, comme celle de V. E., lui a paru plus conciliante, qu'on annonce plus positivement le désir de s'entendre.

Le ministre n'ayant rien ajouté à ces détails, je n'ai fait aucune réflexion.

M. de Romantzoff m'a ensuite communiqué une lettre signée de Breteuil, écrite de Berlin à l'empereur Alexandre pour demander une distinction et une récompense pour M. Percy *), médecin en chef de l'armée, et un autre, pour les soins qu'ils ont donnés aux blessés russes.

---

*) Baron Pierre-François, 1754—1825; publia des Mémoires; en 1904, a paru «Journal des campagnes du baron Percy», Paris.

Le ministre m'a dit que l'empereur avait entendu dire beaucoup de bien de M. Percy, dont il serait fort aise de pouvoir reconnaître les services, mais qu'il ne connaissait point l'autre personne dont on parlait. V. E. sentira sûrement qu'il y a quelque inconvenance dans cette conduite, que j'ai fortement réprouvée.

Le comte de Romantzoff, qui n'était que ministre par intérim, a été nommé le 25 ministre titulaire par la retraite de M. de Boudberg *). Il l'a notifié hier au Corps diplomatique, comme le verra V. E. par la copie ci-jointe sur sa note.

M. de Douglas, ex-ambassadeur d'Angleterre, du parti de l'ancien ministère, arrivé ici depuis quelques jours de l'intérieur, m'a fait sonder pour obtenir un passeport pour traverser la France et s'embarquer à Calais; j'ai répondu que je n'y étais pas autorisé. Il a cherché plusieurs fois à me rencontrer. Nous répétons ici qu'on ne peut traiter avec le ministère actuel; M. Douglas est, dit-on, de cet avis et le dit hautement aussi.

P.S. L'ambassadeur de Suède a demandé des passeports pour Stockholm; on les lui a refusés pour la Finlande, on les lui donne pour Memel.

L'empereur et le ministre, auxquels j'ai fait part des intentions de S. M. relativement à la construction des vaisseaux de guerre en Russie, ont donné des ordres pour que les bureaux de la marine et des constructions me fournissent les renseignements que je pourrais désirer. M. Brun, désigné par le ministre de la marine, est occupé à répondre à ceux que ce ministre a demandés.

Le comte de Romantzoff m'a encore répété qu'il était prêt à faire tel arrangement ou traité qu'on voudrait pour la sûreté de ces constructions et des approvisionnements dont M. de Lesseps **) s'occupe. Si c'est un traité qu'on veut faire, il faut des pouvoirs; si ce n'est qu'un arrangement, ne faut-il pas une autorisation *ad hoc?* Dans

*) Baron André Jacowlewitch, 1740—1812; fut ministre des affaires étrangères de Juillet 1806 à Février 1808.

**) Jean-Baptiste, consul général de France à St-Pétersbourg.

l'un et l'autre cas, il est indispensable que V. E. m'adresse un projet des conditions que doit renfermer cette transaction.

M. de Romantzoff, à qui j'ai observé que cette affaire était du ressort de la marine, prétend au contraire qu'elle regarde le département des affaires étrangères, puisque c'est un objet à traiter de puissance à puissance, et que le ministre de la marine, n'étant point autorisé à traiter avec des gouvernements étrangers, ne présenterait point par cela même une garantie suffisante.

58.

Lettre à Napoléon.

29 Février 1808.

J'ai l'honneur de rendre compte à Votre Majesté de ma première conférence avec le comte de Romantzoff sur le grand objet dont Elle a bien voulu confier la direction à ma fidélité.

L'empereur ayant fait une chute de cheval qui l'a empêché de me recevoir et de travailler avec le ministre, il ne se passa rien d'important à ma conférence du 28; il me parla comme précédemment du comte Tolstoï.

Le 29, il me pria de passer chez lui, et commença par me reparler de la dépêche de l'ambassadeur Tolstoï; cette fois, il s'exprima ainsi: «L'empereur Napoléon, après un peu d'impatience sur l'entêtement et le sentiment prussien du comte Tolstoï, lui a dit: Prenez que je ne suis plus l'empereur: c'est un général de division comme vous qui vous parle! Eh bien, où avez-vous rêvé, qui est-ce qui vous a dit que je ne voulais pas évacuer la Prusse, que je ne l'évacuerais pas, même si vous restiez en Valachie»?

Le comte m'a ensuite ajouté que ces mots étaient soulignés et que cet ambassadeur écrivait pour la première fois du ton d'un homme content. Il m'a demandé si cela apportait quelques changements à la lettre de V. M., puisque ceci y était postérieur. Ma réponse a été que

ces paroles me paraissaient tout à fait sur le même air que la lettre, seulement dans le sens nécessaire pour occuper et satisfaire l'homme auquel on ne pouvait parler des grands intérêts actuels.

De là nous en sommes venus au grand objet. Il m'a lu la lettre de V. M., que l'empereur lui avait confiée, et m'a dit que, d'après une de ses expressions, ce prince pensait que j'avais des instructions particulières de V. M. sur la manière de s'entendre et sur le partage à faire. J'avais prévu cela, j'étais muni de la lettre que V. M. m'a fait l'honneur de m'écrire et je lui en ai lu les passages que j'avais marqués d'avance. J'ajoutai que les intentions de mon maître me paraissaient si positives, que je ne pouvais concevoir ce qui pourrait l'arrêter pour faire connaître ses vues et celles de la Russie.

Il en convint sans entrer en matière, dans l'espoir que j'entamerais la question, persuadé enfin que celui qui avait fait la proposition ne pouvait y répondre; il finit par me dire: «Tout ce que propose l'empereur Napoléon nous convient; veut-il même acquérir de grandes possessions dans l'Inde, l'empereur Alexandre le verra avec plaisir et le secondera: il y faut des établissements à la France pour qu'elle forme des matelots. L'empereur Napoléon vous dit-il s'il veut chasser aussi les Turcs d'Asie»? Ma réponse a été que non, mais que la question actuelle du partage me paraissait en Europe; que l'Asie ne me paraissait nommée que relativement à l'expédition; que, puisque V. M. nous disait de raisonner, de présenter nos vues, nous pouvions le faire dans différentes hypothèses; que ce qui intéressait réellement la Russie conviendrait sûrement à V. M.

Le comte reprit: «Qu'entend l'empereur par ce partage: est-ce celui du traité d'alliance, ou le tout? On a parlé une fois du premier à M. de Tolstoï, en lui disant cependant que ce n'était plus dans la politique du moment. La France, dans celui-là, avait la Morée et l'Archipel, même Candie, je crois. A présent, tout annonce que vous admettez décidément l'Autriche au partage; nous le voyons avec plaisir et nous ne tiendrons même pas à quelques-unes de nos convenances pour que tout s'arrange bien. Vous ne me dites rien de la Silésie; un mot m'eût

cependant fait plaisir. La lettre de l'empereur est dans l'esprit de Tilsit, il ne peut avoir la pensée d'en changer les transactions».

Ma réponse a été qu'il n'était pas plus difficile, comme je le lui avais déjà dit, de raisonner dans trois hypothèses que dans une; qu'il n'avait qu'à prendre la carte et m'indiquer ses vues, soit pour le grand partage européen, soit pour le partiel, soit enfin pour un démembrement en Asie; que, quant à la Silésie, sur laquelle il revenait, quoique ce fût tout à fait étranger au grand projet, il me semblait que c'était une de ces questions prussiennes du ressort de l'ambassadeur de Paris, comme il le savait; qu'il voyait bien que le sentiment qui avait dicté ces lettres était celui qui avait inspiré à Tilsit, et le même qui portait V. M. vers la Russie depuis les premiers jours de son règne, qu'Elle n'était pas animée par une politique timide, qu'il fallait donc bannir toutes ces arrière-pensées qui empêchaient de faire de grandes choses.

Après avoir répondu à cela par des protestations de confiance et surtout de dévouement à ce qu'il appelle le grand système, il continua ainsi: «Je ne vois point d'homme capable de traiter d'aussi grands intérêts. L'empereur penche toujours pour l'entrevue, moi je la désire, puisqu'il m'a promis que je l'accompagnerais, et que le plus beau jour de ma vie sera celui où je pourrai mettre mon respect aux pieds de l'empereur Napoléon, mais le prix même que j'attache à cette grande alliance, à tout ce qui doit en résulter, me fait désirer qu'on jette au préalable quelques bases sur lesquelles on traiterait. Il faut s'expliquer avant, afin d'être sûr de s'entendre quand on se verra, et qu'une entrevue comme celle-là ne soit pas sans résultat. Je ne suis pas timide, mais prudent; vous connaissez ce pays, rendez donc justice à mes intentions: comme l'empereur, je veux l'attacher non seulement à vous, mais aussi à vos neveux».

Tout ce que vous me dites, ai-je répondu, me prouve, comme le dit et répète l'empereur Napoléon, qu'une entrevue est indispensable, si vous n'avez personne à lui envoyer et que vous ne puissiez aller vous-même; car c'est un homme tout à fait dans votre esprit que

l'empereur demande. Remarquez-le, M. le comte: cela vous dit assez dans quelles intentions il est, et quel sentiment le dirige. Dans sa lettre, il s'exprime d'une manière si franche, si positive, que le résultat de cette entrevue ne peut être mis en doute. Au fait, c'est pour complaire à l'empereur Alexandre, c'est pour votre intérêt plus que pour le sien, que mon maître prend ce parti! Si l'entrevue n'a pas lieu, vous êtes le seul homme qui puisse terminer cette affaire. Quant aux idées à jeter en avant pour mieux s'entendre, je suis prêt à causer de tout ce que vous voudrez. Prenez la carte, nous raisonnerons».

«J'adopte cette idée, me répondit-il, puisque votre Cour ne vous donne point d'instructions positives sur les vues qu'elle a dans ce partage; j'en parlerai à l'empereur et nous reviendrons là-dessus, quand j'aurai ses ordres».

Ce ministre me dit ensuite qu'il avait été question de la Silésie à Paris; qu'il ne savait pas d'où provenait l'indiscrétion; qu'il était possible que le comte Tolstoï s'en fût trop ouvert à quelqu'un de son entourage dans un moment d'humeur; que cela était revenu ici par l'avant-dernier courrier (un feldjäger); que quelqu'un lui en avait parlé, mais que, dans l'état actuel des choses, cela était indifférent. Il est revenu à tant de reprises et de tant de manières sur la Silésie, que, je dois le faire remarquer à V. M., il m'a été facile de démêler qu'il a la crainte que le partage proposé ne soit un moyen de changer la question, et de rester en Silésie sans que la Russie soit en position de demander pourquoi. De mon côté, j'écarterais la question prussienne sans l'éluder, ne voulant ni prendre d'engagement, ni le laisser cependant croire à une arrière-pensée. Ma réflexion sur le caractère que V. M. désirait à l'homme qu'on lui enverrait, m'a paru le frapper et dissiper ses doutes. Il a affecté de revenir sur les prétendus avantages que la France retirerait d'un établissement dans l'Inde, il m'a assuré que l'empereur, qui avait avant beaucoup d'éloignement pour ce projet, le goûtait beaucoup depuis la lettre de V. M. «C'est, a-t-il dit, l'endroit vulnérable pour l'Angleterre; je vous confesse que je serai enchanté que cela puisse réussir, car les grands talents de l'empereur Napoléon n'ont pas encore pu porter un

coup assez sensible aux Anglais. Il faudrait aussi une grande expédition chez eux».

«Prenez-vous en à votre ancien ministère, M. le comte: c'est lui qui nous a forcés à débarquer pour venir à Vienne, ai-je répondu! Mais, rapportez-vous en à l'empereur, il portera le coup de massue quand il sera temps, et vous aurez votre part de la gloire, puisque vous contribuerez au succès de ses grandes vues».

«Je ferai tout ce qui dépendra de moi», m'a-t-il répondu; puis il a ajouté qu'il savait positivement par Vienne que ce cabinet avait offert à V. M. de la seconder contre les Turcs. Je lui demandai si c'était par M. de Merveldt; il me répondit que non: c'est une communication faite au prince Kourakin.

Je l'ai de nouveau entretenu de la conduite incertaine de la marine russe et de la nécessité d'y remédier promptement; j'ai ajouté qu'il répugnait à V. M. que j'en parlasse à l'empereur, parce qu'Elle était sûre qu'il serait peiné de l'événement qui en était résulté; qu'il sentait que, d'après la marche franche que nous tenions, il était nécessaire d'y répondre de même, ne fût-ce que pour ôter à des marins l'idée que la Russie avait une arrière-pensée, qui n'existait pas; que je lui rappelais cela, parce qu'il ne fallait pas perdre de temps, et que je le priais d'éviter à l'empereur le chagrin de m'entendre porter une plainte fondée, et d'obtenir un ordre pour que la marine russe eût à agir au moins de concert avec nous. J'ajoutai que, s'il voulait que je lui parlasse franchement, quoique je n'eusse ni ordres ni instructions pour le lui demander, je lui dirais que le meilleur moyen, même pour l'intérêt de la Russie, vu l'éloignement où elle était de ses flottes, serait de mettre cette marine à la disposition de V. M., qui la ménagerait sûrement plus que la sienne et qui pourrait la faire surveiller et la placer de manière à ce qu'elle se répare et soit utile. Il eut l'air de goûter cette idée, et me dit qu'il se croyait obligé de rendre mot pour mot à l'empereur ce que je lui avais dit; que S. M. apprécierait sûrement ces formes; qu'il savait qu'Elle était très fâchée de ce qui était arrivé.

Quant à la Suède, comme toujours, il me dit qu'on presse les opérations. Il rit quand je parle de l'occasion de se défaire de l'ennemi géographique, mais répond toujours d'une manière évasive. Il doit paraître une proclamation qui lèvera tous les doutes.

Rapports à Napoléon.

59.

1er Mars 1808.

Le 1er, j'eus l'honneur de dîner à la Cour; l'empereur était presque rétabli. Après le dîner, il me fit appeler dans son cabinet.

L'empereur. Romantzoff m'a rendu un compte sommaire de ce que vous vous êtes dit hier. L'empereur ne vous donne-t-il donc aucun détail sur ses vues dans cette grande affaire?

L'ambassadeur. L'empereur m'écrit, Sire, dans la même pensée qu'a V. M.: cela suffit pour V. M., qui a le souvenir de Tilsit, et pour moi, qui connais le désir qu'il a de tout faire pour la gloire de V. M. et l'avantage de la Russie.

L'empereur. Je croyais, d'après une expression de sa lettre, que la vôtre contiendrait les bases de l'arrangement qu'il propose. Romantzoff vous l'aura dit.

L'ambassadeur. Oui, Sire! Je lui ai lu la lettre de l'empereur. Je puis la lire à V. M.: en voilà l'extrait, qu'Elle peut parcourir.

L'empereur. Vous me ferez plaisir. *(Je lus ce que j'avais marqué au crayon; l'empereur relut l'extrait, me le rendit, puis continua:)* Ce sont les mêmes paroles! Il semble cependant, d'après le désir de l'empereur de faire une expédition dans l'Inde, qu'il faut partager toute la Turquie, même Constantinople, qui serait le point de départ. S'il ne s'agit que du partage dont il a été question à Tilsit, tout est prêt. Si on veut le partage entier, alors il faut s'en entendre. Je pense et je l'ai même dit hier à Romantzoff, qu'il faut en raisonner la carte à la main.

L'ambassadeur. Ce que l'empereur mande à V. M. et à moi me semble suffire pour mettre nos idées en avant, tout ce qu'on fait ayant pour but de complaire à V. M.: la même intention présidera à tout.

L'empereur. Mon ambition n'allait pas au delà de la Valachie et de la Moldavie; encore était-ce parce que j'y voyais un moyen de consolider notre alliance; alors l'empereur ne voulait point détruire la Turquie. Ses vues ont changé; tout ce qui lui convient me convient aussi. Je suis enchanté qu'il ne soit plus question de la Silésie; l'empereur n'en dit rien. Romantzoff vous en a parlé hier, ainsi que de l'inconvénient de se voir sans s'entendre. Pour moi, au style de la lettre de l'empereur, je reconnais les pensées de Tilsit. Je suis certain du succès, je n'ai aucun doute sur l'accomplissement de ce qui a été stipulé. Franchement, cette question du partage de l'empire Ottoman doit annuler tout ce qui a été proposé et dit sur la pensée depuis Tilsit. Cela rétablit la question telle que l'a consacrée le traité.

L'ambassadeur. L'empereur n'a jamais pressé V. M. sur l'évacuation des provinces turques. On a été trop content en Angleterre de l'évacuation de la Prusse, pour que V. M. ne sente pas que l'intérêt commun veut que la Prusse ne soit pas évacuée, dans l'état de guerre actuel avec l'Angleterre. Confiance et facilités réciproques, cela mènera tout à bien. V. M. apprécie sans doute la confiance que l'empereur lui témoigne, et je viens de déduire ses raisons pour ne pas évacuer dans ce moment; dirigées contre l'ennemi commun, elles nous sont communes avec V. M. L'empereur Napoléon lui demande de ne pas le presser plus qu'il ne le presse. L'empereur dit à V. M. qu'il veut tout ce qu'Elle veut, cela est clair. Il m'ordonne de m'aboucher avec le comte Romantzoff: c'est pour jeter les premières idées; ensuite les souverains seuls peuvent s'entendre, à moins que V. M. n'ait à envoyer à l'empereur un homme bien dans l'esprit de la chose.

L'empereur. J'en ai bien un, mais je ne puis m'en passer ici. Sans lui, comment faire marcher ma marine? C'est Tchitchagoff; que pensez-vous de lui? Franchement, allons, dites-moi ce que vous en pensez.

L'ambassadeur. Du bien, Sire, je l'ai même mandé à l'empereur, en lui disant que le voyais souvent. Il a tout ce qu'il faut pour apprécier les avantages de ce grand parti. Mais est-il assez décidé pour conclure? Je ne le connais que depuis peu de temps.

L'empereur. Comme je vous l'ai dit, je ne peux m'en passer ici. C'est une idée qui m'est venue; je ne veux rien vous cacher. J'ai encore le comte Potocki, qui est un homme tout à fait dans cet esprit, mais il n'a jamais traité de grandes affaires: c'est un savant et il n'est plus jeune.

L'ambassadeur. Sire, il n'est pas russe; il faut quelqu'un qui fasse les affaires et qui y attache la nation. V. M. me pardonnera cette observation.

L'empereur (en me prenant la main). Je vous en remercie, général; l'empereur Napoléon pense comme vous. Je me loue tous les jours du choix qu'il a fait en vous envoyant près de moi; je voudrais pouvoir en faire un qui lui fût aussi agréable. Au reste, cette idée sur tel ou tel ne signifie rien; mon parti est pris: le moyen que je préfère est de voir l'empereur. Je vous réponds positivement: si c'est du projet de partage convenu à Tilsit qu'il s'agit, tout est prêt, nous sommes d'accord avant de nous être vus; si c'est du partage de tout, abouchez-vous avec Romantzoff, prenez les cartes; raisonnez, voyez ce qu'on peut faire, ce qui peut convenir à chacun. Tout sera prêt de même quand nous nous serons expliqués. Constantinople est un point important, trop loin de vous, et que vous regarderez peut-être comme trop important pour nous. J'ai donc eu une idée: pour que cela ne fasse point de difficulté, faisons-en une espèce de ville libre; au reste, raisonnez bien de tout cela avec Romantzoff, prévoyez tout. J'écrirai franchement à l'empereur, vous enverrez vos vues, un de vos officiers portera tout cela, et si, comme je le pense, cela convient à l'empereur, qu'il réponde qu'on peut s'entendre et qu'il sera tel jour à tel endroit, après avoir calculé le temps qu'il faut à son courrier pour arriver ici et celui qui m'est nécessaire pour aller au rendez-vous, je n'y manquerai pas. J'irai jour et nuit.

L'ambassadeur. Sire, ceci entre tout à fait dans les intentions de l'empereur; je ne retarderai point le comte Romantzoff. Il sera nécessaire de s'expliquer aussi sur les moyens dont V. M. peut disposer, et pour le partage, et pour l'expédition. Il faut s'aboucher aussi avec les personnes qui connaissent le mieux l'Asie, pour savoir quels sont les moyens de coopération les plus avantageux, car il serait bon de donner à l'empereur Napoléon des idées sur tous les moyens d'exécution.

L'empereur. Pour cela, je suis encore tout prêt, général, et je donnerai à l'empereur le nombre de soldats qu'il désire; je les lui choisirai en ami. Vous pouvez l'en assurer. Mon armée du Danube est prête, je ne ferai pas attendre l'empereur. Si l'expédition peut se faire, ce ne peut être que par Constantinople. Un petit corps pourrait aller par Askhabad.

L'ambassadeur. V. M. peut combiner sa coopération de beaucoup de manières: un corps par Askhabad et un débarquement à Trébizonde; mais il faut toujours remonter vers Hérat et Kandahar.

L'empereur. Je suis prêt à faire tout ce qui sera utile à l'empereur, tout ce qui pourra contribuer à sa gloire. Entendons-nous bien, ne laissons rien dans le doute, et il verra que je ne suis ni ami ni allié à demi. Je donnerai des ordres à Romantzoff pour que vous ayez tous les renseignements que vous désirez sur l'Asie. Il faut frapper l'Angleterre partout.

L'ambassadeur. Sire, la prise de Stockholm sera un coup terrible pour Londres; l'intérêt de la chose, comme celui de V. M., veut qu'on se presse: il faut marcher comme des gens qui veulent aller à Stockholm, et point comme une armée qui a tout l'hiver pour se rendre à Abo.

L'empereur. Cela ira bien, soyez-en sûr. Ouvaroff est là depuis quelques jours, il presse Buxhöwden, mais il fait 27° de froid. Le défaut de subsistances m'empêche d'envoyer en Finlande autant de troupes que je le désirerais, surtout de la cavalerie, et c'est ce que les Suédois craignent. Un seul escadron de cosaques de la garde leur a enlevé une position et a mis tous les bataillons en déroute.

L'ambassadeur. Il faut profiter de ce succès, Sire. La rapidité des marches en donnera d'autres. Il ne faut pas laisser aux milices le temps de se réunir, et être en mesure de passer en Suède: le temps est bon pour cela. V. M. pourrait pousser dans le pays quelques renseignements de sa réserve à mesure qu'on avance: ceux-là l'occuperaient quand l'armée passera en Suède. Au delà de Sweaborg, le pays est meilleur; ils y vivront, ainsi que l'armée, si elle n'y séjourne pas trop longtemps.

L'empereur. Bien mal, car les habitants font du pain avec de l'écorce d'arbre, j'en ai mangé; quant au passage, c'est fort bien pour aller, mais, s'il dégèle, comment revenir?

L'ambassadeur. De braves gens ne regardent pas derrière eux; nous pourrions dire la même chose pour ne pas aller en Scanie. Cependant nous ne calculons rien quand nous pensons que nous pourrons y servir les intérêts de V. M.: ce sont les siens et pas les nôtres; j'espère qu'Elle ne nous y laissera pas seuls après nous avoir engagés à y aller. V. M. doit en finir avec cet incommode voisin.

L'empereur. C'est bien mon intention. Quant aux Finlandais, ils paraissent de bonne volonté: ceux du premier district ont prêté serment.

L'ambassadeur. Il faut organiser le pays à mesure qu'on avance; cela dispense de le garder par beaucoup de troupes.

L'empereur. C'est ce que je vais faire exécuter en envoyant une proclamation. Romantzoff m'a rendu compte de ce que vous lui avez dit de ma flotte: je suis désespéré de cela, et surtout de ce qui en est résulté; mandez-le bien à l'empereur. Ces officiers sont absents depuis trois ans. A Tilsit, quand j'ai envoyé l'ordre de remettre les Sept-Iles à vos troupes, il ne fallait rien ébruiter, dans l'espoir que l'Angleterre traiterait avec vous; j'ai donc gardé le silence. A la rupture seulement, j'ai pu envoyer des ordres; on ne les a reçus que tard. Ces officiers seront tancés; maintenant ils doivent savoir ce qu'ils ont à faire. Romantzoff m'a raconté votre conversation: je suis pour la chose qui vous convient le mieux et qui prouve à l'empereur ma confiance

13

et mon amitié. Je mettrai toute ma marine de vos parages à sa disposition: est-ce ce qui vous convient?

L'ambassadeur. J'en remercie V. M. Je ne lui ai point parlé directement parce que l'empereur, mon maître, était sûr qu'Elle en serait peinée, et qu'il veut toujours éviter même une contrariété à V. M.

L'empereur. Romantzoff me l'a dit, et je vous en remercie. Aussi n'ai-je pas hésité sur le parti à prendre. Le commerce a des nouvelles d'Angleterre: tout y annonce une grande crise, beaucoup de mécontentement; le départ des légations a surtout exaspéré les esprits. Mandez à l'empereur qu'on ne peut lui être plus attaché que moi, que, si je ne vais pas maintenant à Paris, c'est un sacrifice que je fais à ses intérêts. Il faut tout disposer pour le bien seconder et veiller aussi aux affaires de Suède; je ne pourrais donc disposer que de quelques jours, mais, tout cela terminé, j'irai sûrement le voir et le remercier de toute l'amitié qu'il me témoigne. Mandez-lui que j'en prends l'engagement, et que nous ferons le voyage ensemble.

Il faut que je vous parle d'un cartel à faire pour nos relations avec le corps du maréchal Davoust: on se fait à chaque instant des demandes; tout cela repose sur l'obligeance des individus, et peut avoir des inconvénients, d'autant qu'on n'y met peut-être pas toujours toutes les formes de la bonne amitié. Un cartel réglerait les droits de chacun comme les demandes qu'on peut se faire. Dans ce moment, le maréchal réclame un officier déserteur accusé d'assassinat: on fera tout pour l'arrêter. Le général qui commande la frontière a prévenu mes intentions et fait tout ce qu'on désirait; mais pendant que nous mettons tous les procédés, toute la prévoyance possible, le maréchal Davoust fait une proclamation qui promet tant à chaque déserteur. Il la fait imprimer, puis répandre chez nous. J'attache personnellement peu d'importance à ces coups d'épingle: mes soldats ne lisent pas, et quand cela ferait déserter vingt hommes par an, je m'en moque; mais cela n'annonce pas des dispositions amicales de la part de vos généraux, et inquiète les miens, qui ne connaissent point, comme moi, les véritables intentions de l'empereur. Si les miens en faisaient autant dans

l'état, non seulement de paix, mais d'alliance, où nous sommes, qu'en penseriez-vous?

L'ambassadeur. Sire, si les choses sont telles qu'on les rapporte à V. M., je puis l'assurer que c'est contre les intentions de l'empereur. Mais n'exagère-t-on pas, Sire?

L'empereur. Voilà la proclamation *(il me la montra)*: j'en cause de confiance avec vous, je n'ai pas voulu en faire une discussion diplomatique. Au revoir, général, croyez que ces bêtises-là ne me changent pas, mais il faut y remédier. Ne nous éloignez pas de vous quand tout le monde veut se rapprocher, c'est tout ce que je désire. Demandez des instructions pour ce cartel.

60.

2 Mars 1808.

Le 2, je vis le comte de Romantzoff. Il débuta ainsi, après avoir relu la lettre de V. M.: «Ceci est une grande affaire. Il faut, comme le dit l'empereur Napoléon, y penser mûrement. Je vois, comme je le disais l'autre jour, deux systèmes à discuter: l'un, que nous avons déjà traité, qui est l'acquisition de la Valachie et de la Moldavie, pour lesquelles vous voulez garder la Silésie, et l'autre, le partage de l'Empire Ottoman; si vous entendez ce partage comme à Tilsit, nous demandons peu de chose au delà ce que nous occupons: si vous acquérez l'Egypte, et nécessairement beaucoup d'autres choses en même temps, nous pouvons prétendre à un plus grand accroissement. Rien ne nous éloigne de voir l'Autriche entrer dans le partage, si elle rend des services, mais il faut que son lot soit peu considérable, car cette puissance sera nécessairement dans une position influencée, et il ne faut pas que ce qu'on fera pour elle attaque dans l'opinion l'idée qu'on a de notre alliance. Les choses reviennent, à ma grande satisfaction, au point de départ de Tilsit. C'était nécessaire pour cimenter notre alliance, pour détruire tout ce qui pourrait ramener aux anciennes

idées. L'empereur Napoléon, ne pouvant frapper l'Angleterre au cœur, veut détruire peu à peu toutes les sources de sa propriété, par conséquent tous les débouchés de son commerce. Croyez-moi, M. l'ambassadeur, sa gloire comme ses talents surpassent tout ce que l'histoire nous a transmis; pour la postérité, il aura cependant peu fait s'il ne soumet pas cette rivale. La France a toujours désiré l'Egypte; sous le règne de l'impératrice Catherine, elle nous avait fait proposer par l'empereur Joseph II de nous laisser aller à Constantinople, si nous lui laissions prendre l'Egypte. Tout ce qui agrandira la France, tout ce qui ajoutera à la puissance de l'empereur, sans vous trop rapprocher de nous, car il ne faut pas, comme on dit, être nez à nez, nous convient et nous vous aiderons même. Mais faites aussi pour nous, et pas moins qu'on ne voulait autrefois. Dites-nous positivement que le système du partage en Turquie détruit le système d'échange de la Silésie contre la Valachie et la Moldavie. L'empereur adopte peu à peu toutes les idées; il n'est pas éloigné de celle d'une expédition dans l'Inde; mais de vous à moi, il a toujours une petite pensée pour les intérêts de la Prusse, c'est aussi dans notre intérêt. Ne nous rapprochons pas: donnez-nous une assurance à cet égard, et nous ferons ce que vous désirez. L'expédition des Indes est toute pour vous. Faites pour nous plus qu'à Tilsit, puisque nous faisons aussi plus qu'il n'a été convenu alors, et nous nous seconderons avec plaisir, quoique notre intérêt ne nous fasse pas désirer un autre arrangement que celui prévu. Tout ce qui est sur l'air de cette lettre, est, je vous l'avoue et vous m'en croirez facilement, beaucoup plus de mon goût que ces paroles du retour de l'empereur à M. de Tolstoï: «On me cite ce que j'ai dit; qu'est-ce que cela signifie? Il ne s'agit pas ici d'enfantillages». Je vous dis cela maintenant, M. l'ambassadeur, pour vous prouver que si j'ai, même alors, tenu à votre alliance, j'y tiens doublement aujourd'hui. Nous n'avons pas brouillé les cartes alors; vous m'y avez aidé, je vous en remercie, et la preuve que je sens le prix de la conduite que vous avez tenue, c'est la confiance avec laquelle je vous parle en ce moment. Aidez-moi de vos conseils pour que

nous fassions de ceci une grande œuvre. Expliquons-nous d'abord franchement sur la première question.

L'ambassadeur. Comme je l'entends aussi, M. le comte, il y a ce que vous appelez deux systèmes, et peut-être même un troisième; mais, comme à ma dernière conférence, je vous répète que la question doit, ce me semble, s'établir ainsi: se bornera-t-on au partage partiel dont on a parlé à Tilsit, partagera-t-on toute la Turquie d'Europe, ou bien, ce qui serait le troisième système, comme vous l'appelez, fera-t-on un démembrement en Asie? Dans tous ces cas, quels seront les lots de chacun? Mais parlons des deux premiers; ne parlons pas encore de l'Egypte, pour commencer et finir en Europe, et ne lions pas au grand objet les petits intérêts allemands. La lettre de l'empereur Napoléon à l'empereur Alexandre dit, ce me semble, tout ce qu'on peut désirer; c'est pour moi les commandements de Dieu: tout s'y trouve. Nous pensons à ce partage pour vous complaire. Prenez la carte; vos intérêts y sont écrits avant les nôtres, vous en conviendrez, et ce que nous avons à espérer plutôt qu'à désirer, ne vaut certainement pas ce que vous occupez déjà: toute la population est là. Après tout, le coup que l'empereur veut porter aux Anglais dans l'Inde vous affranchira comme nous de leur tyrannie: votre empire a aussi des côtes, vous avez une marine. Quant à ce qu'a mandé M. de Tolstoï, je l'ignore; les véritables paroles de mon maître, c'est moi qui les ai répétées. Enfin, lisez ce qu'il écrit, voilà la loi et les prophètes.

Il me parait qu'on peut juger du lot qu'on destine à l'Autriche par le secours qu'on lui demandera. Sur cela, comme sur tout, quelles sont vos vues, M. le comte? On voit mieux sur la carte; en raisonnant de cette manière, on arrive plus tôt au but.

Le ministre. Il faut que je vous dise encore une chose, M. l'ambassadeur. L'empereur a l'intention de mettre ses flottes qui sont dans vos parages à la disposition de l'empereur Napoléon. Je l'ai fait expliquer à cet égard; c'est non seulement pour agir contre l'Angleterre, mais aussi pour seconder vos flottes dans une expédition, soit en Egypte, soit sur les côtes d'Afrique, soit même aux Indes. Mais l'empereur

désirerait qu'on donnât l'assurance que le grand-duché de Varsovie restera dans l'état actuel et ne sera pas donné à un autre souverain ni réuni à un autre Etat. A Tilsit, les choses ont été arrangées, on ne peut pas dire très bien, mais probablement pour notre tranquillité. Depuis, cela a un peu changé, vous l'avouerez; il faut donc s'expliquer en amis avant les grands changements dont l'atmosphère est chargée, comme dit l'empereur Napoléon. J'aborde, comme vous voyez, toutes les questions, afin de prévenir tout mésentendu.

L'ambassadeur. L'empereur a déjà daigné me faire part d'une partie de ses intentions pour sa flotte. L'empereur Napoléon sera sûrement sensible à cette marque de confiance; je lui rendrai aussi compte de l'extension que vous leur avez fait donner. Je puis vous assurer, M. le comte, que vos intentions, comme vos principes, sont appréciés autant qu'ils doivent l'être. Mais, en même temps, je me plais à vous assurer que l'empereur vous rend la justice qui vous est due; je vous avoue que je ne comprends pas certains doutes. Je n'y conçois rien. Cela contraste avec la confiance que nous vous témoignons. Nous vous engageons à éloigner la Suède de vous, à placer de cette manière votre capitale au centre, nous vous y aidons même, et vous adoptez tous les doutes des coteries de Kœnigsberg. Cela n'est pas trop sur l'air de Tilsit, avouez-le, M. le comte!

Le ministre. Jugez mieux, je vous prie, de mes intentions. Je dois vous dire ce que me reprocheraient un jour mon souverain, mon pays, et vous-même, peut-être, si cela faisait difficulté. C'est le désir de voir votre alliance prendre enfin le caractère d'intimité et de confiance qui lui convient et qui peut seul la rendre durable, qui me rend si prévoyant. Mais voyons les cartes.

L'ambassadeur. Cherchons ce qui vous convient. Que désirait l'empereur à Tilsit? Il doit savoir aussi ce que voulait l'empereur Napoléon.

Le ministre. Il ne s'est jamais expliqué là-dessus d'une manière bien positive. Il me semble que nous avions la Moldavie et la Valachie, et la Bulgarie; la France, la Morée, peut-être l'Albanie, Candie.

L'ambassadeur. Ce n'est pas tout, que faisait-on du reste, même en laissant la Roumélie aux Turcs? Car c'est de ce système que nous parlons maintenant, n'est-ce pas, M. le comte?

Le ministre. Oui! Nous désirons que vous ayez ce qui est à votre convenance. L'Autriche n'a rien fait, il lui faut peu de chose si elle agit, mais il sera bon de s'en servir.

L'ambassadeur. Mais que lui donnez-vous?

Le ministre. La Croatie; si c'est trop peu, quelque chose en Bosnie.

L'ambassadeur. La Bosnie est le véritable chemin de l'Albanie. A vue de pays, c'est notre lot naturel. Mais vous oubliez la Serbie.

Le ministre. On peut la rendre indépendante, lui laisser son gouvernement sous votre influence et la nôtre.

L'ambassadeur. Deux grandes influences dans un pays, n'est-ce pas comme deux maîtresses dans une maison?

Le ministre. Vous avez raison, cela aurait des inconvénients. On pourrait donner cette province à un archiduc d'Autriche; l'empereur Napoléon pourrait le choisir dans une branche cadette, pour que cela ne revînt jamais à la branche régnante.

L'ambassadeur. N'avez-vous pas quelques engagements avec les Serviens?

Le ministre. Point sous ce rapport; seulement de ne point les livrer aux Turcs et de tâcher de leur obtenir un gouvernement particulier, même sous l'influence de la Porte, c'est-à-dire de ne point les livrer aux Turcs pour être massacrés.

L'ambassadeur. Ce que vous acquerrez est immense; toutes ces provinces se lient entre elles, toute la population vous restera et sera pour vous, puisqu'elle est chrétienne, tandis que, dans les autres, la grande majorité des habitants est composée de Turcs, qui suivront par conséquent le gouvernement ottoman dans sa fuite. Vos provinces seront donc peuplées et les nôtres désertes.

Le ministre. Si les Turcs sont chassés d'Europe, ce qui me parait inévitable; si on veut une expédition en Asie, car je doute qu'on obtienne le passage du grand seigneur, quand on lui aurait coupé d'avance

bras et jambes, et même sans cela; s'ils sont, dis-je, chassés de Constantinople, ce que je regarde comme contraire à nos intérêts, à moins qu'elle ne soit donnée à un gouvernement invalide comme celui des Turcs, cette ville, par sa position, par la nôtre, par tous les intérêts de notre commerce, dont la clef est au Bosphore et aux Dardanelles, nous revient ainsi qu'un grand territoire qui comprend ces points.

L'ambassadeur. La clef de la mer Noire et celle de la mer de Marmara, c'est beaucoup pour une porte, M. le comte; ce serait déjà beaucoup d'en avoir une. Ceci, il me semble, ne serait même proposable qu'en ayant chacun la sienne.

Le ministre. L'une sans l'autre, ce n'est rien. C'est la géographie et notre mer Noire, plus encore que notre intérêt politique, qui veulent que nous ayons Constantinople. Vous en êtes loin et vous aurez d'assez belles possessions pour n'avoir rien à nous envier. Votre lot est beau, et, comme je vous l'ai dit, nous verrons avec plaisir toutes les acquisitions que vous ferez sans nous toucher.

L'ambassadeur. Nous vous prouvons que nous avons les mêmes sentiments; mais parlons de l'expédition, car après le désir de faire ce qui peut être agréable, et surtout utile, à l'empereur Alexandre, c'est la raison déterminante, par conséquent, la première chose dont il faut convenir.

Le ministre. Cela sort de la pensée de Tilsit, cependant l'empereur s'y prêtera; mais il doit en résulter des avantages pour nous, car votre intérêt, plus que le nôtre, vous porte dans l'Inde, en Egypte.

L'ambassadeur. Mais vos avantages ne sont pas douteux: ils sont, j'ose le dire, plus palpables que les nôtres. Il ne tient qu'à vous de finir; répondez! Partons pour l'entrevue, et tout sera en mouvement dans un mois, comme le dit l'empereur Napoléon.

Le ministre. Cela s'éclairera d'ici à quelques jours. Nous occupons la Valachie et la Moldavie; Tilsit nous les a tacitement promis contre un équivalent qu'il ne tient qu'à vous de prendre. Vous ne pouvez donc nous compter cela pour des avantages attachés à cette coopération.

L'ambassadeur. On ne vous les comptera pas pour tout, sans doute, mais si chacun parlait de ce qu'il occupe pour établir ses droits, nous ne nous entendrions bientôt plus, M. le comte, surtout en me servant de vos arguments à cet égard. L'empereur a daigné me répondre d'une manière plus positive. Au reste, vous êtes convenu vous-même que ce projet vous convenait.

Le ministre. J'en conviens encore; je dis ce à quoi nous pouvons prétendre, mais je vous assure en même temps que nous vous seconderons avec plaisir.

L'ambassadeur. Il serait bon de s'entendre un peu sur les moyens d'exécution. L'empereur Napoléon dit quel nombre de troupes il a réuni. Connaissez-vous la force de votre armée du Danube?

Le ministre. Pas exactement, je sais qu'elle est assez forte. Nous sommes, je vous assure, d'une grande bonne foi avec vous, M. l'ambassadeur. Dans le temps, je vous ai parlé d'une forteresse, sur la rive gauche du Danube, qu'un chef turc voulait nous livrer: ce chef, c'est Mustapha Baïractar *), je vous le confie. Il renouvelle encore ses propositions; j'en reçois à l'instant la nouvelle du prince Prozorowski **), qui a formellement refusé. Ces chefs ont toujours peur que la Porte les fasse assassiner. Celui-là sait que sa tête est à prix, quoiqu'on lui envoie chaque jour de nouveaux titres.

L'ambassadeur. Je suis toujours sensible à votre confiance, M. le comte. Vous voyez que je vous parle avec la même franchise. Il vaudrait, je crois, mieux rédiger chaque jour vos idées, vos vues par écrit: si vous le jugiez convenable, nous en userions ainsi à la première conférence.

Le ministre. Rien ne presse encore, il faut asseoir nos idées. Demain je rendrai compte à l'empereur de cet entretien, et nous nous reverrons. Nous avons perdu quelques jours, mais nous sommes, comme

---

*) Pacha de Rouchtchouk.

**) Alexandre Alexandrowitch, 1732—1809; depuis 1765, général; se distingua dans les guerres avec les Turcs; en 1807, fut nommé maréchal, et en 1808, chef de l'armée contre les Turcs; mourut en Turquie même, près de Matchine.

vous savez, en carême: j'ai fait mes dévotions et n'ai pu m'occuper d'autre chose depuis quelques jours.

L'ambassadeur. L'empereur m'a paru décidé pour l'entrevue, quoiqu'il eût jeté les yeux sur quelqu'un.

Le ministre. Il penche pour cette course *(en réfléchissant)*. J'ai bien deux personnes en vue pour cela; mais l'une, qui y convient, je crois, par son esprit et son jugement autant que par sa haine contre les Turcs, blesserait beaucoup de convenances: c'est M. de Richelieu *); l'autre est M. d'Alopéus **), de Stockholm, brouillé depuis des années avec son frère à cause de son anglomanie, mais ce nom en *us* ne convient pas à Paris, et, pour ce pays-ci, il faut un russe: l'empereur a pensé à M. de Tchitchagoff. Vous l'a-t-il dit?

L'ambassadeur. Oui, M. le comte. Me permettez-vous une réflexion? Ce ne sont pas les Turcs qu'il faut haïr, ce sont les Anglais. Leurs prôneurs ne peuvent traiter de telles affaires.

Le ministre. Quant à M. de Tchitchagoff, il est depuis longtemps admirateur de l'empereur Napoléon. Son esprit est tout à fait à la hauteur de ces événements; mais, avec l'air de la décision, c'est un homme qui ne conclut pas. C'est cependant ce que nous avons de mieux.

61.

4 Mars 1808.

Le 4, j'eus une nouvelle conférence avec le comte de Romantzoff, qui voulait encore mieux choisir ses idées, disait-il, avant de rien faire rédiger. Voici ce qui s'y passa:

---

*) Armand-Emmanuel Du Plessis, duc de Richelieu, 1766—1822; émigra en Russie en 1789, servit avec distinction sous le général Souvoroff, fut nommé en 1803 gouverneur d'Odessa, en 1805, de toute la Nouvelle-Russie. Rentré en France en 1814, il fut nommé en 1815 ministre des affaires étrangères et président du Conseil.

**) David Maximowitch.

Le ministre. L'empereur, à qui j'ai rendu compte de notre conférence, pense que nous avançons vers le but. Il verra avec plaisir, je suis chargé de vous le dire et répéter, que l'empereur Napoléon acquît tout ce qui peut lui convenir.

L'ambassadeur. Qu'entendez-vous par là, M. le comte?

Le ministre. Mais, qu'outre la Morée et l'Archipel, par exemple, vous preniez l'Albanie, dont il n'a pas été question. Ce pays est près de vous et offre des ressources précieuses à votre marine. L'empereur Alexandre a eu de lui-même l'idée que cela convenait à l'empereur Napoléon. Outre cela, vous pouvez encore acquérir l'Egypte, même la Syrie, si c'est à votre convenance.

L'ambassadeur. L'Albanie n'a jamais pu faire question. Souvent vous me l'avez nommée et avant-hier encore, comme une acquisition sur laquelle vous n'éleviez point de doute. Ce que vous prétendriez nous offrir sans l'Albanie, serait comme le don de la Valachie sans la Moldavie. Puis vous nous menez tout de suite en Asie, M. le comte: je ne demande pas mieux que de vous suivre; cependant marchons pas à pas, classons nos idées et partageons d'abord l'Europe, car c'est de ce point qu'il faut, je crois, partir.

Le ministre. Eh bien, la Valachie et la Moldavie, voilà ce qui nous convient, en y ajoutant la Bulgarie et peut-être même la Serbie; la France prendrait la Morée, l'Albanie, l'Archipel et une partie de la Bosnie. L'autre partie et la Croatie seraient pour l'Autriche. Tout cela, dans le cas où la Roumélie et Constantinople resteraient aux Turcs.

L'ambassadeur. Depuis la dernière fois, vous avez bien augmenté votre lot, M. le comte: si cela traîne, vous mangerez tout. L'Autriche ne vous remerciera pas du lot que vous lui faites. Je ne sais même trop que penser du nôtre. Voyez la carte: la Serbie est tout à fait hors de votre géographie.

Le ministre. L'empereur n'y tient pas; n'en parlons plus sous ce rapport, si vous ne croyez pas la chose admissible. Alors, donnez-la, comme nous avons dit, à un archiduc d'une branche cadette, ou à un prince quelconque de l'Europe, si vous voulez; ou autrement, si vous

désirez nous obliger, faites-en la dot d'une de nos grandes-duchesses, celle que vous voudrez, tout en la laissant propriété du mari si vous le croyez nécessaire. Etant de la religion grecque, elle ralliera au prince qu'on lui fera épouser tous les habitants de ce pays: ils sont plus que fanatiques, et, quand j'ai cette idée, je crois servir la cause de la paix et indiquer le seul moyen de maintenir la tranquillité parmi ces sauvages. Peut-être même serait-il bon de stipuler que les enfants seront élevés dans la religion grecque. Je n'attache au reste aucune importance à cette idée qui m'est toute personnelle.

L'ambassadeur. L'empereur serait sûrement fort aise de faire quelque chose qui serait personnellement agréable à la Famille Impériale, mais la Serbie serait une médiocre dot pour une grande-duchesse, avec l'obligation d'y rester. Mettre ainsi une de ces princesses entre nous et vous, ne serait-ce pas agir de fait contre vos principes sur les inconvénients du contact entre grandes puissances, et donner lieu peut-être à quelques difficultés? Car vous régnerez de fait où sera cette princesse. Comme vous voyez, j'abonde dans votre sens; au reste, vous savez que je n'ai pouvoir, ni pour vous refuser, ni pour vous accorder.

Le ministre. Que ce pays soit donc indépendant: c'est tout ce que nous voulons, dans l'état de choses dont nous parlons.

L'ambassadeur. Je raisonne toujours dans la pensée que l'expédition aux Indes et votre coopération sont les conséquences de tous les arrangements sur la Turquie. C'est sous-entendu dans tous les cas.

Le ministre. Je pense aussi que c'est l'intention de l'empereur. Mais il doit nous en revenir quelque avantage proportionné aux forces que nous fournirons. Tout annonce que l'Autriche est déjà prévenue sur cela; car elle rassemble beaucoup de troupes sur la frontière turque, et, sans que M. de Stadion *) en convienne positivement, nous savons que c'est d'accord avec vous. La lettre de l'empereur dit clai-

*) Comte Philippe, 1763—1824, diplomate de l'empereur d'Allemagne; en 1806, devint ministre des affaires étrangères, et, comme tel, excita l'Autriche à combattre la France en 1809.

rement que l'Autriche coopérera; donc elle aura part. Notre intimité, notre attachement à votre cause, ne peut être comparé au sien, pas plus que ce qu'ils feront et ce que nous avons fait pour vous. S'ils retirent donc des avantages de leur coopération, la nôtre doit à plus forte raison nous en assurer; vous ne pouvez pas nous compter comme tels la Valachie et la Moldavie: c'est indépendant de toute coopération.

L'ambassadeur. Mais la Bulgarie, n'est-ce donc rien, et les deux provinces dont vous parlez, M. le comte, sont-ce des propriétés, parce que vous y êtes encore?

Le ministre. En un mot, nous voulons vous seconder, vous obliger; nous ne tenons pas à tel ou tel coin de terre, puisqu'il n'y a pas d'habitants, et que, dans l'état actuel, la Bulgarie est presque déserte, mais il faut quelque chose qui parle à la nation et qui prouve que l'empereur n'a pas donné son armée sans qu'il en soit résulté des avantages. C'est pour vous que nous irons aux Indes, nous n'y avons aucun intérêt personnel.

L'ambassadeur. On dirait que vous n'êtes pas en guerre avec l'Angleterre? Nous voulons aussi vous obliger, M. le comte, et surtout faire quelque chose qui attache votre nation à son maître: voilà notre but dans cette affaire, croyez-moi! Vous et moi, ne pouvons que jeter des idées en avant, tâcher de prévoir les difficultés pour qu'on s'entende plus tôt, voilà notre rôle, car je ne puis rien stipuler, vous le savez. Abordons donc franchement la question; l'empereur Napoléon s'est prononcé, vous savez combien nous désirons vous complaire; partons de ce qui a déjà été convenu.

Le ministre. Avec plaisir, mais il faudra toujours s'entendre et s'expliquer sur la Silésie.

L'ambassadeur. On voit bien que les distances ne sont rien en Russie. Quel rapport la Silésie peut-elle avoir avec le grand objet dont nous nous occupons? Vous savez que M. de Tolstoï est guéri, M. le comte, et que vous pouvez vous en rapporter à lui sur cet article. Je suis fâché que vous n'ayez pas encore fait rédiger vos vues, nous irions plus vite.

Le ministre. L'empereur Napoléon veut que nous fassions cela ensemble: c'est une affaire qu'on ne peut confier. Puisqu'elle passe par vous seul, il faudrait qu'un de vos secrétaires la rédigeât sous notre dictée commune. Je voulais aussi en causer encore une fois avec vous. Demain, je verrai l'empereur; après-demain, nous nous réunirons encore et nous pourrons expédier dimanche. Mais parlons de Constantinople. Si, comme l'expédition projetée doit le faire penser, toute la Turquie doit être partagée et que cette ville ne reste pas à un gouvernement insignifiant comme celui des Turcs, notre lot est de l'avoir, notre position nous y mène, comme au Bosphore et aux Dardanelles. La Serbie doit alors être donnée en toute propriété à l'Autriche, ainsi qu'une partie de la Macédoine et de la Roumélie jusqu'à la mer, pour que cette puissance nous sépare d'après le principe, émis dans la note de l'empereur Napoléon à Tilsit, que pour rester amis, il ne faut pas être voisins. Cet arrangement attachera bien plus que vous ne pouvez le penser ce pays à votre système, à votre dynastie; votre cause sera la nôtre. Vous aurez le reste de la Macédoine et de la Roumélie qui est à l'ouest, en général tout ce qui vous conviendra, toute la Bosnie, si vous voulez, en compensation de ce que l'autre aurait en Macédoine et en Roumélie pour nous séparer, de plus l'Egypte, la Syrie, si cela vous convient.

L'ambassadeur. La part n'est pas égale: Constantinople à lui seul vaut mieux que tout ce que vous nous offrez en Europe; vous n'êtes pas généreux aujourd'hui, M. le comte.

Le ministre. C'est plutôt vous qui auriez tout. Qu'est-ce que c'est que Constantinople et ce qui l'entoure, quand il n'y aura plus de terres? Enfin, comment voyez-vous la chose?

L'ambassadeur. Constantinople m'effraie, je vous l'avoue. C'est un beau réveil que d'ouvrir les yeux empereur de Constantinople: de votre frontière actuelle jusque-là, c'est un empire tout entier. Quelle position, on peut dire, sur deux parties du monde! Ce sont de ces idées avec lesquelles il faut se familiariser pour oser en parler.

Le ministre. La géographie le veut ainsi. Autant que l'intérêt de notre commerce, elle a bien voulu autre chose pour vous. Ce n'est

pas aussi avantageux que vous croyez, c'est loin de nous, ce sera une ville et un pays sans habitants, mais notre position est telle que nous ne pouvons pas ne point tenir à Constantinople et aux Dardanelles à cause de la mer Noire.

L'ambassadeur. Je ne comprends pas bien la possibilité de l'acquisition de Constantinople, mais si on l'admettait, je vous avoue que je ne consentirais pas à celle des Dardanelles par la même puissance.

Le ministre. A qui les donneriez-vous donc?

L'ambassadeur. Je les prendrais pour la France.

Le ministre. Pourquoi cela? Quel avantage trouveriez-vous à vous rapprocher autant de nous?

L'ambassadeur. Si on pouvait vous accorder Constantinople, il faudrait nécessairement qu'il en résultât de grands, même d'étonnants avantages pour la France: où les chercher en Europe? Je n'en vois pas! En Asie, serait-ce l'Egypte, la Syrie? Cela peut-il se comparer? Enfin, vous nous les offrez, il faut un moyen de communiquer avec ces acquisitions et je ne le trouve avec sûreté que par les Dardanelles. Alors encore, je vous demanderais si vous nous seconderiez pour conquérir ces deux provinces. Après tout, en me parlant de la Syrie et de l'Egypte, vous avez prétendu nous obliger, M. le comte; de quel prix est cet offre sans les Dardanelles?

Le ministre. L'empereur ne s'est pas expliqué sur cette coopération particulière, mais vous savez comme il est coulant sur toutes ces choses, et que tout ce qui prouve le prix qu'il met à cette alliance et arrange l'empereur Napoléon est facilement adopté par lui. Mais notre commerce, M. l'ambassadeur, du vivant de l'empereur on ne l'inquiétera pas, je veux le croire; mais ensuite, quelle sûreté aura-t-il si vous avez cette clef?

L'ambassadeur. Votre commerce ne consiste que dans les productions de votre sol. Toute l'Europe en a besoin, la France comme les autres puissances. Ce sont leurs bâtiments et non les vôtres qui les transportent, quel dommage pourriez-vous donc éprouver de notre

position aux Dardanelles? Aucun, je vous assure; c'est la vôtre qui peut gêner tout le monde, la nôtre personne.

Le ministre. Voyez tout ce que vous acquerrez de cette manière, quelle influence! Et nous, qu'aurons-nous? Une ville d'un grand nom et rien de plus. J'aimerais cent fois mieux le Sund.

L'ambassadeur. La comparaison ne nuit pas à Constantinople. Pressez votre armée de Finlande, vous irez: nous sommes en marche.

Le ministre. Les îles seules sont pour vous une richesse incalculable, elles vous donneront d'excellents matelots. L'Egypte et la Syrie, vous en disposerez pour qui vous voudrez, et nous, qu'aurons-nous pour cela? Si vous tenez aux Dardanelles, ne pourriez-vous pas nous donner la Serbie?

L'ambassadeur. De cette manière, vous vous mettez dans notre poche en disant que vous ne voulez pas nous avoir dans la vôtre. Que laissez-vous à l'Autriche, puisqu'on s'en sert? Voyez la carte, M. le comte: la géographie ne veut décidément pas que la Serbie soit à vous. Nous parlons aussi de l'Asie, c'est là que vous pouvez prendre. Trébizonde est sous votre main: voilà une belle acquisition, pour le ministre du commerce! En tout cas, M. le comte, faites cette réflexion: tout ce que vous acquérez se touche et consolide votre puissance, tout ce que vous nous proposez est pour la nôtre presque au bout du monde. Vous serez donc, en tout état de cause, fort partout, et nous faibles.

Le ministre. Mais jusqu'où viendriez-vous, et par où, si vous aviez les Dardanelles?

L'ambassadeur. Mais, au moins jusqu'à Rodosto. On pourrait prendre pour frontière la chaîne de montagnes depuis Pristino jusque vers Andrinople.

Le ministre. Mon opinion est que nous ne pouvons céder ni Constantinople, ni les Dardanelles. Au reste je prendrai les ordres de l'empereur; peut-être sera-t-il plus facile. Nous voulons, soyez-en certain, vous aider, vous seconder de toutes manières, et que vous ayez tout ce qui est à votre convenance; nous devons trouver les mêmes

sentiments dans l'empereur Napoléon pour ce qui est à la nôtre. Sa lettre m'a fait grand bien, et grand plaisir à l'empereur.

L'ambassadeur. Nous ne jetons que des idées en avant; l'empereur Napoléon aura sûrement celles qui concilieront tout et assureront l'avenir par le présent.

Le ministre. Je le crois.

62.

7 Mars 1808.

Le 7, le courrier Vandernotte arriva avec les dépêches de V. M. des 6 et 17 février. Je vis le comte de Romantzoff et le grand maréchal Tolstoï, pour les prévenir que j'avais une lettre de V. M. pour remettre à l'empereur. Il me fit inviter à dîner. Après, j'eus l'honneur de présenter les vases de porcelaine que V. M. m'avait fait annoncer par lui et qui n'étaient arrivés que par ce courrier. Après beaucoup de remercîments sur toutes les marques d'amitié et d'attention dont V. M. les comblait, il lut sa lettre, que je lui avait remise en entrant, puis il me dit: «Général, j'ai en vous la même confiance que l'empereur Napoléon», et il eut la bonté de me lire la lettre de V. M. J'ajoutai aux détails qu'elle contenait ceux que je devais communiquer. L'empereur témoigna une grande joie de savoir les flottes de V. M. à la mer, et me répéta plusieurs fois: «Ceci portera un rude coup au ministère anglais», et il continua ainsi:

L'empereur. Vous fait-il connaître ses vues, entre-t-il dans quelques détails sur ce qu'indique sa dernière lettre?

L'ambassadeur. Non, Sire, il en attend la réponse.

L'empereur. Ce ne sera pas long: il parait que vous vous entendrez bien avec Romantzoff, et que cela avance.

L'ambassadeur. Nos opinions sont différentes sur Constantinople et les Dardanelles, quoique je n'aie rien à accorder ni à refuser. C'était

au reste la première idée de V. M.: Elle pensait qu'il faudrait peut-être rendre cette ville indépendante.

L'empereur. Les choses sont changées, l'empereur demande une expédition dont il n'était pas question. On s'entendra, soyez certain: il est des choses auxquelles je suis obligé de tenir même pour marcher franchement et soutenir votre système. L'empereur Napoléon veut faire des avantages à ce pays, moi je veux le seconder en franc allié, il faut donc que ces avantages soient marquants et qu'ils justifient les sacrifices que nous ferons. Vous verrez Romantzoff demain, et vous finirez par convenir vous-même que je suis modéré dans mes demandes, en égard à ma position géographique et à ce que je fais pour vous. Je me fais, je vous l'assure, une fête de voir l'empereur.

L'ambassadeur. Ce désir est sûrement partagé.

L'empereur. Avez-vous des nouvelles d'Angleterre? Celles qui arrivent ici annoncent beaucoup d'inquiétude; ce sera bien autre chose quand ils sauront vos flottes dehors et que nos troupes marchent. Le prince de Ponte-Corvo a-t-il passé?

L'ambassadeur. Il écrivait le 11 à l'empereur qu'il devait voir le lendemain à Kiel le prince royal et qu'il se mettrait en mouvement. L'empereur a aussi donné des ordres pour que la Suède soit menacée par l'île de Ruegen.

L'empereur. C'est une bonne chose, mais on dit que vous n'envoyez aux Danois que des troupes étrangères; vous m'aviez cependant parlé de Français. Les Suédois sont de bons soldats. Il est instant de presser cette opération, car on dit que les Anglais ont déjà envoyé des forces à Gothembourg.

L'ambassadeur. Les Anglais sont fort inquiets chez eux, car la nation veut la paix; elle raisonne et voit la folie de la lutte actuelle. Au reste, V. M. peut être convaincue, et je suis chargé de lui en répéter l'assurance, qu'il ne sera écouté, ni fait aucune proposition sans s'être entendu avec Elle. L'empereur désire bien qu'Elle soit en possession de la Finlande, et pour l'avantage personnel de V. M., et pour que les belles de Pétersbourg n'en entendent plus le canon.

L'empereur. Mandez à l'empereur que c'est une affaire en bon train, que je le remercie, et pour moi, et pour les belles de Pétersbourg *(en riant)*: je le leur dirai. Il est toujours aimable pour moi; j'y suis bien sensible, vous le savez, il n'a pas à faire à un ingrat. Au revoir, général, des affaires me pressent, ce qui me prive de vous voir plus longtemps. Mais je vous retrouverai sous peu de jours.

63.

9 Mars 1808.

Le 9, j'eus une quatrième conférence avec le comte de Romantzoff. Elle roula sur les mêmes objets que la précédente: mêmes questions, mêmes réponses. Après être plusieurs fois revenu sur les mêmes choses, le ministre finit par me dire que l'empereur ne pouvait consentir à voir la France posséder les Dardanelles, que c'était désobliger ses amis pour une langue de chat; qu'il ne pouvait de même voir Constantinople en d'autres mains que les siennes; qu'il fallait que l'Autriche fût entre nous, et eût, outre la Serbie, la Macédoine jusqu'à la mer; qu'il verrait avec plaisir que nous prissions de notre côté tout ce qui était à notre convenance, mais que ce n'était pas travailler pour l'avenir et pour le grand système d'alliance qui devait exister entre les deux pays, que de se rapprocher sur un point qui serait un objet continuel de difficultés; que cela forcerait chacun à y entretenir une armée, ce qui était contre les principes d'une politique prévoyante.

Je lui représentai que l'offre des Echelles du Levant et de la Syrie devenait par cette difficulté presque nulle; que la Russie se trouverait de cette manière des possessions immenses sans que la France eût un juste équivalent lorsqu'elle faisait cependant tout pour lui complaire; qu'il me paraissait que la France ne pouvait laisser à l'Autriche, dans la partie qu'il désignait, tout ce qu'il proposait, par conséquent Salonique; que cela resserrerait trop vers la mer les possessions que nous acquerrions en Albanie. Je lui demandai si l'empereur

s'était expliqué sur la coopération dont je lui avais parlé pour la conquête de la Syrie et de l'Egypte. Il me répondit que non, mais qu'il prévoyait que cela n'était pas admissible, que les forces russes étaient employées en Suède, sur les côtes, à cause de la guerre avec l'Angleterre, de plus, sur les frontières de la Perse, et qu'elles le seraient enfin pour la conquête de la Turquie et l'expédition de l'Inde. Je répondis que dans cet état de choses, je pensais qu'il fallait revenir à l'établissement d'un gouvernement indépendant à Constantinople, que cette première idée de l'empereur Alexandre me paraissait la meilleure.

Le ministre se récria fort contre cette réponse et me dit: «Cette idée de l'empereur ne signifie rien, puisqu'il en est revenu, et que ce n'était qu'une réflexion générale. Qu'est-ce qui légitimera aux yeux de la nation, ajouta-t-il, la mise à votre disposition, et pour un intérêt qui vous est tout à fait personnel, d'une armée pour aller dans l'Inde? Si nous n'avons pas Constantinople dans le partage, on sera encore plus mécontent du nouvel ordre de choses qu'on ne l'est de celui-ci. Travaillons pour l'avenir. Vous faites des difficultés sur la possession de Constantinople; l'empereur Napoléon ne pense pas ainsi, j'en suis sûr: il a offert lui-même cette acquisition à M. de Tolstoï, lorsqu'il était question des autres affaires. Il nous faut une acquisition marquante dans le grand partage. Il nous en faut une, même sans cela, je vous le répète, puisque nous vous donnons une armée. Ne disputez pas sur quelques morceaux de terre, sur quelques avantages que notre position peut nous offrir. La Bulgarie est sans habitants, la portion de la Roumélie qui nous reviendra n'en a pas davantage: nous n'aurons donc que ce que la géographie veut qu'on nous donne, et, de fait, point d'avantages du moment bien réels. Cela ne vous convient-il pas? Donnez-nous la Serbie».

«La Serbie, répondis-je, vous rapproche trop de nous; comme je vous l'ai déjà dit, cette possession est hors de votre géographie: elle serait inquiétante pour l'Autriche». J'ajoutai que je ne voyais pas pourquoi il était si éloigné de nous donner les Dardanelles s'il tenait tant à Constantinople; que, s'il regardait comme impossible de consentir

à cet arrangement, il n'y avait qu'à donner à Constantinople un gouvernement indépendant avec un territoire en Europe; que l'empereur Alexandre avait de prime-abord senti la nécessité d'adopter peut-être cette idée; que lui-même ne m'en avait pas paru éloigné dans les premières conférences, que je ne comprenais donc pas pourquoi il avait changé d'opinion.

Sans me répondre positivement, M. de Romantzoff se récria de nouveau et avec encore plus de force sur cette proposition, puis me dit: «Toute réflexion faite, Constantinople nous revient, si vous voulez faire quelque chose qui dure, et nous traiter comme nous méritons de l'être; je vous le répète, l'empereur Napoléon nous l'a offert». Il finit cependant par me demander à qui je proposerais de donner cette souveraineté? Ma réponse fut que ce devait être à un prince français, parce que, le peuple étant grec ou arménien, la Russie y aurait nécessairement, et par son voisinage, et par la population, une grande influence qui ne pouvait donc être balancée que par le souverain; qu'on pourrait au reste prendre un prince tout à fait étranger. «Puisque c'est une position que vous envisagez sans le rapport du commerce, ajoutai-je, il faut tâcher d'y rendre l'influence mixte».

M. de Romantzoff répondit que c'était inadmissible; qu'il fallait que la Russie eût Constantinople et les Dardanelles; que, pour prouver cependant que la Russie n'avait dans ses prétentions d'autre désir que d'établir les choses sur un pied qui pût être stable et d'éviter toutes contestations pour l'avenir, il proposait, si on adoptait l'arrangement que désirait la Russie, de laisser la France s'emparer des Echelles du Levant et de lui garantir cette possession contre les Turcs et les Anglais.

Je lui demandai si cette garantie s'étendrait à la Syrie et à l'Egypte, qu'il nous avait aussi proposées, et si on accorderait dans ce cas le passage à des troupes françaises, pour se rendre en Asie, à Smyrne et ailleurs, toutes les fois qu'on voudrait en envoyer, enfin, si la Russie coopérerait à la conquête du Levant.

Sa réponse fut que, comme il me l'avait déjà dit, la Russie ne pouvait coopérer par terre à ces conquêtes, mais qu'on pourrait y

employer les bâtiments qu'elle mettrait à notre disposition; qu'elle s'engageait par un traité formel à la garantie des Echelles, et à la défendre en cas d'attaque par une force de terre et de mer qu'on stipulerait, mais que cela ne s'étendait pas à la Syrie et à l'Egypte, qui étaient trop éloignées; qu'au reste, dans l'état d'intimité où étaient les deux puissances, on s'aiderait sans doute avec plaisir, mais que, pour les points éloignés, ce ne pourrait être que par une flotte.

Je lui demandai si la Russie garantirait cette propriété à la France dans le traité à intervenir avec l'Angleterre. Il me répondit oui, pour les Echelles. Il revint sur la nécessité de donner encore d'autres indemnités à la Russie pour sa coopération à l'expédition des Indes, et me répéta plusieurs fois que cette coopération serait un sacrifice contraire aux intérêts du pays, si elle n'obtenait pas Constantinople et les Dardanelles, qu'au reste, elle ne voulait pas influer seule sur ces passages, qu'elle voyait avec plaisir les Châteaux d'Asie, soit au Bosphore, soit aux Dardanelles, entre les mains des Turcs, qu'elle ne prétendait rien en Asie sur ce point. Ma réponse fut qu'il savait bien que la Russie serait la maitresse partout où elle n'aurait que des Turcs devant elle, qu'il fallait une autre garantie que les Turcs au monde commerçant; que, si elle se croyait trop lésée par l'abandon des Dardanelles ou de Constantinople, avec un territoire en Europe entre les mains d'un prince tout à fait étranger, elle pourrait chercher des dédommagements en Asie; que Trébizonde lui en offrait qui étaient bien au delà de ce qu'elle pouvait prétendre.

Le ministre tint bon pour Constantinople et les Dardanelles; il m'assura, en plaisantant, que V. M. serait plus juste que je n'étais traitable; que, dans tout ceci, la Russie ne désirait rien qui pût réellement porter ombrage à la France; que l'empereur Alexandre prouvait, par ce qu'il offrait à V. M., comme par ce qu'il demandait, qu'il voulait avant tout lui être agréable, et qu'il n'avait que de justes prétentions; qu'il était sûr que, sans nous en douter, V. M. nous mettrait d'accord, sans rien rabattre de ce qu'il demandait; qu'il ne fallait pas sortir d'une position passable pour se mettre dans une mauvaise; que

l'empereur Alexandre ne s'inquiétait pas de ce que V. M. acquérait et acquerrait encore loin de lui; que ce qui contribuait à sa gloire et à la prospérité de la France, il le verrait même avec plaisir, et qu'il y contribuerait, quand il le pourrait, en franc et bon allié; que V. M. savait, et que je pourrais l'attester de même que lui, Romantzoff, que ces protestations n'étaient pas de vaines paroles, mais qu'elles étaient écrites au fond du cœur de l'empereur Alexandre; que, quant à lui, l'alliance avec la France était dans sa politique comme dans son opinion particulière, même avant qu'il ne fût ministre; qu'il ne fallait pas que l'obligeance fût un vain mot; que l'empereur Alexandre prouvait toujours qu'il était empressé de faire ce qui était agréable à l'empereur Napoléon, et qu'il comptait par conséquent sur les preuves d'une certaine réciprocité.

M. de Romantzoff finit par me dire qu'il ne serait pas étonné que les Turcs et les Anglais s'entendissent pour nous attaquer pendant que nous discuterions; que, d'ailleurs, la Turquie se décomposait d'elle-même, qu'il ne fallait donc pas disputer à la Russie ce que la géographie voulait qu'elle eût, et ce que des prétentions très modérées lui faisaient désirer, quand tout ce qu'elle demandait allait lui échoir d'un moment à l'autre, faute d'héritiers; qu'il désirait que V. M. profitât de l'occasion pour paraître leur donner ce qu'ils seraient sans doute obligés de prendre avant peu, puisque l'Empire Ottoman n'aurait probablement pas la force de faire son testament.

Je répondis à tous ces arguments d'obligeance par tout ce que V. M. faisait dans ce moment pour la Russie en la secondant contre la Suède, en pensant même à ce partage, etc., etc.

Après cette conférence, dont voici l'extrait, puisqu'elle dura quatre heures, je proposai au ministre de mettre ses vues par écrit; voyant qu'il m'ajournerait encore et que nous ne finirions rien, je lui dis: «Je vais écrire, M. le comte, dictez: de cette manière vous montrerez en peu de mots à l'empereur à quel point nous en sommes et quelles sont celles de mes objections sur lesquelles nous ne pouvons nous accorder; il vous donnera ses ordres. Sans cela, nous ne serons pas plus avancés dans huit jours qu'à présent».

Après quelques nouvelles discussions sur les points déjà traités dans ce rapport, il en résulta la note ci-jointe, que le ministre garda pour la montrer à l'empereur et qu'il me renvoya à minuit.

Vues du comte de Romantzoff sur le partage de la Turquie

(à la suite de la conférence du 9 Mars 1808).

Dans l'idée du traité d'alliance:

La Russie aurait la Moldavie, la Bessarabie, la Valachie et la Bulgarie;

La France aurait l'Albanie, partie de la Bosnie, la Morée, Candie;

L'Autriche, la Croatie et partie de la Bosnie;

La Serbie serait indépendante, et donnée à un prince de la Maison d'Autriche ou à tout autre prince étranger épousant une grande-duchesse de Russie.

Dans l'idée du grand partage:

La Russie aurait la Moldavie, la Bessarabie, la Valachie, la Bulgarie et partie de la Roumélie, la frontière russe partant de la Bulgarie et suivant la frontière actuelle de la Serbie jusqu'à celle de Solimisch et de la chaine de montagnes qui se dirige de Solimisch sur Trajanopoli, d'où la Maritza servirait de frontière à cette puissance jusqu'à la mer;

La France aurait la Bosnie, l'Albanie, la Morée, Candie, Chypre, Rhodes, toutes les îles de l'Archipel, Smyrne et les Echelles du Levant, la Syrie et l'Egypte;

L'Autriche aurait la Serbie en toute propriété, comme province autrichienne, la Macédoine jusqu'à la mer, sauf les parties que la France pourrait désirer pour fortifier sa frontière d'Albanie, de manière aussi à ce que cette puissance eût Salonique: on tirerait donc une ligne de Scopia sur Orfano où la frontière autrichienne aboutirait à la mer;

La Croatie, dont il n'est point parlé, pourrait appartenir à la France ou à l'Autriche, au gré de l'empereur Napoléon.

Qu'on adopte l'une ou l'autre idée, les trois puissances copartageantes contribueront à une expédition aux Indes; la Russie ne prétend rien aux Indes pour sa coopération.

Objections de l'ambassadeur de France sur lesquelles le comte de Romantzoff n'a pu, dit-il, le satisfaire.

1° La possession de Constantinople par la Russie.

2° La nécessité de donner les Dardanelles à la France, si elle pouvait consentir à voir la Russie s'établir à Constantinople (l'Autriche pourrait être dédommagée en Croatie ou Bosnie de la perte qu'elle ferait en Macédoine).

3° Si on ne peut s'entendre sur les deux premières objections, revenir à la première idée de l'empereur Alexandre, et aviser au moyen d'établir un gouvernement indépendant à Constantinople.

4° Demander formellement si l'empereur de Russie ne coopérerait point à la conquête de la Syrie et de l'Egypte, qu'il offre.

Nota. Si la France avait les Dardanelles ou qu'on établit un gouvernement indépendant à Constantinople avec un arrondissement en Europe, la Russie pourrait être dédommagée en Asie du côté de Trébizonde.

64.

10 Mars 1808.

Le 10, je revis le comte de Romantzoff; il me dit qu'il avait mis sous les yeux de l'empereur la note rédigée la veille. Il ajouta que l'empereur tenait formellement à Constantinople, que tout grand partage de l'Empire Ottoman qui ne donnerait pas cette ville à la Russie serait contre l'opinion de la nation, et mécontenterait plus que la situation actuelle, quelque mauvaise qu'elle fût; que l'empereur et

lui avaient bien réfléchi aux moyens de tout concilier avec l'éloignement que je montrais pour qu'ils occupassent Constantinople et surtout les Dardanelles; qu'ils étaient convaincus qu'il était impossible de penser à former des troupes pour une expédition dans l'Inde, sans acquérir les avantages que la géographie, plus encore que son ambition, donnent à la Russie; que le désir de l'empereur de s'entendre avec V. M. lui avait cependant suggéré un moyen qui concilierait probablement l'intérêt que pouvait avoir la France à désirer les Dardanelles avec ce qu'une sage prévoyance obligeait S. M. de se réserver; qu'il proposait donc de fixer par un traité la route militaire que la France pourrait désirer pour traverser en tout temps les Dardanelles et se rendre d'Europe en Asie et d'Asie en Europe.

J'observai au ministre que ce qu'il me disait ne répondait qu'en partie à mes objections, et point d'une manière satisfaisante; qu'il me paraissait indispensable de revenir à l'idée d'un gouvernement indépendant pour Constantinople; que je lui demandais cependant, puisque je ne stipulais pas et que nos missions se bornaient à faire connaître nos vues, de convenir qu'en tout état de cause la France posséderait la Dardanelle d'Asie, comme faisant partie des Echelles, qu'il m'avait lui-même offertes. Sur quelques objections qu'il me fit à cet égard et avec chaleur, j'ajoutai que cette position n'avait rien d'inquiétant pour eux, puisque ce n'était qu'une colonie, tandis que leur empire d'Europe, en supposant qu'on adopte son projet, serait vis-à-vis; qu'ayant alors leur marine dans la mer Noire et la mer de Marmara, cette possession ne serait qu'un faible moyen de protection pous assurer la possession des Echelles et au besoin le passage des troupes; qu'il savait mieux que personne qu'il fallait des précautions avec les Turcs et ne point se mettre à leur merci.

Le ministre finit par me répondre qu'il avait prévu que cette idée pourrait être mise en avant, et que l'empereur, qu'il avait consulté, s'y était entièrement refusé. Ma réponse fut que je voyais avec regret qu'on n'était pas plus conciliant sur les petites choses que sur les grandes, que ce n'était cependant qu'en donnant beaucoup de facilités

sur les objets peu importants qu'on pouvait accélérer et même rendre possible une négociation comme celle-là, vu la distance où l'on était de Paris.

M. de Romantzoff m'assura ensuite que l'empereur avait approuvé tout ce qu'il m'avait dit la veille relativement à la garantie des Echelles; que, quant à la Syrie et à l'Egypte, il ne pouvait coopérer à la conquête de ces provinces, ni les garantir. Et comme je voulais le faire expliquer encore une fois sur l'emploi qu'on pourrait faire des forces navales russes, comme il me l'avait proposé, il commença par me dire qu'il ne se rappelait pas m'avoir dit cela. Je lui en rappelai alors toutes les circonstances, notamment une qui m'avait frappée: c'était qu'il m'avait parlé en même temps du duché de Varsovie. Il finit donc par convenir que c'était vrai, mais qu'il s'était trompé en me disant qu'il s'en était expliqué avec l'empereur, S. M. n'ayant point donné un consentement général à tout ce qu'on pourrait faire de ses flottes. Comme j'insistais en lui rappelant, et les expressions dont il s'était servi, et le ton positif avec lequel il m'avait parlé sur cet objet, il finit par me dire:

«Je vous prie de regarder tout cela comme non avenu. L'empereur mettra sûrement ses flottes à la disposition de l'empereur Napoléon, mais la marine a un chef particulier. Ce chef est, comme le Dieu d'Israël, un Dieu jaloux de tous les autres dieux, et, par-dessus le marché, un Dieu un peu entêté. Ne me faites pas une querelle avec lui, ce qui serait désagréable à l'empereur: voyez l'amiral Tchitchagoff; il est de retour; traitez cela discrètement avec lui. Je vous aiderai de tout mon pouvoir, votre discrétion m'en fera même un devoir. Vous voyez que je veux vous servir. Pour m'en donner les moyens, il faut ménager certaines gens».

Je lui répondis que cela me paraissait changer beaucoup de choses; que lui avouais que cela me mettait dans un grand embarras vis-à-vis de ma Cour, que j'avais prévenue par la poste; que je garderais cependant la réserve qu'il désirait, mais que j'espérais que ce serait pour peu de jours et qu'il ferait décider la chose comme il me l'avait

promis. Je lui demandai ensuite s'il ne trouvait pas d'inconvénient pour lui à ce que je parlasse à l'empereur de cet objet, si j'en trouvais l'occasion, ainsi que de la possession des Dardanelles d'Asie, qui n'étaient qu'une partie des Echelles qu'il nous offrait, parce que cette idée me paraissait concilier tous les intérêts.

Sa réponse fut qu'il m'engageait seulement au secret sur ce qu'il m'avait confié; que je verrais probablement S. M. le lendemain; qu'il pensait que l'empereur écrirait sa lettre et que l'officier que j'envoyais pourrait partir sous peu de jours; que l'empereur voulait qu'il fût accompagné jusqu'à sa frontière par un de ses feldjäger pour aller plus vite. Comme il m'engageait à rédiger ce qu'il disait être arrêté, je lui répondis que j'avais fait la veille tout ce que pouvais écrire; que c'était maintenant à lui, puisque V. M. disait positivement que c'étaient ses idées, ses vues personnelles, qu'Elle désirait connaître; que la même intention se manifestait encore dans l'indication du choix à faire si on lui envoyait quelqu'un; que je pensais donc qu'il valait mieux qu'il rédigeât ses vues, que cela lui donnerait d'ailleurs le moyen de s'étendre sur les motifs qui fondaient ses prétentions, comme sur les raisons qu'il opposait à mes objections; que, la proposition étant faite par l'empereur Napoléon, il me paraissait que c'était à l'empereur Alexandre et à son ministère à y répondre. Il m'assura alors qu'il les rédigerait lui-même, et ajouta qu'il était sûr que V. M. approuverait tout ce qu'il proposerait, qu'il se félicitait d'avance des résultats de nos conférences, et que, quoique nous ne vissions pas de même sous différents rapports, il était convenu que V. M. donnerait son assentiment à tout ce que la Russie demandait.

Au moment où je me retirais, M. de Romantzoff me dit: «Nous avons le désir de vous donner des facilités sur tout. Que l'empereur réunisse Naples à son royaume d'Italie, et qu'il donne en dédommagement au roi la Syrie, Candie, etc. Je vous parle ainsi, M. l'ambassadeur, pour vous donner la mesure de notre opinion sur tout ce qui peut vous arranger. Ne nous touchons pas pour rester amis. Faites-nous un lot qui soutienne notre alliance, et le temps vous prouvera que nous

n'avons d'autre but, d'autre désir, que de voir la puissance de l'empereur et la prospérité de la France s'accroître; vous éprouverez même, soyez-en certain, à quel point nous sommes fidèles à nos alliés».

65.

12 Mars 1808.

Le 12, j'eus l'honneur de dîner à la Cour. Après le dîner, l'empereur me dit:

L'empereur. Avez-vous vu Tchitchagoff? (L'empereur avait donné ordre au ministre de la marine, qui lui avait rendu compte de la conversation que j'avais eue la veille avec lui, de passer chez moi pour me dire qu'il avait ordre de tout terminer avec moi, sur-le-champ; qu'il fallait seulement convenir de ce qu'on fournirait à la flotte.)

L'ambassadeur. Oui, Sire.

L'empereur. Etes-vous convenu de ce qu'on fournirait à mes escadres? Quand nous avons été liés avec les Anglais, on nous a donné les vivres et on entretenait les bâtiments. C'est un usage pour tous les auxiliaires: on doit le savoir dans votre légation.

L'ambassadeur. Sire, j'ai appelé toute ma légation devant l'amiral et personne n'a connaissance de ce genre d'arrangement; je ne pense même pas qu'il se pratique entre puissances amies. V. M. n'est d'ailleurs pas auxiliaire: Elle est *partie* et a *cause* comme nous, dans cette guerre.

L'empereur. L'empereur Napoléon ne fera sûrement pas de difficultés sur cela. C'est un petit avantage pour nous, auquel il ne se refusera certainement pas, et qui nous fera grand bien dans la position actuelle.

L'ambassadeur. J'ignore l'usage dont me parle V. M. Je rendrai compte de ce qu'Elle me fait l'honneur de me dire; mais je dois lui observer que je ne puis prendre d'engagement à cet égard. V. M., pour obvier aux mésentendus qui ont eu lieu, a daigné m'offrir la première de mettre sa flotte à la disposition de l'empereur. Je l'ai accepté comme une chose qui lui serait agréable, mais sans conditions.

L'empereur. Tout cela s'arrangera, soyez-en sûr. Mais parlons de la grande affaire: Romantzoff m'a lu ses vues; j'ai fait peu de changements, et tous à votre avantage; ma foi, vous avez un beau et bon lot.

L'ambassadeur. C'est plutôt celui que V. M. s'est fait, qui est beau et bon: tout se lie, tout se tient; il a l'avantage de la position géographique et de la population.

L'empereur. Et vous, quel nombre de possessions, sans compter l'Albanie et la Morée!

L'ambassadeur. Des morceaux partout, et tous loin de nous.

L'empereur. Comment! Cela touche à la Dalmatie, à Cattaro, et tient à l'Italie, à toutes vos possessions.

L'ambassadeur. Oui, Sire, si V. M. avait les Etats de l'empereur d'Autriche et qu'Elle nous les donnât. Avec cela, nous toucherions à ces possessions, sans cela il n'y a que la mer entre; tandis que, dans le lot de V. M., tout se lie à ce qu'Elle a déjà.

L'empereur. Il faut faire quelque chose qui dure, qui inspire de la confiance, qui prouve que votre système actuel est le meilleur. Je vous l'assure, je suis modéré dans mes instructions, je ne demande que ce que l'intérêt du pays me force à exiger et ce sur quoi je ne puis céder.

L'ambassadeur. Je demande cependant à V. M. la permission de la ramener à la première idée qu'Elle avait eue, celle d'un gouvernement indépendant à Constantinople.

L'empereur. Je n'avais pas envisagé selon l'importance de tout ce que l'empereur me demandait: regardez ce que je vous ai dit sur cela comme non avenu. Si je fournis une armée pour aller dans l'Inde, il faut qu'il en résulte des avantages qui dédommagent la Russie de ses sacrifices. Il ne faut donc point laisser de doute sur la possession de Constantinople. L'empereur Napoléon sera, soyez-en sûr, de cet avis.

L'ambassadeur. Mais les Dardanelles, Sire, si V. M. les possède avec Constantinople, le passage sera moins libre que le Sund, qui a cependant une puissance différente sur chaque rive.

L'empereur. Ne soyons pas voisins, je me rappelle les bons conseils de l'empereur Napoléon. Je ne puis céder sur ce point, Romantzoff vous l'aura dit: personne, à commencer par moi-même, ne pourrait sortir de chez moi, ni y entrer, sans votre permission, si vous étiez là. Je suis sans aucun doute sur les intentions de l'empereur Napoléon, mais je ne veux rien faire qui laisse de l'inquiétude à l'opinion, ni de l'incertitude entre nous; on attend depuis longtemps un résultat. Faites qu'il soit digne de l'empereur: il faut qu'on voie enfin les avantages que vous nous avez tacitement promis. J'écrirai à l'empereur, je vous remettrai ma lettre pour que Saint-Aignan la porte. Ces Echelles du Levant, savez-vous que c'est ce qu'il y a de plus riche, de plus populeux! Smyrne, quelle richesse! En général, votre position est superbe sous tous les rapports. Vous êtes maîtres partout: la possession de Varsovie, les troupes que vous y avez, vous donnent toujours une position menaçante pour nous, si on se brouillait un jour, ce qui n'arrivera jamais par nous, je vous assure. (L'empereur dit tout cela en plaisantant et d'un ton qui voudrait faire penser qu'il croyait que V. M. avait l'intention, si ce n'est de s'approprier un jour ce duché, au moins d'y laisser une armée. On revient souvent sur ce point, et le ministre, d'une manière plus positive.)

L'ambassadeur. Varsovie est au roi de Saxe, Sire, et point à l'empereur. V. M. parle de notre position; qu'est-elle cependant? L'attitude de gens prudents que l'Angleterre force à être prévoyants, rien de plus! Après tout, pouvons-nous jamais être l'ennemi naturel de la Russie? Nous sommes trop loin d'elle, Sire, et quand nous nous en rapprocherons, ce ne sera que pour marcher avec elle. L'ennemi de la Russie, Sire, c'est l'Autriche; si le partage a lieu, elle le sera plus que jamais. La géographie ne peut pas vous en faire un allié; mais, grâce à nos guerres avec elle, V. M. n'a rien à redouter pendant un demi-siècle. La France a donc encore rendu ce service à la Russie. Cet avantage ne peut échapper à la politique qui calcule tout. Quand l'impartialité pèsera tout en Russie, Sire, on n'aura jamais un doute sur les intentions de la France à son égard; jusque-là

on sera plus d'une fois injuste, mais l'empereur Napoléon n'en sera pas moins le fidèle allié de l'empereur Alexandre. Je reviens à la Turquie, Sire: V. M. nous offre en Asie ce que nous ne demandons pas, et nous compte ce qu'Elle nous offre.

L'empereur. Sans l'Asie, vous avez encore le plus beau lot, à cause de votre marine.

L'ambassadeur. V. M. nous propose une route militaire pour aller aux Echelles du Levant, mais d'où partent ces Echelles? Des Dardanelles d'Asie, probablement; sans cela, quelle sûreté pour cette route? Puis Elle nous porte réellement en compte ce qu'Elle nous offre en Asie, pour ce qu'Elle prend en Europe. Passe encore, si Elle nous offrait de nous aider à en faire la conquête indépendamment de l'expédition des Indes; de cette manière, cela acquerrait peut-être quelque prix.

L'empereur. Prenez en Asie tout ce que vous voudrez, excepté ce qui touche aux Dardanelles: cela ôterait tout le prix à ce que vous nous donneriez. Quant à cette coopération pour la conquête des Echelles, je l'avais toujours refusée, je n'avais promis que ma garantie; mais je ne veux pas vous refuser, ce soir, tout ce que vous me demandez. Si les bases que j'ai proposées sont adoptées, que le grand partage ait lieu, et que je sois, par conséquent, aux Dardanelles et à Constantinople, je coopérerai avec vous à cette conquête, mais non compris la Syrie et l'Egypte.

L'ambassadeur. V. M. y met sûrement une obligeance qui me pénètre de reconnaissance, mais j'ai l'honneur de lui observer que je ne fais causer sur l'Asie que pour faciliter les moyens de s'entendre; j'ignore les intentions de l'empereur: je ne puis ni accepter, ni refuser, ni donner, je n'ai d'autre mission que de présenter les moyens de s'entendre et de raisonner dans ce sens. Si j'ai donc dit trop ou trop peu dans toute la négociation, je prie V. M. d'en rejeter le blâme sur moi, car l'empereur ne m'a donné aucune autre instruction que celles qui sont dans la lettre qu'Elle a reçue de lui.

L'empereur. Vous faites votre devoir en cherchant à rendre votre lot le meilleur possible, c'est tout simple, mais l'empereur appré-

ciera mes raisons. J'espère beaucoup, puisque voilà une occasion de faire pour moi ce que son amitié m'a toujours promis. Je suis prêt à partir, comme a dû vous le dire Romantzoff, aussitôt que je saurai que les bases proposées conviennent à l'empereur. Je me fais une fête de le voir; ce sera à Erfurt, s'il veut: il aura moins de chemin à faire; j'ai pensé que cela lui conviendrait mieux, que nous serions seuls, et que nous n'aurions pas les embarras de la Cour de Weimar. En cela, je ne veux que ce qu'il plaira à l'empereur. J'espère, général, que vous serez du voyage et de l'entrevue. Je vous y invite.

L'ambassadeur. Je le désire, Sire, et je demande à l'empereur la permission d'aller mettre mon respect à ses pieds.

L'empereur. Je prie l'empereur de calculer le temps qu'il faudra à son courrier, et quinze jours pour mon voyage, car je ne veux m'arrêter nulle part, pour éviter toutes les lamentations. Mandez cela à l'empereur.

L'ambassadeur. Je le lui manderai mot pour mot, Sire.

L'empereur. Parlons de la Finlande. On a passé Tavastehus, c'est le centre de toutes les communications. Buxhöwden marche sur Abo. Tutchkoff *) marche sur Vasa avec Bagration **): on dit que les Suédois y ont retiré et réuni toutes leurs forces. (Sur cela, l'empereur prit la carte, compta toutes les marches et calcula que le corps le plus en arrière, celui de Tutchkoff, serait rendu à Vasa sous dix jours. Il s'étendit beaucoup sur l'empressement des habitants à venir au-devant des troupes. Il fit l'éloge du commandant de Swéaborg, qu'il regarde comme un homme inébranlable; cette place, selon lui, a de doubles casemates: les Suédois y travaillent depuis quarante ans. Il penche à l'assaut dans l'espoir d'avoir la flotte; mais tous les renseignements

---

*) Nicolas Alexéewitch, 1761—1812; en 1799, après la bataille de Zurich, s'ouvrit à la baïonnette un passage à Schaffhausen, et, en récompense, reçut le grade de général-lieutenant; en 1808, il commandait l'aile droite de l'armée en Finlande, entre Willmanstrand et Nyslot.

**) Prince Pierre Ivanowitch, 1765—1812; dans la guerre avec les Suédois, en 1808, il occupa les îles d'Aland, ce qui força les Suédois à signer la paix.

confirment dans l'idée que les Suédois ont pris leurs mesures pour la brûler, comme celle des lacs, à la première attaque sérieuse.)

L'ambassadeur. Tout cela se fera sans coup férir. A peine s'est-on battu depuis l'ouverture de la campagne.

L'empereur. C'est vrai, mais il faudra peut-être donner l'assaut à Swéaborg.

L'ambassadeur. C'est à la garnison de Pétersbourg à faire ce siège; il est bien instant que toutes les autres troupes se portent tout de suite en avant pour passer le golfe. Quant à l'assaut, Sire, il faut être bien sûr de réussir pour le tenter: si les Suédois brûlent cette flottille comme celle de l'intérieur, quelle sera l'utilité de cet assaut? Il est bien plus instant de passer le golfe. C'est à Stockholm que toutes les places tomberont. Swéaborg ne peut échapper. Nous sommes peut-être en Scanie, il ne faut pas nous y laisser seuls; V. M. a promis de passer.

L'empereur. Oui, mais il faut finir en Finlande, puis être sûr que vous êtes en Scanie; et les nouvelles disent que le prince de Ponte-Corvo attendait pour marcher le retour d'un courrier qu'il venait d'expédier. Puis vous n'envoyez pas de vos troupes.

L'ambassadeur. V. M. ne peut plus hésiter. J'ignore ce que disent les nouvelles; ce que je sais, c'est que l'empereur a donné au prince de Ponte-Corvo l'ordre de passer. Certes, il sera obéi. V. M. ne l'y laissera pas seul, j'espère.

L'empereur. Non, sûrement, si je suis sûr que vous y avez passé. Mais cela éprouve tant de difficultés là-bas. Le prince de Ponte-Corvo veut, dit-on, le commandement en chef: le prince royal a cédé, et cependant on apporte de nouveaux retards. Ecrivez au prince de Ponte-Corvo et donnez-moi la certitude qu'il passera; nous ne serons pas les derniers, mais il ne faut pas perdre de temps, à cause de la glace.

L'ambassadeur. Je ne puis que répéter à V. M. que nous faisons cette guerre plutôt pour ses intérêts que pour les nôtres; qu'Elle a bien voulu me promettre qu'Elle passerait; que, là-dessus, nous nous sommes engagés, ainsi que le Danemark, dans cette expédition de Scanie,

et que sa loyauté m'est trop connue pour que je puisse douter de sa coopération.

L'empereur. Si nous ne pouvons passer à Abo, nous remonterons à...., où sera incessamment Tutchkoff. Peut-être passerons-nous sur deux points. Mais écrivez de suite au maréchal *), et sachez ce qu'il fait et s'il passe. Eh bien, Merveldt vous a fait une sottise? Cet homme ne fait que des gaucheries.

L'ambassadeur. Il m'a forcé à voir ce que je voulais ignorer depuis que je suis ici, parce que j'espérais, je l'avoue à V. M., qu'Elle ferait justice de ces cocardes blanches sans que j'en parlasse, et même de quelques croix qu'on ne porte nulle part, et que les individus qui en sont revêtus n'ont gagnées que dans des complots. M. de Merveldt m'a forcé de les voir, et alors d'en parler de confiance à M. de Romantzoff, car je n'ai jamais mis en doute qu'il ne fût dans l'intention de V. M. d'en faire justice.

L'empereur. On y mettra ordre, général, vous ne verrez plus de cocardes, je vous en réponds; mais engagez l'empereur à faire dire un mot au roi de Saxe pour les ordres de Pologne, qu'il rétablit et distribue même dans votre armée. Tenez, il y a eu de l'inadvertance ici pour les croix que ces gens portent depuis longtemps, mais chez vous on vient de les distribuer. Que le roi de Saxe crée de nouveaux ordres et les donne, il est le maître chez lui; mais qu'il donne des anciens ordres de Pologne, et qu'il rétablisse même une petite croix qui tient à la Lithuanie, qui ne lui appartient pas, c'est faire revivre les morts et donner à penser qu'on veut les ressusciter tout à fait. Ce n'est pas sur ce pied que nous devons être avec l'empereur Napoléon. Vous êtes à Varsovie: le roi de Saxe ne le ferait pas, et on n'accepterait pas ces ordres dans votre armée, sans l'autorisation de l'empereur. Je vous en parle franchement, parce que cela choque ici, et donne des armes contre vous à tous ceux qui veulent que vous ne soyez pas sans arrière-pensée avec nous. Cela ne fait rien sur moi, mais ramenez toutes

*) Bernadotte, prince de Ponte-Corvo.

les opinions: vous voyez que je vous suis franchement attaché. J'aime et j'admire l'empereur Napoléon; qu'il ne laisse donc rien faire qui éloigne de lui.

L'ambassadeur. Ce que fait le roi de Saxe ne nous regarde pas, Sire. Je me borne donc à assurer V. M. que si quelqu'un portait un signe quelconque qui fût en opposition avec l'alliance qui existe avec V. M., je suis certain que l'empereur en ferait justice avant que M. de Tolstoï eût le temps de lui en parler.

L'empereur. Je vous parle de cela parce qu'il faut que l'empereur sache tout, mais surtout parce que rien ne peut altérer ma confiance et mon amitié pour lui. Les gens qui ne pensent pas de même, je ne les laisse pas achever quand ils me parlent. Vous voyez, général, quelle confiance je mets en vous, et que je ne vous en veux pas pour tout ce que vous voulez empêcher l'empereur Napoléon de me donner de ce qui me revient. Je ne veux pas retarder votre conférence chez Romantzoff, qui vous attend. Je vous répète donc seulement que je me fais une fête de voir l'empereur et que je suis de son avis, qu'il faut marcher avec les événements quand ils nous poussent et que l'heure des grandes choses a sonné. Qu'il acquière tout ce qui lui conviendra, dès que cela ne nous rapproche pas, soyez sûr que je le verrai avec plaisir.

66.

13 Mars 1808.

Le 12, je vis le comte de Romantzoff en sortant de chez l'empereur. Il me lut ce qu'il avait mis au net, me demanda de lui dire ce que j'en pensais, ne voulant, disait-il, tenir que le langage qui pouvait convenir à V. M. Je lui fis en conséquence observer quelques mots de *préambule* qui n'annonçaient pas qu'on eût été toujours content avant la réception de la dernière lettre de V. M. Je lui représentai aussi qu'il mêlait les propositions qu'il nous faisait d'acquisition en Asie avec le partage en Europe, objet sur lequel nous n'avions jamais été

d'accord; qu'il avait, de cette manière, l'air de nous offrir beaucoup, tandis que nous n'avions, dans le fait, que bien moins que la Russie; en un mot, que, s'il avait été question de l'Asie, c'était parce qu'il l'avait voulu, et pour lui donner le moyen de développer ses vues dans toutes les hypothèses, la France n'ayant peut-être pas plus envie que la Russie d'y avoir des possessions. Sa réponse fut que ces offres étaient une preuve du désir qu'avait l'empereur de nous être agréable; qu'il était inutile de changer la rédaction de ses vues, puisque, même sans cela, notre lot était très grand et tout ce qu'il pouvait être; que cela ne faisait rien à la question, puisque tout ce qui nous convenait sans nous rapprocher d'eux, je devais le savoir, ils le verraient avec plaisir; qu'ils ne prenaient qu'un très mince intérêt aux Autrichiens, et que leur premier désir était toujours que nous fussions contents. Il ajouta, du ton d'un homme qui attache à ce qu'il dit une intention qu'il sous-entend:

« J'ai, M. l'ambassadeur, de fortes raisons de croire, et je vous le dis comme une nouvelle preuve de toute ma confiance en vous, car je ne l'ai même pas dit à l'empereur, que le moment des grands changements est arrivé; que l'empereur Napoléon désire ce qui va se faire, que c'est même indispensable, avec les grands projets qu'il médite depuis quelque temps. Ce que nous demandons ne fera point difficulté, soyez-en sûr; vous avez entre vos mains assez de dédommagements et ceux que vous acquerrez dans la Turquie d'Europe valent certainement à eux seuls tout ce que vous nous y donnerez. Je ne parle pas de tout ce que le génie de l'empereur sait tourner en sa faveur ».

Voilà, autant que ma mémoire peut me le rappeler, ses expressions sur un ton prophétique.

Nous revînmes à sa note. Je lui représentai que je n'étais pas plus d'accord avec lui sur Constantinople que sur les Dardanelles, que je ne savais pas pourquoi il avait supprimé cette observation. Il me répondit en riant: « Vous êtes bien tenace, je n'ai pas voulu faire mention de cette difficulté, parce que cela ne m'en faisait pas une, j'en suis certain, dans l'esprit de l'empereur Napoléon, lorsqu'il a

écrit à l'empereur Alexandre; écrivez, au reste, de votre côté, mais vous perdrez votre procès», ajouta-t-il en plaisantant.

«Sans instruction, répondis-je, je ne puis rien vous refuser, vous le savez; c'est mon opinion personnelle, ma conscience, si vous le voulez, qui vous le refuse; je ne capitule pas avec elle, quand il est de mon devoir de dire ce que je pense». Là-dessus, il me fit de grandes protestations: c'étaient l'estime et la confiance, disait-il, inspirées, à l'empereur comme à lui, par la satisfaction qu'ils avaient de ma manière de traiter, etc. Puis il reprit ainsi:

«Quant aux Dardanelles, tous les gens qui veulent éloigner l'empereur Alexandre de votre alliance lui répètent depuis Tilsit que, si l'union de la France avec la Russie leur donne un jour une partie de la Turquie et Constantinople, la France voudra avoir les Dardanelles; on s'en est fait une amie, mais l'empereur repousse tout, en ne laissant jamais achever ceux qui lui tiennent ce langage. Croyez-moi, l'empereur Napoléon veut de grandes choses et nous le seconderions. Entendons-nous donc sur le seul moyen de mettre tout ce pays, autant que moi, dans vos intérêts». Il appuya ensuite beaucoup sur la garantie des Echelles, en observant que l'empereur n'entendait cependant par là que ce qui était depuis la Syrie jusqu'à Smyrne. Je lui dis que l'empereur venait d'ajouter sa coopération pour cette conquête.

Après m'avoir répondu qu'il l'ajouterait avec plaisir à sa note, il ajouta qu'il fallait que l'Autriche garantît à V. M. Salonique et toute cette côte. Il termina cette conférence en me disant qu'il reverrait S. M., et qu'aussitôt que sa note serait approuvée, il m'en ferait prévenir, mais que ça ne pouvait être avant deux ou trois jours. Il m'assura que l'empereur écrivait à V. M. d'une manière détaillée, que, pour lui, il ne nommait personne dans sa note et ne la signait point, parce qu'il pensait que V. M. préférerait que cela eût la forme d'un mémoire plutôt que celle d'une note officielle, qui exigeait une réponse dans la même forme. Je répondis qu'il me paraissait indispensable que l'empereur s'expliquât dans sa lettre de manière de donner à cette

note l'authenticité nécessaire. Le ministre m'assura que cela entrait dans les instructions de l'empereur.

67.

Lettre à Champagny.

15 Mars 1808.

J'ai reçu la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser le 19 Février et dont elle avait chargé le sieur Vandernotte.

Je me suis empressé de communiquer au ministère russe, par une note dont la copie est ci-jointe, les ordres donnés par S. M. pour l'évacuation du pays d'Oldenbourg.

L'empereur a été fort sensible à cette nouvelle marque d'amabilité de l'empereur Napoléon. Je joins également ici la réponse de M. de Romantzoff.

La conversation que S. M. a eue avec M. de Tolstoï a produit sur cet ambassadeur le meilleur effet: il a rendu compte à sa Cour d'une manière qui le prouve. M. de Romantzoff, dans une conférence que j'ai eue avec lui dans le courant de la semaine dernière, m'a rapporté ainsi ce que mande M. de Tolstoï:

L'empereur, écrit-il, lui a dit, dans un moment de vivacité: «Eh bien, prenez que je ne suis plus l'empereur: c'est un général de division comme vous qui vous parle! Où avez-vous rêvé, qui vous a dit, que je ne voulais pas évacuer la Prusse, que je ne l'évacuerais pas, quand même vous resteriez en Moldavie»? Ces paroles, m'a ajouté M. de Romantzoff, ont entièrement satisfait M. de Tolstoï: c'est la première fois qu'il écrit du ton d'un homme content; il paraît en attendre un effet avantageux pour la Prusse. V. E. n'ignore pas que M. de Romantzoff a une faible idée des moyens de M. de Tolstoï et de sa manière de traiter les affaires.

J'ai entretenu le ministre, dans la même conférence, de la nécessité de faire coopérer la marine russe de Lisbonne et de la Méditerranée

aux opérations de la guerre actuelle, et je l'ai pressé de donner tous les ordres nécessaires pour ôter aux marins russes la fausse idée qu'ils avaient peut-être, que leur gouvernement conservait une arrière-pensée dans son alliance avec nous. Je lui répétai plusieurs fois qu'il ne fallait pas perdre de temps, que j'avais voulu éviter à S. M., d'après les ordres de l'empereur, le chagrin d'une plainte directe et fondée, et que je m'adressais en conséquence à lui pour le prier d'obtenir les ordres que je sollicitais. Je lui fis comprendre que le meilleur moyen serait de mettre toutes les forces navales qu'ils avaient, à Trieste, à Porto-Ferrajo et à Lisbonne, à la disposition de l'empereur, qui saurait diriger leurs mouvements, les rendre utiles, et leur procurer les moyens de se réparer économiquement et tout ce dont elles pourraient avoir besoin.

M. de Romantzoff me parut approuver cette idée et me promit d'en parler à l'empereur, en me remerciant des formes qu'on mettait à exprimer ces plaintes, et en m'assurant que S. M. y serait fort sensible. Il ajouta qu'Elle avait été affectée de ce qu'Elle avait déjà appris à ce sujet.

M. de Romantzoff rendit effectivement compte de notre conversation à l'empereur, car ayant vu S. M. deux jours après, Elle s'empressa de me parler de ses escadres, me dit qu'Elle était peinée des sujets de plaintes qu'on avait eus, et m'assura que diverses circonstances avaient empêché ses ordres d'arriver à temps, mais qu'Elle allait en donner de nouveaux conçus dans les termes les plus positifs. Elle ajouta que son intention était de mettre toute sa marine de la Méditerranée, comme celle de Lisbonne, à la disposition de l'empereur.

Je pensais, en conséquence, qu'aucune difficulté ne devait plus s'opposer à cette mesure, avantageuse à nos intérêts communs; cependant, il y a quatre jours, ayant rappelé à M. de Romantzoff la promesse qu'il m'avait faite de faire expédier sans délai les ordres en question, il m'opposa quelques difficultés. Mais, l'ayant pressé un peu vivement de s'expliquer, il finit par me dire que la marine n'était pas sous sa direction, qu'elle dépendait d'un chef, l'amiral Tchitchagoff,

qui, *comme le Dieu d'Israël* (ce sont les propres expressions de M. de Romantzoff), *était jaloux des autres dieux;* qu'il me priait donc de traiter cette affaire directement avec lui. Je m'aperçus aisément que le retour du ministre de la marine, qui, depuis une quinzaine, était absent, occupé à inspecter les côtes de la Livonie, produisait ce changement dans le langage de M. de Romantzoff, et, sans m'arrêter davantage à une discussion qui ne pouvait amener que de nouveaux retards, je m'empressai de me rendre chez l'amiral Tchitchagoff. Il ne répondit pas positivement à la demande que je lui fis de mettre les escadres à notre disposition, quoique je ne cessasse de lui répéter que S. M. Elle-même m'en avait donné l'assurance formelle, lui rapportant même le détail de tout ce qui s'était passé à ce sujet. Il me parla beaucoup d'arrangements préliminaires à conclure relativement au commandement et à l'entretien des flottes. Je répondis à toutes les objections qu'entre amis toutes ces choses s'arrangeaient aisément, et qu'en guerre, il fallait toujours commencer par agir. J'ajoutai que c'était à lui que je voulais devoir cet arrangement, et que j'espérais qu'il voudrait bien m'envoyer des ordres pour les commandants russes; que ce qui était affaire de forme et de protocole se remplirait après; qu'avec des gens d'esprit, les affaires devaient se faire ainsi. Je terminai en lui disant que j'attendais de son amitié pour moi qu'il voulût bien rendre notre conversation mot pour mot à l'empereur, que j'irais lui demander la réponse le lendemain, au moment où il sortirait de chez S. M., avec qui je savais qu'il devait travailler.

Il me prévint, l'empereur lui ayant donné ordre de passer chez moi pour terminer toute cette affaire sans plus de délais. Cependant, il me fit de nouvelles difficultés, et prétendit qu'il était d'usage que les vaisseaux employés comme auxiliaires fussent entretenus, ainsi que les équipages, aux frais de la puissance qui les avait à sa disposition, que les Anglais en avaient usé ainsi lorsqu'ils avaient été les alliés des Russes, et qu'il faudrait conclure une convention sur cet objet. Je lui répondis que j'ignorais cet usage et n'avais point connaissance de conventions semblables; que, d'ailleurs, je ne pouvais rien conclure à ce sujet

sans l'assentiment de ma Cour. Il me quitta en me promettant cependant les ordres pour les commandants, qu'il m'envoya effectivement avec la traduction en français. Ne voulant pas que cette affaire prit une semblable tournure, et m'appuyant sur l'offre sans aucune condition que l'empereur m'avait faite, je rédigeai sur-le-champ la note confidentielle en forme de réflexions qui est ci-jointe, et je la portai, écrite de ma main, au comte de Romantzoff, en le priant de la mettre sous les yeux de l'empereur. Elle a produit l'effet que je désirais, et j'ai reçu en conséquence une lettre de l'amiral Tchitchagoff, où il n'est plus question qu'en général des prétentions qu'il avait mises en avant. Comme V. E. le verra par la copie que j'en joins ici, elle ne roule que sur des points qui ne peuvent, ce me semble, faire difficulté.

L'empereur, que j'ai encore eu occasion de revoir depuis, m'a assuré lui-même qu'il mettait de côté toutes les difficultés qui s'étaient élevées; que, si l'empereur Napoléon croyait devoir contribuer à l'entretien de quelques parties des escadres russes, il le ferait, sinon que lui seul s'en chargerait; que ce qu'il demandait était qu'on leur fournît tout ce qui était nécessaire, et que, quant aux mémoires, on paierait ce que l'empereur exigerait; qu'une affaire d'argent ne pouvait faire difficulté entre eux, qu'il m'engageait cependant à demander ce qu'on pouvait faire en leur faveur, afin qu'on sût à quoi s'en tenir.

V. E. trouvera ci-joint les ordres aux commandants russes, qu'Elle est priée de vouloir bien transmettre sans délai. Il serait, je crois, bon d'en donner avis au comte de Tolstoï, peut-être même de les faire passer par lui: il paraît qu'on le désire; quant à lui, il sera sensible à cette marque d'obligeance, qu'il devra tout à fait à V. E., M. de Romantzoff l'en prévient.

L'empereur m'ayant dit, dans la conversation dont je viens de parler, qu'il fallait frapper les Anglais sur tous les points, à Boulogne, en Asie, etc., je lui répondis qu'il fallait aussi les frapper en Suède, qu'il fallait marcher comme si l'on voulait marcher à Stockholm, et non comme des gens qui se contentaient d'aller cet hiver à Abo, que la prise de Stockholm serait un coup terrible pour l'Angleterre. S. M.

me dit que le pays était si mauvais qu'on ne pouvait trouver de vivres, que, sans doute, il serait fort bien fait de passer en Suède, mais que, s'il venait à dégeler, on ne saurait comment revenir. Je lui répliquai que de braves gens ne regardaient jamais en arrière, que nous nous trouverions dans la même position en passant en Scanie, mais que l'envie de donner la main à ses troupes nous empêcherait de calculer. Je le pressai de nouveau de profiter de l'occasion pour se débarrasser d'un voisin incommode.

Dans une autre conversation que j'eus quelques jours après avec S. M., comme Elle me parlait encore des opérations de son armée de Finlande et disait qu'on serait peut-être obligé de donner l'assaut à Swéaborg, je lui représentai que prendre cette place un peu plus tôt ou un peu plus tard était peu important, mais qu'il était instant de passer le golfe et de marcher à Stockholm; que c'était là ce qui ferait tomber toutes les places. S. M. me répliqua qu'il faudrait être sûr, pour tenter ce passage, que nous fussions en Scanie, et qu'il paraissait qu'il était survenu quelques difficultés, qui faisaient que le prince de Ponte-Corvo attendait le retour d'un courrier pour se mettre en marche. Je lui dis que je n'avais aucunes nouvelles à cet égard, que je savais seulement que le prince de Ponte-Corvo avait reçu de l'empereur l'ordre de passer en Scanie, et que l'empereur serait obéi. J'ajoutai que j'espérais que S. M. ne nous y laisserait pas seuls. «Non, sûrement, reprit l'empereur, dès que je saurai que vous avez passé». Il me pressa ensuite d'écrire au prince de Ponte-Corvo pour savoir positivement ce qu'il faisait.

Dans la première conversation, l'empereur me dit qu'il avait des nouvelles qui annonçaient un grand mécontentement en Angleterre, occasionné par le départ des légations russe et autrichienne; que les capitalistes, et surtout les manufacturiers, adressaient les plus vives réclamations, et que les Anglais qui étaient en Russie montraient beaucoup d'inquiétude.

L'empereur me parla ensuite d'un cartel à faire pour les déserteurs sur la frontière du duché de Varsovie. Il me dit que cela donnait

lieu à des difficultés continuelles, que récemment le maréchal Davoust avait réclamé un officier déserteur, qu'il serait arrêté et que déjà le général qui commande sur la frontière russe avait fait tout ce qu'on avait pu désirer. J'ai su depuis par le ministre que cet officier avait été arrêté et serait rendu. S. M. continua en se plaignant d'une proclamation que le maréchal Davoust avait publiée et fait répandre en Russie, dans laquelle il promettait tant à chaque déserteur. «Je n'y attache personnellement aucune importance», finit par me dire S. M. «Mes soldats ne savent pas lire, et, quand il m'en déserterait vingt par an, je m'en moque. Mais cela n'annonce pas des dispositions amicales, cela inquiète mes généraux, qui ne connaissent pas comme moi les intentions de l'empereur. Que diriez-vous, s'ils en faisaient autant dans l'état, non seulement de paix, mais d'alliance, où nous sommes»?

Ayant dit à S. M. que, si la chose était telle qu'on la rapportait, rien n'était sûrement plus contraire aux intentions de l'empereur, mais que peut-être on exagérait, Elle me montra la proclamation en ajoutant: «Je ne vous en parle que de confiance; je n'ai pas voulu en faire une affaire diplomatique: Romantzoff ne le sait même pas encore». S. M. termina la conversation en m'engageant à demander des instructions pour conclure le cartel qu'Elle désirait.

Peu de jours après, M. de Romantzoff m'annonça qu'on avait reçu des frontières du duché de Varsovie de nouvelles plaintes, que des Cosaques, qui poursuivaient des déserteurs russes, étant par mégarde entrés sur la frontière du duché, avaient été attaqués et maltraités par un gentilhomme du pays qui avait favorisé l'évasion des déserteurs. M. de Romantzoff me prévint que ces désordres répétés le mettraient dans l'obligation de m'adresser une note. Cependant il ne m'en a point adressé, et, lorsque je l'ai revu depuis, il m'a dit que l'empereur n'avait pas voulu porter de plainte officielle à ce sujet, d'autant plus que le fait dont on se plaignait s'était passé sur le territoire du roi de Saxe; qu'on s'adresserait à ce prince, mais qu'il désirait que j'en rendisse compte à ma Cour, et que je demandasse, comme S. M. me l'avait dit Elle-

même, des instructions pour qu'il fût conclu un cartel qui mettrait fin à ces querelles.

On a appris que le roi de Saxe avait distribué quelques cordons des anciens ordres de Pologne. M. de Romantzoff m'a dit que l'empereur avait vu sans peine que les Polonais qui les avaient reçus anciennement les eussent repris, mais qu'il n'avait pas vu avec la même indifférence qu'on cherchât à faire revivre par de nouvelles distributions un ordre qui, dans l'origine, avait été institué en faveur des Polonais qui s'étaient déclarés contre la Russie dans les troubles de leur pays; qu'un de ces ordres, d'ailleurs, appartenait particulièrement à la Lithuanie, et non à la partie de la Pologne qui compose actuellement le duché de Varsovie.

Des nouvelles arrivées de Constantinople ces jours derniers affirment que les Turcs ont signé un traité secret avec les Anglais, et que le commandant des Dardanelles, qu'on avait cru remplacé, avait été envoyé à Malte pour conclure de nouveaux arrangements. Ceci s'accorde assez avec ce qu'avait rapporté un officier russe arrivé dernièrement de Constantinople, comme j'ai eu l'honneur de le mander à V. E. le 27 Février. Dans une de ses dernières conversations avec moi, M. de Romantzoff, s'appuyant probablement sur ces nouvelles, me disait encore: «Les Turcs et les Anglais s'entendront indubitablement pour nous attaquer tandis que nous discuterons. C'est un empire désorganisé qui tombe de lui-même, et qui n'aura même pas la force de faire son testament. Je désire donc que l'empereur Napoléon profite de l'occasion et paraisse nous donner ce qu'il ne peut justement nous refuser, et ce qui peut-être va nous échoir bientôt *faute d'héritiers*».

Les opérations continuent en Finlande sans beaucoup de vigueur ni de résistance. J'envoie à V. E. un bulletin des opérations de l'armée russe, ainsi qu'une proclamation du général Buxhöwden adressée aux habitants de la Finlande: Elle verra que le gouvernement russe s'est enfin expliqué sur ses intentions.

Le comte de Romantzoff, que je presse de profiter de l'occasion pour se défaire de cet ennemi géographique, me répond cependant

toujours d'une manière évasive. Un des derniers paragraphes de la proclamation ci-jointe est cependant positif.

On a su, par un courrier arrivé de Vienne dernièrement, que les Autrichiens rassemblent une armée de 40.000 hommes sur les frontières de la Turquie. M. de Stadion ne veut pas en convenir; cependant on croit avoir ici la certitude que ce gouvernement n'agit que d'après l'impulsion de la France; c'est du moins dans ce sens qu'on m'en a parlé sans s'expliquer clairement.

On assure qu'on envoie de Perse une grande ambassade en France. V. E. se rappelle sans doute que l'empereur Alexandre m'a demandé, il y a quelque temps, d'écrire au général Gardanne pour appuyer les démarches d'un officier qu'il comptait envoyer pour négocier la paix avec les Persans: il n'a plus été question de cela. Cependant il est probable qu'on m'en reparlera, et je désirerais connaître les intentions de S. M. à cet égard, et ce que je puis écrire, si toutefois, j'ai le temps de recevoir sa réponse.

M. de Schladen *), nouveau ministre de Prusse, est arrivé ici hier.

Fin du premier volume.

*) Présenté le 19 Mars, en même temps que M. Six, ministre de Hollande.

ANNEXE.

EXTRAITS
DU JOURNAL DU FOURRIER DE LA COUR.

Décembre 1807.

5. Annoncé à Sa Majesté l'arrivée dans la capitale de M. Caulaincourt, accrédité près la Cour Impériale par Napoléon, Empereur des Français, en qualité d'envoyé extraordinaire et plénipotentiaire, et son installation avec sa suite dans la maison réservée pour son séjour sur le Quai de la Néva (ancienne maison du vice-chancelier comte Ostermann).
8. Audience de présentation de M. Caulaincourt.
9. Entrée à la Cour et dîner à la Table Impériale.
12. Entrée à la Cour, bal et souper.
15. Représentation de l'Opéra-comique français: M. Caulaincourt est placé près de Sa Majesté, à droite du Grand-Duc Nicolas Pavlowitch.
17. Dîner à la Table Impériale.
23. *Ibid.*
26. *Ibid.*, bal et souper.
31. Dîner à la Table Impériale.

Janvier 1808.

1. Réception du Nouvel An, bal et souper.
6. Revue; M. Caulaincourt est du nombre des invités admis au balcon de la Famille Impériale.
7. Dîner à la Table Impériale et théâtre.

13. Félicitations à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de S. M. l'Impératrice; le soir, bal et souper.
14. Dîner à la Table Impériale.
20. *Ibid.*
27. *Ibid.*
28. Félicitations à l'occasion de l'anniversaire de la naissance du Grand-Duc Michel Pavlowitch; le soir, bal masqué et souper.

Février.

4. Félicitations à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de la Grande-Duchesse Marie Pavlowna; le soir, bal et souper.
7. Dîner à la Table Impériale.
12. *Ibid.*
19. *Ibid.*
24. *Ibid.*
29. *Ibid.*

Mars.

4. Dîner à la Table Impériale.
14. *Ibid.*
23. *Ibid.*
30. *Ibid.*

Avril.

7. Dîner à la Table Impériale.
14. *Ibid.*
18. *Ibid.*
25. *Ibid.*

Mai.

8. Réception de M. Caulaincourt par S. M. l'Empereur à 8 heures du soir.
9. *Ibid.,* à 2 heures après-midi.

Juin.

2. Obsèques de la Grande-Duchesse Elisabeth Alexandrowna.
5. Dîner à la Table Impériale.

7. Présentation des membres de la mission diplomatique française.
11. Diner à la Table Impériale.
19. Félicitations à l'occasion du mariage de la Grande-Duchesse Marie Pavlowna.
21. Dîner à la Table Impériale.
27. *Ibid.*

Juillet.

4. Dîner à la Table Impériale.
10. *Ibid.*
18. *Ibid.*
22. Félicitations à S. M. l'Impératrice Marie Féodorowna, soirée et souper.
23. Dîner à la Table Impériale.
31. *Ibid.*

Août.

2. Visite avec la Suite de S. M. l'Empereur au camp du bataillon d'artillerie de la Garde.
9. Dîner à la Table Impériale.
14. *Ibid.*
22. *Ibid.*
28. *Ibid.*
30. Félicitations à S. M. l'Empereur.

Octobre.

18. Parade sur la Place du Palais en présence de l'ambassadeur de France. Dîner à la Table Impériale.
23. Dîner à la Table Impériale.
31. *Ibid.*

Novembre.

5. Dîner à la Table Impériale.
8. Félicitations à l'occasion de la fête du Grand-Duc Michel Pavlowitch.
20. Dîner à la Table Impériale.

24. Félicitations à l'occasion de la fête de la Grande-Duchesse Catherine Pavlowna; bal et souper.
25. Dîner à la Table Impériale.
30. *Ibid.*

Décembre.

5. Dîner à la Table Impériale.
12. Félicitations à S. M. l'Empereur.
19. Dîner à la Table Impériale.
22. *Ibid.*
30. Bal et souper.

Janvier 1809.

1. Félicitations de Nouvel An.
3. Bal et souper.
7. *Ibid.*
13. Félicitations à S. M. l'Impératrice; bal masqué et souper.
15. Bal chez l'ambassadeur de France.
17. Théâtre.
18. Réception de l'ambassadeur par LL. MM.
22. Dîner à la Table Impériale.
30. *Ibid.*
31. Théâtre.

Février.

4. Félicitations à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de la Grande-Duchesse Marie Pavlowna.
6. Dîner à la Table Impériale.
12. *Ibid.*
17. *Ibid.*
23. *Ibid.*

Mars.

2. Dîner à la Table Impériale.
9. *Ibid.*
29. Félicitations à l'occasion de la fête de Pâques.

Avril.

2. Dîner à la Table Impériale.
3. Réception de l'ambassadeur à 9 heures du soir.
9. Dîner à la Table Impériale.
11. Théâtre.
15. Dîner à la Table Impériale.
18. Mariage de la Grande-Duchesse Catherine Pavlowna.
19. Félicitations aux Conjoints.
20. Dîner à la Table Impériale.
22. Théâtre.
25. Bal masqué et souper.
27. Bal.

Mai.

2. Théâtre.
5. Dîner à la Table Impériale.
10. Théâtre.
11. Dîner à la Table Impériale.
19. *Ibid.*
26. *Ibid.*
30. Théâtre.

Juin.

4. Dîner à la Table Impériale.
9. *Ibid.*
20. *Ibid.*
25. *Ibid.*
27. Réception de M. Caulaincourt par S. M. l'Empereur.

Juillet.

1. Dîner à la Table Impériale.
13. *Ibid.*
22. Félicitations à S. M. l'Impératrice; bal masqué.
23. Dîner à la Table Impériale.

Août.

18. Dîner à la Table Impériale.
25. *Ibid.*
30. Parade en présence de l'ambassadeur de France.

Septembre.

1. Dîner à la Table Impériale.
7. Solennité de la conclusion de la paix avec la Suède.
14. Dîner à la Table Impériale.
15. Revue sur la Place du Palais; le soir, théâtre.
22. Dîner à la Table Impériale.
29. *Ibid.*

Octobre.

3. Théâtre.
23. Dîner.
24. Théâtre.
29. Dîner à la Table Impériale.
31. Te Deum pour la fin de la guerre entre la France et l'Autriche; le soir, théâtre.

Novembre.

7. Dîner à la Table Impériale.
13. *Ibid.*
14. Théâtre.
19. Dîner à la Table Impériale.
21. Théâtre.
24. Félicitations à l'occasion de la fête de la Grande-Duchesse Catherine Pavlowna; le soir, théâtre.
26. Fête de l'Ordre de St-Georges le Victorieux.

Décembre.

12. Félicitations à S. M. l'Empereur; bal et souper.
16. Dîner à la Table Impériale.

19. *Ibid.*
29. *Ibid.*

Janvier 1810.

1. Félicitations de Nouvel An; bal masqué.
7. Dîner à la Table Impériale.
11. *Ibid.*
13. Félicitations à S. M. l'Impératrice; bal et souper.
22. Dîner à la Table Impériale.
23. Théâtre.
29. Dîner à la Table Impériale.
30. Théâtre.

Février.

3. Théâtre.
6. Dîner à la Table Impériale.
10. *Ibid.*
13. Souper à la Table Impériale.
17. Dîner à la Table Impériale.
25. *Ibid.*
27. Souper à la Table Impériale.

Mars.

5. Dîner à la Table Impériale.
13. *Ibid.*
20. *Ibid.*
24. *Ibid.*

Avril.

2. Dîner à la Table Impériale.
12. *Ibid.*
20. *Ibid.*
27. Théâtre.
29. Dîner à la Table Impériale.

Mai.

6\. Dîner à la Table Impériale.

10\. Réception de Caulaincourt par LL. MM.
Théâtre.

11\. Bal chez l'ambassadeur de France à l'occasion du mariage de l'Empereur Napoléon.

12\. Réception de Caulaincourt par LL. MM.
Dîner à la Table Impériale.

22\. Parade; Caulaincourt y assiste avec la Suite de Sa Majesté.
Dîner à la Table Impériale.

24\. Présentation par l'ambassadeur de France de l'attaché français Vateilles.

Juin.

9\. Dîner à la Table Impériale.

10\. Revue; Caulaincourt y assiste avec la Suite de Sa Majesté.

16\. Dîner à la Table Impériale.

26\. *Ibid.*

Juillet.

6\. Dîner à la Table Impériale.

13\. *Ibid.*

23\. *Ibid.*

31\. *Ibid.*

Août.

7\. Parade; Caulaincourt y assiste avec la Suite de Sa Majesté.
Dîner à la Table Impériale.

14\. *Ibid.*

15\. *Ibid.*

25\. *Ibid.*

29\. Dîner offert par l'ambassadeur de France au Corps Diplomatique à l'occasion de la fête de S. M. l'Empereur.

30\. Parade; Caulaincourt y assiste avec la Suite de Sa Majesté.

Septembre.

7. Dîner à la Table Impériale.
11. *Ibid.*
15. Parade; Caulaincourt y assiste avec la Suite de Sa Majesté.
17. Dîner à la Table Impériale.
25. Fête en l'honneur de la prise de Rouchtchouk. Dîner.

Octobre.

3. Dîner à la Table Impériale.
9. Théâtre.
11. Dîner à la Table Impériale.
14. Félicitations à S. M. l'Impératrice; feu d'artifice et souper.
15. Dîner à la Table Impériale.
23. Théâtre.
25. Dîner à la Table Impériale.
30. Parade; Caulaincourt y assiste avec la Suite de Sa Majesté.
31. Dîner à la Table Impériale.

Novembre.

9. Dîner à la Table Impériale.
13. Théâtre.
16. Dîner à la Table Impériale.
24. Théâtre.
26. Fête de St-Georges le Victorieux. Le Césarewitch salue l'ambassadeur de France dans la salle, en donnant le commandement de: «Portez armes!»
27. Parade; Caulaincourt y assiste avec la Suite de Sa Majesté.
30. Dîner à la Table Impériale.

Décembre.

4. Théâtre.
8. Dîner à la Table Impériale.

12. Parade; Caulaincourt y assiste avec la Suite de Sa Majesté.
Félicitations à S. M. l'Impératrice; bal et souper.
15. Dîner à la Table Impériale.
18. Théâtre.
22. Dîner à la Table Impériale.

Janvier 1811.

1. Félicitations de Nouvel An; bal masqué et souper.
4. Dîner à la Table Impériale.
6. Revue.
8. Théâtre.
13. Parade; Caulaincourt, avec deux de ses attachés, vient au-devant de S. M. l'Empereur. Félicitations à S. M. l'Impératrice; théâtre.
19. Dîner à la Table Impériale.
22. Parade en présence de l'ambassadeur; théâtre.
26. Dîner à la Table Impériale.
27. Réception de l'ambassadeur de France par S. M. l'Empereur.

Février.

5. Théâtre.
6. Dîner à la Table Impériale.
12. Théâtre.
15. Dîner à la Table Impériale.
19. Parade en présence de l'ambassadeur de France.
22. Dîner à la Table Impériale.
26. *Ibid.*

Mars.

5. Parade en présence de l'ambassadeur de France.
Dîner à la Table Impériale.
12. Réception de Caulaincourt par S. M. l'Empereur.
22. Dîner à la Table Impériale.
23. Audience privée pour annoncer à S. M. l'Empereur la naissance du fils de l'Empereur Napoléon.

24. Dîner à la Table Impériale.
26. Réception de l'ambassadeur de France par S. M. l'Empereur.
29. *Ibid.*

Avril.

2. Parade en présence de l'ambassadeur de France.
3. Réception des ministres étrangers pour les félicitations de Pâques.
8. Dîner à la Table Impériale.
9. Parade en présence de l'ambassadeur de France.
16. Parade en présence de l'ambassadeur de France; théâtre.
18. Dîner à la Table Impériale.
23. Réception de l'ambassadeur de France par S. M. l'Empereur.
26. Dîner à la Table Impériale.
27. Théâtre.
29. Audience de congé de M. Caulaincourt, jusqu'à ce jour envoyé extraordinaire de Napoléon, Empereur des Français, près la Cour Impériale.

Mai.

4. Réception de Caulaincourt par S. M. l'Empereur.
   Dîner à la Table Impériale.
5. Réception de Caulaincourt par S. M. l'Empereur.
6. Audience de congé de M. Caulaincourt à l'occasion de son départ pour Paris.

OUVRAGES

CITÉS DANS LE PREMIER VOLUME.

Correspondance. — Correspondance de Napoléon Ier, publiée par ordre de l'empereur Napoléon III, 32 v. Paris, 1867.

Robinet. — Robinet, Dictionnaire historique et bibliographique de la Révolution et de l'Empire (1789—1815), 2 v. Paris, s. d.

Sawellieff. — Sawellieff, Aperçu de l'administration du génie en Russie. Pétersbourg, 1879.

Sbornik. — Recueil de la Société Impériale Historique de Russie, 118 v. Pétersbourg, 1867.

Spissok. — Liste complète des marins russes, 12 v. Pétersbourg, 1881.

INDEX
ALPHABÉTIQUE.

I. Noms cités.

II. Personnages désignés autrement que par leur nom.

